

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI, MERCREDI ET VENDREDI

Matahiti 173
N° 93

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Mahana 21
nō 'Ātete 2024

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° HC/SGAP/BRHP 159 du 29 juillet 2024 portant organisation d'un recrutement par voie contractuelle d'un (1) travailleur en situation de handicap pour le grade d'adjoint technique principal de 2e classe de l'intérieur et des outre-mer, session 2024, et nomination de la commission de sélection	14694
Arrêté n° HC 448 DIRAJ/BAJC du 14 août 2024 relatif au don de jours de congés annuels par les agents relevant de la fonction publique communale	14696
Arrêté n° HC 450 DIRAJ/BAJC du 16 août 2024 modifiant l'arrêté n° HC 650 DIRAJ/BAJC/nt du 28 septembre 2020 fixant la liste des membres du conseil supérieur de la fonction publique des communes de la Polynésie française	14699
Arrêté n° HC 451 DIRAJ/BAJC du 16 août 2024 portant création d'un recueil des actes administratifs des services de l'État en Polynésie française	14700
Arrêté n° HC 778 DMME/BRHT/ho du 12 août 2024 portant délégation de signature à Mme Émilie HAVEZ, directrice de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française	14702
Arrêté n° HC 2024-17 SAITG du 12 août 2024 portant modification de l'arrêté n° HC 2021-16 SAITG du 22 septembre 2021 relatif à la réalisation de l'opération : « Construction d'une nouvelle cantine à Makatea »	14707

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1355 CM du 16 août 2024 habilitant le ministre en charge des finances à négocier et à conclure un ou deux emprunts d'un montant cumulé maximum de 2 983 293 556 F CFP (c/v 25 000 000 €) auprès de l'Agence France Locale pour financer partiellement le budget d'investissement de 2024	14708
Avis n° 1356 CM du 16 août 2024 portant sur le projet de décret modifiant le code des transports en matière de continuité territoriale	14710
Avis n° 1357 CM du 16 août 2024 portant sur le projet de décret relatif au budget et régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	14711
Arrêté n° 1358 CM du 16 août 2024 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 1605 CM du 13 août 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour les travaux de rénovation du réservoir d'eau potable Tepua 2	14712

Arrêté n° 1359 CM du 16 août 2024 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 1604 CM du 13 août 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour les travaux de rénovation du réservoir d'eau potable Tepua 1	14713
Arrêté n° 1360 CM du 16 août 2024 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 2116 CM du 17 septembre 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour la reconstruction du réservoir d'eau potable de Faafau	14714
Arrêté n° 1361 CM du 16 août 2024 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 1606 CM du 13 août 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour les travaux de rénovation du réservoir d'eau potable de Vaitemanu 1	14715
Arrêté n° 1362 CM du 16 août 2024 portant agrément de la société GT Promotion en qualité d'organisme privé de logement social	14716
Arrêté n° 1363 CM du 16 août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Établissement de gestion et d'aménagement du golf de Teva pour l'acquisition de voitures électriques	14717
Arrêté n° 1364 CM du 16 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'association Centre la Bonne Nouvelle - Assemblée de Dieu, dans le cadre du dispositif d'Aide à la connexion internet - ACI	14719
Arrêté n° 1365 CM du 16 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Morrison café dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet - ACI	14721
Arrêté n° 1366 CM du 16 août 2024 autorisant la location d'une emprise de 5 000 m² dépendant de la terre dénommée Pataaroa 3, cadastrée section AB n° 2, sise commune de Rangiroa, commune associée de Mataiva, au profit de la société Électricité de Polynésie	14723
Arrêté n° 1369 CM du 19 août 2024 portant modification de l'arrêté n° 470 CM du 15 avril 2024 portant nomination de M. Alain CINNA, attaché d'administration de l'État hors classe, en qualité d'agent comptable du lycée Hôtelier de Tahiti (9840268U) - pour régularisation	14725
Arrêté n° 1378 CM du 19 août 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Hinaiti Studio au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	14726
Arrêté n° 1379 CM du 19 août 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société EURL Tahiti Gaming Arena au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	14727
Arrêté n° 1381 CM du 19 août 2024 portant désignation des ministres et des maires devant siéger au Comité d'aménagement du territoire (CAT)	14728

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 1603 PR du 13 août 2024 portant prorogation de la validité de décision pour une période d'un an de l'arrêté n° 593 PR du 5 juillet 2022 modifié portant octroi d'une aide financière à M. Wilson, Teheina GODFREY	14729
Arrêté n° 1604 PR du 13 août 2024 portant prorogation de la validité de décision pour une période d'un an de l'arrêté n° 499 PR du 10 juin 2022 portant octroi d'une aide financière à M. Jean, Tevaruaraiarii TAMA	14730
Arrêté n° 1605 PR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Teraitea YVONET	14731
Arrêté n° 1606 PR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Ramela TIIHIVA	14733
Arrêté n° 1607 PR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Gabrielle TIIHIVA épouse ATAE	14735
Arrêté n° 1608 PR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Pierre LEFOC	14737
Arrêté n° 1609 PR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Anthonny, Riki WONG YEN	14739
Arrêté n° 1610 PR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Jean-Marie André Albert Teva PAOFAI	14741
Arrêté n° 1635 PR du 14 août 2024 autorisant la location du lot 2, d'une superficie de 3 000 m², dépendant des parcelles de terre cadastrées commune de Papara, section AT n° 94 et n° 95, au profit de la fédération Tiare Rau i te Hono Tini	14743
Arrêté n° 1636 PR du 14 août 2024 autorisant la location du lot 1, d'une superficie de 3 000 m², dépendant des parcelles de terre cadastrées commune de Papara, section AT n° 94 et n° 95, au profit de l'association horticole Pépinière Oro Vai	14744
Arrêté n° 1639 PR du 14 août 2024 relatif à l'exercice des attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes	14745

Arrêté n° 1640 PR du 14 août 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de Mme Tepuhaakaioho TAUPOTINI veuve UTIA dans le cadre des opérations de transcription d'un partage judiciaire 14746

Arrêté n° 1643 PR du 14 août 2024 portant classement par tiare de l'établissement Te Ra'i Nui 14748

Arrêté n° 1645 PR du 14 août 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 2559 MLV du 11 mars 2015 modifié portant affectation des locaux à usage de bureaux dépendants de l'immeuble Putiaoro, sis commune de Papeete, au profit de la direction de l'environnement 14749

Arrêté n° 1649 PR du 16 août 2024 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles, de places de stationnement dépendant du parking Paofai aménagé sur les parcelles cadastrées commune de Papeete, section AC n° 27, n° 29 et n° 30, appartenant à la SCI CPS Papineau 14750

Vice-présidence, ministère des solidarités

Arrêté n° 7322 VP du 16 août 2024 portant délégation de signature à Mme Ravahere RAUZY, directrice des solidarités, de la famille et de l'égalité 14751

Ministère de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle

Arrêté n° 7274 MFT du 13 août 2024 portant délégation de signature à Mme Moerani LEHARTEL, directrice générale des ressources humaines de la Polynésie française 14754

Arrêté n° 7319 MFT/DGRH du 14 août 2024 portant délégation de signature de Mme Moerani LEHARTEL, directrice générale des ressources humaines de la Polynésie française, au profit de certains agents placés sous son autorité 14758

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 7293 MGT du 14 août 2024 portant modification de l'arrêté n° 4967 MGT du 30 mai 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports sur l'île de Tahuata n° 198 VMT-TTA 01 et portant attribution d'une licence de véhicule multi-transports à M. Torea RIO 14760

Arrêté n° 7342 MGT du 16 août 2024 portant autorisation d'empiètement de prospect sur le domaine public routier, d'une superficie totale de zéro mètre carré cinquante trois (0,53 m²), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section BN n° 50 (terre Auna parcelle du lot 1), sise à Tevaitoa, commune de Tumaraa sur l'île de Raiatea, au profit de la SPL Te uira no te mau motu 14761

Ministère de l'économie, du budget et des finances

Arrêté n° 7289 MEF du 14 août 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Sylvain CHAU et Mme Ariifano TAMAHAE épouse CHAU pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages 14762

Arrêté n° 7290 MEF du 14 août 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Heilani TIHOTI épouse FAUURA et M. Alberic FAUURA pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages 14764

Arrêté n° 7292 MEF/DBF du 14 août 2024 modification de l'arrêté n° 5121 MEF/DBF du 5 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sandra SHAN SEI FAN, directrice du budget et des finances, au profit d'agents placés sous son autorité 14765

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 7277 MPR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Neal, Rudy, Tehotu TURINA 14766

Arrêté n° 7278 MPR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Anita Georgette FALCHETTO 14768

Arrêté n° 7279 MPR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Alfred Teamo TIATIA 14770

Arrêté n° 7326 MPR/DIREN du 16 août 2024 autorisant l'association Focused On Nature à exercer une activité de prises de vues et de son des espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins d'éducation et sensibilisation dans les eaux de Mo'orea du 16 au 26 août 2024 14772

Arrêté n° 7327 MPR/DIREN du 16 août 2024 autorisant la SARL Lucky Way Game à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines à bosse, espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales dans les eaux de Mo'orea du 30 septembre au 12 octobre 2024 14774

Arrêté n° 7328 MPR/DIREN du 16 août 2024 autorisant la SAS Grand Angle Productions à exercer une activité de prises de vues et de son des requins, espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales dans les eaux de Mo'orea du 1er au 31 octobre 2024 **14776**

Arrêté n° 7341 MPR/DIREN du 16 août 2024 autorisant la société EURL Activiseas à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 12883 (Parata VII) du 19 août 2024 au 11 novembre 2024 **14777**

Ministère de la santé

Arrêté n° 7314 MSP du 14 août 2024 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Moe-Rai Fish numéro sanitaire : A 2999 **14779**

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 7291 MJP/DJS du 14 août 2024 autorisant l'association sportive Courir en Polynésie - ASCEP à utiliser la voie publique lors de la course intitulée Raid Vittel Tahiti prévue le 8 septembre 2024 **14781**

Arrêté n° 7325 MJP/DJS du 16 août 2024 autorisant la fédération Tahitienne de Triathlon à utiliser la voie publique lors de la course intitulée « Triathlon Marara Tri » prévue le 8 septembre 2024 **14782**

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Arrêté n° 43-2024 APF/SG du 16 août 2024 portant ouverture de la session extraordinaire de l'Assemblée de la Polynésie française **14783**

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Lois

Loi n° 2024-850 du 25 juillet 2024 visant à prévenir les ingérences étrangères en France (1) **14784**

Décrets

Décret n° 2024-732 du 5 juillet 2024 relatif à la flotte à caractère stratégique **14791**

Décret n° 2024-735 du 5 juillet 2024 relatif à la délivrance des extraits de casier judiciaire à la Régie autonome des transports parisiens **14793**

Décret n° 2024-736 du 6 juillet 2024 relatif au greffe du tribunal de première instance et du tribunal mixte de commerce de Papeete **14794**

Décret n° 2024-752 du 7 juillet 2024 relatif à la garantie de l'État prévue à l'article 185 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 **14799**

Décret n° 2024-763 du 8 juillet 2024 relatif aux formations aux premiers secours **14805**

Décret n° 2024-773 du 8 juillet 2024 relatif à la médecine du travail en détention **14807**

Décret n° 2024-788 du 8 juillet 2024 relatif à la mise en place des aménagements de formation et d'examen pour les sportifs de haut niveau dans l'enseignement supérieur et à la simplification des épreuves de l'examen du brevet de technicien supérieur **14812**

Décret n° 2024-792 du 11 juillet 2024 relatif à la dotation pour les titres sécurisés **14817**

Décret n° 2024-799 du 2 juillet 2024 pris pour l'application du titre VII de la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, relatif à la simplification des règles du contentieux **14819**

Décret n° 2024-800 du 8 juillet 2024 pris pour l'application de l'article 70 de la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration et relatif à l'organisation et à la procédure applicable devant la Cour nationale du droit d'asile **14830**

Décret n° 2024-808 du 5 juillet 2024 portant dispositions relatives à la procédure d'expulsion et aux mesures d'assignation à résidence prévues par le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile **14833**

Décret n° 2024-808 du 5 juillet 2024 portant dispositions relatives à la procédure d'expulsion et aux mesures d'assignation à résidence prévues par le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (*rectificatif*) **14836**

Décret n° 2024-804 du 12 juillet 2024 relatif à l'application en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie du régime d'autorisation et de notification des études préalables à la pose ou à l'enlèvement des câbles et pipelines sous-marins	14837
Décret n° 2024-810 du 6 juillet 2024 relatif au traitement de données à caractère personnel relatif aux étrangers sollicitant la délivrance d'un visa dénommé France-Visas	14839
Décret n° 2024-837 du 16 juillet 2024 relatif à la prestation de serment des agents de l'administration pénitentiaire	14847
Décret n° 2024-839 du 16 juillet 2024 relatif à la garantie de 4 000 € mentionnée à l'article 76 <i>bis</i> de la loi du 21 août 2003	14849
Décret n° 2024-852 du 25 juillet 2024 portant suppression de registres et fichiers tenus par l'administration pénitentiaire	14851
Arrêtés	
Arrêté du 27 juin 2024 portant agrément d'une station de contrôle et d'entretien de radeau de sauvetage (Tahiti Sports)	14853
Arrêté du 27 juin 2024 portant agrément d'une station de contrôle et d'entretien de radeau de sauvetage (Chantier naval des îles Sous-le-Vent)	14856
Arrêté du 19 juin 2024 approuvant le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Huahine (Polynésie française)	14858
Arrêté du 18 juin 2024 approuvant le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Fakarava (Polynésie française)	14859
Arrêté du 16 juillet 2024 authentifiant les populations des quartiers prioritaires de la politique de la ville	14860
Arrêté du 11 juillet 2024 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 4 applicable aux services publics à caractère industriel et commercial des communes et de leurs groupements en Polynésie française (<i>rectificatif</i>)	14861
Arrêté du 8 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale	14899
Arrêté du 8 juillet 2024 fixant les modalités pédagogiques spéciales applicables aux sportifs de haut niveau préparant les diplômes mentionnés à l'article D. 613-30-2 du code de l'éducation	14901
Arrêté du 8 juillet 2024 fixant les choix des langues vivantes étrangères autorisées pour les épreuves des examens du brevet de technicien supérieur	14902
Arrêté du 5 juillet 2024 portant modification de l'arrêté du 28 avril 2020 relatif au marquage des armes à feu et de leurs éléments	14903

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC/SGAP/BRHP 159 du 29 juillet 2024 portant organisation d'un recrutement par voie contractuelle d'un (1) travailleur en situation de handicap pour le grade d'adjoint technique principal de 2e classe de l'intérieur et des outre-mer, session 2024, et nomination de la commission de sélection

NOR : ETA24300522AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code général de la fonction publique, et notamment son article L. 351-1 ;

Vu le décret n° 95-979 du 25 août 1995 modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'État ;

Vu le décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'État ;

Vu le décret n° 2016-580 du 11 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'État ;

Vu l'arrêté du 14 avril 2017 fixant les modalités d'organisation des recrutements d'adjoints techniques du ministère de l'intérieur et des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2023 autorisant au titre de l'année 2024 l'ouverture de concours externes et internes pour le recrutement d'adjoints techniques principaux de 2e classe de l'intérieur et de l'outre-mer ;

Vu l'arrêté du 20 mars 2024 fixant au titre de l'année 2024 le nombre de postes offerts aux concours externes et internes pour l'accès au grade d'adjoints techniques principaux de 2e classe de l'intérieur et de l'outre-mer ;

Sur proposition de la secrétaire générale adjointe pour l'administration de la police,

Arrête :

Article 1er. — Un recrutement par voie contractuelle d'un (1) travailleur en situation de handicap pour le grade d'adjoint technique principal de 2e classe de l'intérieur et des outre-mer, spécialité « Accueil, maintenance et logistique » est organisé, au titre de l'année 2024, par le Secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française (SGAP).

Art. 2. — Le calendrier prévisionnel est le suivant :

Inscriptions :	Du lundi 29 juillet 2024 au jeudi 29 août 2024
Examen des dossiers par la commission de sélection	À compter du mardi 10 septembre 2024
Résultat d'admissibilité	À compter du vendredi 13 septembre 2024
Épreuve d'entretien avec le jury	Du jeudi 3 octobre 2024 au vendredi 4 octobre 2024
Résultat d'admission	À partir du lundi 7 octobre 2024
Prise de poste souhaitée	Le lundi 30 décembre 2024

Art. 3. — La commission de sélection est composée ainsi qu'il suit :

Présidente :

- Mme Jennifer PICARD, attachée d'administration de l'État, adjointe la cheffe du Secrétariat général pour l'administration de la police nationale (SGAP).

Membres de la commission principale :

- M. Stéphane CROZATIER, ingénieur des services techniques, chef du bureau de l'assistance technique à la direction de l'ingénierie publique du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;
- Mme Vairoa TIXIER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, cheffe du service de gestion des ressources à la Direction territoriale de la police nationale (DTPN) de la Polynésie française ;
- M. Alexis MATAUA, secrétaire administratif de classe normale, chef du bureau du budget, des achats, de la logistique et de l'immobilier au SGAP.

Examineurs adjoints à la commission principale :

- Mme Céline MANA, attachée principale d'administration de l'État, cheffe du Secrétariat général pour l'administration de la police nationale (SGAP), vice-présidente ;
- Mme Moetua AYOU, secrétaire administrative de classe normale, cheffe du bureau des ressources humaines et de la paie au SGAP ;
- M. Jean CHEUNG, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef du bureau du budget, des achats, de la logistique et de l'immobilier au SGAP.

Art. 4. — La secrétaire générale adjointe pour l'administration de la police et la cheffe du secrétariat général pour l'administration de la police sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le haut-commissaire et par délégation : la secrétaire générale adjointe pour l'administration de la police,
Emilia HAVEZ

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telrecours.fr

Arrêté n° HC 448 DIRAJ/BAJC du 14 août 2024 relatif au don de jours de congés annuels par les agents relevant de la fonction publique communale*NOR : ETA24300621AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs, notamment son article 41 ;

Vu le décret n° 2011-1552 du 15 novembre 2011 portant diverses dispositions statutaires applicables aux agents non titulaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs, et notamment son article 12 ;

Vu l'arrêté n° 1096 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié relatif aux congés annuels des agents des communes, groupements de communes ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté n° HC 340 DIRAJ/BAJC du 21 juin 2023 modifié relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires et agents contractuels des communes, des groupements de communes et des établissements publics à caractère administratif relevant des communes de la Polynésie française ;

Vu l'avis n° 3-2024 AP du conseil supérieur de la fonction publique communal en date du 18 juillet 2024 ;

Vu proposition du secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté est applicable aux fonctionnaires et agents contractuels de droit public des communes de Polynésie française, de leurs groupements et de leurs établissements publics administratifs.

CHAPITRE IER - BÉNÉFICIAIRES ET CONDITIONS

Art. 2. — Un agent visé à l'article 1er peut, sur sa demande et en accord avec son autorité de nomination ou d'emploi, renoncer, anonymement et sans contrepartie, à une partie de ses congés annuels non pris au bénéfice d'un autre agent de la même collectivité ou du même établissement public qui, selon le cas :

1° Assume la charge d'un enfant âgé de moins de vingt ans atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants ;

2° Vient en aide à une personne atteinte d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité ou présentant un handicap, lorsque cette personne est, pour le bénéficiaire du don :

- a) Son conjoint ;
- b) Son concubin ;
- c) Son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ;
- d) Un ascendant ;
- e) Un descendant ;
- f) Un enfant dont il assume la charge au sens des règles de la Caisse de prévoyance sociale ;
- g) Un collatéral jusqu'au quatrième degré ;
- h) Un ascendant, un descendant ou un collatéral jusqu'au quatrième degré de son conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité ;
- g) Une personne âgée ou handicapée avec laquelle il réside ou avec laquelle il entretient des liens étroits et stables, à qui il vient en aide de manière régulière et fréquente, à titre non professionnel, pour accomplir tout ou partie des actes ou des activités de la vie quotidienne,

3° Est parent d'un enfant qui décède avant l'âge de vingt-cinq ans ou assumait la charge effective et permanente d'une personne qui décède avant cet âge.

Art. 3. — Un agent ne peut donner des jours de congés annuels que sous réserve de conserver vingt jours ouvrés au titre de son droit au repos. Cette durée est proratisée dans les mêmes conditions que les droits à congés annuels.

Les jours de repos compensateur ne peuvent pas faire l'objet d'un don.

CHAPITRE II - PROCÉDURE

SECTION 1 - POUR L'AGENT BÉNÉFICIAIRE DU DON DE JOURS

Art. 4. — L'agent qui souhaite bénéficier d'un don de jours de congés annuels formule sa demande par écrit auprès de son autorité de nomination ou d'emploi.

Il doit avoir au préalable consommé l'ensemble de ses droits à congés annuels pour la période demandée.

Art. 5. — Si la demande est présentée au titre des 1° ou 2° de l'article 2, elle est accompagnée d'un certificat médical détaillé remis sous pli confidentiel établi par le médecin qui suit l'enfant ou la personne concernée. Ce certificat atteste, soit la particulière gravité de la maladie, du handicap ou de l'accident rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants auprès de l'enfant, conformément au 1° de l'article 2, soit la particulière gravité de la perte d'autonomie ou le handicap dont est atteinte la personne mentionnée au 2° du même article.

L'agent joint à sa demande un justificatif du lien qui existe avec la personne ou l'enfant concerné et, le cas échéant, l'attestation de Caisse de prévoyance sociale certifiant que l'enfant est à sa charge.

L'agent qui souhaite bénéficier d'un don de jours de congés annuels au titre du 2° de l'article 2 établit en outre une déclaration sur l'honneur de l'aide effective qu'il apporte à la personne concernée.

La durée du congé dont l'agent peut bénéficier à ce titre est plafonnée, pour chaque année civile, à quatre-vingt-dix jours par enfant ou par personne concernée mentionnés aux 1° et 2° de l'article 2.

Le congé pris au titre des jours donnés peut être fractionné à la demande du médecin mentionné au premier alinéa du présent article.

Art. 6. — Si la demande est présentée au titre du 3° de l'article 2, elle est accompagnée du certificat de décès. Dans le cas du décès d'une personne de moins de vingt-cinq ans dont l'agent avait la charge effective et permanente, la demande est également accompagnée d'une déclaration sur l'honneur attestant cette prise en charge.

La durée du congé dont l'agent peut bénéficier à ce titre est plafonnée à quatre-vingt-dix jours par enfant ou par personne concernée mentionnés au 3° de l'article 2.

Le congé pris au titre des jours donnés peut intervenir pendant un an à compter de la date du décès. Il peut être fractionné à la demande de l'agent.

Art. 7. — Le don est fait sous forme de jour entier quelle que soit la quotité de travail de l'agent qui en bénéficie.

Art. 8. — L'autorité de nomination ou d'emploi dispose de quinze jours ouvrables pour informer l'agent bénéficiaire du don de jours de congés annuels.

SECTION 2 - POUR L'AGENT EFFECTUANT UN DON DE JOURS

Art. 9. — L'agent qui donne un ou plusieurs jours de congés annuels signifie par écrit à son autorité de nomination ou d'emploi le don et le nombre de jours de congés annuels afférents.

Le don est définitif après accord du chef de service, qui vérifie que les conditions fixées aux articles 2 et 3 sont remplies.

Le don de jours peut être fait jusqu'au 31 décembre de l'année au titre de laquelle les jours de congés annuels sont acquis.

Par exception, le don de jours épargnés sur le compte épargne de fin de carrière mentionné à l'article 7 de l'arrêté du 5 juillet 2012 susvisé peut être réalisé à tout moment.

Art. 10. — Le don est anonyme et ne donne lieu à aucune contrepartie.

CHAPITRE III - MAINTIEN DE LA RÉMUNÉRATION ET CONTRÔLES

Art. 11. — L'agent bénéficiaire d'un ou de plusieurs jours de congés ainsi donnés a droit au maintien de sa rémunération pendant sa période de congé. Le régime indemnitaire est maintenu dans les conditions fixées par le I de l'article 54 de l'arrêté du 21 juin 2023 susvisé. Sont notamment exclues toutes primes et indemnités non forfaitaires qui ont le caractère de remboursement de frais et les primes non forfaitaires qui sont liées à l'organisation et au dépassement du cycle de travail.

La durée de ce congé est assimilée à une période de service effectif.

Art. 12. — Aucune indemnité ne peut être versée en cas de non-utilisation de jours de congés annuels ayant fait l'objet d'un don.

Le reliquat de jours donnés qui n'ont pas été consommés par l'agent bénéficiaire au cours de l'année civile est définitivement perdu.

Art. 13. — L'autorité de nomination ou d'emploi qui a accordé le congé peut faire procéder aux vérifications nécessaires pour s'assurer que le bénéficiaire du congé respecte les conditions fixées aux articles 5 et 6. Si ces vérifications révèlent que les conditions ne sont pas satisfaites pour l'octroi du congé, il peut y être mis fin après que l'intéressé a été invité à présenter ses observations.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Art. 14. — Les modalités pratiques d'application du présent arrêté sont fixées, en tant que de besoin, par le règlement intérieur de la commune, du groupement de communes ou de l'établissement public, adopté par délibération.

Art. 15. — Après l'article 6 de l'arrêté du 5 juillet 2012 susvisé, il est inséré un article 6-1 ainsi rédigé :

« Art. 6-1. — Les modalités de don de jours de congés annuels au profit de fonctionnaires ou d'agents contractuels de la même commune, du même groupement de communes ou du même établissement public administratif sont fixées par arrêté du haut-commissaire de la République. »

Art. 16. — Le présent arrêté est applicable aux congés annuels de l'année 2024.

Art. 17. — Au plus tard le 31 décembre 2026, le centre de gestion et de formation adresse au conseil supérieur de la fonction publique communale un bilan de la mise en œuvre du présent arrêté.

Art. 18. — Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice de la réglementation et des affaires juridiques, les maires et les présidents d'établissements publics sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le haut-commissaire et par délégation : le secrétaire général du haut-commissariat,
Xavier MAROTEL

Arrêté n° HC 450 DIRAJ/BAJC du 16 août 2024 modifiant l'arrêté n° HC 650 DIRAJ/BAJC/nt du 28 septembre 2020 fixant la liste des membres du conseil supérieur de la fonction publique des communes de la Polynésie française

NOR : ETA24300622AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu le décret n° 2011-1551 du 15 novembre 2011 modifié portant diverses dispositions relatives à la fonction publique des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté n° HC 650 DIRAJ/BAJC du 28 septembre 2020 modifié fixant la liste des membres du conseil supérieur de la fonction publique des communes de la Polynésie française ;

Vu le courrier de la Fédération de rassemblement des agents des administrations de Polynésie (FRAAP) en date du 9 août 2024 ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Les neuvième à onzième lignes du tableau figurant à l'article 2 de l'arrêté du 28 septembre 2020 susvisé sont remplacées par les lignes suivantes :

«

Fédération de rassemblement des agents des administrations de Polynésie (FRAAP)	Mme Brenda LEAOU	M. Gary GRAND-PITTMAN
	M. Tevaihou LAMBERTY	M. Jimmy ONCINS
	M. Dan TAHUHUTERANI	M. Mato PETERANO

»

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice de la réglementation et des affaires juridiques et le président du conseil supérieur de la fonction publique communale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le haut-commissaire et par délégation : le secrétaire général du haut-commissariat,
Xavier MAROTEL

Arrêté n° HC 451 DiRAJ/BAJC du 16 août 2024 portant création d'un recueil des actes administratifs des services de l'État en Polynésie française

NOR : ETA24300624AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ensemble le règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 844 DMME/BRHT/tto du 1er septembre 2023 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 28 février 2024 fixant la périodicité de publication du *Journal officiel* de la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

CHAPITRE Ier - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er. — Il est créé un recueil des actes administratifs pour les services de l'État en Polynésie française.

Art. 2. — Sont susceptibles d'être publiés au recueil des actes administratifs les actes urgents des services de l'État ou de ses établissements publics, notamment ceux qui doivent recevoir force exécutoire à une date incompatible avec le calendrier normal de publication du *Journal officiel* de la Polynésie française, sans préjudice des règles particulières de publication fixées par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur.

Art. 3. — Conformément à l'article 3 de la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 susvisée, tous les actes publiés au recueil des actes administratifs font l'objet d'une publication ultérieure, pour information, au *Journal officiel* de la Polynésie française.

CHAPITRE II - MODALITÉS DE DIFFUSION

Art. 4. — La publication du recueil des actes administratifs est effectuée exclusivement sous format électronique par mise en ligne sur le site internet du haut-commissariat de la République en Polynésie française, à l'adresse suivante : <https://www.polynesie-francaise.pref.gouv.fr/Publications/RAA>.

Art. 5. — Aucune périodicité de publication n'est définie.

CHAPITRE III - CONTENU DU RECUEIL

Art. 6. — Chaque édition du recueil des actes administratifs est datée, numérotée et comprend un sommaire.

Art. 7. — Les documents publiés contenant des informations nominatives ne font pas l'objet d'une indexation par les moteurs de recherche.

Art. 8. — Aux fins de lutte contre la fraude, seuls les nom, prénoms et qualité du signataire figurent sur les actes publiés au recueil des actes administratifs. Ni la signature manuscrite de l'autorité ni le cachet du service ne sont reproduits.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS ORGANISATIONNELLES ET FINALES

Art. 9. — L'insertion des actes au recueil des actes administratifs, ainsi que leur mise en ligne, est réalisée par le bureau des affaires juridiques et du contentieux, sous l'autorité du directeur de la réglementation et des affaires juridiques.

Art. 10. — Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 2024.

Art. 11. — Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice de cabinet et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Éric SPITZ

Arrêté n° HC 778 DMME/BRHT/ho du 12 août 2024 portant délégation de signature à Mme Émilie HAVEZ, directrice de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française*NOR : ETA24300521AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le code de la défense ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code pénitentiaire ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code du service national ;

Vu le code des transports ;

Vu le décret n° 2005-1514 du 6 décembre 2005 relatif à l'organisation outre-mer de l'action de l'État en mer ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret du 31 août 2022 portant nomination de M. Éric SPITZ, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le décret du 2 août 2023 portant nomination de M. Étienne de la FOUCHARDIÈRE, administrateur de l'État du premier grade, sous-préfet en qualité de chargé de mission auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française, secrétaire général adjoint du haut-commissariat de la République en Polynésie française, en outre chef de la subdivision administrative des îles Australes ;

Vu le décret du 11 août 2023 portant nomination de Mme Anna NGUYEN, sous-préfète en qualité de cheffe des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent ;

Vu le décret du 18 octobre 2023 portant nomination de M. Xavier MAROTEL, en qualité de secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu le décret du 27 mars 2024 portant nomination de Mme Alexandra CHAMOUX, en qualité de cheffe de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du ministère de l'intérieur du 13 juillet 2022 nommant Mme Émilie HAVEZ, inspectrice de classe exceptionnelle de l'action sanitaire et sociale, en qualité de directrice de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° U10367620075485 du 19 décembre 2019 portant prise en charge et affectation avec changement de l'autorité de gestion de Mme Céline MANA, attachée principale d'administration de l'État, au secrétariat général pour l'administration de la police nationale en Polynésie française, à compter du 1er janvier 2020 ;

Vu l'arrêté du ministère de l'intérieur du 4 décembre 2020 portant mutation de Mme Jennifer PICARD, attachée d'administration de l'État, au secrétariat général pour l'administration de la police nationale en Polynésie française, à compter du 1er mars 2021 ;

Vu l'arrêté du ministère de l'intérieur du 11 juillet 2022 plaçant en position de mise à disposition M. Cédric RIGOLLET, colonel de sapeurs-pompiers professionnels auprès du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° U13648630604745 du 25 avril 2023 portant changement d'affectation avec changement de résidence hors métropole de M. Aurélien PAPY, attaché d'administration de l'État au bureau de communication interministérielle du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2023-2269 du 10 août 2023 plaçant en position de mise à disposition de Mme Cécile MACAREZ, colonelle de sapeurs-pompiers professionnels du ministère de l'intérieur et des outre-mer, pour exercer la fonction de directeur de la protection civile du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 844 DMME/BRHT/tto du 1er septembre 2023 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 522 DMME/BRHT/ho du 30 mars 2022 portant changement d'affectation de Mme Tehaapaiarii FREBAULT-MAAU, adjoint administratif principal de 1re classe du CEAPF, en qualité de chargée des dispositifs de sécurité et de prévention de la délinquance ;

Vu la décision n° HC 1282 DMME/BRHT/A du 11 août 2022 portant changement d'affectation de M. Hugues CUNEGATTI, attaché principal d'administration de l'État, en qualité de chef du pôle « relations internationales, protocole, chancellerie et expulsions », adjoint au chef du bureau du cabinet ;

Vu la décision n° HC 976 DMME/BRHT/A du 1er septembre 2023 portant nomination de Mme Anne-Laure DAUTRY, directrice des services pénitentiaires, en qualité de directrice adjointe de cabinet, directrice des sécurités ;

Vu la décision n° HC 975 DMME/BRHT/A du 1er septembre 2023 portant modification d'affectation de M. Mauiraimana HUNTER, attaché principal d'administration de l'État, en qualité de chef de cabinet, chef du bureau du cabinet ;

Vu la décision n° HC 43 DMME/BRHT/cb du 17 janvier 2024 portant changement d'affectation de Mme Nga TIAIPOI à la direction des sécurités du cabinet en qualité d'adjointe à la directrice, cheffe du pôle des politiques publiques de sécurité ;

Vu la décision n° HC 96 DMME/BRHT/A du 1er février 2024 portant affectation de Mme Vaianu OOPA, attachée d'administration de l'État, au sein du cabinet du haut-commissaire en qualité de chargée de mission JO 2024 ;

Vu le contrat de travail n° 23/326 du 7 mars 2023 modifié, portant recrutement de M. Stéphane GAVIGNET en qualité de chef de projet ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Émilie HAVEZ, directrice de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française, à l'effet de signer au nom du haut-commissaire, les actes, arrêtés, décisions, correspondances administratives et notes de services, dans les domaines relevant des attributions du cabinet et des services qui lui sont rattachés :

1) Au titre de l'administration du cabinet :

- les correspondances et actes courants adressés aux particuliers, aux services de l'État et aux collectivités de la Polynésie française ;
- les actes relatifs à la communication de l'État ;
- les actes de la commande publique relatifs aux travaux nécessaires à l'entretien de la résidence de la directrice de cabinet ainsi que du renouvellement du matériel qui y est affecté dans la limite des crédits délégués du BOP 354.

2) Au titre de secrétaire générale adjointe de l'administration de la police :

- les actes et arrêtés relatifs aux instances consultatives locales des services de police ;
- les actes, arrêtés et agréments relatifs aux recrutements ;
- les actes disciplinaires et de notation des personnels des services de police ;
- les demandes d'engagement et de paiement des dépenses (hors dépenses de personnel) sur les programmes suivants :
 - 152 « Gendarmerie nationale » dans les domaines suivants : IFCR et remboursements de frais médicaux ;
 - 176 « Police nationale » ;
 - 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » s'agissant des dépenses liées au contentieux dans le périmètre police nationale et gendarmerie ;
 - 303 « Immigration et asile ».

Ces dépenses, d'un montant inférieur à 250 000 €, sont imputées sur le budget de l'État du ministère de l'intérieur.

- les états et attestations de service fait relatifs à la paie et aux indemnités de toutes natures supplémentaires au traitement de base des personnels du secrétariat général pour l'administration de la police, des services de police de la police nationale et des personnels civils de la gendarmerie nationale en fonction en Polynésie française sur le budget du ministère de l'intérieur programmes 152 et 176.

3) Au titre du fonctionnement de la direction de la protection civile :

- les actes et arrêtés relatifs aux actions de cette direction ;
- les arrêtés ouvrant les sessions d'examen pour l'admission aux différents brevets et spécialisations concernant le secourisme et la protection civile ;
- les arrêtés portant désignation des jurys concernant les examens visés ;

- les arrêtés proclamant les résultats des examens précités ;
 - les demandes d'engagement et de paiement des dépenses de la direction de la protection civile imputables aux programmes :
 - 123 « Conditions de vie outre-mer » ;
 - 161 « Sécurité civile » ;
 - 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » ;
 - les demandes d'emploi des hélicoptères Dauphin N3 adressées aux forces armées en Polynésie française, en qualité d'autorité de coordination interministérielle ;
 - les demandes de concours des moyens militaires.
- 4) Au titre du fonctionnement de la direction des sécurités :
- les demandes de renfort des Unités de forces mobiles (UFM) ;
 - les dérogations prises en application de l'arrêté du 29 décembre 2011 relatif aux documents et visas exigés pour l'entrée des étrangers sur le territoire de la Polynésie française ;
 - les arrêtés portant autorisation des systèmes de vidéo-protection ;
 - les arrêtés relatifs à la sûreté portuaire et aéroportuaire ;
 - les sanctions administratives pour manquements aux règles de sûreté aéroportuaire à l'encontre de personnes physiques et morales ;
 - les actes et arrêtés pris en application du code général des collectivités territoriales ;
 - les actes relatifs à l'animation des actions de prévention de la délinquance en Polynésie française et les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 216 relatifs au fonds interministériel de prévention de la délinquance ;
 - les actes relatifs à l'animation des actions de sécurité routière en Polynésie française et les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 207 « sécurité et éducation routières » ;
 - les actes relatifs à l'animation des actions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes et les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 137 « égalité entre les femmes et les hommes » ;
 - les actes relatifs à l'animation des actions relatives à la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH) et les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 129 « coordination du travail gouvernemental » ;
 - les arrêtés pris au titre des articles L. 3115-10 et L. 3131-17 du code de la santé publique tels qu'applicables en Polynésie française ;
 - les actes relatifs à la garde des personnes détenues hospitalisées en application des articles R. 322-13 du code pénitentiaire et R. 1112-30, R. 1112-32 et R. 1112-33 du code de la santé publique ;
 - les arrêtés, actes et correspondances relatifs aux expulsions foncières et locatives, aux saisies et à l'octroi de la force publique y afférant ;
 - les arrêtés, actes, correspondances et décisions relatives aux armes, munitions et leurs éléments en Polynésie française ;
 - les arrêtés, actes, correspondances et décisions relatifs aux explosifs civils en Polynésie française ;
 - les arrêtés autorisant la captation, l'enregistrement et la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs pour des missions de police administrative de la gendarmerie nationale en Polynésie française ;
 - les arrêtés portant autorisation de prises de vues aériennes ;
 - les actes et correspondances relatifs aux dérogations de premières et dernières touchées maritimes et aériennes ;
 - les demandes de concours de moyens militaires dans le cadre des évacuations sanitaires.
- 5) Au titre du fonctionnement du bureau du cabinet :
- les actes relatifs à l'animation et l'organisation du bureau du cabinet ;
 - les notes internes ou à l'attention des autorités centrales concernant l'actualité politique, économique, sociale et culturelle en Polynésie française ;
 - les correspondances diplomatiques ;
 - les actes relatifs à l'administration de l'île de Clipperton ;
 - les actes relatifs à l'animation des relations diplomatiques du haut-commissariat ;
 - les actes relatifs à l'animation et l'organisation de la cellule diplomatique ;
 - les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 209 relatifs au fonds de coopération économique, sociale et culturelle pour le Pacifique.
- 6) Au titre de l'action de l'état en mer :
- les actes, correspondances et décisions relatifs à l'exercice du pouvoir de police générale en mer, en matière de maintien de l'ordre public, sauvegarde des personnes et des biens, protection de l'environnement et coordination de la lutte contre les activités illicites, sous réserve des compétences des collectivités territoriales.

Art. 2. — Dans le cadre des services de permanence, Mme Émilie HAVEZ, directrice de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française, reçoit délégation de signature pour toutes décisions nécessitées par une situation d'urgence et notamment :

- les obligations de quitter le territoire français, les arrêtés d'expulsion, les placements en rétention administrative, les ouvertures du local de rétention administrative et les autorisations provisoires de séjour prévues par le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- les autorisations de transfert des restes mortels en dehors de la Polynésie française ;
- les passeports délivrés aux ressortissants français ;
- les demandes de concours de moyens militaires ;
- les requêtes et mémoires en défense devant les juridictions administratives.

Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Émilie HAVEZ, directrice de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions selon l'ordre de priorité suivant :

1. Mme Alexandra CHAMOIX, cheffe de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier en Polynésie française ;
2. M. Étienne de la FOUCHARDIÈRE, chargé de mission auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française, secrétaire général adjoint du haut-commissariat, chef de la subdivision administrative des îles Australes ;
3. Mme Anna NGUYEN, cheffe des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent en Polynésie française ;
4. M. Xavier MAROTEL, secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française.

Art. 4. — Délégation de signature est également consentie à Mme Anne-Laure DAUTRY, directrice adjointe de cabinet, directrice des sécurités à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité de la directrice de cabinet du haut-commissaire, les actes suivants :

- les actes relatifs à l'animation et l'organisation de la direction des sécurités ;
- les actes et arrêtés pris en application du code général des collectivités territoriales ;
- les dérogations prises en application de l'arrêté du 29 décembre 2011 relatif aux documents et visas exigés pour l'entrée des étrangers sur le territoire de la Polynésie française ;
- les arrêtés portant autorisation des systèmes de vidéo-protection ;
- les sanctions administratives pour manquements aux règles de sûreté aéroportuaire à l'encontre de personnes physiques et morales ;
- les actes relatifs à l'animation des actions de prévention de la délinquance en Polynésie française et les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 216 relatifs au fonds interministériel de prévention de la délinquance ;
- les actes relatifs à l'animation des actions de sécurité routière en Polynésie française et les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 207 « sécurité et éducation routières » ;
- les actes relatifs à l'animation des actions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes et les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 137 « égalité entre les femmes et les hommes » ;
- les actes relatifs à l'animation des actions relatives à la délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH) et les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 129 « coordination du travail gouvernemental » ;
- les correspondances et actes adressés aux services de l'État et aux collectivités de la Polynésie française à l'exception des correspondances diplomatiques ;
- les arrêtés pris en application du livre II de la troisième partie du code de la santé publique, tel qu'applicable en Polynésie française ;
- les arrêtés autorisant la captation, l'enregistrement et la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs pour des missions de police administrative de la gendarmerie nationale en Polynésie française ;
- les arrêtés portant autorisation de prises de vues aériennes ;
- les arrêtés relatifs à la sûreté portuaire et aéroportuaire ;
- les demandes de concours de moyens militaires notamment dans le cadre des évacuations sanitaires ;
- les actes relatifs à la garde des personnes détenues hospitalisées en application des articles R. 322-13 du code pénitentiaire et R. 1112-30, R. 1112-32 et R. 1112-33 du code de la santé publique ;
- les arrêtés, actes, correspondances et décisions relatives aux armes, munitions et leurs éléments en Polynésie française ;
- les arrêtés, actes, correspondances et décisions relatives aux explosifs civils en Polynésie française ;
- les actes et correspondances relatifs aux expulsions foncières et locatives, aux saisies et à l'octroi de la force publique y afférant ;
- les actes et correspondances relatifs aux dérogations de premières et dernières touchées maritimes et aériennes.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne-Laure DAUTRY, directrice adjointe de cabinet, directrice des sécurités, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Mauiraimana HUNTER, chef de cabinet, chef du bureau du cabinet.

Art. 5. — Délégation de signature est également consentie à M. Mauiraimana HUNTER, chef de cabinet, chef du bureau du cabinet, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité de la directrice de cabinet du haut-commissaire, les actes suivants :

- les actes relatifs à l'animation et l'organisation du bureau du cabinet ;
- les notes internes ou à l'attention des autorités centrales concernant l'actualité politique, économique, sociale et culturelle en Polynésie française ;
- les correspondances et actes adressés aux services de l'État et aux collectivités de la Polynésie française à l'exception des correspondances diplomatiques ;
- les demandes de concours de moyens militaires ;
- les demandes d'engagement et de paiement des dépenses de fonctionnement allouées au bureau du cabinet.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Mauiraimana HUNTER, chef de cabinet, chef du bureau du cabinet, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Anne-Laure DAUTRY, directrice adjointe de cabinet, directrice des sécurités.

Art. 6. — Délégation de signature est également consentie à M. Hugues CUNEGATTI, chef du pôle relations internationales, protocole, chancellerie, adjoint au chef du bureau du cabinet, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité de la directrice de cabinet du haut-commissaire, les actes suivants :

- les actes relatifs à l'animation et l'organisation du pôle ;
- les correspondances et actes ne valant pas instruction adressés aux services de l'État et aux collectivités de la Polynésie française à l'exception des correspondances diplomatiques ;
- les actes relatifs à l'animation des relations diplomatiques du haut-commissariat ;
- les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 209 relatifs au fonds de coopération économique, sociale et culturelle pour le Pacifique.

Art. 7. — Délégation de signature est également consentie à Mme Cécile MACAREZ, directrice de la protection civile, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité de la directrice de cabinet du haut-commissaire, à l'effet de signer les actes suivants :

- les diplômes relatifs à tout type de formation dispensée dans le domaine du secourisme, du secours en général et de la lutte contre l'incendie ;
 - les demandes d'engagement et de paiement des dépenses de la direction de la protection civile imputables aux programmes :
 - 123 « Conditions de vie outre-mer » ;
 - 161 « Sécurité civile » ;
 - 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » ;
 - les avis techniques, les correspondances et actes courants relatifs au domaine de compétence de la direction de la protection civile, à l'exclusion des décisions et des correspondances adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française autres que les bordereaux d'envoi de pièces administratives ;
 - les demandes d'emploi des hélicoptères Dauphin N3 adressées aux forces armées en Polynésie française, en qualité d'autorité de coordination interministérielle ;
 - les demandes d'emploi des moyens militaires.
- En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Cécile MACAREZ, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Cédric RIGOLLET, colonel de sapeurs-pompiers professionnels à la direction de la protection civile.

Art. 8. — Dans le cadre des services de permanence, délégation de signature est également consentie à l'effet de signer les demandes de concours de moyens militaires et les actes relatifs à la garde des personnes détenues hospitalisées en application des articles R. 322-13 du code pénitentiaire et R. 1112-30, R. 1112-32 et R. 1112-33 du code de la santé publique à :

- Mme Anne-Laure DAUTRY, directrice adjointe de cabinet, directrice des sécurités ;
- M. Mauiraimana HUNTER, chef de cabinet, chef du bureau du cabinet ;
- M. Hugues CUNEGATTI, chef du pôle relations internationales, protocole, chancellerie, adjoint au chef du bureau du cabinet ;
- Mme Céline MANA, cheffe du secrétariat général pour l'administration de la police nationale en Polynésie française ;
- Mme Jennifer PICARD, adjointe à la cheffe du secrétariat général pour l'administration de la police nationale en Polynésie française ;
- Mme Tehaapaiarii FREBAULT-MAAU, chargée des dispositifs de sécurité et de prévention de la délinquance ;
- Mme N'ga TIAIPOI, adjointe à la directrice des sécurités, cheffe du pôle des politiques publiques de sécurité ;
- Mme Vaianu OOPA, chargée de mission JO 2024 au cabinet du haut-commissaire ;
- M. Stéphane GAVIGNET, chef de projet.

Art. 9. — L'arrêté n° HC 561 DMME/BRHT/ho du 17 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Émilie HAVEZ, directrice de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française est abrogé.

Art. 10. — Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice de cabinet du haut-commissaire, le directeur des moyens et de la modernisation de l'État et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Éric SPITZ

Arrêté n° HC 2024-17 SAITG du 12 août 2024 portant modification de l'arrêté n° HC 2021-16 SAITG du 22 septembre 2021 relatif à la réalisation de l'opération : « Construction d'une nouvelle cantine à Makatea »*NOR : ETA24300623AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu l'arrêté n° HC 316 DMME/BRHT/cba du 10 avril 2024 portant délégation de signature à Mme Alexandra CHAMOUX, cheffe de la subdivision administrative de îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° HC 2021-16 SAITG du 22 septembre 2022 relatif à l'opération « Construction d'une nouvelle cantine à Makatea » ;

Vu le courrier du maire n° 45/2024 en date du 8 août 2024 ;

Considérant la recevabilité de la demande ;

Sur proposition de la cheffe de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier,

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° HC 2021-16 SAITG du 22 septembre 2021 relatif à la réalisation de l'opération « Construction d'une nouvelle cantine à Makatea » en ce qui concerne les délais d'exécution et de production des justificatifs pour le versement du solde de cette opération.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté n° HC 2021-16 SAITG du 22 septembre 2021, relatives aux engagements de la commune, sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

- « achever cette opération au plus tard le 31 octobre 2024 ; ».

Lire :

- « achever cette opération au plus tard le 30 juin 2025. ».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté n° HC 2021-16 SAITG du 22 septembre 2021 relatives à la validité de l'arrêté et au délai de production des justificatifs pour le versement du solde sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

- « (...) dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 30 avril 2025, (...) ».

Lire :

- « (...) dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 31 décembre 2025, (...) ».

Art. 4. — Toutes les autres dispositions de l'arrêté n° HC 2021-16 SAITG du 22 septembre 2021 non expressément modifiées par le présent arrêté modificatif sont et demeurent valables.

Art. 5. — Le secrétaire général du haut-commissariat, la cheffe de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier, l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française et le maire de la commune de Rangiroa sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le haut-commissaire, et par délégation : la cheffe de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier,
Alexandra CHAMOUX

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES**

Arrêté n° 1355 CM du 16 août 2024 habilitant le ministre en charge des finances à négocier et à conclure un ou deux emprunts d'un montant cumulé maximum de 2 983 293 556 F CFP (c/v 25 000 000 €) auprès de l'Agence France Locale pour financer partiellement le budget d'investissement de 2024

NOR : DBF24202416AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2021-49 APF du 29 avril 2021 complétant la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'offre de prêt actualisée de l'Agence France locale du 1er août 2024 ;

Vu le modèle de garantie à première demande des membres du Groupe Agence France Locale, approuvé par la commission de contrôle budgétaire par avis n° 3-2017 CCBF/APF du 10 janvier 2017 ;

Vu l'arrêté n° 364 CM du 21 mars 2024 habilitant le ministre en charge des finances à accorder la garantie à première demande de la Polynésie française au profit des titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France locale à hauteur de l'emprunt à conclure pour le financement partiel du budget d'investissement de 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le ministre en charge des finances est habilité à négocier et à conclure un ou deux emprunts d'un montant cumulé maximum de 2 983 293 556 F CFP (c/v 25 000 000 €) auprès de l'Agence France Locale. Ces emprunts financent partiellement les opérations d'investissement du budget général de 2024.

Ces crédits respecteront les conditions suivantes :

Montant cumulé maximum : 2 983 293 556 F CFP (c/v 25 000 000 €) ;

Date limite de versement : à définir par la Polynésie française ;

Durée d'amortissement : 10 ans ou 15 ans ;

Taux fixe d'intérêt : à fixer en salle des marchés à l'acceptation de l'offre ;

Date de 1re échéance : à définir en fonction de la date de versement ;

Base de calcul : Exact/360 ;

Amortissement : Trimestriel linéaire (capital constant) ;
Commission de non utilisation : Néant ;
Frais de dossier : Néant ;
Commission d'engagement : Néant ;
Condition suspensive : Engagement d'une garantie autonome à première demande.

Art. 2. — La Polynésie française s'engage à inscrire en dépenses obligatoires à son budget, les sommes nécessaires au remboursement de toutes sommes dues au titre de l'opération visée à l'article 1er du présent arrêté en principal, intérêts de retard, indemnités, frais, charges et accessoires.

Art. 3. — Le ministre en charge des finances est habilité à négocier l'opération selon les caractéristiques financières fixées à l'article 1er ci-dessus et à signer l'ensemble de la documentation précontractuelle et contractuelle relative au contrat de prêt. Il est habilité à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat de prêt et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Art. 4. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Avis n° 1356 CM du 16 août 2024 portant sur le projet de décret modifiant le code des transports en matière de continuité territoriale*NOR : DEE24202370AV-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° HC/445/DIRAJ/BAJC/rr du 17 juillet 2024,

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 août 2024,

Émet l'avis suivant :

Article 1er. — Le projet de décret modifiant le code des transports en matière de continuité territoriale appelle un avis favorable.

Art. 2. — Le conseil des ministres formule le vœu que le gouvernement de la République française adopte l'arrêté interministériel prévu à l'article L. 1803-4 du code des transports tel qu'applicable en Polynésie française afin de mettre en place la continuité territoriale intérieure.

Art. 3. — Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Avis n° 1357 CM du 16 août 2024 portant sur le projet de décret relatif au budget et régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel

NOR : DBF24000123AV

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'article 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu le décret n° 99-445 du 31 mai 1999 portant création de l'université de la Polynésie française ;

Vu la lettre de saisine n° HC 446 DIRAJ/BAJC/rr du 17 juillet 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 août 2024,

Émet l'avis suivant :

Article 1er. — Le projet de décret relatif au budget et régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel appelle un avis favorable pour les raisons suivantes :

- il ne comporte aucune mention expresse d'applicabilité en Polynésie française ;
- le décret n° 99-445 du 31 mai 1999 portant création de l'université de la Polynésie française pose que cette institution jouit de l'autonomie pédagogique et scientifique, administrative et financière.

Art. 2. — Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1358 CM du 16 août 2024 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 1605 CM du 13 août 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour les travaux de rénovation du réservoir d'eau potable Tepua 2

NOR : DDC24202385AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 1605 CM du 13 août 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour les travaux de rénovation du réservoir d'eau potable Tepua 2 ;

Vu la lettre de demande de prorogation n° 873/MU en date du 12 juillet 2024 ;

Vu le commencement d'exécution de l'opération en date du 21 septembre 2022 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le délai de validité de l'arrêté n° 1605 CM du 13 août 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour les travaux de rénovation du réservoir d'eau potable Tepua 2 est prorogé pour une période d'un (1) an à compter du 21 septembre 2024.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Uturoa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1359 CM du 16 août 2024 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 1604 CM du 13 août 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour les travaux de rénovation du réservoir d'eau potable Tepua 1

NOR : DDC24202383AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 1604 CM du 13 août 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour les travaux de rénovation du réservoir d'eau potable Tepua 1 ;

Vu la lettre de demande de prorogation n° 873/MU en date du 12 juillet 2024 ;

Vu le commencement d'exécution de l'opération en date du 21 septembre 2022 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le délai de validité de l'arrêté n° 1604 CM du 13 août 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour les travaux de rénovation du réservoir d'eau potable Tepua 1 est prorogé pour une période d'un (1) an à compter du 21 septembre 2024.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Uturoa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1360 CM du 16 août 2024 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 2116 CM du 17 septembre 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour la reconstruction du réservoir d'eau potable de Faafau

NOR : DDC24202380AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 17 septembre 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour la reconstruction du réservoir d'eau potable de Faafau ;

Vu la lettre de demande de prorogation n° 873/MU en date du 12 juillet 2024 ;

Vu le commencement d'exécution de l'opération en date du 22 septembre 2022 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le délai de validité de l'arrêté n° 2116 CM du 17 septembre 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour la reconstruction du réservoir d'eau potable de Faafau est prorogé pour une période d'un (1) an à compter du 22 septembre 2024.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Uturoa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1361 CM du 16 août 2024 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 1606 CM du 13 août 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour les travaux de rénovation du réservoir d'eau potable de Vaitemanu 1

NOR : DDC24202375AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 1606 CM du 13 août 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour les travaux de rénovation du réservoir d'eau potable de Vaitemanu 1 ;

Vu la lettre de demande de prorogation n° 873/MU en date du 12 juillet 2024 ;

Vu le commencement d'exécution de l'opération en date du 21 septembre 2022 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le délai de validité de l'arrêté n° 1606 CM du 13 août 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour les travaux de rénovation du réservoir d'eau potable de Vaitemanu 1 est prorogé pour une période d'un (1) an à compter du 21 septembre 2024.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Uturoa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1362 CM du 16 août 2024 portant agrément de la société GT Promotion en qualité d'organisme privé de logement social*NOR : DHV24200938AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2016-34 du 29 août 2016 modifiée relative aux organismes privés de logement social ;

Vu l'arrêté n° 1359 CM du 15 septembre 2016 modifié portant application de la loi du pays n° 2016-34 du 29 août 2016 relative aux organismes privés de logement social ;

Vu la demande d'agrément en qualité d'organisme privé de logement social présentée par la SCI GT Promotion réceptionnée le 19 février 2024 ;

Vu le certificat de complétude n° 224 MSF/DHV du 2 mai 2024 ;

Vu le rapport de présentation de la demande d'agrément n° 301 PR/DHV du 24 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de la loi du pays n° 2016-34 du 29 août 2016 modifiée susvisée et de l'arrêté n° 1359 CM du 15 septembre 2016 modifié susvisé, la société GT Promotion est agréée en qualité d'organisme privé de logement social.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1363 CM du 16 août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Établissement de gestion et d'aménagement du golf de Teva pour l'acquisition de voitures électriques

NOR : EGA24000079AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande d'une subvention d'investissement de l'Établissement de gestion et d'aménagement du golf de Teva pour l'exercice 2024 n° 11-2024 DIR/EGAT/HM en date du 15 mai 2024 ;

Vu la lettre n° 3821 PR du 28 juillet 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 1er juillet 2024 ;

Vu l'avis n° 198-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 23 juillet 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement de 6 000 000 F CFP (six-millions de francs CFP) en faveur de l'Établissement de gestion et d'aménagement du golf de Teva pour financer l'acquisition de voitures électriques, dont le coût est estimé à 6 107 437 F CFP (six-millions-cent-sept-mille-quatre-cent-trente-sept francs CFP) soit 98,2 % du coût prévisionnel de l'opération.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 903, AP 55-2024, AE 240-2024, article 204.

Art. 3. — Le versement de la subvention s'effectuera sur le compte de l'Établissement de gestion et d'aménagement du golf de Teva selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, calculée sur le montant de la subvention accordée sera versée dès publication de l'arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française et après notification par le bénéficiaire du commencement de l'exécution de l'opération ;
- le solde de 50 %, s'effectuera après justification de la réalisation effective de l'opération et de sa concordance avec le dossier technique et financier présenté à l'appui de la demande de subvention. L'Établissement de gestion et d'aménagement du golf de Teva joindra un relevé de mandats visé par le comptable assignataire des paiements accompagné des pièces justificatives. Les justificatifs pour le solde devront être produits dans un délai maximal de 3 mois suivant la date d'achèvement effectif de l'opération.

Art. 4. — Si, à l'expiration du délai d'un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Établissement de gestion et d'aménagement du golf de Teva et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1364 CM du 16 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'association Centre la Bonne Nouvelle - Assemblée de Dieu, dans le cadre du dispositif d'Aide à la connexion internet - ACI

NOR : ADN24202111AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 modifiée portant création du dispositif d'Aide à la connexion des entreprises - ACE en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1635 CM du 27 octobre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 modifiée portant création du dispositif d'Aide à la connexion des entreprises - ACE en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière présentée par l'association Centre la Bonne Nouvelle - Assemblée de Dieu en date du 1er février 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 170 562 F CFP (cent-soixante-dix-mille-cinq-cent-soixante-deux francs CFP) en faveur de l'association Centre la Bonne Nouvelle - Assemblée de Dieu pour financer sa connexion à internet.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte bancaire de l'association Centre la Bonne Nouvelle - Assemblée de Dieu selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 85 281 F CFP (quatre-vingt-cinq-mille-deux-cent-quatre-vingt-un francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de 85 281 F CFP (quatre-vingt-cinq-mille-deux-cent-quatre-vingt-un francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des documents justifiant de la dépense.

Art. 4. — L'association Centre la Bonne Nouvelle - Assemblée de Dieu s'engage à produire dans un délai de six (6) mois à compter de la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, un état récapitulatif des dépenses effectuées et les justificatifs comptables, auprès de la Direction générale de l'économie numérique - DGEN, de l'utilisation de l'aide financière dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Centre la Bonne Nouvelle - Assemblée de Dieu et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1365 CM du 16 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Morrison café dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet - ACI

NOR : ADN24202112AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 modifiée portant création du dispositif d'aide à la connexion des entreprises - ACE en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1635 CM du 27 octobre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 modifiée portant création du dispositif d'aide à la connexion des entreprises - ACE en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière présentée par la SARL Morrison café en date du 27 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 49 293 F CFP (quarante-neuf-mille-deux-cent-quatre-vingt-treize francs CFP) en faveur de la SARL Morrison café pour financer sa connexion à Internet.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte bancaire de la SARL Morrison café selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 24 647 F CFP (vingt-quatre-mille-six-cent-quarante-sept francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de 24 646 F CFP (vingt-quatre-mille-six-cent-quarante-six francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des documents justifiant de la dépense.

Art. 4. — La SARL Morrison café s'engage à produire dans un délai de six (6) mois à compter de la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, un état récapitulatif des dépenses effectuées et les justificatifs comptables, auprès de la Direction générale de l'économie numérique (DGEN), de l'utilisation de l'aide financière dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Morrison café et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1366 CM du 16 août 2024 autorisant la location d'une emprise de 5 000 m² dépendant de la terre dénommée Pataaroa 3, cadastrée section AB n° 2, sise commune de Rangiroa, commune associée de Mataiva, au profit de la société Électricité de Polynésie

NOR : DAF24201569AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu le formulaire d'occupation du domaine de la Polynésie française complété le 27 février 2023 ;

Vu l'avis de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier en date du 20 novembre 2023 ;

Vu l'avis de la commune de Rangiroa en date du 18 décembre 2023 ;

Vu l'avis de la commission du domaine dans sa séance du 27 février 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — La location d'une emprise d'une superficie de 5 000 m² dépendant de la terre dénommée Pataaroa 3, cadastrée section AB n° 2, sise commune de Rangiroa, commune associée de Mataiva, est autorisée au profit de la société Électricité de Polynésie, à des fins d'implantation et d'exploitation d'une installation photovoltaïque au sol, associée à un stockage d'énergie centralisé, telle que ladite emprise figure sur le plan établi le 23 novembre 2022 et détenu par la direction des affaires foncières - section du domaine.

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail à construction fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation est caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3. — La présente location est consentie pour une durée de dix-huit (18) années entières et consécutives à compter de la date de signature du bail.

En aucun cas, la durée ne pourra faire l'objet d'une prorogation par tacite reconduction.

Art. 4. — Le loyer annuel, déterminé en fonction de la valeur vénale du fonds, telle que définie en annexe 1 de l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 modifié susvisé, est payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Ma'ohi, à Orovini), et est fixé à 50 000 F CFP (cinquante-mille francs CFP).

Ce loyer est révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris en conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Enfin, le loyer est ajusté de plein droit si une modification de la réglementation en matière de tarification des occupations du domaine privé de la Polynésie française intervenait.

Art. 5. — Le titulaire de l'autorisation peut céder ou sous-louer son droit au bail.

Il doit au préalable informer la direction des affaires foncières des modalités de cette cession ou sous-location et produire une copie du bail y afférent.

Art. 6. — Les parties conviennent dans le bail de leurs droits respectifs sur les futures constructions et leur sort à l'échéance dudit bail.

Art. 7. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 8. — La société est autorisée à procéder à la réalisation de travaux strictement nécessaires à des fins de viabilisation de l'assise foncière, et notamment en ce qui concerne des travaux de terrassement dans le respect de la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 9. — Le présent arrêté sera notifié à la société Électricité de Polynésie et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1369 CM du 19 août 2024 portant modification de l'arrêté n° 470 CM du 15 avril 2024 portant nomination de M. Alain CINNA, attaché d'administration de l'État hors classe, en qualité d'agent comptable du lycée Hôtelier de Tahiti (9840268U) - pour régularisation

NOR : DEE24202382AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu l'arrêté n° 484 PR du 28 juillet 2014 modifié portant réorganisation de la carte des agences comptables des établissements publics d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 portant organisation et fonctionnement de la Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 470 CM du 15 avril 2024 portant nomination de M. Alain CINNA, attaché d'administration de l'État hors classe, en qualité d'agent comptable du lycée Hôtelier de Tahiti (9840268U) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est ajouté : « - le collège de Atuona » à la liste des établissements énumérés à l'article 2 de l'arrêté n° 470 CM du 15 avril 2024 susvisé.

Art. 2. — Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1378 CM du 19 août 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Hinaiti Studio au titre des aides à l'équipement des petites entreprises

NOR : DAE24201684AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Hinaiti Studio et déposée le 28 février 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 15 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 580 000 F CFP (cinq-cent-quatre-vingt-mille francs CFP), au titre des aides à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Hinaiti Studio (n° TAHITI F73151), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels estimées à 1 267 615 F CFP (un-million-deux-cent-soixante-sept-mille-six-cent-quinze francs CFP) hors TVA, relatives à son activité (salon esthétique) située à Papeete.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — La société doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux représentants de la société et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1379 CM du 19 août 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société EURL Tahiti Gaming Arena au titre des aides à l'équipement des petites entreprises

NOR : DAE24201601AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société EURL Tahiti Gaming Arena et déposée le 28 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 15 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 1 420 000 F CFP (un-million-quatre-cent-vingt-mille francs CFP), au titre des aides à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société EURL Tahiti Gaming Arena (n° TAHITI F75081), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels estimées à 2 857 530 F CFP (deux-millions-huit-cent-cinquante-sept-mille-cinq-cent-trente francs CFP) hors TVA, relatives à son activité (salle de jeu en réseau) située à Faane.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — La société doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux représentants de la société et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1381 CM du 19 août 2024 portant désignation des ministres et des maires devant siéger au Comité d'aménagement du territoire (CAT)

NOR : SAU24202371AC-2

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — Conformément à l'article A. 100-1 du code de l'aménagement de la Polynésie française, sont désignés pour siéger au Comité d'aménagement du territoire (CAT) :

- la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle ;
- le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;
- le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;
- le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;
- le maire de la commune de Faa'a en qualité de membre titulaire et la mairesse de la commune de Arue en qualité de membre suppléant ;
- le maire de la commune de Paea en qualité de membre titulaire et le maire de la commune de Moorea-Maiao en qualité de membre suppléant.

Art. 2. — Les membres du gouvernement désignés peuvent se faire représenter par un membre de leur cabinet le cas échéant.

Art. 3. — L'arrêté n° 1200 CM du 18 juillet 2023 portant désignation des ministres et des maires devant siéger au comité d'aménagement du territoire est abrogé.

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 août 2024.

Moetai BROTHERSON

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**PRÉSIDENCE**

Arrêté n° 1603 PR du 13 août 2024 portant prorogation de la validité de décision pour une période d'un an de l'arrêté n° 593 PR du 5 juillet 2022 modifié portant octroi d'une aide financière à M. Wilson, Teheina GODFREY

NOR : SDR24510366AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la notification de l'arrêté n° 593 PR du 5 juillet 2022 modifié portant octroi d'une aide financière à M. Wilson, Teheina GODFREY, en date du 8 août 2024 ;

Vu la demande de prorogation de validation de décision de M. Wilson, Teheina GODFREY en date du 27 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le délai de validité de l'arrêté n° 593 PR du 5 juillet 2022 modifié portant octroi d'une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation à M. Wilson, Teheina GODFREY, est prorogé pour une période d'un an.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Wilson, Teheina GODFREY et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1604 PR du 13 août 2024 portant prorogation de la validité de décision pour une période d'un an de l'arrêté n° 499 PR du 10 juin 2022 portant octroi d'une aide financière à M. Jean, Tevaruaraiarii TAMA*NOR : SDR24510395AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la notification de l'arrêté n° 499 PR du 10 juin 2022 portant octroi d'une aide financière à M. Jean, Tevaruaraiarii TAMA, en date du 28 juin 2022 ;

Vu la demande de prorogation de validation de décision de M. Jean, Tevaruaraiarii TAMA en date du 3 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le délai de validité de l'arrêté n° 499 PR du 10 juin 2022 portant octroi d'une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation à M. Jean, Tevaruaraiarii TAMA, est prorogé pour une période d'un an.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean, Tevaruaraiarii TAMA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1605 PR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Teraitea YVONET

NOR : SDR24508536AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Teraitea YVONET réceptionnée le 27 mai 2024 et réputée complète le 28 mai 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 19 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 1 921 339 F CFP (un-million-neuf-cent-vingt-et-un-mille-trois-cent-trente-neuf francs CFP) est attribuée à M. Teraitea YVONET (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Teraitea YVONET, né le 31 octobre 1997 à Papeete, est exploitant agricole à Faie - Huahine, carte professionnelle CAPL n° 2023-CM-139.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour la filière élevage avicole) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
2 744 770	1 921 339

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 74021A, mission 905, programme 90501, AP 86.2024, AE 133.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par M. Teraitea YVONET selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 960 670 F CFP peut être versée, à la signature de l'arrêté accordant l'aide et sur présentation de(s) bon(s) de commande correspondant aux dépenses prévues ;
- les tranches restantes et le solde de l'aide en fonction de l'avancement réel de l'opération, après justification de l'utilisation de l'avance et sur présentation de(s) facture(s) acquittée(s) correspondant aux dépenses prévues réalisées.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage a commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Teraitea YVONET s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Teraitea YVONET et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 août 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1606 PR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Ramela TIIHIVA

NOR : SDR24504188AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mme Ramela TIIHIVA réceptionnée le 4 mars 2024 et réputée complète le 4 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 3 309 128 F CFP (trois-millions-trois-cent-neuf-mille-cent-vingt-huit francs CFP) est attribuée à Mme Ramela TIIHIVA (aide type 2, de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Ramela TIIHIVA, née le 17 février 1976 à Papeete, Tahiti, est exploitante agricole à Maroe, Huahine, carte professionnelle CAPL n° 2024-CP-490.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour filière vanille) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
4 727 325	3 309 128

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, mission 905, AP 90.2024, AE 134.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par l'entreprise Mareva Plantes, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut-être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

La bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Elle s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par la bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — Mme Ramela TIIHIVA s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Ramela TIIHIVA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Arrêté n° 1607 PR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Gabrielle TIIHIVA épouse ATAE

NOR : SDR24504186AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mme Gabrielle TIIHIVA épouse ATAE réceptionnée le 15 mars 2024 et réputée complète le 20 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 2 999 815 F CFP (deux-millions-neuf-cent-quatre-vingt-dix-neuf-mille-huit-cent-quinze francs CFP) est attribuée à Mme Gabrielle TIIHIVA épouse ATAE (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Gabrielle TIIHIVA épouse ATAE, née le 30 janvier 1962 à Huahine, est exploitante agricole à Maeva - Huahine, carte professionnelle CAPL n° 2023-CP-692.

Le taux d'aide attribué correspond à 60 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après.

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
4 999 692	2 999 815

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 74021A, mission 905, AP 86.2024, AE 133.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par l'entreprise Mareva Plantes, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut-être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

La bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Elle s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par la bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — Mme Gabrielle TIIHIVA épouse ATAE s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Gabrielle TIIHIVA épouse ATAE et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Arrêté n° 1608 PR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Pierre LEFOC

NOR : SDR24508295AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Pierre LEFOC réceptionnée le 14 mai 2024 et réputée complète le 31 mai 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 19 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à la réalisation d'aménagements fonciers d'un montant de 3 465 000 F CFP (trois-millions-quatre-cent-soixante-cinq-mille francs CFP) est attribuée à M. Pierre LEFOC (aide type 4, de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Pierre LEFOC, né le 18 juillet 1947 à Maroe, est exploitant agricole à Maroe, Huahine, carte professionnelle CAPL n° 2024-CP-017.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour la filière cocoteraie) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
4 950 000	3 465 000

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 74021A, mission 905, AP 86.2024, AE 133.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par l'entreprise Harold Tinorua MAI, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.
Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Pierre LEFOC s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Pierre LEFOC et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Arrêté n° 1609 PR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Anthonny, Riki WONG YEN

NOR : SDR24508521AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Anthonny, Riki WONG YEN réceptionnée le 29 mai 2024 et réputée complète le 30 mai 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 19 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à la conception d'aménagements fonciers d'un montant de 2 065 364 F CFP (deux-millions-soixante-cinq-mille-trois-cent-soixante-quatre francs CFP) est attribuée à M. Anthonny, Riki WONG YEN (aide type 3 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Anthonny, Riki WONG YEN, né le 10 septembre 1969 à Papeete, est exploitant agricole à Tevaitoa (Tumaraa) - Ra'iātea, carte professionnelle CAPL n° 2023-CM-517.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour la filière Agriculture biologique) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
2 950 520	2 065 364

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 74021A, mission 905, AP 86.2024, AE 133.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par M. Anthonny, Riki WONG YEN selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 1 032 682 F CFP peut être versée, à la signature de l'arrêté accordant l'aide et sur présentation de(s) bon(s) de commande correspondant aux dépenses prévues ;
- les tranches restantes et le solde de l'aide en fonction de l'avancement réel de l'opération, après justification de l'utilisation de l'avance et sur présentation de(s) facture(s) acquittée(s) correspondant aux dépenses prévues réalisées.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage a commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 6. — M. Anthonny, Riki WONG YEN s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 7. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Anthonny, Riki WONG YEN et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1610 PR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Jean-Marie André Albert Teva PAOFAI

NOR : SDR24507407AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Jean-Marie André Albert Teva PAOFAI réceptionnée le 19 mars 2024 et réputée complète le 26 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 1 628 520 F CFP (un-million-six-cent-vingt-huit-mille-cinq-cent-vingt francs CFP) est attribuée à M. Jean-Marie André Albert Teva PAOFAI (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Jean-Marie André Albert Teva PAOFAI, né le 24 août 1953 à Papeete, est exploitant agricole à Haapiti - Moorea, carte professionnelle CAPL n° 4804-2017/2019.

Le taux d'aide attribué correspond à 60 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
2 714 200	1 628 520

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 74.2024, AE 129.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par SARL ETS Dieumegard, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Jean-Marie André Albert Teva PAOFAI s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Marie André Albert Teva PAOFAI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1635 PR du 14 août 2024 autorisant la location du lot 2, d'une superficie de 3 000 m², dépendant des parcelles de terre cadastrées commune de Papara, section AT n° 94 et n° 95, au profit de la fédération Tiare Rau i te Hono Tini

NOR : DAF24506762AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de la fédération Tiare Rau i te Hono Tini en date du 27 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commune de Papara n° 2024-2251/DGS/r/T/oM du 22 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — La location du lot 2, d'une superficie de 3 000 m², dépendant des parcelles de terre cadastrées commune de Papara, section AT n° 94 et n° 95, est autorisée au profit de la fédération Tiare Rau i te Hono Tini , à des fins d'exercice d'activités d'horticulture, d'exposition et de vente de plantes, tel que ledit lot figure sur le plan détenu par la direction des affaires foncières - section du domaine.

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de 4 (quatre) mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3. — La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de 9 (neuf) années.

Art. 4. — Le loyer annuel est fixé à 336 000 F CFP (trois-cent-trente-six-mille francs CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5. — Le bénéficiaire ne peut céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès préalable de l'autorité compétente.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le présent arrêté sera notifié à la fédération Tiare Rau i te Hono Tini et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 août 2024.

Moetai BROTHERTON

Arrêté n° 1636 PR du 14 août 2024 autorisant la location du lot 1, d'une superficie de 3 000 m², dépendant des parcelles de terre cadastrées commune de Papara, section AT n° 94 et n° 95, au profit de l'association horticole Pépinière Oro Vai

NOR : DAF24503981AM-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de l'association horticole Pépinière Oro Vai en date du 14 février 2024 ;

Vu l'avis de la commune de Papara n° 2024-2251/DGS/r/T/oM du 22 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — La location du lot 1, d'une superficie de 3 000 m², dépendant des parcelles de terre cadastrées commune de Papara, section AT n° 94 et n° 95, est autorisée au profit de l'association horticole Pépinière Oro Vai à des fins d'exercice d'activités d'horticulture, d'exposition et de vente de plantes, tel que ledit lot figure sur le plan détenu par la direction des affaires foncières, section du domaine.

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de 4 (quatre) mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3. — La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de 9 (neuf) années.

Art. 4. — Le loyer annuel est fixé à 336 000 F CFP (trois-cent-trente-six-mille francs CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5. — Le bénéficiaire ne peut céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès préalable de l'autorité compétente.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le présent arrêté sera notifié à l'association horticole Pépinière Oro Vai et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 août 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1639 PR du 14 août 2024 relatif à l'exercice des attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes*NOR : SGG24511459AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Arrête :

Article 1er. — Mme Vannina CROLAS, ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration et de la formation professionnelle, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, pendant l'absence de M. Jordy CHAN, du 21 au 22 août 2024 et du 8 au 13 septembre 2024 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 août 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1640 PR du 14 août 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de Mme Tepuhaakaioho TAUPOTINI veuve UTIA dans le cadre des opérations de transcription d'un partage judiciaire

NOR : DAF24508934AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-066 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu l'arrêté n° 1899 CM du 22 novembre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu la demande de Mme Tepuhaakaioho TAUPOTINI veuve UTIA réceptionnée à la direction des affaires foncières le 18 septembre 2023 ;

Vu le jugement n° 108-43 rendu par le tribunal de première instance de Papeete le 4 octobre 2002 ;

Vu le certificat de non appel du 19 avril 2023 ;

Vu la lettre de consultation n° 1591 VP/DAF/SIAD du 12 janvier 2024 ;

Vu le devis transmis par le cabinet de géomètre Enata Topo en date du 24 janvier 2024 ;

Vu le tableau de dépouillement du 8 mars 2024 ;

Vu la proposition d'honoraires n° A23.09.002 transmise par l'entreprise individuelle Polyfenua en date du 14 septembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre des opérations de transcription d'un partage judiciaire, une aide financière d'un montant total de 2 630 070 F CFP (deux-millions-six-cent-trente-mille-soixante-dix francs CFP) est accordée à Mme Tepuhaakaioho TAUPOTINI veuve UTIA pour la prise en charge des frais ci-après listés, relatifs à la procédure de sortie de l'indivision immobilière des biens définis à l'article 2 du présent arrêté :

- frais de géomètre à hauteur de 2 530 070 F CFP (deux-millions-cinq-cent-trente-mille-soixante-dix francs CFP) ;
- frais de l'agent de transcription à hauteur de 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP).

Art. 2. — Les biens concernés par la sortie de l'indivision immobilière sont les terres suivantes, sises commune associée de Taioha'e, île de Nuku Hiva :

- Aeei lot 1, cadastrée section AA n° 254 d'une superficie de 878 m².
- Teuhitua lot B5, cadastrée :
 - section DD n° 3 d'une superficie de 155 614 m² ;
 - section DD n° 2 d'une superficie de 11 856 m².
- Vallée de Hakaui lot A et lot F, cadastrée :
 - section IP n° 6 d'une superficie de 4 212 m² ;
 - section KH n° 1 d'une superficie de 1 216 491 m² ;
 - section IH n° 2 d'une superficie de 29 652 m² ;
 - section IP n° 1 d'une superficie de 8 051 m² ;
 - section IH n° 1 d'une superficie de 1 420 491 m² ;
 - section KI n° 1 d'une superficie de 579 552 m² ;
 - section IN n° 3 d'une superficie de 40 071 m² ;
 - section II n° 13 d'une superficie de 587 466 m².

Art. 3. — S'agissant des frais de géomètre, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire du cabinet de géomètre Enata Topo à hauteur de 2 530 070 F CFP (deux-millions-cinq-cent-trente-mille-soixante-dix francs CFP) pour l'établissement des délimitations nécessaires aux formalités de transcription du jugement d'homologation du partage des terres citées à l'article 2, rendu par le tribunal de première instance de Papeete le 4 octobre 2002, conformément au devis du 24 janvier 2024 retenu par la direction des affaires foncières et joint au dossier de demande d'aide.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de 12 (douze) mois à compter de la notification du présent arrêté.

Pour justifier la réalisation de ses prestations, le cabinet de géomètre Enata Topo devra adresser à la direction des affaires foncières, une facture accompagnée d'un rapport d'opérations comprenant une copie du plan de partage, une copie du document d'arpentage, une copie du complément cadastral ainsi qu'un récépissé de dépôt de ces documents à l'agent de transcription en charge du dossier.

Art. 4. — S'agissant des frais liées à la rémunération de l'agent de transcription, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire de l'entreprise individuelle Polyfenua à hauteur de 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP), sur constatation de la réalisation effective et complète des prestations prises en charge notamment la transcription du jugement n° 108-43 du 4 octobre 2002, conformément à la proposition d'honoraires n° A23.09.002 jointe au dossier de demande.

Les factures devront être adressées à la direction des affaires foncières par l'entreprise individuelle Polyfenua accompagnées d'une copie revêtue de la formule de transcription ou à défaut d'une copie du refus de dépôt de l'acte établi par la section recette-conservation des hypothèques empêchant la transcription de l'acte.

Art. 5. — Conformément à l'article 7 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée il est précisé que : « *La décision d'attribution est caduque à l'échéance d'un délai de trois ans à compter de la date de sa notification* ».

Art. 6. — Conformément à l'article 8-2 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée il est précisé que : « *L'attribution de l'aide emporte l'obligation pour le demandeur ainsi que pour les coindivisaires auxquels s'étend le bénéfice de la sortie d'indivision aidée de maintenir le bien partagé grâce à l'attribution de l'aide dans le patrimoine familial pendant un délai de trente ans à compter de la date de publication au Journal officiel de la Polynésie française de la décision de l'autorité compétente qui attribue l'aide* ».

Art. 7. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : au CT 774-F, mission 976, programme 97603, article 651 « aides à la personne ».

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié au bénéficiaire, au cabinet de géomètre Enata Topo, à l'entreprise individuelle Polyfenua et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1643 PR du 14 août 2024 portant classement par tiare de l'établissement Te Ra'i Nui*NOR : SDT24510069AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1492 CM du 6 août 2018 fixant les critères et procédure de classement par fleurs de tiare des établissements d'hébergement touristique relevant de la catégorie pension de famille et les modalités d'instruction de la demande ;

Vu l'arrêté n° 1255 CM du 11 juillet 2019 fixant les modalités de contrôle des normes de sécurité et d'accueil du public pour le classement des établissements d'hébergement touristique ;

Vu la demande de classement de Mme Maeva DROUET du 6 avril 2021 et le récépissé de dossier complet n° 3932-A/MTT/SDT du 7 octobre 2021,

Arrête :

Article 1er. — L'établissement Te Ra'i Nui, sis Maroe, section de Fītii, Huahine, est classé en :

- catégorie : pension de famille ;
- classement : fare d'hôtes, 2 tiare ;
- capacité réceptive : 2 unités, 4 personnes.

Art. 2. — Le classement est prononcé pour une durée de cinq (5) ans à compter du présent arrêté.

Art. 3. — L'établissement est inscrit au répertoire officiel des établissements d'hébergements touristiques classés tenu par le service du tourisme pendant la période de validité de son classement.

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1645 PR du 14 août 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 2559 MLV du 11 mars 2015 modifié portant affectation des locaux à usage de bureaux dépendants de l'immeuble Putiaoro, sis commune de Papeete, au profit de la direction de l'environnement

NOR : DAF24510628AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu le compte-rendu de visite du 1er août 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 2559 MLV du 11 mars 2015 modifié portant affectation des locaux à usage de bureaux dépendant de l'immeuble Putiaoro, au profit de la direction de l'environnement, est abrogé.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à la direction de l'environnement et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1649 PR du 16 août 2024 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles, de places de stationnement dépendant du parking Paofai aménagé sur les parcelles cadastrées commune de Papeete, section AC n° 27, n° 29 et n° 30, appartenant à la SCI CPS Papineau

NOR : DAF24510274AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 399 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 242 MFT/SEFI/DIR/VT/PC/nb du 26 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — La Polynésie française, est autorisée à prendre à bail, pour le compte du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles, de 13 places de stationnement dépendant du parking Paofai aménagé sur les parcelles cadastrées commune de Papeete, section AC n° 27, n° 29 et n° 30, appartenant à la SCI CPS Papineau, tel que le tout figure sur l'extrait cadastral, détenu par la direction des affaires foncières - section du domaine.

Art. 2. — La présente prise à bail est consentie à compter du 19 août 2024 au 28 février 2025.

Art. 3. — Le loyer mensuel exigible est fixé à 146 900 F CFP (cent-quarante-six-mille-neuf-cent francs CFP), soit 11 300 F CFP/mois la place de parking.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les conditions et les modalités de cette prise à bail.

Art. 5. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française sur le budget de fonctionnement du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles.

Art. 6. — La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, de développement des archipels et de la formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,
Vannina CROLAS

VICE-PRÉSIDENTE, MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS**Arrêté n° 7322 VP du 16 août 2024 portant délégation de signature à Mme Ravahere RAUZY, directrice des solidarités, de la famille et de l'égalité**

NOR : DAS24510927AM-1

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 817 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions ;

Vu l'arrêté n° 419 CM du 15 mars 2018 portant création et organisation de la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité ;

Vu l'arrêté n° 1301 CM du 7 août 2024 portant nomination de Mme Ravahere RAUZY en qualité de directrice des solidarités, de la famille et de l'égalité ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Ravahere RAUZY, directrice des solidarités, de la famille et de l'égalité, à l'effet de signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes courants, les correspondances et les bordereaux définis aux paragraphes 1.1, 1.2 et 1.5 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2. — Mme Ravahere RAUZY, directrice, reçoit délégation de signature en matière de gestion de crédits, du patrimoine et du personnel, pour signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes concernant :

- l'engagement, la certification de services faits et la liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement, et toutes pièces justificatives relatives aux dépenses imputées sur les crédits délégués au service ;
- les contrats, les conventions et les avenants et les autres actes dans le cadre de la commande publique liés aux missions du service ou aux opérations dont elle est chargée ;
- les actes, décisions, pièces administratives et techniques liés à la préparation, à la mise en œuvre des procédures de passation, à la conclusion, à l'exécution et au règlement des marchés publics liés aux missions du service ou aux opérations dont il est chargé ;
- les actes relatifs aux dotations en matériel informatique ;
- les actes et correspondances relatifs à la gestion des biens immobiliers et mobiliers du service ;
- les ordres de déplacement et les réquisitions de passage et de bagages à l'intérieur de la Polynésie française, et la prise en charge des frais de transport.

Art. 3. — Mme Ravahere RAUZY, directrice, reçoit en outre délégation de signature en matière de ressources humaines pour signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes concernant :

- l'attribution de congés de toute nature sur le territoire ou à l'extérieur de la Polynésie française, de récupérations et d'autorisation d'absence ;
- les états d'indemnités journalières ;
- la délivrance de certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus dans la réglementation sociale ;
- les notations et propositions de bonification ou de réduction pour les avancements à l'ancienneté ;
- les sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus.

Art. 4. — Mme Ravahere RAUZY, directrice des solidarités, de la famille et de l'égalité, reçoit en outre délégation de signature en matière de protection des publics vulnérables, pour signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes relatifs :

- à l'évaluation des prises en charge des dispositifs d'accueil ;
- au suivi et à la formation des accueillants familiaux.

Art. 5. — Mme Ravahere RAUZY, directrice des solidarités, de la famille et de l'égalité, reçoit en outre délégation de signature en matière de protection de l'enfance, pour signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes relatifs :

- au secrétariat de la commission technique à l'adoption, à l'instruction des dossiers de demande d'agrément des candidats à l'accueil d'un ou plusieurs enfants en vue de son ou de leur adoption ;
- aux placements de mineurs ou jeunes majeurs confiés à la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité, par l'autorité judiciaire et au suivi éducatif en milieu familial.

Art. 6. — Mme Ravahere RAUZY, directrice, reçoit en outre délégation de signature en matière de protection des publics vulnérables, des personnes âgées et des adultes handicapés, pour signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes et correspondances relatifs :

- au secrétariat de la Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP), à la convocation des membres aux séances de ladite commission, à l'instruction des dossiers de demande de prestations ;
- aux comptes-rendus de la séance plénière de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel, en cas d'absence de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions ;
- aux décisions après consultation de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel ;
- à la gestion courante du conseil du handicap et à la convocation des membres aux séances dudit conseil.

Art. 7. — Mme Ravahere RAUZY, directrice, reçoit en outre délégation de signature en matière de signalements, pour signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes et correspondances relatifs au recueil et à la centralisation des informations préoccupantes et des signalements de toutes origines pour l'ensemble de la Polynésie française, ainsi que les actes relatifs à la conception des outils et supports relevant des missions de la cellule dédiée.

Art. 8. — Mme Ravahere RAUZY, directrice, reçoit en outre délégation de signature en matière de polyvalence auprès des personnes et des familles, à l'effet de signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes et correspondances :

- relatifs à la prévention sociale ;
- permettant l'application du droit de timbre réduit pour l'octroi, le renouvellement ou la prorogation d'un passeport ;
- relatifs à la prise en charge et à l'accompagnement social et économique d'une personne déclarée en situation de surendettement par la commission *ad hoc* de surendettement.

Art. 9. — Mme Ravahere RAUZY, directrice, reçoit en outre délégation de signature en matière de suivi et de contrôle des établissements médico-sociaux et socio-éducatifs et des associations du programme d'action sociale, à l'effet de signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes et correspondances relatifs :

- à l'information et l'accompagnement des porteurs de projets ;
- aux financements des établissements médico-sociaux et socio-éducatifs et des associations relevant du programme d'action sociale ;
- au soutien technique, pédagogique et éducatif des établissements médico-sociaux et socio-éducatifs, et associations relevant du programme d'action sociale ;
- au contrôle financier des établissements médico-sociaux et socio-éducatifs, et associations du programme d'action sociale ;
- à la préparation budgétaire du budget des établissements médico-sociaux et socio-éducatifs, et associations du programme d'action sociale.

Art. 10. — Mme Ravahere RAUZY, directrice, reçoit en outre délégation de signature au titre des secours accordés sur le budget de la Polynésie française, à l'effet de signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes et correspondances relatifs :

- au secrétariat de la commission de secours (convocations, etc.) ;
- à l'attribution des secours sur le budget de la Polynésie française dans la limite des crédits délégués et d'un montant maximum de 300 000 F CFP par personne bénéficiaire au cours d'un même exercice.

Art. 11. — Mme Ravahere RAUZY, directrice, reçoit en outre délégation de signature en matière de prévention à l'effet de signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes et correspondances relatifs :

- à la promotion du statut de la femme ;
- au développement des actions menées par le service ;
- à l'organisation d'événements et de l'élaboration des programmes de prévention.

Art. 12. — Mme Ravahere RAUZY, directrice, reçoit en outre délégation de signature en matière de prévention à l'effet de certifier, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire des actes émis pour l'accomplissement des missions de la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité.

Art. 13. — En cas d'absence, d'empêchement ou de congés de Mme Ravahere RAUZY, directrice, délégation de signature est donnée pour l'ensemble des actes et correspondances prévus par le présent arrêté à M. Albert TEANO, directeur adjoint.

Art. 14. — La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

**MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL,
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION, DU
DÉVELOPPEMENT DES ARCHIPELS ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

Arrêté n° 7274 MFT du 13 août 2024 portant délégation de signature à Mme Moerani LEHARTEL, directrice générale des ressources humaines de la Polynésie française

NOR : DRH24510485AM-1

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 818 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu l'arrêté n° 2518 CM du 29 décembre 2023 portant création, organisation et fonctionnement de la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1228 CM du 30 juillet 2024 portant nomination de Mme Moerani LEHARTEL en qualité de directrice générale des ressources humaines ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Moerani LEHARTEL, directrice générale des ressources humaines de la Polynésie française, à l'effet de signer, au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2. — Mme Moerani LEHARTEL est habilitée à signer les actes suivants relatifs aux agents placés sous son autorité :

1° Attribution de congés annuels et autorisations d'absence ;

2° Notations et propositions de bonification ou de réduction pour les avancements, l'ancienneté ;

3° Sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus ;

4° Ordres de déplacement dans la Polynésie française n'excédant pas six jours et prise en charge des frais de transport (passages et bagages) ;

5° Engagement et liquidation des dépenses du service ;

6° Signature des contrats et conventions liés à la gestion courante du service ;

7° Délivrance de certificats administratifs.

Art. 3. — Mme Moerani LEHARTEL reçoit délégation à l'effet de signer les actes et correspondances se rapportant à l'état et à la gestion des postes et des effectifs du personnel de l'administration de la Polynésie française.

Art. 4. — Pour les fonctionnaires des cadres territoriaux, les fonctionnaires et les fonctionnaires stagiaires de la Polynésie française, les agents affectés au sein des autorités administratives indépendantes de la Polynésie française, les agents non titulaires de la Polynésie française et de ses établissements publics administratifs et les agents contractuels autres que les personnels enseignants, les personnels relevant de la cinquième catégorie de la Convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration (CC ANFA) affectés à la direction de l'équipement, les personnels relevant de l'Établissement national des invalides de la marine (ENIM) et le Personnel navigant non inscrit maritime (PNNIM) affectés à la direction de l'équipement, Mme Moerani LEHARTEL reçoit délégation à l'effet de signer les actes portant sur les domaines suivants :

1° L'entrée et la cessation de fonctions :

- report du terme initial du stage ;
- constat du décès d'un fonctionnaire et acte réglant la situation à ce titre ;
- lettre de mise en demeure dans le cadre de la procédure de révocation pour abandon de poste,

2° Les organismes consultatifs et le dialogue social :

- présidence des commissions administratives paritaires, sauf lorsqu'elles siègent en formation disciplinaire, et de la commission paritaire consultative prévue par la convention collective des agents non fonctionnaires ;
- composition des commissions administratives paritaires ;
- organisation des élections des délégués du personnel,

3° La discipline :

- communication du dossier lors de la mise en œuvre de la procédure disciplinaire à l'encontre des fonctionnaires et des fonctionnaires stagiaires relevant du statut général de la fonction publique ainsi que des agents non titulaires,

4° Les concours de recrutement de la fonction publique de la Polynésie française :

- fixation de la date et organisation matérielle des concours de recrutement et des examens professionnels ;
- nomination des membres des jurys ;
- établissement de la liste des candidats admis à concourir et de la liste des candidats admissibles ;
- proclamation des résultats,

5° Les congés et les autorisations d'absence :

- congé sans traitement des fonctionnaires stagiaires ;
- congé de formation syndicale ;
- décharge d'activité de service pour l'exercice d'une activité syndicale ;
- autorisations d'absence pour participer aux manifestations sportives et culturelles dans les conditions fixées par le conseil des ministres ;
- autorisations d'absence pour les agents de l'administration candidats aux élections ;
- autorisations d'absence dans le cadre des facilités syndicales ;
- autorisations spéciales d'absence pour assister à des congrès syndicaux ;
- saisine du comité médical sur les demandes de congés de longue maladie ou de longue durée des fonctionnaires de la Polynésie française,

6° Les positions statutaires et le déroulement de carrière :

- avancement d'échelon à la durée maximale des fonctionnaires relevant du statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;
- décisions après consultation des commissions administratives paritaires ainsi que de la commission paritaire consultative, notamment les avancements d'échelon et de grade, à l'exclusion, pour les fonctionnaires, des sanctions disciplinaires des 2e, 3e et 4e groupes prévues à l'article 85 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée ;
- décisions relatives à l'autorisation de travailler à temps partiel ;
- décisions relatives à la mise à disposition ;
- changement de position statutaire ;
- réintégration des fonctionnaires stagiaires suite à un changement de position statutaire ;
- prolongations d'activité de plein droit au-delà de la limite d'âge,

7° Pour les agents relevant de la Convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration (CC ANFA) :

- recrutement en exécution d'une décision de justice ;
- gestion et cessation de fonctions ;
- composition de la commission d'interprétation de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française ;
- décisions de licenciement disciplinaire après consultation des commissions compétentes en la matière ;
- procédure préparatoire au licenciement, définie aux articles LP. 1222-1 à LP. 1222-8 de la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 relative à la codification du droit du travail ;
- décisions relatives à l'autorisation de travailler à temps partiel des agents soumis à la convention collective des agents non fonctionnaires de la Polynésie française ;

- constat du décès d'un agent relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration et acte réglant la situation à ce titre ;
- décisions portant suspension de contrat des agents relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française.

Art. 5. — Pour l'ensemble des agents, y compris les fonctionnaires de l'État mis à la disposition de la Polynésie française, à l'exception de ceux relevant de la convention État-Polynésie française n° 99-16 du 22 octobre 2016, des personnels relevant de la cinquième catégorie de la Convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration (CC ANFA) affectés à la direction de l'équipement, des personnels relevant de l'Établissement national des invalides de la marine (ENIM) et du Personnel navigant non inscrit maritime (PNNIM) affectés à la direction de l'équipement, Mme Moerani LEHARTEL reçoit délégation à l'effet de signer les actes dans les domaines suivants :

1° La cessation de fonctions :

- acceptation des démissions des fonctionnaires de la Polynésie française et des agents relevant de la Convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration (CC ANFA) et acte réglant la situation à ce titre,

2° Les congés et les autorisations d'absence :

- report de congés annuels ;
- autorisation de cumul des congés annuels en vue de l'obtention de congés administratifs ;
- attributions des congés administratifs ;
- autorisations d'épuiser le reliquat de congés administratifs dans les six mois suivant une reprise de fonction anticipée pour nécessité de service ;
- placement en congé de maternité, de maladie, de longue maladie et de longue durée,

3° La formation :

- organisation de la formation et conclusion des conventions s'y rapportant ;
- décisions relatives au placement des agents en formation ;
- sélection, désignation, encadrement et coordination des activités des formateurs internes de l'administration de la Polynésie française, en lien avec leurs autorités hiérarchiques,

4° La mobilité et la position statutaire :

- changements d'affectation ;
- mise à disposition des agents relevant de la Convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration (CC ANFA) dans le cadre des facilités syndicales,

5° La rémunération et l'attribution d'indemnités :

- suspension de traitement pour absence de service fait des agents non titulaires, des fonctionnaires et des agents relevant de la Convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration (CC ANFA) ;
- décisions relatives à l'attribution des indemnités d'isolement à l'exception de celles des agents non titulaires.

Art. 6. — Mme Moerani LEHARTEL reçoit délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la gestion des personnels volontaires civils.

Art. 7. — Mme Moerani LEHARTEL reçoit délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la gestion des agents nommés à des emplois fonctionnels, sous réserve des attributions du conseil des ministres.

Art. 8. — Mme Moerani LEHARTEL reçoit délégation à l'effet d'apposer le visa préalable de conformité sur le plan juridique de tous les actes de recrutement, d'administration et de gestion des membres des cabinets du Président et des ministres de la Polynésie française et de signer toutes correspondances relatives à la gestion de ces personnels.

Art. 9. — Mme Moerani LEHARTEL reçoit délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la gestion des fonctionnaires détachés au sein de la fonction publique de la Polynésie française, y compris les décisions d'affectation et les décisions relatives aux fins de séjour.

Art. 10. — Mme Moerani LEHARTEL reçoit délégation à l'effet d'apposer un visa préalable de conformité juridique sur les actes relatifs à la rémunération, à la nomination (ou au recrutement) et au déroulement des carrières des fonctionnaires de l'administration ou des établissements publics à caractère administratif de la Polynésie française, des agents affectés au sein des autorités administratives indépendantes de la Polynésie française, des agents non titulaires de la Polynésie française et des agents relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de la Polynésie française.

Art. 11. — Mme Moerani LEHARTEL reçoit délégation à l'effet de signer toutes requêtes et conclusions relatives aux litiges avec les agents de droit privé de l'administration de la Polynésie française, devant les juridictions judiciaires.

Art. 12. — Mme Moerani LEHARTEL reçoit délégation à l'effet de signer les convocations désignant les membres de la commission des métiers et des compétences.

Art. 13. — Mme Moerani LEHARTEL reçoit délégation à l'effet de signer les correspondances relatives à la mise en œuvre des missions du service de médecine professionnelle et préventive.

Art. 14. — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Moerani LEHARTEL, la même délégation de signature pour l'ensemble des actes prévus par le présent arrêté est consentie, de manière concurrente à Mme Arenui TAURU, responsable du Département stratégie, optimisation et prospective (DSOP) et à Mme Johanna CROS-FROGIER, chef de la Section développement ressources humaines (SDRH) dans le respect des instructions de la directrice. Elles assurent également dans les mêmes conditions, la présidence des commissions administratives paritaires sauf lorsqu'elles siègent en formation disciplinaire.

Art. 15. — L'arrêté n° 5243 MFT du 13 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Moerani LEHARTEL, directrice générale des ressources humaines de la Polynésie française par intérim est abrogé.

Art. 16. — La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 août 2024.

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,
Vannina CROLAS

Arrêté n° 7319 MFT/DGRH du 14 août 2024 portant délégation de signature de Mme Moerani LEHARTEL, directrice générale des ressources humaines de la Polynésie française, au profit de certains agents placés sous son autorité*NOR : DRH24504537AM*

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 818 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle ;

Vu l'arrêté n° 2518 CM du 29 décembre 2023 portant création, organisation et fonctionnement de la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1228 CM du 30 juillet 2024 portant nomination de Mme Moerani LEHARTEL en qualité de directrice générale des ressources humaines,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Arenui TAURU, responsable du Département stratégie, optimisation et prospective (DSOP), à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, les actes et correspondances suivants :

- 1° Les mises en œuvre des directives relatives à la gestion des ressources humaines de l'administration ;
- 2° Les convocations désignant les membres de la commission des métiers et des compétences ;
- 3° Les correspondances courantes relatives à l'élaboration et à l'actualisation des fiches métiers ;
- 4° Les bordereaux de transmission liés aux missions du Département stratégie, optimisation et prospective (DSOP).

Elle reçoit également délégation à l'effet de signer les arrêtés de transfert de poste et les convocations au comité de pilotage de la masse salariale.

Art. 2. — Délégation de signature est donnée à M. Arihau MEUEL, responsable du Bureau du pilotage de la masse salariale et de la gestion des emplois (BPMS) à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle.

Art. 3. — Délégation de signature est donnée à Mme Zoé TEISSIER, responsable du Bureau accompagnement et conseil (BAC), à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, les bordereaux de transmission liés aux missions de ce bureau.

Art. 4. — Délégation de signature est donnée à Mme Marae LO WING, responsable du Bureau système d'information ressources humaines et DATA (BSI), à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, les bordereaux de transmission liés aux missions de ce bureau.

Art. 5. — Délégation de signature est donnée à Mme Tehani SUHAS, responsable du Département juridique et dialogue social (DJDS), à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission liés aux missions de ce département ;
- les correspondances relatives aux protections fonctionnelles ;
- les correspondances avec les huissiers de justice ;
- les conclusions relatives aux litiges avec les agents de droit privé de l'administration de la Polynésie française, devant les juridictions judiciaires.

Art. 6. — Délégation de signature est donnée à Mme Isabelle BOTHEREL, responsable du Bureau contentieux (BCX), à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, les bordereaux de transmission liés aux missions de ce bureau.

Art. 7. — Délégation de signature est donnée à Mme Tania LICHON, responsable du Bureau dialogue social (BDS), à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration et de la formation professionnelle, les bordereaux de transmission liés aux missions de cette cellule.

Art. 8. — Délégation de signature est donnée à Mme Johanna CROS-FROGIER, responsable de la Section développement ressources humaines (SDRH), à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, les actes suivants :

I - Pour la Cellule mobilité et recrutement, chargée de l'insertion des personnes reconnues travailleurs handicapés (CMR) :

- les convocations aux examens professionnels et aux concours ;
- les bordereaux de transmission liés aux missions de cette cellule ;
- les demandes des bulletins n° 2 des casiers judiciaires.

II - Pour la Cellule formation et développement des compétences (CFO) :

- les convocations aux formations ;
- les bordereaux de transmission liés aux missions de cette cellule ;
- les habilitations administratives des formateurs internes de l'administration.

III - Pour la Cellule avancement promotion (CAP) :

a) Les actes liés aux positions statutaires et de déroulement de carrière suivants :

- avancement d'échelon à la durée maximale des fonctionnaires relevant du statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;
- décisions après consultation des commissions administratives paritaires ainsi que de la commission paritaire consultative, notamment les avancements d'échelon et de grade.

b) Les bordereaux de transmission liés aux missions de cette cellule.

Art. 9. — Délégation de signature est donnée à Mme Keaulana KAVERA JORDAN, chef de la Cellule mobilité et recrutement, chargée de l'insertion des personnes reconnues travailleurs handicapés (CMR), à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, les actes suivants :

- les convocations aux concours ;
- les bordereaux de transmission liés aux missions de cette cellule.

Art. 10. — Délégation de signature est donnée à Mme Stéphanie RAVEINO, chef de la Cellule avancement promotion (CAP), à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration et de la formation professionnelle, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission liés aux missions de cette cellule ;
- les convocations aux examens professionnels.

Art. 11. — Délégation de signature est donnée à Mme Poerava TATARATA-TUTEIRIHIA, chef de la Cellule santé et sécurité au travail (CST), à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission ;
- les bons de commande liés à la mise en œuvre des missions du service de médecine professionnelle et préventive ;
- les convocations aux visites médicales des agents relevant de l'administration de la Polynésie française en lien avec le service de médecine professionnelle et préventive ;
- les convocations et les attestations de présence à un entretien avec le psychologue du travail de la direction générale des ressources humaines.

Art. 12. — Mme Tehani SUHAS, Mme Isabelle BOTHEREL, Mme Nathalie TCHUNG KOUN TAI, Mme Shannon FERRANDON, Mme Moeava BALLAND, M. Charles MARTY et M. Piwoun WONG agents affectés au Département juridique et dialogue social (DJDS) sont autorisés à représenter la Polynésie française à la barre des tribunaux judiciaires.

Art. 13. — L'arrêté n° 2210 MFT/DGRH du 21 février 2024 portant délégation de signature de Mme Moerani LEHARTEL, directrice générale des ressources humaines de la Polynésie française par intérim, au profit de certains agents placés sous son autorité est abrogé.

Art. 14. — La directrice générale des ressources humaines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 août 2024.

Pour la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, et par délégation : pour la directrice générale des ressources humaines,
Moerani LEHARTEL

MINISTÈRE DES GRANDS TRAVAUX, DE L'ÉQUIPEMENT

Arrêté n° 7293 MGT du 14 août 2024 portant modification de l'arrêté n° 4967 MGT du 30 mai 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports sur l'île de Tahuata n° 198 VMT-TTA 01 et portant attribution d'une licence de véhicule multi-transports à M. Torea RIO

NOR : DTT2451078AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 portant réglementation de l'activité de transport routier avec chauffeur, au moyen de véhicule de moins de dix places assises et son arrêté d'application n° 843 CM du 30 avril 2018 modifié ;

Vu l'arrêté n° 4967 MGT du 30 mai 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports sur l'île de Tahuata n° 198 VMT-TTA 01 et portant attribution d'une licence de véhicule multi-transports à M. Torea RIO ;

Vu la relance de l'intéressé concernant sa deuxième licence VMT par courriel du 5 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'intitulé de l'arrêté n° 4967 MGT du 30 mai 2024 susvisé, est supprimé et rédigé comme suit :

« portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports sur l'île de Tahuata n° 198 VMT-TTA 02 et portant attribution de deux (2) licences de véhicules multi-transports à M. Torea RIO ».

Art. 2. — L'article 1er du même arrêté est supprimé et rédigé comme suit :

« Une autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports est délivrée à M. Torea RIO.

« Cette autorisation porte le n° 198 VMT-TTA 02 et est valable pour l'île de Tahuata ».

Art. 3. — L'article 2 du même arrêté est supprimé et rédigé comme suit :

« Deux (2) licences de véhicules multi-transports sont accordées à M. Torea RIO portant les n° 1-198 et n° 2-198 ».

Art. 4. — L'exploitant dispose d'un délai maximal de huit mois pour mettre en service la licence supplémentaire accordée.

Le défaut d'exploitation de la licence n° 2-198 dans le délai prévu à l'alinéa précédent rend caduque de plein droit cette licence.

Art. 5. — Les autres dispositions du même arrêté sont sans changements.

Art. 6. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau de la circonscription des îles Marquises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 août 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 7342 MGT du 16 août 2024 portant autorisation d'empiétement de prospect sur le domaine public routier, d'une superficie totale de zéro mètre carré cinquante trois (0,53 m²), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section BN n° 50 (terre Auna parcelle du lot 1), sise à Tevaitoa, commune de Tumaraa sur l'île de Raiatea, au profit de la SPL Te uira no te mau motu

NOR : DEQ24511284AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34/APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu le plan de masse à l'échelle 1/250e ;

Vu la demande de SPL Te uira no te mau motu du 31 juillet 2024 ;

Considérant que la servitude de curage n'est pas impactée par cet empiétement ;

Considérant que l'empiétement de la zone soumise à autorisation est acceptable du fait que l'ouvrage de traversée sous la route peut être réaménagé en cas de besoin, en demi-chaussée, ce qui limite le besoin foncier aux abords de l'ouvrage d'art,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de la SPL Te uira no te mau motu, un empiétement de prospect routier, dans la zone soumise à autorisation, d'une superficie totale de zéro mètre carré cinquante trois (0,53 m²), sur la parcelle cadastrée section BN n° 50 (terre Auna parcelle du lot 1), sise à Tevaitoa, commune de Tumaraa sur l'île de Raiatea, tel que le tout figure sur le plan de masse à l'échelle 1/250e, joint au présent dossier.

Art. 2. — L'empiétement autorisé à l'article 1er est destiné à la construction d'un bâtiment technique sur la commune de Tumaraa, destiné à accueillir les équipements de productions de secours pour la sécurité d'exploitation.

Art. 3. — L'empiétement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. La SPL Te uira no te mau motu, devra solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 2 à la direction de la construction et de l'aménagement.

Art. 4. — La SPL Te uira no te mau motu, s'engage à prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiétement autorisé.

Art. 5. — La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 2 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan de masse joint au dossier.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à la SPL Te uira no te mau motu et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU BUDGET ET DES FINANCES

Arrêté n° 7289 MEF du 14 août 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Sylvain CHAU et Mme Ariifano TAMAHAHE épouse CHAU pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages

NOR : DAE24510237AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Polynésie et reçu le 25 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 520 000 F CFP (deux-millions-cinq-cent-vingt-mille francs CFP), soit 40 000 F CFP x 63 m², en faveur de M. Sylvain CHAU et Mme Ariifano TAMAHAHE épouse CHAU, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale estimée à 6 470 000 F CFP (six-millions-quatre-cent-soixante-dix-mille francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Faaone, Taïarapu-Est.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de la construction ou de l'acquisition mentionnée dans la demande d'aide, par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance d'un certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au(x) bénéficiaire(s) mentionné(s) à l'article 1er et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 août 2024.

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 7290 MEF du 14 août 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Heilani TIHOTI épouse FAUURA et M. Alberic FAUURA pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages

NOR : DAE24510131AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque SOCREDO et reçu le 22 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 460 000 F CFP (deux-millions-quatre-cent-soixante-mille francs CFP), soit 30 000 F CFP X 82 m², en faveur de Mme Heilani TIHOTI épouse FAUURA et M. Alberic FAUURA, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale estimée à 18 660 951 F CFP (dix-huit-millions-six-cent-soixante-mille-neuf-cent-cinquante-et-un francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Mataiea, Teva I Uta.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de la construction ou de l'acquisition mentionnée dans la demande d'aide, par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance d'un certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au(x) bénéficiaire(s) mentionné(s) à l'article 1er et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 août 2024.

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 7292 MEF/DBF du 14 août 2024 modification de l'arrêté n° 5121 MEF/DBF du 5 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sandra SHAN SEI FAN, directrice du budget et des finances, au profit d'agents placés sous son autorité

NOR : DBF24511444AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1840 CM du 12 décembre 2013 modifié portant création et organisation de la direction du budget et des finances ;

Vu l'arrêté n° 855 CM du 7 juin 2023 portant nomination de Mme Sandra SHAN SEI FAN en qualité de directrice du budget et des finances ;

Vu l'arrêté n° 5101 MEF du 4 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sandra SHAN SEI FAN, directrice du budget et des finances ;

Vu l'arrêté n° 5121 MEF/DBF du 5 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sandra SHAN SEI FAN, directrice du budget et des finances, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la note de service n° 2817 MEF/DBF du 26 juillet 2024 portant désignation des responsables de la direction du budget et des finances ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er. — Le 2 de l'article 1er de l'arrêté n° 5121 MEF/DBF du 5 juin 2024 susvisé est modifié comme suit :

« 2 Pour le bureau juridique : Mme Flore PONCET, chef de bureau et son adjointe, Julie CORNU ; ».

Art. 2. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 août 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice du budget et des finances,

Sandra SHAN SEI FAN

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES MARINES, DE
L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° 7277 MPR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Neal, Rudy, Tehotu TURINA

NOR : SDR24509034AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Neal, Rudy, Tehotu TURINA réceptionnée le 28 juin 2024 et réputée complète le 15 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP) est attribuée à M. Neal, Rudy, Tehotu TURINA (aide type 1 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Neal, Rudy, Tehotu TURINA, né le 10 juillet 1996 à Papeete, est exploitant agricole à Mataura (Tubuai) - Tubuai, carte professionnelle CAPL n° 2023-CP0383.

Le taux d'aide attribué correspond à 80 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
317 295	250 000

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 4. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 6. — M. Neal, Rudy, Tehotu TURINA s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 7. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 8. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Neal, Rudy, Tehotu TURINA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 août 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 7278 MPR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Anita Georgette FALCHETTO

NOR : SDR24508848AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mme Anita Georgette FALCHETTO réceptionnée le 5 février 2024 et réputée complète le 26 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 249 222 F CFP (deux-cent-quarante-neuf-mille-deux-cent-vingt-deux francs CFP) est attribuée à Mme Anita Georgette FALCHETTO (aide type 1 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Anita Georgette FALCHETTO, née le 11 mars 1968 à Taiohae, Nuku Hiva, est exploitante agricole à Mahina, Tahiti, carte professionnelle CAPL n° 2024-CG-164.

Le taux d'aide attribué correspond à 80 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
311 528	249 222

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée sur les comptes ouverts par Quincaillerie Nahoata et Sin Tung Hing, fournisseurs du matériel agricole, à leur banque respective selon les modalités indiquées dans le tableau ci-dessous et suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

	Montant de la dépense prévue (F CFP)	Montant de l'aide (F CFP)
Quincaillerie Nahoata	203 588	162 870
Sin Tung Hing	107 940	86 352
Total	311 528	249 222

La bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Elle s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par la bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — Mme Anita Georgette FALCHETTO s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Anita Georgette FALCHETTO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 août 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 7279 MPR du 13 août 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Alfred Teamo TIATIA

NOR : SDR24508977AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Alfred Teamo TIATIA réceptionnée le 16 mai 2024 et réputée complète le 16 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 241 186 F CFP (deux-cent-quarante-et-un-mille-cent-quatre-vingt-six francs CFP) est attribuée à M. Alfred Teamo TIATIA (aide type 1 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Alfred Teamo TIATIA, né le 15 décembre 1967 à Mataura, Tubuai, est exploitant agricole à Taahuaia (Tubuai), Tubuai, carte professionnelle CAPL n° 587.

Le taux d'aide attribué correspond à 80 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
301 482	241 186

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par Tien Hing SARL, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Alfred Teamo TIATIA s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Alfred Teamo TIATIA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 août 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 7326 MPR/DIREN du 16 août 2024 autorisant l'association Focused On Nature à exercer une activité de prises de vues et de son des espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins d'éducation et sensibilisation dans les eaux de Mo'orea du 16 au 26 août 2024

NOR : ENV24511577AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française et notamment son article A. 2213-1-8 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2020 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord ;

Vu la demande de M. Hussain Aga Khan en date du 14 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'association Focused On Nature est autorisée à exercer l'activité de prises de vues et de son des espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins de sensibilisation et d'éducation, dans les eaux de Mo'orea, en application des dispositions de l'article LP.2213-2 du code de l'environnement, hormis dans les espaces naturels protégés du code de l'environnement.

Art. 2. — L'autorisation de prises de vues et de son des espèces protégées du code de l'environnement est consentie du 16 au 26 août 2024.

Art. 3. — L'autorisation est donnée pour des prises de vues et de son en palmes, masque, tuba (PMT) pour la réalisation de diverses photos et vidéos qui seront diffusées lors d'expositions, de conférences et sur les réseaux sociaux de l'association.

Art. 4. — Dans ce cadre exceptionnel, l'association Focused On Nature est autorisée à déroger aux règles d'approche des espèces protégées du code de l'environnement, sous réserve d'éviter les regroupements provoqués par les activités autorisées d'approche des mammifères marins.

Art. 5. — L'association Focused On Nature s'engage à ne pas attirer à soi de quelques manières que ce soit les animaux (notamment le feeding, smelling interdit).

Art. 6. — L'association Focused On Nature s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les espèces protégées de Polynésie française (images, son).

Art. 7. — L'association Focused On Nature s'engage à joindre à son équipe un représentant technique choisi par la direction de l'environnement, et à avertir la direction de l'environnement avant chaque session de tournage et en s'assurant du bien être des animaux lors des prises de vues et de son.

Art. 8. — La mention de la présente autorisation est obligatoire pour toutes les utilisations de prises de vues ou de son sur tous les supports, y compris numériques.

Art. 9. — L'association Focused On Nature s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 10. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,
Alexandre VERHOEST

Arrêté n° 7327 MPR/DIREN du 16 août 2024 autorisant la SARL Lucky Way Game à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines à bosse, espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales dans les eaux de Mo'orea du 30 septembre au 12 octobre 2024

NOR : ENV24511575AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française et notamment son article A. 2213-1-8 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2020 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord ;

Vu la demande de M. Basile THISSE en date du 12 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — La SARL Lucky Way Game est autorisée à exercer l'activité de prises de vues et de son des baleines à bosse, espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales, dans les eaux de Mo'orea, en application des dispositions de l'article LP. 2213-2 du code de l'environnement, hormis dans les espaces naturels protégés du code de l'environnement.

Art. 2. — L'autorisation de prises de vues et de son des espèces protégées du code de l'environnement est consentie du 30 septembre au 12 octobre 2024.

Art. 3. — L'autorisation est donnée pour des prises de vues et de son en Palmes, masque, tuba (PMT) et par drone pour la réalisation d'un documentaire pour l'émission *Pacaya* qui sera diffusée sur les réseaux sociaux.

Art. 4. — Dans ce cadre exceptionnel, la SARL Lucky Way Game est autorisée à déroger aux règles d'approche des espèces protégées du code de l'environnement, sous réserve d'éviter les regroupements provoqués par les activités autorisées d'approche des mammifères marins.

Art. 5. — La SARL Lucky Way Game s'engage à ne pas attirer à soi de quelques manières que ce soit les animaux (notamment le *feeding*, *smelling* interdit).

Art. 6. — La SARL Lucky Way Game s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les espèces protégées de Polynésie française (images, son).

Art. 7. — La SARL Lucky Way Game s'engage à joindre à son équipe un représentant technique choisi par la direction de l'environnement, et à avertir la direction de l'environnement avant chaque session de tournage et en s'assurant du bien-être des animaux lors des prises de vues et de son.

Art. 8. — La mention de la présente autorisation est obligatoire pour toutes les utilisations de prises de vues ou de son sur tous les supports, y compris numériques.

Art. 9. — La SARL Lucky Way Game s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 10. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,
Alexandre VERHOEST

Arrêté n° 7328 MPR/DIREN du 16 août 2024 autorisant la SAS Grand Angle Productions à exercer une activité de prises de vues et de son des requins, espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales dans les eaux de Mo'orea du 1er au 31 octobre 2024

NOR : ENV24511572AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française et notamment son article A. 2213-1-8 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2020 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord ;

Vu la demande de M. Mehdi MERHOUN en date du 12 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — La SAS Grand Angle Productions est autorisée à exercer l'activité de prises de vues et de son des requins, espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales, dans les eaux de Mo'orea, en application des dispositions de l'article LP. 2213-2 du code de l'environnement, hormis dans les espaces naturels protégés du code de l'environnement.

Art. 2. — L'autorisation de prises de vues et de son des espèces protégées du code de l'environnement est consentie du 1er au 31 octobre 2024.

Art. 3. — L'autorisation est donnée pour des prises de vues et de son en palmes, masque, tuba (PMT) et par drone pour la réalisation d'un documentaire pour l'émission *Les héros du patrimoine* qui sera diffusée sur la chaîne hertzienne France 3 National.

Art. 4. — La SAS Grand Angle Productions s'engage à ne pas attirer à soi de quelques manières que ce soit les animaux (notamment le feeding, smelling interdit).

Art. 5. — La SAS Grand Angle Productions s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les espèces protégées de Polynésie française (images, son).

Art. 6. — La SAS Grand Angle Productions s'engage à joindre à son équipe un représentant technique choisi par la direction de l'environnement, et à avertir la direction de l'environnement avant chaque session de tournage et en s'assurant du bien être des animaux lors des prises de vues et de son.

Art. 7. — La mention de la présente autorisation est obligatoire pour toutes les utilisations de prises de vues ou de son sur tous les supports, y compris numériques.

Art. 8. — La SAS Grand Angle Productions s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 9. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,
Alexandre VERHOEST

Arrêté n° 7341 MPR/DIREN du 16 août 2024 autorisant la société EURL Activiseas à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 12883 (Parata VII) du 19 août 2024 au 11 novembre 2024

NOR : ENV24511561AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Alexandre SARFATI n° 4269 AR/DIREN en date du 8 août 2024 ;

Vu le titre de conduite de Teiki TIMAU ou Heinui TUPUAIOORO ;

Vu la carte professionnelle de Gaelle ROOSE, Teiki TIMAU ou Dimitri LANES,

Arrête :

Article 1er. — La société EURL Activiseas est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 12883 (Parata VII) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 12883 (Parata VII) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 3. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 4. — L'autorisation d'approche est consentie du 19 août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 5. — La société EURL Activiseas s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 6. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 7. — La société EURL Activiseas s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 8. — La société EURL Activiseas s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 9. — La société EURL Activiseas s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 10. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 11. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,
Alexandre VERHOEST

MINISTÈRE DE LA SANTÉ**Arrêté n° 7314 MSP du 14 août 2024 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Moe-Rai Fish numéro sanitaire : A 2999***NOR : DSP24510197AM-1*

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 823 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 77-116 du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié pris en application de l'article 10 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1116 CM du 6 octobre 2006 modifié pris en application de l'article 11 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'avis favorable du centre de santé environnementale de la direction de la santé n° 1502 MSP/DSP/CSE du 2 août 2024 ;

Considérant la demande de l'intéressé du 31 juillet 2024 reçue et enregistrée le 1er août 2024 au centre de santé environnementale de la direction de la santé sous le n° 991,

Arrête :

Article 1er. — M. Félix LO-LONG est autorisé à ouvrir et exploiter, pour une durée de douze mois, l'établissement Moe-Rai Fish, sis à Arue au PK 4,600 côté mer, servitude Tapeta-Deane, pour les catégories de produits et les natures d'activités suivantes :

- opérations de filetage, de découpe et de conditionnement de poissons ;
- production journalière, pour livraison à d'autres établissements, d'environ 100 kg de filets de poisson réfrigérés.

Art. 2. — L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Moe-Rai Fish est enregistrée au centre de santé environnementale de la direction de la santé sous le numéro A 2999. Ce numéro d'autorisation figure sur l'étiquetage de toute denrée préemballée produite par l'établissement, précédée de la mention « n° sanitaire : ».

Art. 3. — Tout changement notable des locaux et toute modification de nature d'activité doivent faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 4. — L'autorisation est réputée définitive à l'issue de la période probatoire prévue par l'article 1er du présent arrêté, si elle n'a pas été refusée par décision motivée.

Art. 5. — Le présent arrêté cesse de produire son effet si l'exploitation de l'établissement est interrompue pendant une période supérieure ou égale à 12 mois.

Art. 6. — En cas de changement d'exploitant, le présent arrêté cesse de produire son effet deux mois après la date de ce changement. Afin d'être autorisé à poursuivre son activité à l'expiration de ce délai, le nouvel exploitant est tenu de solliciter une nouvelle autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 7. — Lorsqu'il est constaté que les conditions réglementaires d'attribution de cette autorisation ne sont plus respectées, l'autorisation peut être, après mise en demeure restée sans effet, suspendue ou retirée partiellement ou en totalité conformément à l'article 9 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 8. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 août 2024.

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,
Cédric MERCADAL

**MINISTÈRE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE, DE LA PRÉVENTION
CONTRE LA DÉLINQUANCE**

Arrêté n° 7291 MJP/DJS du 14 août 2024 autorisant l'association sportive Courir en Polynésie - ASCEP à utiliser la voie publique lors de la course intitulée Raid Vittel Tahiti prévue le 8 septembre 2024

NOR : SJS24511317AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1340 CM du 22 juillet 2021 portant nomination de Mme Loan HOANG OPPERMANN en qualité de directrice de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 5139 MJP du 6 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Loan HOANG OPPERMANN, directrice de la jeunesse et des sports - DJS ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu la demande d'avis de l'association sportive Courir en Polynésie - ASCEP adressée au maire de la commune de Hitia'a O Te Ra en date du 15 juillet 2024, relative à l'organisation de la course intitulée Raid Vittel Tahiti prévue le 8 septembre 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Hitia'a O Te Ra en date du 15 juillet 2024 ;

Vu la demande d'autorisation de l'association sportive Courir en Polynésie - ASCEP adressée à la direction de la jeunesse et des sports, en date du 16 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'association sportive Courir en Polynésie - ASCEP est autorisée à utiliser la voie publique, notamment la route territoriale RT2, dans les conditions fixées par le maire de la commune de Hitia'a O Te Ra, pour la course intitulée Raid Vittel Tahiti, prévue le 8 septembre 2024 de 5 h 30 à 13 h.

Art. 2. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 août 2024.

Pour la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, et par délégation : la directrice de la jeunesse et des sports,

Loan HOANG OPPERMANN

Arrêté n° 7325 MJP/DJS du 16 août 2024 autorisant la fédération Tahitienne de Triathlon à utiliser la voie publique lors de la course intitulée « Triathlon Marara Tri » prévue le 8 septembre 2024*NOR : SJS24511529AM*

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1340 CM du 22 juillet 2021 portant nomination de Mme Loan HOANG OPPERMANN en qualité de directrice de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 5139 MJP du 6 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Loan HOANG OPPERMANN, directrice de la jeunesse et des sports - DJS ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu les demandes d'avis de la fédération Tahitienne de Triathlon adressées aux maires des communes de Pirae et Arue en date du 11 juillet, relative à l'organisation de la course intitulée « Triathlon Marara Tri » prévue le 8 septembre 2024 ;

Vu les avis favorables des maires des communes de Pirae et Arue ;

Vu la demande d'autorisation de la fédération Tahitienne de Triathlon du 14 août 2024 adressée à la direction de la jeunesse et des sports,

Arrête :

Article 1er. — La fédération Tahitienne de Triathlon est autorisée à utiliser la voie publique, notamment la route territoriale RT02, dans les conditions fixées par les maires des communes de Pirae et Arue pour la course intitulée « Triathlon Marara Tri », prévue le 8 septembre 2024 de 6 h 30 à 13 h.

Art. 2. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Pour la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, et par délégation : la directrice de la jeunesse et des sports,

Loan HOANG OPPERMANN

**ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE
FRANCAISE****Arrêté n° 43-2024 APF/SG du 16 août 2024 portant ouverture de la session extraordinaire de l'Assemblée de la Polynésie française**

Le président de l'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5072 PR du 14 août 2024 de M. le Président de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — La session extraordinaire de l'Assemblée de la Polynésie française est ouverte le 22 août 2024 avec l'ordre du jour suivant :

- projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 2017-32 APF du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi de garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- projet de loi du pays portant diverses mesures fiscales en faveur de l'activité économique ;
- projet de loi du pays relatif à la lutte contre le gaspillage ;
- projet de loi du pays portant modification de la loi du pays n° 2023-30 du 29 août 2023 renforçant le pilotage et la déconcentration de la politique touristique de la Polynésie française ;
- projet de loi du pays portant modification de la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;
- projet de loi du pays relative aux aides en faveur des pensions de famille ;
- projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 août 2024.

Pour le président :

Le 1er vice-président,

Ueva HAMBLIN

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****LOIS****Loi n° 2024-850 du 25 juillet 2024 visant à prévenir les ingérences étrangères en France (1)***NOR : ETA24300524LS*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 2024-871 DC du 24 juillet 2024 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — I.- La loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique est ainsi modifiée :

1° Après la section 3 *bis* du chapitre Ier, est insérée une section 3 *ter* ainsi rédigée :

« SECTION 3 *TER*

« TRANSPARENCE DES ACTIVITÉS D'INFLUENCE RÉALISÉES POUR LE COMPTE D'UN MANDANT ÉTRANGER

« Art. 18-11. — I. – Sont tenues de déclarer leurs activités d'influence à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, dans les conditions fixées à la présente section, les personnes physiques ou morales exerçant, sur l'ordre, à la demande ou sous la direction ou le contrôle d'un mandant étranger mentionné au II et aux fins de promouvoir les intérêts de ce dernier, une ou plusieurs actions destinées à influencer la décision publique, notamment sur le contenu d'une loi, d'un acte réglementaire ou d'une décision individuelle ou sur la conduite des politiques publiques nationales et de la politique européenne ou étrangère de la France, en :

« 1° Entrant en communication avec une ou plusieurs des personnes suivantes, à l'initiative de ces personnes ou de sa propre initiative :

« a) Un membre du Gouvernement ou un membre de cabinet ministériel ;

« b) Un député, un sénateur, un collaborateur d'un député, d'un sénateur ou d'un groupe parlementaire ou les agents des services des assemblées parlementaires ;

« c) Un ancien président de la République, un ancien membre du Gouvernement, un ancien député ou un ancien sénateur, pendant une période de cinq ans à compter de la fin de leur mandat ou la cessation de leurs fonctions ;

« d) Un collaborateur du Président de la République ;

« e) Le directeur général, le secrétaire général, ou leur adjoint, ou un membre du collège ou d'une commission investie d'un pouvoir de sanction d'une autorité administrative indépendante ou d'une autorité publique indépendante mentionnée au 6° du I de l'article 11 ;

« f) Une personne titulaire d'un emploi ou d'une fonction mentionné au 7° du même I ;

« g) Les titulaires d'une fonction de président de conseil régional, de président de l'Assemblée de Corse, de président du conseil exécutif de Corse, de président de l'assemblée de Guyane, de président de l'assemblée de Martinique, de président du conseil exécutif de Martinique, de président d'une assemblée territoriale d'outre-mer, de président de conseil départemental, de président du conseil de la métropole de Lyon, de président élu d'un exécutif d'une collectivité d'outre-mer, de maire d'une commune de plus de 20 000 habitants ou de président élu d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la population excède 20 000 habitants ou dont le montant des recettes totales de fonctionnement figurant au dernier compte administratif est supérieur à cinq-millions d'euros ainsi que les présidents des autres établissements publics de coopération intercommunale dont le montant des recettes totales de fonctionnement figurant au dernier compte administratif est supérieur à cinq-millions d'euros ;

« h) Les conseillers régionaux, les conseillers à l'assemblée de Guyane, les conseillers à l'assemblée de Martinique, les conseillers exécutifs de Martinique, les conseillers exécutifs de Corse, les conseillers départementaux, les adjoints aux maires des communes de plus de 20 000 habitants et les vice-présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants et du conseil de la métropole de Lyon lorsqu'ils sont titulaires d'une délégation de fonction ou de

signature, respectivement, du président du conseil régional, du président du conseil exécutif, du président du conseil départemental, du maire, du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du président du conseil de la métropole de Lyon, dans les conditions fixées par la loi. Les délégations de fonction ou de signature sont notifiées sans délai par l'exécutif de chaque collectivité territoriale ou établissement public de coopération intercommunale au président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique ;

« i) Les directeurs, directeurs adjoints et chefs de cabinet des autorités territoriales mentionnées au g du présent 1° ;

« j) Un agent public occupant un emploi mentionné à l'article L. 122-10 du code général de la fonction publique ;

« k) Un candidat déclaré aux élections présidentielles, législatives, sénatoriales ou européennes, à compter de la publication officielle des listes des candidats déclarés ;

« l) Les dirigeants d'un parti ou d'un groupement politique bénéficiant de la première fraction de l'aide attribuée en application de l'article 8 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique ;

« 2° Réalisant toute action de communication à destination du public ;

« 3° Collectant des fonds ou procédant au versement de fonds sans contrepartie.

« Sont également tenues de déclarer leurs activités dans les conditions prévues à la présente section les personnes mentionnées aux 2° et 3° du II du présent article qui exercent une ou plusieurs des activités mentionnées aux 1° à 3° du présent I aux fins de promouvoir leurs intérêts ou ceux d'une puissance étrangère mentionnée au 1° du II.

« II. – Sont des mandants étrangers, au sens de la présente section :

« 1° Les puissances étrangères, à l'exclusion des États membres de l'Union européenne ;

« 2° Les personnes morales qui sont directement ou indirectement dirigées ou contrôlées par une puissance étrangère mentionnée au 1° ou qui sont financées pour plus de la moitié par une telle puissance étrangère ;

« 3° Les partis et les groupements politiques étrangers, à l'exclusion de ceux issus des États membres de l'Union européenne.

« III. – Ne sont pas des personnes tenues de déclarer leurs activités au sens de la présente section les membres du personnel diplomatique et consulaire en poste en France dûment habilités ainsi que les membres et les agents d'un État étranger, lorsqu'ils agissent dans l'exercice de leurs fonctions.

« Art. 18-12. – I. – Toute personne agissant pour le compte d'un mandant étranger tenue de déclarer ses activités en application de la présente section communique à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique, par l'intermédiaire d'un téléservice, les informations suivantes :

« 1° Son identité, lorsqu'il s'agit d'une personne physique, ou celle de ses dirigeants et des personnes physiques chargées des activités d'influence en son sein, lorsqu'il s'agit d'une personne morale ;

« 2° Le nom et l'adresse de chacun des mandants étrangers pour le compte desquels elle agit ;

« 3° Le contenu de l'accord ou la nature du lien entre la personne agissant pour le compte d'un mandant étranger et le mandant étranger ;

« 4° Le nombre de personnes employées dans l'accomplissement des activités mentionnées au I de l'article 18-11 et, le cas échéant, le chiffre d'affaires généré par ces activités durant l'année précédente ;

« 5° Les actions réalisées, notamment :

« a) S'agissant des activités mentionnées au 1° du même I, les actions d'influence menées auprès des personnes mentionnées au même 1°, en précisant notamment la fonction des personnes contactées, l'intitulé, l'objet ou la référence de la décision publique concernée et le type d'actions menées ainsi que le montant des dépenses liées à ces actions durant l'année précédente ;

« b) S'agissant des activités mentionnées au 2° dudit I, la liste des actions de communication réalisées et les informations communiquées ;

« c) S'agissant des activités mentionnées au 3° du même I, la liste des opérations de collecte de fonds et des personnes bénéficiaires des versements opérés, le cas échéant.

« II. – Les informations mentionnées au I sont recensées dans un répertoire numérique, rendu public par la Haute autorité et placé sous son contrôle. Ce répertoire est commun à la Haute Autorité, à l'Assemblée nationale et au Sénat pour la mise en œuvre des règles du répertoire. Sa publication s'effectue dans un format ouvert librement utilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, dans les conditions prévues au titre II du livre III du code des relations entre le public et l'administration.

« III. – Toute personne agissant pour le compte d'un mandant étranger tenue de déclarer ses activités en application de la présente section communique les informations mentionnées aux 1° à 3° du I du présent article à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, dans un délai de quinze jours ouvrés à compter de la date à laquelle les conditions définies à l'article 18-11 sont remplies.

« La personne tenue de déclarer ses activités en application de la présente section communique ensuite l'ensemble des informations mentionnées au I du présent article dans un délai d'un mois à la fin de chaque trimestre civil, à l'exception du chiffre d'affaires mentionné au 4° et du montant des dépenses mentionnées au 5° du même I, qui sont communiqués dans un délai de trois mois à compter de la clôture de son exercice comptable.

« Art. 18-13. – Les règles applicables aux personnes menant des activités d'influence pour le compte d'un mandant étranger au sein de chaque assemblée parlementaire sont déterminées et mises en œuvre dans les conditions prévues à l'article 4 *quinquies* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires.

« Art. 18-14. – Dans leurs relations avec les personnes mentionnées aux a et c à l du 1° du I de l'article 18-11, les personnes tenues de déclarer leurs activités :

« 1° Déclarent leur identité, l'organisme pour lequel elles travaillent et les intérêts ou les entités qu'elles représentent ;

« 2° S'abstiennent de proposer ou de remettre à ces personnes des présents, des dons ou des avantages quelconques d'une valeur significative ;

« 3° S'abstiennent de toute incitation à l'égard de ces personnes à enfreindre les règles déontologiques qui leur sont applicables.

« Art. 18-15. – La Haute Autorité pour la transparence de la vie publique s'assure du respect des obligations prévues aux articles 18-12 et 18-14. A cette fin, elle peut, à son initiative ou à la suite d'un signalement, mettre en demeure toute personne à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle entre dans le champ des personnes soumises à déclaration en application de la présente section de lui communiquer, dans un délai d'un mois, toute information ou tout document nécessaire à l'exercice de sa mission, sans que le secret professionnel puisse lui être opposé. Elle peut, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État, procéder à des vérifications sur place dans les locaux professionnels de ces personnes, sur autorisation du juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Paris et en présence d'un officier de police judiciaire, lors desquelles ses agents peuvent exiger la communication et obtenir ou prendre copie, par tout moyen et sur tout support, des documents professionnels de toute nature, entre quelques mains qu'ils se trouvent, propres à faciliter l'accomplissement de leur mission.

« Elle peut demander aux personnes mentionnées aux a et c à l du 1° du I de l'article 18-11, directement ou par l'intermédiaire de leur référent en matière de déontologie, de lui communiquer la liste des personnes tenues de déclarer les informations mentionnées à l'article 18-12 avec lesquels elles sont entrées en communication.

« La Haute Autorité peut également être saisie par les personnes mentionnées au 1° du I de l'article 18-11 sur la qualification à donner, au regard du même I, à l'activité d'une personne physique ou morale. La Haute Autorité ou, par délégation, son président rend son avis dans un délai de deux mois à compter de la réception, par la Haute Autorité, des informations dont elle a sollicité la communication auprès de la personne physique ou morale en cause. Ce délai peut être prolongé de deux mois par décision de son président, après qu'il a informé l'auteur de la saisine.

« Lorsqu'elle constate un manquement aux obligations prévues aux articles 18-12 et 18-14, elle :

« 1° Adresse à la personne tenue de déclarer ses activités, après l'avoir mise en état de présenter ses observations, une mise en demeure, qu'elle peut rendre publique, de respecter les obligations auxquelles elle est assujettie ;

« 2° Le cas échéant, avise du manquement constaté la personne mentionnée aux a et c à l du 1° du I de l'article 18-11 qui a été en communication avec une personne mentionnée au 1° du présent article et peut lui adresser des observations, sans les rendre publiques.

« Lorsque la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique constate qu'une personne tenue de déclarer les informations mentionnées à l'article 18-12 ne s'est pas conformée à la mise en demeure prononcée en application du présent article à l'expiration d'un délai de deux mois, elle peut prononcer une astreinte dont le montant maximal est fixé à 1 000 euros par jour et qu'elle peut rendre publique.

« Art. 18-16. – Le fait, pour une personne tenue de déclarer ses activités en application de la présente section, de ne pas communiquer, de sa propre initiative ou à la demande de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, les informations qu'elle est tenue de communiquer à cette dernière en application de l'article 18-12 est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

« Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues à l'article 121-2 du code pénal, de l'infraction définie au premier alinéa du présent article encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues à l'article 131-38 du code pénal, les peines prévues aux 5°, 7° à 9° et 12° de l'article 131-39 du même code.

« Art. 18-17. – Lorsqu'une personne physique ou morale remplit simultanément les conditions pour être qualifiée de représentant d'intérêts, au sens de l'article 18-2, et pour être tenue de déclarer ses activités en application de la présente section et s'est régulièrement acquittée des obligations prévues à la présente section, les obligations prévues à la section 3 *bis* du présent chapitre sont réputées remplies au titre des seules actions qu'elle a régulièrement déclarées.

« Lorsqu'une personne physique ou morale qui remplit simultanément les conditions pour être qualifiée de représentant d'intérêts, au sens de l'article 18-2, et pour être tenue de déclarer les informations mentionnées à l'article 18-12 ne s'est pas régulièrement acquittée des obligations prévues à la présente section, les manquements constatés ne peuvent être réprimés que sur le fondement de l'article 18-16.

« Art. 18-18. – Un décret en Conseil d'État, pris après avis public de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique et de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, définit les modalités de mise en œuvre de la présente section.

« Ce décret précise notamment :

« 1° Les modalités des communications prévues à l'article 18-12 ainsi que les conditions de publication des informations correspondantes ;

« 2° Les modalités de présentation des activités d'influence. » ;

2° À la seconde phrase du 5° du I de l'article 20, après la référence : « 18-2, », sont insérés les mots : « les relations avec les personnes tenues de déclarer leurs activités en application de la section 3 *ter* du présent chapitre ».

II.- L'article 4 *quinquies* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le présent article est également applicable aux personnes tenues de déclarer les informations mentionnées à l'article 18-12 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique qui entrent en communication avec les personnes mentionnées au b du 1° du I de l'article 18-11 de la même loi. »

III.- Entrent en vigueur :

1° Le premier jour du sixième mois suivant la publication du décret prévu à l'article 18-18 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, et au plus tard le 1er juillet 2025, les articles 18-11, 18-12 et 18-14 à 18-17 de la même loi ainsi que le 2° du I du présent article ;

2° Le 1er juillet 2025, l'article 18-13 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 précitée et le II du présent article.

Art. 2. — La loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique est ainsi modifiée :

1° La première phrase de l'article 1er est complétée par les mots : « ou tout risque d'influence étrangère » ;

2° Après le 6° du I de l'article 20, il est inséré un 6° *bis* ainsi rédigé :

« 6° *bis* Elle répond aux demandes d'avis des personnes mentionnées aux a et c à l du 1° du I de l'article 18-11 sur les questions relatives à leurs relations avec des personnes menant des activités d'influence étrangère et au répertoire mentionné au II de l'article 18-12 ; »

3° Le premier alinéa du I de l'article 23 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Lorsque ce contrôle est exercé au regard d'un risque d'influence étrangère, ce délai est porté à cinq ans. »

Art. 3. — I. — Les organismes mentionnés à l'article 222 *bis* du code général des impôts qui réalisent des analyses ou des expertises sur tout sujet en lien avec une politique publique nationale ou en matière de politique étrangère ainsi que les établissements éducatifs publics à but non lucratif œuvrant avec un partenaire étranger et ayant pour vocation la diffusion d'une langue étrangère et la promotion des échanges culturels sont tenus de transmettre à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique la liste des dons et des versements reçus de la part de toute puissance étrangère ou de toute personne morale étrangère extérieures à l'Union européenne.

II. — Un décret en Conseil d'État, pris après avis public de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, précise les conditions d'application du I du présent article.

Il précise notamment les conditions dans lesquelles ces informations peuvent être rendues publiques ainsi que le montant des avantages et ressources à partir duquel s'applique l'obligation de transmission prévue au même I.

Art. 4. — Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1er juillet de l'année qui suit celle de la promulgation de la présente loi, puis tous les deux ans, un rapport sur l'état des menaces qui pèsent sur la sécurité nationale. Ce rapport, qui fait état des menaces résultant d'ingérences étrangères, peut faire l'objet d'un débat à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Art. 5. — Le code monétaire et financier est ainsi modifié :

1° L'article L. 151-6 est complété par une phrase ainsi rédigée : « La publication annuelle de ces données peut donner lieu à un débat à l'Assemblée nationale et au Sénat. » ;

2° Au 1° du I de l'article L. 151-7, le mot : « économique » est remplacé par les mots : « et d'intelligence économiques ».

Art. 6. — I.- L'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa du I est ainsi modifié :

a) Les mots : « seuls besoins de la prévention du terrorisme » sont remplacés par les mots : « seules finalités prévues aux 1°, 2° et 4° de l'article L. 811-3 » ;

b) À la fin, les mots : « une menace terroriste » sont remplacés par les mots : « des ingérences étrangères, des menaces pour la défense nationale ou des menaces terroristes » ;

2° À la première phrase du premier alinéa et au second alinéa du IV, les mots : « à caractère terroriste » sont supprimés.

II.- À compter du 1er juillet 2028, l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa du I est ainsi modifié :

a) Les mots : « seules finalités prévues aux 1°, 2° et 4° de l'article L. 811-3 » sont remplacés par les mots : « seuls besoins de la prévention du terrorisme » ;

b) À la fin, les mots : « des ingérences étrangères, des menaces pour la défense nationale ou des menaces terroristes » sont remplacés par les mots : « une menace terroriste » ;

2° À la première phrase du premier alinéa et au second alinéa du IV, après le mot : « menace », sont insérés les mots : « à caractère terroriste ».

III.- Le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur l'application du présent article au plus tard deux ans avant la date mentionnée au II. Une version de ce rapport comportant les exemples de mise en œuvre des algorithmes est transmise à la délégation parlementaire au renseignement.

Au plus tard six mois avant la date mentionnée au même II, un rapport présentant le bilan de l'application du présent article est transmis au Parlement. Une version de ce rapport comportant les exemples de mise en œuvre des algorithmes est transmise à la délégation parlementaire au renseignement.

Art. 7. — I. — Le chapitre II du titre VI du livre V du code monétaire et financier est ainsi modifié :

1° Après le 1° de l'article L. 562-1, il est inséré un 1° *bis* ainsi rédigé :

« 1° *bis* "Acte d'ingérence" : agissement commis directement ou indirectement à la demande ou pour le compte d'une puissance étrangère et ayant pour objet ou pour effet, par tout moyen, y compris par la communication d'informations fausses ou inexactes, de porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation, au fonctionnement ou à l'intégrité de ses infrastructures essentielles ou au fonctionnement régulier de ses institutions démocratiques ; »

2° L'article L. 562-2-1 est ainsi rétabli :

« Art. L. 562-2-1. — Aux seules fins de prévenir la commission d'actes d'ingérence, le ministre chargé de l'économie et le ministre de l'intérieur peuvent décider conjointement, pour une durée de six mois renouvelable, le gel des fonds et des ressources économiques :

« 1° Qui appartiennent à, sont possédés, détenus ou contrôlés par des personnes physiques ou morales ou toute autre entité qui commettent, tentent de commettre, facilitent ou financent des actes d'ingérence, y incitent ou y participent ;

« 2° Qui appartiennent à, sont possédés, détenus ou contrôlés par des personnes morales ou toute autre entité elles-mêmes détenues ou contrôlées par les personnes mentionnées au 1° ou agissant sciemment pour le compte ou sur instructions de celles-ci. » ;

3° À l'article L. 562-5, après la référence : « L. 562-2, », est insérée la référence : « L. 562-2-1, » ;

4° À la première phrase de l'article L. 562-7, après la référence : « L. 562-2, », est insérée la référence : « L. 562-2-1, » ;

5° Au premier alinéa de l'article L. 562-8, après la référence : « L. 562-2, », est insérée la référence : « L. 562-2-1, » ;

6° Au premier alinéa de l'article L. 562-9, après la référence : « L. 562-2 », est insérée la référence : « , L. 562-2-1 » ;

7° Au premier alinéa de l'article L. 562-11, les mots : « de l'article L. 562-2 » sont remplacés par les mots : « des articles L. 562-2 et L. 562-2-1 ».

II (nouveau). – À la première phrase du second alinéa de l'article L. 212-1 du code des relations entre le public et l'administration, après le mot : « terrorisme », sont insérés les mots : « ou des actes d'ingérence ».

Art. 8. — I.- Le chapitre Ier du titre Ier du livre IV du code pénal est complété par une section 7 ainsi rédigée :

« SECTION 7

« DES ATTEINTES AUX BIENS ET AUX PERSONNES COMMISES POUR LE COMPTE D'UNE PUISSANCE ÉTRANGÈRE

« Art. 411-12. – Lorsqu'un crime ou un délit prévu au titre II du livre II ou au titre Ier et aux chapitres II et III du titre II du livre III est commis dans le but de servir les intérêts d'une puissance étrangère ou d'une entreprise ou d'une organisation étrangère ou sous contrôle étranger, le maximum de la peine privative de liberté est relevé ainsi qu'il suit :

« 1° Il est porté à la réclusion criminelle à perpétuité lorsque l'infraction est punie de trente ans de réclusion criminelle ;

« 2° Il est porté à trente ans de réclusion criminelle lorsque l'infraction est punie de vingt ans de réclusion criminelle ;

« 3° Il est porté à vingt ans de réclusion criminelle lorsque l'infraction est punie de quinze ans de réclusion criminelle ;

« 4° Il est porté à quinze ans de réclusion criminelle lorsque l'infraction est punie de dix ans d'emprisonnement ;

« 5° Il est porté à dix ans d'emprisonnement lorsque l'infraction est punie de sept ans d'emprisonnement ;

« 6° Il est porté à sept ans d'emprisonnement lorsque l'infraction est punie de cinq ans d'emprisonnement ;

« 7° Il est porté au double lorsque l'infraction est punie de trois ans d'emprisonnement au plus. »

II. – Le livre IV du code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa de l'article 702 est ainsi modifié :

a) À la première phrase, après le mot : « pénal », sont insérés les mots : « , une infraction mentionnée à l'article 411-12 du même code commise dans le but de servir les intérêts d'une puissance étrangère ou d'une entreprise ou d'une organisation étrangère ou sous contrôle étranger » ;

b) A la seconde phrase, les mots : « selon les modalités déterminées aux articles 628-1 à 628-6 et » sont remplacés par les mots : « composée et organisée selon les dispositions de l'article » ;

2° Au premier alinéa de l'article 706-72, les mots : « et 411-9 du code pénal » sont remplacés par les mots : « du code pénal et » et, après le mot : « informations, », sont insérés les mots : « les infractions mentionnées à l'article 411-9 du même code ou aggravées par la circonstance prévue à l'article 411-12 dudit code » ;

3° Le 11° bis de l'article 706-73 est complété par les mots : « et crimes mentionnés à l'article 411-12 du même code, commis dans le but de servir les intérêts d'une puissance étrangère ou d'une entreprise ou d'une organisation étrangère ou sous contrôle étranger » ;

4° Le 11° de l'article 706-73-1 est complété par les mots : « et délits mentionnés à l'article 411-12 du même code, commis dans le but de servir les intérêts d'une puissance étrangère ou d'une entreprise ou d'une organisation étrangère ou sous contrôle étranger, lorsque cette circonstance porte la durée de la peine d'emprisonnement à cinq ans au moins ».

Art. 9. — I. – La deuxième ligne du tableau du deuxième alinéa du I de l'article L. 775-37 du code monétaire et financier est remplacée par trois lignes ainsi rédigées :

L. 562-1	la loi n° 2024-850 du 25 juillet 2024 visant à prévenir les ingérences étrangères en France
L. 562-2	l'ordonnance n° 2016-1575 du 24 novembre 2016
L. 562-2-1	la loi n° 2024-850 du 25 juillet 2024 visant à prévenir les ingérences étrangères en France

».

II. – Le code de la sécurité intérieure est ainsi modifié :

1° Le début du premier alinéa de l'article L. 895-1 est ainsi rédigé : « Sont applicables en Polynésie française, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2024-850 du 25 juillet 2024 visant à prévenir les ingérences étrangères en France, les dispositions... (le reste sans changement). » ;

2° Le début du premier alinéa de l'article L. 896-1 est ainsi rédigé : « Sont applicables en Nouvelle-Calédonie, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2024-850 du 25 juillet 2024 visant à prévenir les ingérences étrangères en France, les dispositions... (le reste sans changement). » ;

3° Le début de l'article L. 897-1 est ainsi rédigé : « Sont applicables dans les îles Wallis et Futuna, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2024-850 du 25 juillet 2024 visant à prévenir les ingérences étrangères en France, les dispositions... (le reste sans changement). »

III. – À l'expiration d'un délai de quatre ans à compter de la promulgation de la présente loi, le code de la sécurité intérieure est ainsi modifié :

1° Le début du premier alinéa de l'article L. 895-1 est ainsi rédigé : « Sont applicables en Polynésie française, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement, les dispositions... (le reste sans changement). » ;

2° Le début du premier alinéa de l'article L. 896-1 est ainsi rédigé : « Sont applicables en Nouvelle-Calédonie, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement, les dispositions... (le reste sans changement). » ;

3° Le début de l'article L. 897-1 est ainsi rédigé : « Sont applicables dans les îles Wallis et Futuna, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement, les dispositions... (le reste sans changement). »

IV. – Au premier alinéa du I de l'article 35 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, après la première occurrence du mot : « loi », sont insérés les mots : « , dans sa rédaction résultant de la loi n° 2024-850 du 25 juillet 2024 visant à prévenir les ingérences étrangères en France, ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 juillet 2024.

Emmanuel MACRON

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Gabriel ATTAL

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,

Bruno LE MAIRE

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald DARMANIN

Le ministre des armées,

Sébastien LECORNU

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Éric DUPOND-MORETTI

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères,

Stéphane SÉJOURNÉ

La ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des relations avec le Parlement,

Marie LEBEC

La ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer,

Marie GUÉVENOUX

Le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe,

Jean-Noël BARROT

(1) Loi n° 2024-850.

Travaux préparatoires :

Assemblée nationale :

Proposition de loi n° 2150 ;

Rapport de M. Sacha HOULIÉ, au nom de la commission des lois, n° 2343 ;

Discussion les 26 et 27 mars 2024 et adoption, après engagement de la procédure accélérée, le 27 mars 2024 (TA n° 269).

Sénat :

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, n° 479 (2023-2024) ;

Rapport de Mme Agnès CANAYER, au nom de la commission des lois, n° 595 (2023-2024) ;

Avis de M. Claude MALHURET, au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, n° 593 (2023-2024) ;

Texte de la commission n° 596 (2023-2024) ;

Discussion et adoption le 22 mai 2024 (TA n° 135, 2023-2024).

Sénat :

Rapport de Mme Agnès CANAYER, au nom de la commission mixte paritaire, n° 646 (2023-2024) ;

Texte de la commission n° 647 (2023-2024) ;

Discussion et adoption le 3 juin 2024 (TA n° 143, 2023-2024).

Assemblée nationale :

Proposition de loi, modifiée par le Sénat, n° 2652 ;

Rapport de M. Sacha HOULIÉ, au nom de la commission mixte paritaire, n° 2704 ;

Discussion et adoption le 5 juin 2024 (TA n° 310).

Conseil constitutionnel :

Décision n° 2024-870 DC du 10 juillet 2024 publiée au *Journal officiel* de ce jour ;

Décision n° 2024-871 DC du 24 juillet 2024 publiée au *Journal officiel* de ce jour.

DÉCRETS

Décret n° 2024-732 du 5 juillet 2024 relatif à la flotte à caractère stratégique

Publics concernés : armateurs dont les navires battant pavillon français sont susceptibles d'être affectés à la flotte à caractère stratégique ainsi que leurs employés travaillant sur ces navires.

Objet : codifier les dispositions du décret n° 2017-850 du 9 mai 2017 relatif à la composition et à la mise en œuvre de la flotte à caractère stratégique, pris pour l'application de l'article L. 2213-9 du code de la défense.

Entrée en vigueur : les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1er août 2024.

Notice : le 4° du I de l'article 47 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense a notamment transféré au sein du nouvel article L. 1335-4 de ce code les dispositions de l'article L. 2213-9 du code de la défense, qui prévoient l'affectation de certains navires battant pavillon français à une flotte à caractère stratégique destinée à assurer, en temps de crise, la sécurité des approvisionnements de toute nature, des moyens de communications, des services et des travaux maritimes indispensables ainsi qu'à compléter les moyens des forces armées. Dans la continuité de ces ajustements législatifs, le présent décret codifie, dans le chapitre V du titre III du livre III de la première partie du code de la défense, les dispositions du décret n° 2017-850 du 9 mai 2017 relatif à la composition et à la mise en œuvre de la flotte à caractère stratégique, pris pour l'application de l'article L. 2213-9 du code de la défense.

Références : le présent décret est pris pour l'application de l'article 47 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense. Les dispositions du code de la défense qu'il modifie peuvent être consultées, dans leur rédaction résultant de cette modification, sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des armées,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 1142-9, L. 1335-4, dans sa rédaction issue de l'article 47 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense, et R.* 1336-1 à R.* 1336-10,

Décète :

Article 1er. — Le chapitre V du titre III du livre III de la première partie du code de la défense est ainsi modifié :

1° Son intitulé est complété par les mots : « et flotte stratégique » ;

2° Sont ajoutés cinq articles D. 1335-6 à D. 1335-10 ainsi rédigés :

« Art. D. 1335-6. — La flotte à caractère stratégique instituée au titre de l'article L. 1335-4 comprend :

« 1° Les navires et emplois y afférents susceptibles d'assurer, dans une logique de filières stratégiques et aux fins de préserver l'intégrité de celles-ci, la sécurité et la continuité :

« a) Des approvisionnements industriels, énergétiques et alimentaires du territoire métropolitain et des collectivités d'outre-mer ;

« b) Des transports opérant dans le cadre d'une délégation de service public ;

« c) Des services portuaires et des travaux maritimes d'accès portuaire ;

« d) De l'intervention et de l'assistance en mer des navires en difficulté ;

« e) Des communications par câbles sous-marins ;

« f) De la recherche océanographique ;

« g) Des travaux de production énergétique et d'extraction en mer ;

« 2° Les navires et emplois y afférents répondant, en temps de crise, aux besoins de l'État en matière de transport, de ravitaillement, de services ou de travaux.

« Art. D. 1335-7. — L'affectation d'un navire à la flotte à caractère stratégique est subordonnée à des conditions préalables, notamment :

« 1° Son immatriculation sous pavillon français ou le gel de son pavillon français ;

« 2° La tenue en France de sa gestion technique, nautique et commerciale ;

« 3° La capacité de son armateur à l'armer, dans certaines circonstances spécifiques, avec les employés qualifiés ressortissants nationaux.

« Art. D. 1335-8. — La langue de communication entre les navires affectés à la flotte à caractère stratégique et les autorités publiques françaises est la langue française.

« Art. D. 1335-9. — Le ministre chargé de la marine marchande fixe par arrêté, sur proposition du commissariat aux transports et aux travaux publics et de bâtiment, les conditions préalables prévues à l'article D. 1335-7 et la liste des navires de la flotte à caractère stratégique répondant aux critères et aux conditions énumérés aux articles D. 1335-6 à D. 1335-8.

« Le commissariat aux transports et aux travaux publics et de bâtiment assure, en outre, dans le cadre de ses missions :

« 1° L'évaluation de la capacité de transport et des employés requis pour accomplir les missions énumérées à l'article D. 1335-6 ;
« 2° La définition des éléments de formation initiale et de formation continue des employés et les prédispositions techniques des navires nécessaires à la conduite des missions mentionnées au 2° de l'article D. 1335-6 ;
« 3° La préparation, en accord avec les armateurs concernés, des cadres de mise à disposition des navires et des employés requis pour les besoins prévus au 2° de l'article D. 1335-6.
« Le commissariat aux transports et aux travaux publics et de bâtiment transmet chaque année au ministre chargé de la marine marchande un rapport sur l'état de la flotte stratégique.
« Art. D. 1335-10.— Le ministre chargé de la marine marchande fixe par arrêté, sur proposition du commissariat aux transports et aux travaux publics et de bâtiment et après avis du Conseil supérieur de la marine marchande, un plan d'action triennal visant au maintien et au développement de la flotte à caractère stratégique. »

Art. 2. — Le décret n° 2017-850 du 9 mai 2017 relatif à la composition et à la mise en œuvre de la flotte à caractère stratégique, pris pour l'application de l'article L. 2213-9 du code de la défense est abrogé.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1er août 2024.

Art. 4. — Le ministre des armées est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 5 juillet 2024.

Gabriel ATTAL

Par le Premier ministre :

Le ministre des armées,

Sébastien LECORNU

Décret n° 2024-735 du 5 juillet 2024 relatif à la délivrance des extraits de casier judiciaire à la Régie autonome des transports parisiens

Publics concernés : service du casier judiciaire ; Régie autonome des transports parisiens.

Objet : ajout de la Régie autonome des transports parisiens aux organismes habilités à solliciter un bulletin n° 2 du casier judiciaire pour certains de ses agents.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le décret ajoute à la liste des administrations et organismes de l'article R. 79 du code de procédure pénale la Régie autonome des transports parisiens (RATP), afin qu'elle puisse solliciter du service du casier judiciaire national automatisé la délivrance du bulletin n° 2 pour recruter les agents visés au 4° du I de l'article L. 2241-1 du code des transports, chargés de constater par procès-verbal les infractions mentionnées au premier alinéa du I de l'article L. 2241-1, et pour contrôler l'exercice de leurs fonctions. Cette possibilité s'étend également aux candidats aux fonctions liées à la cyber sécurité et aux opérations d'achats et de marchés publics de la RATP. L'obtention du bulletin n° 2 est ainsi prévue avant tout recrutement ou affectation des agents sur ces postes sensibles, ainsi que dans le cadre d'un contrôle de l'exercice de leurs activités en vue d'éventuelles poursuites disciplinaires. Elle vise à assurer le contrôle d'honorabilité des personnels concernés et pour lesquels aucune enquête administrative des articles L. 114-2 et R. 114-7 du code de la sécurité intérieure n'est possible.

Références : le décret et le texte qu'il modifie, dans sa rédaction résultant de cette modification, peuvent être consultés sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de procédure pénale ;

Vu le code des transports, notamment ses articles L. 2142-1 à L. 2141-20 et L. 2241-1 à L. 2241-11 ;

Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés n° 2024-012 en date du 15 février 2024 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu, ;

Décète :

Article 1er. — Après le 25° de l'article R. 79 du chapitre V du titre VIII du livre V du code de procédure pénale, il est inséré un 26° ainsi rédigé :

« 26° À la Régie autonome des transports parisiens pour le recrutement ou l'affectation, ainsi que pour le contrôle de l'exercice de leurs fonctions notamment en vue de poursuites disciplinaires :

« - des agents assermentés mentionnés au 4° du I de l'article L. 2241-1 du code des transports ;

« - des agents chargés des procédures d'achats et de marché public ;

« - des agents chargés de la cyber sécurité. »

Art. 2. — Aux I, II et III de l'article R. 251 du code de procédure pénale, les mots compris entre : « dans sa rédaction résultant du décret » et « , sous réserve des adaptations prévues au présent titre » sont remplacés par les mots : « n° 2024-735 du 5 juillet 2024 ».

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 5 juillet 2024.

Gabriel ATTAL

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Éric DUPOND-MORETTI

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer

Gérald DARMANIN

La ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer,

Marie GUÉVENOUX

Décret n° 2024-736 du 6 juillet 2024 relatif au greffe du tribunal de première instance et du tribunal mixte de commerce de Papeete

Publics concernés : magistrats du siège et du parquet, juges du tribunal mixte de commerce, agents de greffe, auxiliaires de justice et justiciables de la Polynésie française.

Objet : modification des dispositions du code de l'organisation judiciaire relatives au greffe en Polynésie française.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2025.

Notice : le décret modifie les dispositions d'organisation judiciaire particulières à la Polynésie française relatives au greffe. La cour d'appel et le tribunal de première instance ont désormais, chacun, un greffe composé d'effectifs propres. Le greffe du tribunal mixte de commerce peut être confié au teneur des registres du commerce et des sociétés et des sûretés mobilières de Polynésie française (loi du pays n° 2023-27 du 25 avril 2023). À défaut, ces fonctions sont exercées par le directeur de greffe du tribunal de première instance ou par un greffier de ce tribunal désigné par le directeur de greffe. Le décret prévoit notamment, le cas échéant, les missions, les modalités de tarification ainsi que les règles de déontologie et de discipline du greffier du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Références : les dispositions modifiées par le décret peuvent être consultées, dans leur rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de commerce ;

Vu le code de l'organisation judiciaire ;

Vu la loi du pays n° 2023-27 du 25 avril 2023 relative au statut de teneur des registres du commerce et des sociétés et des sûretés mobilières ;

Vu le décret n° 2016-1675 du 5 décembre 2016 modifié portant création de l'inspection générale de la justice, notamment son article 2 ;

Vu l'avis du comité social d'administration spécial de service déconcentré placé auprès du premier président de la cour d'appel de Papeete en date du 8 mars 2024 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Polynésie française en date du 28 mars 2024 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Le code de l'organisation judiciaire (partie réglementaire) est ainsi modifié :

Article 1er. — Le chapitre III du titre V du livre V est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE III
« DU GREFFE
« Section 1
« Dispositions générales

« Art. R. 553-1.— Le greffe fait partie de la juridiction dont il dépend.

« Les fonctions de greffier du tribunal du travail et du tribunal pour enfants sont exercées par le directeur de greffe du tribunal de première instance ou un greffier du tribunal de première instance.

« Art. R. 553-2.— Selon les besoins du service, les agents des greffes peuvent être délégués dans les services d'une autre juridiction du ressort de la cour d'appel.

« Cette délégation est prononcée par décision du premier président de la cour d'appel et du procureur général près cette cour après consultation, selon le cas, du président du tribunal de première instance, du procureur de la République et du directeur de greffe de la juridiction d'affectation de l'agent. Elle ne peut excéder une durée de six mois. Les chefs de cour peuvent la renouveler une fois. À l'issue de cette période, le garde des sceaux, ministre de la justice, peut renouveler la délégation ou lui assigner une durée supérieure.

« Un bilan annuel écrit des délégations prononcées au sein du ressort de la cour d'appel est présenté au comité social d'administration déconcentré placé auprès du premier président de cette cour.

« Les agents délégués dans une autre juridiction perçoivent les indemnités dans les mêmes conditions que les fonctionnaires de leur catégorie et suivant les mêmes taux.

« Le présent article n'est pas applicable au greffe du tribunal mixte de commerce, sauf en cas d'application de l'article R. 553-7.

« Section 2

« Le greffe du tribunal mixte de commerce

« Sous-section 1

« Missions du greffier

« Art. R. 553-3.— Le greffier du tribunal mixte de commerce assiste les juges du tribunal mixte de commerce à l'audience et dans tous les cas prévus par la loi.

« Il assiste le président du tribunal mixte de commerce dans l'ensemble des tâches administratives qui lui sont propres. Il assure son secrétariat.

« Il l'assiste dans l'établissement et l'application du règlement intérieur de la juridiction, dans l'organisation des rôles d'audiences et la répartition des juges, dans la préparation du budget et la gestion des crédits alloués à la juridiction. Il procède au classement des archives du président.

« Art. R. 553-4.— Le greffier du tribunal mixte de commerce dirige, sous l'autorité du président du tribunal mixte de commerce et sous la surveillance du ministère public, le greffe de ce tribunal.

« Il tient à jour les dossiers du tribunal mixte de commerce.

« Il met en forme les décisions prises et motivées par les juges.

« Il est depositaire des minutes et archives dont il assure la conservation. Il délivre les expéditions et copies et a la garde des scellés et de toutes sommes déposées au greffe du tribunal mixte de commerce.

« Il dresse les actes de greffe et procède aux formalités pour lesquelles compétence lui est attribuée.

« Il prépare les réunions du tribunal mixte de commerce, dont il rédige et archive les procès-verbaux.

« Il tient à jour la documentation générale du tribunal mixte de commerce.

« Il assure l'accueil du public.

« Art. R. 553-5.— Le greffier du tribunal mixte de commerce assure la tenue du répertoire général des affaires du tribunal mixte de commerce.

« Il applique les instructions de tenue du répertoire général élaborées par le ministère de la justice. Il transmet les informations statistiques demandées par le ministre de la justice selon les modalités déterminées par celui-ci.

« Sous-section 2

« Désignation du greffier

« Art. R. 553-6.— I.— Le garde des sceaux, ministre de la justice, peut nommer, pour exercer les fonctions de greffier du tribunal mixte de commerce, le teneur des registres du commerce et des sociétés et des sûretés mobilières nommé par l'autorité compétente de la Polynésie française conformément à la réglementation locale, s'il remplit l'une des conditions suivantes :

« 1° Avoir été inscrit, au moment du dépôt de sa candidature, sur la liste d'aptitude à la profession de greffier de tribunal de commerce publiée annuellement au *Journal officiel* de la République française ;

« 2° Avoir été précédemment nommé greffier de tribunal de commerce, sous réserve de remplir les conditions suivantes :

« - être de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;

« - n'avoir pas fait l'objet d'une condamnation pénale pour des agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs ;

« - n'avoir pas fait l'objet d'une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, mise à la retraite d'office, de retrait d'agrément ou d'autorisation ;

« - n'avoir pas été frappé de faillite personnelle ou de l'interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler, directement ou indirectement, soit toute entreprise commerciale ou artisanale, toute exploitation agricole et toute personne morale, soit une ou plusieurs de celles-ci.

« II.— Dans le cas où l'autorité compétente de la Polynésie française a attribué la charge de teneur des registres du commerce et des sociétés et des sûretés mobilières à une société, le garde des sceaux peut confier les fonctions de greffier à cette société si l'ensemble des associés exerçant en son sein les fonctions de teneur des registres remplissent la condition prévue au 1° du I ou celles prévues au 2° du I. Chacun de ces associés est alors habilité à exercer les fonctions de greffier.

« Art. R. 553-7.— Si le garde des sceaux n'a pas fait application des dispositions de l'article R. 553-6 ou si le greffier nommé en application de ces dispositions cesse définitivement d'exercer ses fonctions, pour quelque cause que ce soit, sans être remplacé dans les mêmes conditions, les fonctions de greffier du tribunal mixte de commerce sont exercées par le directeur de greffe du tribunal de première instance ou par un greffier de ce tribunal désigné par le directeur de greffe conformément aux articles R. 123-15 et R. 123-16.

« Il en est de même si le greffier nommé en application des dispositions de l'article R. 553-6 fait l'objet d'une suspension provisoire en application de l'article R. 553-16 ou d'une interdiction temporaire d'exercer en application de l'article R. 553-15, ou si le garde des sceaux constate l'interruption temporaire de ses fonctions en application de l'article R. 553-19.

« Il en est également de même en cas d'empêchement temporaire pour un autre motif, s'il ne peut pas être fait application des dispositions de l'article R. 553-10.

« L'application du présent article prend fin, selon le cas, dès qu'un greffier a pu être nommé en application des dispositions de l'article R. 553-6 ou à l'expiration de la période de cessation temporaire des fonctions.

« Lorsque les fonctions de greffier ont été confiées à une société, il n'est fait application des deux premiers alinéas que si aucun des associés n'est en mesure d'exercer ses fonctions.

« Sous-section 3

« Dispositions applicables au greffier nommé en application de l'article R. 553-6

« Paragraphe 1

« Entrée en fonctions et délégation

« Art. R. 553-8.— Dans le mois qui suit la publication de sa nomination au *Journal officiel* de la République française, le greffier nommé en application des dispositions de l'article R. 553-6 prête serment devant le tribunal mixte de commerce, en ces termes : "Je jure de loyalement remplir mes fonctions avec exactitude et probité et d'observer en tout les devoirs qu'elles m'imposent."

« Il ne peut exercer ses fonctions qu'à compter du jour de sa prestation de serment.

« Le greffier du tribunal mixte de commerce qui ne prête pas le serment professionnel dans le délai prévu au premier alinéa est déclaré démissionnaire de ses fonctions, sauf s'il peut justifier d'un motif valable.

« Lorsque les fonctions de greffier ont été confiées à une société, chacun des associés appelés à exercer ces fonctions prête serment. Il ne peut exercer ses fonctions qu'à compter de la prestation de serment. La décision désignant la société pour exercer les fonctions de greffier devient caduque si aucun des associés n'a prêté serment dans le délai prévu au premier alinéa.

« Art. R. 553-9.— Le greffier du tribunal mixte de commerce nommé en application des dispositions de l'article R. 553-6 est placé sous l'autorité du président du tribunal mixte de commerce et sous la surveillance du ministère public. Il est soumis à des inspections diligentées par les autorités mentionnées à l'article R. 312-68 du présent code et à l'article 2 du décret n° 2016-1675 du 5 décembre 2016 portant création de l'inspection générale de la justice.

« Art. R. 553-10.— En cas d'empêchement légitime ou de surcharge d'activité, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article R. 553-7, le président du tribunal mixte de commerce peut, après avis du procureur de la République, autoriser pour une durée limitée le greffier nommé en application des dispositions de l'article R. 553-6 à déléguer ses attributions à l'un des employés de son office présentant les compétences requises et remplissant les conditions suivantes :

« - être de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;

« - n'avoir pas fait l'objet d'une condamnation pénale pour des agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs ;

« - n'avoir pas fait l'objet d'une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, mise à la retraite d'office, de retrait d'agrément ou d'autorisation ;

« - n'avoir pas été frappé de faillite personnelle ou de l'interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler, directement ou indirectement, soit toute entreprise commerciale ou artisanale, toute exploitation agricole et toute personne morale, soit une ou plusieurs de celles-ci.

« Pour l'exercice des attributions juridictionnelles, le greffier délégué prête préalablement le serment prévu à l'article R. 553-8.

« Placé sous l'autorité fonctionnelle du président du tribunal mixte de commerce et sous la surveillance du ministère public, le greffier délégué est soumis aux mêmes obligations déontologiques que le greffier. Il agit sous la responsabilité de ce dernier.

« Paragraphe 2

« Tarification

« Art. R. 553-11.— Lorsque le greffier du tribunal mixte de commerce nommé en application des dispositions de l'article R. 553-6 réalise l'une des prestations du tableau 2 de l'annexe 4-7 au titre IV *bis* du code de commerce prévue à l'article R. 444-3 de ce code dans le cadre de son activité juridictionnelle, il perçoit une somme tenant compte des coûts inhérents à cette prestation, calculée par application d'un tarif fixé par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice.

« Pour les missions juridictionnelles du greffier, et sous réserve des dispositions de droit commercial en vigueur, les règles relatives à la tarification prévues aux articles R. 743-140 à R. 743-153 du code de commerce sont applicables en ce qu'elles concernent les critères définissant le périmètre de la tarification, les cas d'exonération de tarification, les hypothèses de minoration de tarifs et les règles de facturation.

« Paragraphe 3

« Déontologie et discipline

« Art. R. 553-12.— Le greffier du tribunal mixte de commerce nommé en application des dispositions de l'article R. 553-6 exerce ses fonctions avec probité à l'égard des personnes avec lesquelles il collabore dans l'accomplissement de ses missions judiciaires et d'administration de la juridiction.

« La probité, qui s'entend de l'exigence générale d'honnêteté, est un principe qui doit guider le greffier aussi bien dans sa vie professionnelle que personnelle.

« À ce titre, le greffier ne peut user de ses fonctions pour rechercher un avantage indu pour son compte ou au bénéfice d'autrui.

« Le greffier ne peut en aucun cas se porter acquéreur, directement ou indirectement, d'actifs d'une personne, physique ou morale, dans le cadre d'une procédure collective ouverte par une juridiction commerciale et plus généralement lors d'une vente judiciaire ordonnée par un tribunal de commerce.

« Le devoir de dignité lui impose, et en toutes circonstances, par ses propos et par son comportement, de s'attacher à donner une image respectueuse des principes et devoirs essentiels de la profession.

« Il ne doit pas se trouver dans une position susceptible d'entraver l'exercice indépendant de ses missions ou être perçu comme susceptible de l'être.

« Il a le devoir de traiter de façon égale l'ensemble des demandes et des actes qu'il reçoit, indépendamment de la qualité du demandeur ou des parties à l'instance.

« Le greffier observe le secret professionnel.

« Dans le cadre de ses activités, il est soumis à un devoir général de réserve et de discrétion. Le devoir de réserve s'étend à tout mode de communication, en ce compris les réseaux sociaux. Toute communication doit se faire dans le respect de ces principes, sans porter atteinte à l'image du greffier ni à celle de la profession ou à celle du tribunal ou plus généralement, de la justice.

« Le greffier a, dans ses relations avec le public, les services publics et les membres des autres professions, le devoir de mettre à disposition ses compétences et fait preuve, d'exactitude, de diligence et de prudence.

« Il est rémunéré conformément aux dispositions tarifaires en vigueur. La rémunération qu'il perçoit doit correspondre à une prestation effective.

« Le greffier s'applique à montrer, dans l'exercice de ses fonctions, disponibilité et courtoisie.

« Il s'oblige à faire preuve en toutes circonstances de loyauté à l'égard du ministère public, du président du tribunal et des juges.

« Il doit assurer une prestation de qualité dans le respect des délais légaux ou réglementaires, et, à défaut d'indication particulière, dans les meilleurs délais.

« Le greffier se soumet aux inspections diligentées à son encontre.

« Art. R. 553-13.— Toute contravention aux lois et règlements, toute infraction aux règles professionnelles, tout manquement à la probité, à l'honneur ou à la délicatesse, même se rapportant à des faits commis en dehors des activités professionnelles, expose le greffier du tribunal mixte de commerce nommé en application des dispositions de l'article R. 553-6 qui en est l'auteur aux sanctions disciplinaires prévues à l'article R. 553-15.

« Art. R. 553-14.— Le pouvoir disciplinaire est exercé par le garde des sceaux, ministre de la justice.

« Le premier président de la cour d'appel dans le ressort de laquelle le tribunal mixte de commerce a son siège, assisté du président du tribunal mixte de commerce, procède à l'audition du greffier. À l'issue de cette audition, le ministre de la justice peut être saisi par le premier président ou le procureur général.

« Lorsque les fonctions de greffier ont été confiées à une société, celle-ci ne peut faire l'objet de poursuites disciplinaires que si de telles poursuites sont engagées contre un ou plusieurs associés.

« Art. R. 553-15.— Les sanctions disciplinaires applicables sont :

« 1° L'avertissement ;

« 2° Le blâme ;

« 3° L'interdiction d'exercer à titre temporaire pendant une durée maximale de dix ans ;

« 4° La destitution, qui emporte l'interdiction d'exercice à titre définitif.

« Art. R. 553-16.— Sur proposition du premier président de la cour d'appel dans le ressort de laquelle le tribunal mixte de commerce a son siège ou du procureur général placé auprès de cette cour, le garde des sceaux, ministre de la justice peut, pour une durée maximale de six mois, suspendre de ses fonctions un greffier ayant commis des faits de nature à entraîner une sanction disciplinaire. L'intéressé est préalablement entendu par le premier président.

« Le greffier du tribunal mixte de commerce faisant l'objet d'une mesure de suspension provisoire ne peut, pendant la durée de cette mesure qui produit son effet à compter de la date de notification de la décision, exercer aucune activité au titre de l'article R. 553-6.

« Art. R. 553-17.— Le greffier du tribunal mixte de commerce destitué cesse d'exercer son activité professionnelle dès que la décision lui a été notifiée. Il est procédé à la nomination d'un nouveau greffier dans les conditions fixées par l'article R. 553-6 ou l'article R. 553-7.

« Art. R. 553-18.— Le garde des sceaux, ministre de la justice, informe le Président de la Polynésie française des décisions prononçant une mesure de suspension provisoire ou une sanction disciplinaire prises à l'encontre du greffier du tribunal mixte de commerce.

« Paragraphe 4

« Conséquences de la perte de qualité de teneur des registres du commerce et des sociétés et des sûretés mobilières de la Polynésie française

« Art. R. 553-19.— Le greffier du tribunal mixte de commerce nommé en application de l'article R. 553-6 qui, en sa qualité de teneur des registres du commerce et des sociétés et des sûretés mobilières, fait l'objet d'une mesure de suspension provisoire ou d'interdiction temporaire d'exercice prise par l'autorité compétente de la Polynésie française cesse d'exercer ses fonctions de greffier pendant la période de suspension ou d'interdiction temporaire.

« La cessation définitive des fonctions de teneur des registres du commerce et des sociétés et des sûretés mobilières entraîne la cessation définitive des fonctions de greffier.

« L'interruption temporaire ou la cessation définitive des fonctions résultant de l'application du présent article est constatée par un arrêté du garde des sceaux. »

Art. 2. — 1° À l'article R. 123-17-1, après les mots : « R. 212-17-3 », sont insérés les mots : « , R. 553-2 » ;

2° L'article R. 551-1 est ainsi modifié :

- les mots : « R. 123-15, » sont supprimés ;

- les mots compris entre : « résultant du » et « , à l'exception du » sont remplacés par les mots : « décret n° 2024-736 du 6 juillet 2024 » ;

3° À l'article R. 551-2 :

a) L'alinéa 4 est supprimé ;

b) À l'alinéa 5, les mots : « 4° » sont remplacés par les mots : « 3° ».

Art. 3. — Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1er janvier 2025.

Art. 4. — Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 6 juillet 2024.

Gabriel ATTAL

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Éric DUPOND-MORETTI

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,
Gérald DARMANIN

La ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer,
Marie GUÉVENOUX

Décret n° 2024-752 du 7 juillet 2024 relatif à la garantie de l'État prévue à l'article 185 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024

NOR : ETA24300620DE

Publics concernés : entreprises (petites et moyennes entreprises, entreprises de taille intermédiaire), investisseurs institutionnels, sociétés de gestion.

Objet : le décret prévoit les conditions d'application de la garantie de l'État prévue à l'article 185 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, que le ministre chargé de l'économie peut octroyer aux fonds d'investissement alternatifs qui souscrivent des « obligations transition ».

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : l'article 185 de loi de finances pour 2024 renvoie à un décret en Conseil d'État les conditions d'application de la garantie de l'État que le ministre peut octroyer aux fonds Prêts participatifs transition (PPT) et Obligations transition (OT). Le décret vise à définir le contenu des conventions qui lient l'État et les fonds d'investissement bénéficiant de la garantie. Il détermine les caractéristiques des obligations qui peuvent être souscrites par ces fonds, et les conditions devant être respectées au regard du cadre européen des aides d'État. Il définit ensuite les règles d'éligibilité des entreprises, petites, moyennes ou de taille intermédiaire, qui peuvent émettre ces obligations dites « transition ». En outre, il établit la typologie des projets reconnus comme améliorant la performance environnementale des entreprises et les modalités de vérification par des tiers indépendants du respect par les entreprises émettrices de cette typologie. Le décret précise également que les petites et moyennes entreprises peuvent également, au-delà du financement de projets d'amélioration de leur performance environnementale, émettre une obligation « transition » pour financer un investissement productif, à condition de démontrer que par leur activité principale, ou par la planification de leur propre réduction d'émissions de gaz à effet de serre, elles contribuent à la transition écologique. Ensuite, le décret détermine les plafonds d'aide d'État et les coûts admissibles. Enfin il précise les modalités d'exercice de la garantie, en particulier son coût, et la manière dont elle s'exerce à son arrivée à terme, le recouvrement des créances étant confié par l'État aux fonds d'investissement garantis.

Références : le décret est pris pour l'application de l'article 185 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 et peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,

Vu le règlement (UE) n° 1379/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture ;

Vu le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, notamment son chapitre Ier et les sections 2 et 7 de son chapitre III ;

Vu le code de commerce, notamment ses articles L. 821-13, L. 822-4 et R. 123-220 ;

Vu le code monétaire et financier ;

Vu la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, notamment son article 185 ;

Vu le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique ;

Vu l'avis du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières en date du 20 juin 2024 ;

Le Conseil d'État (section des finances) entendu,

Décète :

CHAPITRE IER : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er. — I. — La garantie de l'État que le ministre chargé de l'économie est autorisé à accorder par l'article 185 de la loi du 29 décembre 2023 susvisée à des fonds d'investissement alternatifs régis par la section 2 du chapitre IV du titre 1er du livre II du code monétaire et financier fait l'objet de conventions conclues à cet effet entre l'État et chaque fonds bénéficiaire de la garantie. Elle prend effet le jour de la signature, par le ministre, de la convention.

Le fonds d'investissement qui souhaite bénéficier de la garantie de l'État en fait, dans des conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie, la demande auprès de la direction générale du Trésor en vue d'établir cette convention.

II. — Ces conventions précisent :

1° Les conditions d'octroi de la garantie de l'État au fonds d'investissement, dans le respect des articles 2, 3 et 8. Elles fixent les conditions portant sur la composition de l'actif du fonds, qui incluent des objectifs en matière de concentration unitaire et d'exposition par taille, secteur d'activité et notation de crédit d'entreprises émettrices. Elles fixent également le nombre minimal de créances individuelles que le fonds d'investissement s'engage à détenir ;

- 2° Les montants garantis, conditions d'appel et de rémunération de la garantie, dans le respect des articles 8, 9, 10 et 12, ainsi que les dates d'entrée en vigueur et de terme de la garantie ;
- 3° Les dates de paiement des commissions de garantie mentionnées à l'article 12 ;
- 4° Les informations que le fonds d'investissement transmet au ministre chargé de l'économie et à la Commission européenne, ainsi que les conditions de ces transmissions ;
- 5° Les conditions dans lesquelles la société de gestion du fonds d'investissement dispose, préalablement à la souscription d'une obligation, des informations nécessaires à l'appréciation du respect des plafonds par entreprise mentionnés à l'article 6 et des conditions tenant aux finalités de l'utilisation des ressources obtenues précisées aux articles 4 et 5. Ces informations sont transmises au ministre chargé de l'économie. Elles sont conservées par le fonds d'investissement pendant une période de dix ans à compter de la souscription de l'obligation ;
- 6° Les conditions dans lesquelles l'auditeur ou le commissaire aux comptes est mandaté par le fonds d'investissement pour réaliser la mission mentionnée à l'article 7.

CHAPITRE II : CONDITIONS TENANT AUX OBLIGATIONS ÉMISES ET À L'ÉMETTEUR

Art. 2. — I. – Seuls peuvent bénéficier de la garantie mentionnée à l'article 1er les fonds d'investissement mentionnés au I de cet article dont l'objet exclusif est d'investir dans des obligations qui respectent les conditions suivantes :

- 1° Les émetteurs respectent les critères fixés à l'article 3 à la date d'émission des obligations concernées ;
- 2° La date d'émission de l'obligation est comprise entre la date d'entrée en vigueur du présent décret et le 31 décembre 2029 ;
- 3° Le différé d'amortissement portant sur le principal est d'au moins quatre ans ;
- 4° La durée de l'obligation est de huit ans ;
- 5° Les clauses contractuelles liant le fonds d'investissement et l'émetteur comprennent un engagement de ce dernier à émettre une obligation aux seules fins de financer un projet d'amélioration de sa performance environnementale tel que défini à l'article 4, ou un investissement respectant les conditions énoncées à l'article 5 ;
- 6° L'émission de l'obligation est subordonnée à ce qu'aucun commencement d'exécution du projet d'investissement ne soit réalisé avant la date de l'émission de l'obligation ;
- 7° Les clauses contractuelles liant le fonds d'investissement et l'émetteur comprennent un engagement de ce dernier, à la date de l'émission de l'obligation, de ne pas faire l'objet d'une injonction de récupération non exécutée, émise dans une décision antérieure de la Commission européenne déclarant une aide octroyée par les autorités françaises incompatible avec le droit de l'Union européenne ;
- 8° Pour un émetteur donné, le montant de l'équivalent-subvention brut de l'obligation émise, ainsi que le taux d'intensité d'aide, ne peuvent être supérieurs aux plafonds mentionnés à l'article 6 applicables à cet émetteur pour un investissement donné. Ces plafonds s'apprécient en tenant compte, le cas échéant, du cumul des aides reçues pour l'investissement donné et l'entreprise donnée ;
- 9° Est conservée par la société de gestion du fonds d'investissement, ou ses délégataires, ou un fonds d'investissement géré par cette société de gestion ou ses délégataires, jusqu'à l'échéance de l'obligation, sans garantie de l'État et selon des modalités précisées par les conventions mentionnées à l'article 1er, une exposition, d'un même rang, sur l'entreprise bénéficiaire d'au moins 20 % du montant total émis ;
- 10° Les clauses contractuelles liant la société de gestion et les investisseurs prévoient une variation des frais de gestion en fonction du niveau de pertes liées à des événements de crédit, selon des modalités précisées dans les conventions mentionnées à l'article 1er.

II. – Pour l'application du présent décret, la date d'émission d'une obligation correspond à la date du versement du financement par le fonds d'investissement ou du premier versement en cas de versement fractionné.

Art. 3. — Seules peuvent émettre des obligations susceptibles de figurer à l'actif des fonds d'investissement mentionnés au I de l'article 1er les personnes morales inscrites au répertoire national des entreprises et des établissements mentionné à l'article R. 123-220 du code de commerce, qui remplissent les trois conditions suivantes :

- 1° Elles relèvent de l'une des deux catégories suivantes :
- a) La catégorie des petites et moyennes entreprises, telle que définie par l'annexe I du règlement n° 651/2014 du 17 juin 2014 susvisé ;
- b) La catégorie des entreprises de taille intermédiaire telle que définie par l'article 3 du décret du 18 décembre 2008 susvisé ;
- 2° Elles ont à la fois, à la date d'émission de l'obligation :
- a) Un chiffre d'affaires supérieur à 2 millions d'euros au titre du dernier exercice clos. Lorsque l'émetteur appartient à un groupe, ce seuil est apprécié sur la base des comptes consolidés prévus par l'article L. 233-16 du code de commerce ;
- b) Une capacité minimale à honorer leurs engagements financiers, évaluée par une notation de crédit et par des indicateurs financiers définis dans les conventions mentionnées à l'article 1er ;
- 3° Elles ne relèvent d'aucune des catégories suivantes :
- a) Les sociétés civiles immobilières, les organismes de placement collectif immobilier mentionnés à l'article L. 214-33 du code monétaire et financier, les établissements de crédit, les sociétés de financement ;
- b) Les entreprises en difficulté, selon des conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie ;
- c) Les entreprises exerçant dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture couverts par le règlement n° 1379/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 susvisé.

CHAPITRE III : INVESTISSEMENTS ÉLIGIBLES

Art. 4. — I. — Un projet d'amélioration de la performance environnementale de l'entreprise est un projet qui conduit à l'un des types d'investissement suivants, tels que définis par la section 7 du chapitre III du règlement n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 susvisé :

- 1° Les investissements en faveur de la protection de l'environnement, y compris la décarbonation ;
- 2° Les investissements en faveur des infrastructures de recharge ou de ravitaillement ;
- 3° Les investissements en faveur de l'acquisition de véhicules propres ou de véhicules à émission nulle et de la mise à niveau des autres véhicules ;
- 4° Les investissements en faveur des mesures promouvant l'efficacité énergétique en dehors des bâtiments ;
- 5° Les investissements en faveur des projets promouvant l'efficacité énergétique dans les bâtiments ;
- 6° Les investissements en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de l'hydrogène renouvelable, et de la cogénération à haut rendement ;
- 7° Les investissements en faveur de la protection ou de la restauration de la biodiversité et la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets ;
- 8° Les investissements en faveur des réseaux de chaleur et de froid efficaces ;
- 9° Les investissements en faveur de l'utilisation efficace des ressources et du soutien à la transition vers une économie circulaire ;
- 10° Les études et services de conseil sur des questions liées à la protection de l'environnement et à l'énergie directement liés à un investissement mentionné au 1° à 9°.

Les investissements mentionnés au 1° et 5° ne peuvent porter sur des équipements, machines et installations de production industrielle utilisant l'un des carburants ou combustibles respectivement mentionnés au A et au C de l'annexe I de la directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité.

Les modalités d'application du présent I, notamment la liste des biens éligibles, sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie.

II. — Les projets mentionnés au I ne sont pas éligibles :

- 1° Lorsqu'ils sont réalisés afin de garantir que les entreprises se conforment à des normes de l'Union européenne en vigueur, ou déjà adoptées mais non encore entrées en vigueur selon des conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie ;
- 2° Lorsqu'ils contribuent à la production d'énergie nucléaire.

Art. 5. — I. — Sont également susceptibles d'être financés par les obligations mentionnées à l'article 2 les investissements définis à l'article 17 du règlement n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 susvisé réalisés par une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article 3 qui ne relève pas du secteur de la production agricole primaire et qui remplit l'une des deux conditions suivantes :

- 1° Son activité principale est liée à la transition écologique ou consiste en la production, la distribution ou l'installation de technologies liées à la transition écologique énumérées par arrêté du ministre chargé de l'économie ;
- 2° Elle produit auprès de la société de gestion les deux documents suivants :
 - a) Un bilan de ses émissions directes de gaz à effet de serre et de ses émissions indirectes associées à la consommation d'électricité, de chaleur ou de vapeur. Ce bilan est produit moins de quatre ans avant la date d'émission de l'obligation ;
 - b) Un plan d'action de réduction des émissions de gaz à effet de serre qui identifie les objectifs de décarbonation, les actions prévues, les moyens financiers alloués et précise le calendrier de mise en œuvre. Ce plan d'action couvre au moins la durée de l'obligation émise et est produit lors de la demande de financement.

II. — Le fonds d'investissement est tenu de s'assurer chaque année de la mise œuvre du plan d'action mentionné au b du 2° du I. Des conditions de modulation du taux d'intérêt de l'obligation en fonction de la mise en œuvre de ce plan d'action sont définies de manière contractuelle entre l'émetteur et le fonds d'investissement.

III. — Les modalités d'application du présent article sont fixées par un arrêté du ministre chargé de l'économie.

CHAPITRE IV : MONTANT GARANTI

Art. 6. — I. — Le montant, exprimé en équivalent-subvention brut, de l'aide tirée de la garantie de l'État mentionnée à l'article 1er, seul ou cumulé avec toute autre aide à l'investissement, ne peut excéder pour un même investissement et une même entreprise les plafonds suivants :

- 1° Pour les investissements mentionnés à l'article 4 : 30 millions d'euros ;
- 2° Pour les investissements mentionnés à l'article 5 : 8,25 millions d'euros.

II. — Les coûts admissibles sont ainsi définis :

- 1° Pour les investissements mentionnés au 1°, 2°, 4° à 8° et 10° du I de l'article 4, les coûts admissibles sont constitués de la totalité des dépenses d'investissement. Pour les investissements mentionnés au 3° et 9° du même article, les coûts admissibles sont constitués des coûts supplémentaires liés à l'acquisition, ou le cas échéant à la location de longue durée pour les projets mentionnés au 3°, d'une solution offrant un niveau de protection plus élevé de l'environnement ;
- 2° Pour les investissements mentionnés à l'article 5, les coûts admissibles sont constitués de coûts, précisés par arrêté du ministre chargé de l'économie, afférents à des actifs corporels et incorporels et remplissant les conditions fixées à l'article 17 du règlement de la Commission du 17 juin 2014 susvisé.

III. — Les taux d'intensité d'aide, calculés comme le montant de l'aide mentionnée au I rapporté aux coûts admissibles mentionnés au II, ne peuvent dépasser les plafonds fixés comme suit :

- 1° Pour les investissements mentionnés à l'article 4 :
 - a) 20 % pour les projets mentionnés du 1° au 3° et du 6° au 10° de cet article ;

b) 15 % pour les projets mentionnés au 4° et 5° du même article ;

2° Pour les investissements mentionnés à l'article 5 : 10 %.

IV. – Les dépenses d'investissement mentionnées au 1° du II sont constituées du coût hors taxe des biens éligibles acquis à l'état neuf effectivement supporté, ainsi que des frais annexes relatifs à la fourniture, l'installation, la mise en service, et à la formation de premier niveau des biens s'ils apparaissent distinctement sur le devis.

Dans le cas où les biens éligibles font l'objet d'un contrat de crédit-bail ou d'un contrat de location avec option d'achat, la dépense d'investissement prise en compte correspond à la valeur du bien éligible à la date de signature du contrat que le locataire aurait inscrit à son actif s'il en avait été propriétaire, hors frais financiers immobilisés par le bailleur.

V. – L'aide mentionnée au I est calculée en fonction d'une méthode de calcul de l'équivalent-subvention brut approuvée par la Commission européenne.

Art. 7. — Un commissaire aux comptes inscrit sur la liste mentionnée au II de l'article L. 821-13 du code de commerce ou un auditeur des informations en matière de durabilité inscrit sur la liste mentionnée à l'article L. 822-4 de ce code vérifie le respect des conditions d'éligibilité du projet mentionnées à l'article 4 et de celles portant sur le montant des coûts admissibles définies au 1° du II de l'article 6.

Le commissaire aux comptes ou l'auditeur des informations en matière de durabilité rend un avis motivé au fonds d'investissement préalablement à la souscription des obligations. Cet avis retrace les diligences qu'il a mises en œuvre et indique si le projet est conforme aux conditions mentionnées à l'alinéa précédent. Le cas échéant, il mentionne les raisons pour lesquelles le projet n'est pas conforme ou pour lesquelles il lui a été impossible de parvenir à une conclusion.

Un arrêté du ministre chargé de l'économie précise les modalités selon lesquelles l'auditeur ou le commissaire aux comptes conduit sa mission.

Art. 8. — La garantie de l'État mentionnée à l'article 1er couvre, dans la limite de 30 % de la somme du principal initial de l'ensemble des obligations souscrites par le fonds d'investissement, la somme des principaux restant dus de l'ensemble des obligations souscrites par le fonds bénéficiant de cette garantie, jusqu'à l'échéance du terme initial de chacune de ces obligations, sans préjudice du III de l'article 9, sauf à ce qu'elle soit appelée en totalité avant ce terme et sans préjudice des délais de détermination du montant des sommes dues par l'État au titre de sa garantie, qui peuvent courir au-delà de la date d'échéance contractuelle de l'obligation sans que cela remette en cause le bénéfice de la garantie.

CHAPITRE V : APPEL DE LA GARANTIE

Art. 9. — I. – Le montant des sommes dues par l'État au titre de sa garantie correspond à la perte en principal constatée à la suite d'un événement de crédit, le cas échéant postérieurement à l'exercice par le fonds d'investissement, ou pour le compte de ce dernier par un mandataire qu'il désigne, sans qu'il soit besoin de lui confier un mandat spécial à cet effet, de toutes les voies de droit amiables et éventuellement judiciaires qu'il juge utiles, dans la mesure où elles auront pu normalement s'exercer.

Constitue un événement de crédit la survenance de l'un des événements suivants :

1° Le non-paiement de toute somme due au fonds d'investissement de l'obligation par l'émetteur de l'obligation, conformément au contrat d'émission, y compris en cas d'exigibilité anticipée résultant d'un événement contractuellement prévu permettant au fonds d'investissement souscripteur de demander le remboursement anticipé de l'obligation ou d'en prononcer la déchéance du terme ;

2° La restructuration de l'émission obligataire intervenue dans tout cadre amiable ou judiciaire et conduisant le fonds d'investissement à constater une perte actuarielle ;

3° L'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de sauvegarde accélérée, de sauvegarde financière accélérée, de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire ou de rétablissement professionnel, ou de l'une des procédures équivalentes ouvertes à l'étranger.

II. – Pour le calcul du montant mentionné au I :

1° Dans le cadre d'une restructuration, judiciaire ou amiable, de l'obligation garantie donnant lieu à une perte actuarielle, il est tenu compte de la valeur des actifs détenus par le fonds d'investissement postérieurement à la restructuration du contrat d'émission de l'obligation. Le cas échéant, ce montant est égal à la perte en principal restant dû constatée, à concurrence de la perte actuarielle définie comme la différence entre la somme des flux issus du contrat d'émission antérieurement à sa restructuration et la somme des flux issus du contrat restructuré actualisées au taux d'intérêt du contrat d'émission tel qu'il s'appliquait antérieurement à cette restructuration ;

2° Dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire, ce montant est calculé, selon le cadre applicable, à l'arrêté du plan de cession donnant lieu à une perte actuarielle, à la remise d'un certificat d'irrecouvrabilité par le liquidateur judiciaire désigné, ou à la clôture de la procédure de liquidation judiciaire ou de rétablissement professionnel. Ce montant ne peut dépasser la perte actuarielle constatée selon la même méthodologie qu'à l'alinéa précédent.

III. – Dans le cas où la restructuration, amiable ou judiciaire, aboutit à une novation, ou à ce que la créance restructurée ne constitue plus une obligation telle que souscrite par le fonds d'investissement, le bénéfice de la garantie n'est pas étendu à la créance obligataire restructurée.

Dans le cas où la restructuration amiable, hors procédure de conciliation homologuée, aboutit à la mise en place d'un nouvel échéancier dont le nouveau terme excède le huitième anniversaire de la date de l'émission de l'obligation, le bénéfice de la garantie n'est pas étendu à la créance obligataire restructurée.

IV. – A la suite d'un événement de crédit, le fonds d'investissement a le droit d'obtenir versement des sommes dues au titre de la garantie, dans la limite de la quotité garantie totale rapportée à la somme de l'ensemble des obligations souscrites, postérieurement à la détermination du montant mentionné au 1° du I.

L'indemnisation intervient à la survenance de l'un quelconque des événements suivants :

- 1° La remise d'un certificat d'irrecouvrabilité par le liquidateur judiciaire désigné, ou la clôture de la procédure de liquidation judiciaire ;
- 2° La conclusion de la procédure de restructuration du contrat obligataire intervenue dans tout cadre amiable ou judiciaire ;
- 3° L'arrêté d'un plan de cession dans le cadre d'une procédure judiciaire ;
- 4° L'arrêté d'un plan de sauvegarde, de sauvegarde accélérée, de sauvegarde financière accélérée, de redressement judiciaire ou de l'une des procédures équivalentes ouvertes à l'étranger.

Dans le cas où la dette obligataire est cédée ou transférée par l'émetteur, notamment lors d'une transmission universelle de patrimoine, à une entité existante ou nouvelle de son groupe, en raison d'une réorganisation interne de ce groupe, l'obligation souscrite par le fonds d'investissement continue à bénéficier de la garantie de l'État, sous réserve qu'aucune de ses caractéristiques, hormis le changement de débiteur, ne soit modifiée.

Art. 10. — I. – Dans un délai de six mois suivant le terme de la garantie de l'État prévu dans les conventions mentionnées à l'article 1er, le fonds d'investissement peut obtenir le versement, au titre de la garantie, dans la limite du plafond mentionné à l'article 8 et compte tenu des sommes déjà versées au titre du même article :

- 1° Des sommes correspondant au total des capitaux restant dus relatifs à chaque obligation qui fait encore l'objet à cette date, à la suite d'un événement de crédit, d'une procédure collective ou, après mise en demeure notifiée au débiteur, d'une procédure de recouvrement judiciaire ou d'une procédure de recouvrement amiable effectuée de bonne foi par le fonds d'investissement, ou pour le compte du fonds d'investissement par un mandataire qu'il désigne ;
- 2° Des sommes correspondant au total des capitaux restant dus relatifs à chaque obligation dont l'apurement n'a pu être achevé, à la suite d'une procédure judiciaire ou d'une procédure de conciliation homologuée ;
- 3° Des sommes correspondant à la différence entre le principal restant dû et le prix de cession de chaque obligation qui fait encore l'objet à cette date d'une procédure de conciliation ou de mandat *ad hoc* prévues aux articles L. 611-3 à L. 611-16 du code de commerce, ouverte postérieurement au septième anniversaire de l'émission de l'obligation concernée, par le fonds, ou pour le compte du fonds par un mandataire qu'il désigne, sur remise de l'acte de cession et sous réserve de la levée du droit de préemption de l'État. Le prix de cession, constaté avant le 30 juin 2038 et évalué par une entité indépendante des entités qui cèdent et acquièrent l'obligation, est le résultat d'un appel d'offre dont les conditions sont définies dans les conventions mentionnées à l'article 1er.

En cas d'atteinte de la limite mentionnée à l'alinéa précédent, les obligations faisant l'objet d'une indemnisation au titre du même alinéa sont sélectionnées suivant des règles fixées par les conventions mentionnées à l'article 1er.

II. – Lorsque la garantie est appelée en application du I, l'État est subrogé dans les droits du fonds d'investissement bénéficiaire de la garantie à l'égard des débiteurs d'obligations, à concurrence des sommes versées.

Art. 11. — Dans la situation prévue à l'article 10, le ministre chargé de l'économie confie le recouvrement des créances de l'État sur les débiteurs mentionnés au II du même article au fonds d'investissement qui a souscrit les obligations mentionnées à l'article 2, dans le cadre de conventions conclues à cet effet.

Ces conventions prévoient que le fonds d'investissement gère les créances de l'État pour son compte, et met en œuvre l'ensemble des procédures de droit amiables ou judiciaires qu'il juge utiles, par lui-même ou par un mandataire qu'il désigne librement. Elles précisent les modalités d'information des parties de l'avancement de ces procédures et les conditions de mise en œuvre du remboursement à l'État des créances recouvrées, le cas échéant.

CHAPITRE VI : RÉMUNÉRATION DE LA GARANTIE

Art. 12. — La garantie de l'État est rémunérée par des commissions de garantie. Le barème de la prime annuelle de garantie, rapporté au capital restant dû au titre de l'obligation, est fixé comme suit :

- 1° Pour les obligations pour lesquelles il est stipulé à l'émission qu'elles ne seront remboursées qu'après désintéressement des autres créanciers, dans les conditions prévues par l'article L. 228-97 du code de commerce : 80 points de base pour les obligations émises par les petites et moyennes entreprises telles que définies à l'article 3 et 150 points de base pour les obligations émises par les autres entreprises ;
- 2° Pour les obligations ne remplissant pas les conditions fixées à l'alinéa précédent : 70 points de base pour les obligations émises par les petites et moyennes entreprises telles que définies à l'article 3 et 120 points de base pour les obligations émises par les autres entreprises.

Les commissions de garantie sont payées par le fonds d'investissement et sont dues par ce fonds sur les intérêts perçus au titre de chaque obligation mentionnée à l'article 2.

Le non-paiement, par le fonds d'investissement, de tout ou partie des commissions dues au titre de la garantie, après un délai d'un mois suivant mise en demeure infructueuse, entraîne la suspension de ses droits au paiement de toute somme due au titre de la garantie, jusqu'à régularisation du versement des commissions de garantie.

CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES

Art. 13. — Les dispositions du présent décret sont applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis-et-Futuna sous réserve des adaptations suivantes :

- 1° Aux articles 3 et 6, les valeurs monétaires exprimées en euros sont remplacées par leurs contre-valeurs exprimées en francs CFP ;

2° Ces dispositions ne sont pas applicables aux fonds communs de placement dans l'innovation régis par l'article L. 214-30 du code monétaire et financier ;

3° En Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française :

a) Ces dispositions ne sont pas applicables aux fonds d'épargne salariale régis par les articles L. 214-163 à L. 214-166 du même code ;

b) Les références aux dispositions du code de commerce sont remplacées par les références aux dispositions équivalentes applicables localement ayant le même objet ;

4° Pour l'application des articles 1er et 2, les références aux obligations mentionnées au I de l'article 185 de la loi du 29 décembre 2023 susvisée sont remplacées par les références aux obligations relevant des articles L. 213-5 à L. 213-7 du code monétaire et financier ;

5° Pour l'application de l'article 3 :

a) En Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, les références au répertoire national des entreprises et de leurs établissements mentionné à l'article R. 123-220 du code de commerce sont remplacés par les références au répertoire prévu par les dispositions équivalentes applicables localement ayant le même objet ;

b) Les références aux sociétés civiles immobilières sont remplacées par les références aux formes sociales prévues par les dispositions équivalentes applicables localement ayant le même objet ;

6° Pour l'application de l'article 4, les références au A et au C de l'annexe I de la directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité sont remplacées par les références aux dispositions applicables en métropole en vertu des mêmes A et C ;

7° Pour l'application des articles 9 et 10 en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, les références, en premier lieu, aux procédures collectives, de conciliation ou de mandat *ad hoc* prévues par les articles L. 611-3 et L. 611-16 du code de commerce, de sauvegarde, de sauvegarde accélérée, de sauvegarde financière accélérée, de rétablissement professionnel, de redressement judiciaire, de redressement judiciaire par cession de l'entreprise débitrice, de redressement judiciaire par continuation de l'entreprise débitrice, de liquidation amiable, de liquidation judiciaire, en deuxième lieu, au liquidateur judiciaire, en troisième lieu à l'homologation de la procédure de conciliation, en quatrième lieu, aux plans de cession, de sauvegarde, de sauvegarde accélérée, de sauvegarde financière accélérée, de redressement judiciaire et enfin au certificat d'irrécouvrabilité sont remplacées par les références aux procédures et dispositions équivalentes applicables localement ;

8° L'exercice de voies de droit et des procédures amiables ou judiciaires, mentionnées aux articles 8 à 11, est soumis aux voies de droit et aux procédures équivalentes applicables localement ayant le même objet ;

9° Pour l'application de l'article 10, les références aux procédures de recouvrement amiable et judiciaire sont remplacées par des références aux procédures d'exécution applicables localement ayant le même objet ;

10° Le recouvrement des créances pour le compte de l'État, mentionné à l'article 11, est soumis aux procédures d'exécution équivalentes applicables localement ayant le même objet.

Art. 14. — Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'intérieur et des outre-mer et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 7 juillet 2024.

Gabriel ATTAL

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,

Bruno LE MAIRE

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald DARMANIN

La ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer,

Marie GUÉVENOUX

Décret n° 2024-763 du 8 juillet 2024 relatif aux formations aux premiers secours

Publics concernés : préfetures, organismes et associations en charge des formations aux premiers secours, centres d'enseignement des soins d'urgence des établissements de santé.

Objet : formation aux premiers secours.

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Journal officiel*.

Notice : ce décret liste les établissements de santé visés à l'article L. 726-1 du code de la sécurité intérieure et prévoit des mesures de coordination à la suite de la publication du décret n° 2024-242 du 20 mars 2024 relatif à la formation aux premiers secours.

Références : le décret est pris en application de l'article L. 726-1 du code de la sécurité intérieure dans sa rédaction issue de l'article 4 de la loi n° 2023-380 du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions. Le décret peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 726-1 et L. 726-2,

Décète :

Article 1er. — Les services des établissements de santé visés à l'article L. 726-1 du code de la sécurité intérieure qui peuvent être habilités à faire de la formation aux premiers secours sont les centres d'enseignement des soins d'urgence des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6141-1 du code de la santé publique.

Art. 2. — I. — Le décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme est abrogé.

II. — Les dispositions du I du présent article sont applicables en Polynésie française.

Art. 3. — I. — À l'article D. 443-1 du code de l'action sociale et des familles, les mots : « de la formation de base prévue par le décret du 30 août 1991 susvisé relatif à la formation aux premiers secours » sont remplacés par les mots : « de la formation permettant d'obtenir le certificat de compétences de citoyen sauveteur, ou équivalent, de la filière citoyenne mentionnée à l'article R. 726-1 du code de la sécurité intérieure ».

II. — Le code de l'éducation est ainsi modifié :

1° L'article D. 312-41 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. D. 312-41. — La formation aux premiers secours, validée par le certificat de compétences de citoyen sauveteur, ou équivalent, de la filière citoyenne mentionnée à l'article R. 726-1 du code de la sécurité intérieure, est assurée par des organismes habilités dans les conditions prévues aux articles R. 726-3 et suivants du même code, parmi lesquels figurent notamment les services du ministère de l'éducation nationale. » ;

2° À l'article D. 312-42, les mots : « au brevet national de moniteur des premiers secours » sont remplacés par les mots : « pour l'obtention du certificat de compétences de formateur dans le domaine des premiers secours ».

Art. 4. — I. — Sont applicables en Polynésie française, les dispositions de l'article 1er, sous réserve de la suppression des mots : « mentionnés à l'article L. 6141-1 du code de la santé publique ».

II. — À l'article D. 376-2 du code de l'éducation, la ligne :

«

D. 312-42	Résultant du décret n° 2006-583 du 23 mai 2006
-----------	--

»,

est remplacée par la ligne suivante :

«

D. 312-42	Résultant du décret n° 2024-763 du 8 juillet 2024
-----------	---

».

Art. 5. — Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, la ministre du travail, de la santé et des solidarités et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 juillet 2024.

Gabriel ATTAL

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald DARMANIN

La ministre du travail, de la santé et des solidarités,

Catherine VAUTRIN

La ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer,

Marie GUÉVENOUX

Décret n° 2024-773 du 8 juillet 2024 relatif à la médecine du travail en détention

NOR : ETA24300618DE

Publics concernés : personnes détenues exerçant une activité de travail en détention, personnel de l'administration pénitentiaire, services de prévention et de santé au travail à destination des personnes détenues, établissements de santé dispensant des soins aux personnes détenues.

Objet : mesures d'application de la médecine du travail en détention.

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur dans les conditions fixées à son article 5.

Notice : le décret établit les modalités du suivi individuel de l'état de santé des personnes détenues qui travaillent, assuré par les médecins des unités sanitaires en milieu pénitentiaire, de même que celles du suivi individuel renforcé de l'état de santé des personnes détenues qui travaillent, assuré par les médecins des services de prévention et de santé au travail. Le décret traite également des examens médicaux de reprise et précise, pour la mise en œuvre de la médecine du travail en détention, le conventionnement à mettre en place.

Références : le décret est pris pour l'application de l'article 18 de l'ordonnance n° 2022-1336 du 19 octobre 2022 relative aux droits sociaux des personnes détenues. Le décret peut être consulté, dans sa rédaction issue de ces modifications, sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code pénitentiaire ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code du travail ;

Vu la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire, notamment son article 22 ;

Vu l'ordonnance n° 2022-1336 du 19 octobre 2022 relative aux droits sociaux des personnes détenues, notamment son article 18 ;

Vu l'avis du comité social d'administration de l'administration pénitentiaire en date du 18 juin 2024 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Polynésie française en date du 12 avril 2024 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en date du 17 avril 2024 ;

Vu l'avis du Conseil d'orientation des conditions de travail en date du 18 avril 2024 ;

Le Conseil d'État (section sociale) entendu,

Décète :

Article 1er. — Le 4° de l'article R. 115-21 du code pénitentiaire est remplacé par les dispositions suivantes :

« 4° Assurer le suivi individuel de l'état de santé des personnes détenues exerçant une activité de travail, prévu à l'article L. 412-47, en particulier les visites d'information et de prévention ».

Art. 2. — Le chapitre II du titre Ier du livre IV du code pénitentiaire est complété par une section 10 ainsi rédigée :

« SECTION 10

« MÉDECINE DU TRAVAIL EN DÉTENTION

« SOUS-SECTION 1

« SUIVI INDIVIDUEL DE L'ÉTAT DE SANTÉ

« Art. R. 412-96. — Toute personne détenue exerçant une activité de travail bénéficie d'un suivi individuel de son état de santé selon des modalités définies par la présente sous-section.

« Art. R. 412-97. — Les médecins, internes et infirmiers mentionnés à l'article L. 412-47 disposent d'une formation d'au moins soixante-cinq heures théoriques en santé au travail, portant sur le suivi individuel de l'état de santé des personnes détenues exerçant une activité de travail et permettant, au minimum, d'acquérir des compétences dans les matières suivantes :

« a) La connaissance des risques et pathologies professionnels et les moyens de les prévenir ;

« b) Les différentes modalités de suivi individuel de l'état de santé des personnes détenues exerçant une activité de travail et les examens médicaux associés ;

« c) Le recueil des données, l'évaluation, l'analyse de la situation de la personne, les pratiques et méthodes de conduites de l'entretien et les critères d'orientation vers le médecin du travail ;

« d) La traçabilité des expositions et la veille sanitaire et épidémiologique.

« Art. R. 412-98. – Le suivi individuel de l'état de santé des personnes détenues exerçant une activité de travail comprend une visite d'information et de prévention, qui a notamment pour objet :

« 1° D'interroger la personne détenue sur son état de santé ;

« 2° De l'informer sur les risques éventuels auxquels l'expose son poste de travail ;

« 3° De la sensibiliser sur les moyens de prévention à mettre en œuvre ;

« 4° De l'informer sur les modalités de suivi de son état de santé.

« La première visite d'information et de prévention a lieu, avant l'affectation de la personne détenue sur un poste de travail, à l'occasion de l'examen médical mentionné au 1° de l'article R. 115-21. Lors de cette première visite, l'information mentionnée au 2° ci-dessus porte sur les risques auxquels exposent les emplois les plus susceptibles d'être occupés dans l'établissement pénitentiaire, figurant sur la liste mentionnée à l'article R. 412-99.

« Art. R. 412-99. – Le chef d'établissement pénitentiaire fixe la liste des emplois les plus susceptibles d'être occupés dans l'établissement pénitentiaire par les personnes détenues.

« Art. R. 412-100. – Dans un délai de trois mois à compter de la prise effective du poste de travail, si la personne détenue n'occupe pas un des emplois figurant sur la liste mentionnée à l'article R. 412-99, le chef de l'établissement pénitentiaire demande l'organisation d'une nouvelle visite d'information et de prévention.

« Art. R. 412-101. – Lorsque, à la date de son affectation ou d'un changement de poste de travail, la personne détenue a bénéficié d'une visite d'information et de prévention dans les cinq ans qui précèdent, ou, si la personne détenue relève de l'une des catégories mentionnées à l'article R. 412-104, dans les trois ans qui précèdent, l'organisation d'une nouvelle visite d'information et de prévention n'est pas requise dès lors que les conditions suivantes sont réunies :

« 1° La personne détenue est appelée à occuper un poste identique présentant des risques d'exposition équivalents ;

« 2° Aucune mesure formulée au titre de l'article L. 412-51 ni aucun avis d'inaptitude rendu en application de l'article L. 412-52 n'a été émis au cours des cinq ans qui précèdent ou, si la personne détenue relève de l'une des catégories mentionnées à l'article R. 412-104, au cours des trois ans qui précèdent.

« Art. R. 412-102. – La personne détenue exerçant une activité de travail bénéficie d'un renouvellement de la visite d'information et de prévention mentionnée à l'article R. 412-98 selon une périodicité qui prend en compte les conditions de travail, l'âge et l'état de santé de la personne détenue, ainsi que les risques auxquels elle est exposée. Cette périodicité est fixée par les médecins mentionnés à l'article R. 115-21. Elle ne peut excéder cinq ans.

« Art. R. 412-103. – A l'occasion de toute visite d'une personne détenue exerçant une activité de travail en détention au sein des unités mentionnées à l'article L. 412-47, les professionnels de santé de ces unités peuvent, s'ils l'estiment nécessaire, orienter sans délai cette personne vers le médecin du travail qui peut proposer, si elles sont nécessaires, des adaptations du poste de travail ou l'affectation à d'autres postes.

« Art. R. 412-104. – Toute personne détenue exerçant une activité de travail dont l'état de santé, l'âge, les conditions de travail ou les risques professionnels auxquels elle est exposée le nécessitent, notamment si elle est en situation de handicap ou si elle fait état de ce qu'elle est titulaire d'une pension d'invalidité, bénéficie, à l'issue de la visite d'information et de prévention, de modalités de suivi adaptées, selon une périodicité qui prend en compte les conditions de travail, l'âge et l'état de santé de la personne détenue, ainsi que les risques auxquels elle est exposée. Cette périodicité est fixée par les médecins mentionnés à l'article R. 115-21. Elle ne peut excéder trois ans.

« Art. R. 412-105. – Par dérogation aux dispositions des articles R. 412-100 et R. 412-101, toute personne détenue âgée de moins de dix-huit ans bénéficie d'une visite d'information et de prévention avant toute prise effective du poste de travail et tout changement de poste de travail.

« Art. R. 412-106. – Toute femme enceinte, ou venant d'accoucher, ou allaitante est, si elle le souhaite, orientée à tout moment et sans délai par les médecins des unités mentionnées à l'article L. 412-47 ou les professionnels de santé exerçant sous leur autorité vers le médecin du travail, lequel peut proposer, si elles sont nécessaires, des adaptations du poste ou l'affectation à d'autres postes.

« Art. R. 412-107. – Lors de la visite d'information et de prévention, toute personne détenue en situation de handicap ou qui fait état de ce qu'elle est titulaire d'une pension d'invalidité est orientée sans délai vers le médecin du travail, qui peut préconiser des adaptations du poste ou l'affectation à d'autres postes.

« Art. R. 412-108. – Si le chef de l'établissement pénitentiaire ou les professionnels de santé des unités mentionnées à l'article L. 412-47 constatent que la personne détenue est affectée à un poste présentant, au sens des dispositions de l'article R. 4624-23 du code du travail, des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité ou celle de toute autre personne évoluant dans l'environnement immédiat de travail, elle bénéficie sans délai des modalités de suivi individuel renforcé prévues à la sous-section 2.

« Art. R. 412-109. – Dans le cadre du suivi individuel de l'état de santé, les médecins des unités mentionnées à l'article L. 412-47 ou les professionnels de santé exerçant sous leur autorité alimentent le dossier médical de la personne détenue.

« SOUS-SECTION 2

« SUIVI INDIVIDUEL RENFORCÉ DE L'ÉTAT DE SANTÉ

« Art. R. 412-110. – Toute personne détenue exerçant une activité de travail présentant des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité ou celle de toute autre personne évoluant dans l'environnement immédiat de travail bénéficie d'un suivi individuel renforcé de son état de santé selon des modalités définies par la présente sous-section.

« Art. R. 412-111. – Les postes de travail présentant des risques particuliers sont ceux mentionnés à l'article R. 4624-23 du code du travail.

« Art. R. 412-112. – Le suivi individuel renforcé comprend un examen médical d'aptitude, qui se substitue, sauf pour la première visite mentionnée au dernier alinéa de l'article R. 412-98, à la visite d'information et de prévention mentionnée à ce même article. Il est effectué par le médecin du travail préalablement à l'affectation sur le poste.

« Cet examen a notamment pour objet :

« 1° De s'assurer que la personne détenue est médicalement apte au poste de travail sur lequel le donneur d'ordre envisage de la recruter, notamment en vérifiant la compatibilité du poste avec l'état de santé de l'intéressée, afin de prévenir tout risque grave d'atteinte à sa santé ou à sa sécurité ou celle de toute autre personne évoluant dans l'environnement immédiat de travail ;

« 2° De rechercher si la personne détenue n'est pas atteinte d'une affection comportant un danger pour les autres travailleurs ;

« 3° De proposer éventuellement les adaptations du poste ou l'affectation à d'autres postes ;

« 4° D'informer la personne détenue sur les risques auxquels l'expose le poste de travail et le suivi médical nécessaire ;

« 5° De sensibiliser la personne détenue sur les moyens de prévention à mettre en œuvre.

« Art. R. 412-113. – L'examen médical d'aptitude ainsi que son renouvellement donnent lieu à la délivrance par le médecin du travail d'un avis d'aptitude ou d'inaptitude, dans les conditions définies à l'article L. 412-52. Cet avis d'aptitude ou d'inaptitude est transmis à la personne détenue et au donneur d'ordre et versé au dossier médical en santé au travail de l'intéressée.

« Art. R. 412-114. – Lorsque la personne détenue a bénéficié d'une visite médicale d'aptitude dans les deux ans précédant son affectation, l'organisation d'un nouvel examen médical d'aptitude n'est pas requise dès lors que l'ensemble des conditions suivantes sont réunies :

« 1° La personne détenue est appelée à occuper un poste de travail identique présentant des risques d'exposition équivalents ;

« 2° Le médecin du travail est en possession du dernier avis d'aptitude de la personne détenue ;

« 3° Aucune mesure formulée au titre de l'article L. 412-51 ou aucun d'avis d'inaptitude rendu en application de l'article L. 412-52 n'a été émis au cours des deux dernières années.

« Art. R. 412-115. – Toute personne détenue affectée à un poste de travail présentant, au sens des dispositions de l'article R. 4624-23 du code du travail, des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité ou celle de toute autre personne évoluant dans l'environnement immédiat de travail bénéficie, à l'issue de l'examen médical d'aptitude, d'un renouvellement de cette visite, effectuée par le médecin du travail selon une périodicité qu'il détermine et qui ne peut être supérieure à quatre ans. Une visite intermédiaire est effectuée par un professionnel de santé mentionné au premier alinéa de l'article L. 4624-1 du code du travail au plus tard deux ans après la visite du médecin du travail.

« SOUS-SECTION 3

« EXAMEN MÉDICAL DE REPRISE

« Art. R. 412-116. – La personne détenue exerçant une activité de travail bénéficie de l'examen de reprise du travail mentionné à l'article L. 412-49, réalisé par le médecin du travail :

« 1° Après un congé de maternité ;

« 2° Après une absence pour cause de maladie professionnelle ;

« 3° Après une absence d'au moins trente jours.

« Dès que le chef de l'établissement pénitentiaire a connaissance de la date de la fin de l'arrêt de travail, il saisit le service de prévention et de santé au travail qui organise l'examen de reprise le jour de la reprise effective du travail par la personne détenue et, en cas d'impossibilité, dans un délai de quinze jours qui suivent cette reprise.

« Art. R. 412-117. – L'examen de reprise a pour objet :

« 1° De vérifier que le poste de travail que doit reprendre la personne détenue ou le poste de reclassement auquel elle doit être affectée est compatible avec son état de santé ;

« 2° D'examiner, le cas échéant, les propositions d'aménagement ou d'adaptation du poste repris par la personne détenue ou les propositions de reclassement faites par le donneur d'ordre ;

« 3° Le cas échéant, de préconiser l'aménagement, l'adaptation du poste ou le reclassement de la personne détenue ;

« 4° D'émettre, le cas échéant, un avis d'inaptitude.

« Art. R. 412-118. – Le médecin du travail est informé par le chef de l'établissement pénitentiaire de tout arrêt de travail d'une durée inférieure à trente jours pour cause d'accident du travail afin de pouvoir apprécier, notamment, l'opportunité d'un nouvel examen médical et de préconiser, s'il y a lieu, des mesures de prévention des risques professionnels.

« SOUS-SECTION 4

« DÉROULEMENT DES VISITES ET EXAMENS

« Art. R. 412-119. – Le médecin du travail peut réaliser ou prescrire les examens complémentaires nécessaires à l'une des finalités mentionnées à l'article R. 4624-35 du code du travail.

« Les examens complémentaires sont à la charge du service de prévention et de santé au travail interentreprises dans le cadre de la convention prévue à l'article R. 412-127 du présent code.

« Le médecin du travail réalise ou fait réaliser ces examens au sein des unités mentionnées à l'article L. 412-47. Il ne peut être dérogé à ce principe que si, pour des raisons médicales, les examens ne peuvent être réalisés qu'en dehors de l'établissement pénitentiaire.

« Ces examens sont réalisés dans des conditions garantissant le respect de leur anonymat.

« En cas de désaccord entre le chef de l'établissement pénitentiaire ou le donneur d'ordre et le médecin du travail sur la nature ou la fréquence de ces examens, la décision est prise par le médecin inspecteur du travail.

« Art. R. 412-120. – Le suivi individuel de l'état de santé des personnes détenues exerçant une activité de travail est réalisé dans les locaux des unités mentionnées à l'article L. 412-47, sauf si, pour des raisons médicales, les visites et examens réalisés dans le cadre de ce suivi ne peuvent être effectués qu'en dehors de l'établissement pénitentiaire.

« Art. R. 412-121. – Le chef de l'établissement pénitentiaire veille à organiser les visites et examens médicaux, y compris les examens complémentaires, en dehors des heures de travail. Lorsque cela n'est pas possible, le temps nécessité par ces visites et examens est comptabilisé comme une absence pour motif légitime.

« Art. R. 412-122. – Les visites et examens réalisés par le médecin du travail dans le cadre du suivi individuel de l'état de santé de la personne détenue peuvent, à l'initiative du médecin du travail ou à la demande de la personne détenue, être effectués par

vidéotransmission, dans le respect des dispositions des articles R. 4624-41-1 à R. 4624-41-6 du code du travail. Lorsque l'unité mentionnée à l'article L. 412-47 dispose de locaux dotés d'équipements de vidéotransmission, celle-ci est réalisée dans ses locaux.

« Art. R. 412-123. – Dans les cas où le suivi de santé de la personne détenue est réalisé à la fois par les professionnels de santé des unités mentionnées à l'article L. 412-47 et par les professionnels de santé des services de prévention et de santé interentreprises, ces derniers échangent les renseignements nécessaires à l'accomplissement de leur mission dans le respect des règles déontologiques qui leur sont applicables et des dispositions de l'article L. 1110-4 du code de la santé publique.

« Art. R. 412-124. – Le médecin du travail peut, en application des dispositions de l'article L. 412-52, constater l'inaptitude médicale de la personne détenue à son poste de travail dans les conditions prévues aux articles R. 4624-42 à R. 4624-44 du code du travail, à l'exception du 3° de l'article R. 4624-42.

« Art. R. 412-125. – Dans le cadre du suivi individuel renforcé de l'état de santé des personnes détenues exerçant une activité de travail, un dossier médical en santé au travail est constitué dans les conditions prévues aux articles R. 4624-45-3 à R. 4624-45-9 du code du travail.

« Art. R. 412-126. – L'avis médical d'aptitude ou d'inaptitude est émis par le médecin du travail dans les conditions prévues aux articles R. 4624-55 à R. 4624-57 du code du travail.

« Art. R. 412-127. – Pour la mise en œuvre de la présente section, une convention tripartite est conclue entre l'établissement pénitentiaire, l'unité mentionnée à l'article L. 412-47 qui lui est rattachée et le service de prévention et de santé au travail interentreprises géographiquement compétent.

« Cette convention définit notamment les modalités de la prestation assurée par le service de prévention et de santé au travail, son financement et les modalités de sa collaboration avec l'unité mentionnée au précédent alinéa. »

Art. 3. — Le livre VII du code pénitentiaire est ainsi modifié :

1° Dans le tableau figurant aux articles R. 752-1, R. 762-1 et R. 772-1, la ligne :

«

R. 115-21 à R. 136-1	
----------------------	--

»

est remplacée par les lignes :

«

R. 115-21	Décret n° 2024-773 du 8 juillet 2024
R. 115-22 à R. 136-1	

» ;

2° Dans le tableau figurant aux articles R. 755-1, R. 765-1 et R. 775-1, il est inséré, après la ligne :

«

R. 412-79 à R. 412-82	Décret n° 2022-655 du 25 avril 2022
-----------------------	-------------------------------------

»,

la ligne suivante :

«

R. 412-96 à R. 412-127	Décret n° 2024-773 du 8 juillet 2024
------------------------	--------------------------------------

» ;

3° Le chapitre V du titre V du livre VII est complété par un article R. 755-4 ainsi rédigé :

« Art. R. 755-4. – Pour l'application de la section 10 du chapitre II du titre Ier du livre IV au territoire des îles Wallis-et-Futuna :

« 1° Les références au code du travail sont remplacées par celles de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 et des textes pris pour son application ;

« 2° Les références aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 115-2 du présent code sont remplacées par des références à l'agence de santé du territoire des îles Wallis-et-Futuna mentionnée à l'article L. 6431-1 du code de la santé publique. » ;

4° Le chapitre V du titre VI du livre VII est complété par un article R. 765-8 ainsi rédigé :

« Art. R. 765-8. – Pour l'application de la section 10 du chapitre II du titre Ier du livre IV en Polynésie française :

« 1° Les références au code du travail sont remplacées par celles du code du travail de la Polynésie française ;

« 2° Les références aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 115-2 du présent code sont remplacées par les références aux établissements de santé autorisés par le gouvernement de la Polynésie française ;

« 3° Les références au code de la santé publique sont remplacées par des références aux textes ayant le même objet applicables localement. » ;

5° Le chapitre V du titre VII du livre VII est complété par un article R. 775-8 ainsi rédigé :

« Art. R. 775-8. – Pour l'application de la section 10 du chapitre II du titre Ier du livre IV en Nouvelle-Calédonie :

« 1° Les références au code du travail sont remplacées par celles du code du travail de la Nouvelle-Calédonie ;

« 2° Les références aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 115-2 du présent code sont remplacées par les références aux établissements de santé autorisés par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

« 3° Les références au code de la santé publique sont remplacées par des références aux textes ayant le même objet applicables localement. »

Art. 4. — Après le deuxième alinéa de l'article R. 6431-82 du code de la santé publique, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« les conditions dans lesquelles les personnels de l'agence de santé assurent le suivi individuel de l'état de santé des personnes détenues exerçant une activité de travail mentionné à l'article L. 412-47 du code pénitentiaire ; ».

Art. 5. — Le présent décret entre en vigueur dans les conditions prévues, pour l'article 18 de l'ordonnance du 19 octobre 2022 susvisée, par le III de l'article 27 de cette ordonnance.

Art. 6. — Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, la ministre du travail, de la santé et des solidarités, le garde des sceaux, ministre de la justice, et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 juillet 2024.

Gabriel ATTAL

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Éric DUPOND-MORETTI

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald DARMANIN

La ministre du travail, de la santé et des solidarités,

Catherine VAUTRIN

La ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer,

Marie GUÉVENOUX

Décret n° 2024-788 du 8 juillet 2024 relatif à la mise en place des aménagements de formation et d'examen pour les sportifs de haut niveau dans l'enseignement supérieur et à la simplification des épreuves de l'examen du brevet de technicien supérieur

NOR : ETA24300617DE

Publics concernés : sportifs de haut niveau dans l'enseignement supérieur, établissements et organismes de formation préparant à l'examen du Brevet de technicien supérieur (BTS) et candidats inscrits à cet examen.

Objet : mise en place d'aménagements de formation et d'examen pour les sportifs de haut niveau dans l'enseignement supérieur et simplification des épreuves de l'examen du brevet de technicien supérieur.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er septembre 2024, à l'exception des dispositions relatives à l'examen du BTS qui s'appliquent à compter de la session 2025.

Notice : le décret précise les modalités de mise en place des aménagements de la formation et de l'examen pour les sportifs de haut niveau dans l'enseignement supérieur.

Il précise le contenu du règlement particulier de chaque spécialité du BTS. Il limite à neuf le nombre d'épreuves obligatoires à l'examen du BTS et à deux le nombre d'épreuves facultatives proposée au candidat, hors l'épreuve facultative « engagement étudiant » prévue à l'article D. 643-15-1 du code de l'éducation.

Il précise la proportion minimale d'épreuves évaluées par Contrôle en cours de formation (CCF) pour les candidats concernés et fixe les conditions de choix des langues vivantes aux épreuves obligatoires et facultatives.

Enfin, il étend la possibilité de constituer des commissions de discipline du BTS au niveau académique.

Références : le décret et le code de l'éducation qu'il modifie, dans sa rédaction résultant de cette modification, peuvent être consultés sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles D. 643-1 à D. 643-35-1 ;

Vu l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 14 mai 2024 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation en date du 22 mai 2024,

Décète :

Article 1er. — Après la sous-section 3 de la section 1 du chapitre III du titre Ier du livre VI de la partie réglementaire du code de l'éducation, est insérée une sous-section 4 ainsi rédigée :

« SOUS-SECTION 4

« SPORTIFS DE HAUT NIVEAU

« Art. D. 613-30-1. — Les établissements d'enseignement supérieur prévoient la mise en place des aménagements nécessaires dans l'organisation et le déroulement des études des sportifs de haut niveau mentionnés à l'article L. 611-4.

« L'établissement concilie les besoins spécifiques des sportifs liés aux contraintes d'entraînement et aux calendriers des compétitions sportives avec le déroulement de leurs études. À ce titre, la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique ou, à défaut, l'instance en tenant lieu, fixe, en tenant compte des obligations liées à la formation suivie, les modalités pédagogiques spéciales nécessaires qui portent notamment sur l'organisation des études, les aménagements de formation et les modalités de contrôle des connaissances et des compétences.

« Un projet pédagogique adapté aux besoins de chaque sportif est défini avec celui-ci.

« La continuité des enseignements est assurée dans les conditions fixées à l'article D. 611-10.

« Art. D. 613-30-2. — Les dispositions de la présente sous-section sont applicables aux sportifs de haut niveau préparant les diplômes mentionnés aux articles D. 636-48, D. 642-14, D. 642-34 et D. 643-1 dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur. L'autorité administrative de l'établissement de formation adopte et met en œuvre ces modalités pédagogiques spéciales. »

Art. 2. — Le chapitre III du titre IV du livre VI de la partie réglementaire du même code est ainsi modifiée :

1° Aux articles D. 643-2 et D. 643-34, les mots : « référentiel de certification » sont remplacés par les mots : « référentiel d'évaluation » ;

2° Au dernier alinéa de l'article D. 643-3, le mot : « trois » est remplacé par le mot : « deux » ;

3° L'article D. 643-13 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « après passation de la certification en langue anglaise mentionnée à l'article D. 643-13-1 » sont supprimés ;

b) Au dernier alinéa, les mots : « une ou deux unités choisies » sont remplacés par les mots : « une unité choisie » ;

4° Au 1° de l'article D. 643-15, les mots : « au plus six épreuves obligatoires et, le cas échéant, trois épreuves facultatives » sont remplacés par les mots : « au plus neuf épreuves obligatoires et, le cas échéant, deux épreuves facultatives » ;

5° Après l'article D. 643-15-1, il est inséré un article D. 643-15-2 ainsi rédigé :

« Art. D. 643-15-2. — La liste des langues vivantes proposées respectivement à l'épreuve obligatoire et à l'épreuve facultative de l'examen est fixée par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

« Pour les candidats ayant préparé le brevet de technicien supérieur par la voie scolaire dans des établissements d'enseignement public ou des établissements d'enseignement privés sous contrat, par l'apprentissage dans des centres de formation d'apprentis habilités, dans le cadre de la formation professionnelle continue dans un établissement public habilité à pratiquer l'évaluation en contrôle en cours de formation intégral, le choix de la langue vivante obligatoire, lorsque le règlement d'examen de la spécialité du brevet de technicien supérieur ne précise pas la langue imposée, est limité aux langues effectivement enseignées au sein des établissements concernés. Pour les autres candidats, le choix de la langue est limité par la possibilité d'adjoindre au jury un examinateur compétent. Les candidats ne peuvent pas opter pour la même langue en langue vivante A et en langue vivante B.

« Les candidats ne peuvent pas choisir, pour l'épreuve facultative de langue vivante, la ou les langues retenues pour la ou les unités de langue vivante obligatoire. Les langues proposées au choix des candidats se limitent à celles pour lesquelles le recteur de région académique nomme au sein du jury un examinateur compétent. » ;

6° Au deuxième alinéa de l'article D. 643-17, les mots : « En cas de modification de celle-ci » sont remplacés par les mots : « En cas de modification de celles-ci » ;

7° Le premier alinéa de l'article D. 643-19 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Passent les épreuves prévues au 1° de l'article D. 643-15 sous forme d'épreuves ponctuelles et, pour au moins la moitié d'entre elles, d'épreuves validées par contrôle en cours de formation, dans les conditions fixées par le règlement particulier du diplôme : » ;

8° La première phrase de l'article D. 643-25 est remplacée par la phrase suivante : « Le règlement particulier de chaque spécialité de brevet de technicien supérieur fixe la liste, la nature, le coefficient des évaluations sanctionnant l'acquisition des unités ainsi que le nombre de crédits européens associés à celles-ci et, pour les épreuves ponctuelles, leur durée. » ;

9° À l'article D. 643-32-1, les mots : « Dans chaque région académique » sont remplacés par les mots : « Dans chaque académie ou région académique » ;

10° Au 4° l'article D. 643-32-2, les mots : « le ressort de la région académique » sont remplacés par les mots : « le ressort de l'académie ou de la région académique » ;

11° Aux articles D. 643-32-2, D. 643-32-4, D. 643-32-5, D. 643-32-6, D. 643-32-7, D. 643-32-10, les mots : « le recteur de région académique » sont remplacés par les mots : « le recteur d'académie ou de région académique ».

Art. 3. — 1° Au I de l'article D. 685-2 du même code, la ligne :

«

D. 613-28 à D. 613-30	Résultant du décret n° 2013-756 du 19 août 2013
D. 613-38 à D. 613-44	

»

est remplacée par les lignes :

«

D. 613-28 à D. 613-30	Résultant du décret n° 2013-756 du 19 août 2013
D. 613-30-1 et D. 613-30-2	Résultant du décret n° 2024-788 du 8 juillet 2024
D. 613-38 à D. 613-44	Résultant du décret n° 2013-756 du 19 août 2013

» ;

2° Au I des articles D. 686-2 et D. 687-2 du même code, après la ligne suivante :

«

D. 613-28 à D. 613-30	Résultant du décret n° 2013-756 du 19 août 2013
-----------------------	---

»,

est insérée la ligne :

«

D. 613-30-1 et D. 613-30-2	Résultant du décret n° 2024-788 du 8 juillet 2024
----------------------------	---

» ;

3° Le I des articles D. 685-2, D. 686-2 et D. 687-2 du même code est ainsi modifié :

a) La ligne :

«

D. 643-1 et D. 643-2	Résultant du décret n° 2013-756 du 19 août 2013
----------------------	---

»

est remplacée par les lignes :

«

D. 643-1	Résultant du décret n° 2013-756 du 19 août 2013
D. 643-2	Résultant du décret n° 2024-788 du 8 juillet 2024

» ;

b) La ligne :

«

D. 643-3	Résultant du décret n° 2020-1167 du 23 septembre 2020
----------	---

»

est remplacée par la ligne :

«

D. 643-3	Résultant du décret n° 2024-788 du 8 juillet 2024
----------	---

» ;

c) La ligne :

«

D. 643-13	Résultant du décret n° 2022-850 du 3 juin 2022
-----------	--

»

est remplacée par la ligne :

«

D. 643-13	Résultant du décret n° 2024-788 du 8 juillet 2024
-----------	---

» ;

d) Les lignes :

«

D. 643-15, 1er à 3e alinéas	Résultant du décret n° 2022-850 du 3 juin 2022
D. 643-15, dernier alinéa	Résultant du décret n° 2019-1558 du 30 décembre 2019

»

sont remplacées par la ligne :

«

D. 643-15	Résultant du décret n° 2024-788 du 8 juillet 2024
-----------	---

» ;

e) Après la ligne suivante :

«

D. 643-15-1	Résultant du décret n° 2020-1167 du 23 septembre 2020
-------------	---

»,

est insérée la ligne :

«

D. 643-15-2	Résultant du décret n° 2024-788 du 8 juillet 2024
-------------	---

» ;

f) La ligne :

«

D. 643-16 à D. 643-22	Résultant du décret n° 2022-850 du 3 juin 2022
-----------------------	--

»

est remplacée par les lignes :

«

D. 643-16	Résultant du décret n° 2022-850 du 3 juin 2022
D. 643-17	Résultant du décret n° 2024-788 du 8 juillet 2024
D. 643-18	Résultant du décret n° 2022-850 du 3 juin 2022
D. 643-19	Résultant du décret n° 2024-788 du 8 juillet 2024
D. 643-20 à D. 643-22	Résultant du décret n° 2022-850 du 3 juin 2022

» ;

g) La ligne :

«

D. 643-25	Résultant du décret n° 2016-1037 du 28 juillet 2016
-----------	---

»

est remplacée par la ligne :

«

D. 643-25	Résultant du décret n° 2024-788 du 8 juillet 2024
-----------	---

» ;

h) La ligne :

«

D. 643-32-1 à D. 643-32-10	Résultant du décret n° 2020-652 du 28 mai 2020
----------------------------	--

»

est remplacée par les lignes :

«

D. 643-32-1 et D. 643-32-2	Résultant du décret n° 2024-788 du 8 juillet 2024
D. 643-32-3	Résultant du décret n° 2020-652 du 28 mai 2020
D. 643-32-4 à D. 643-32-7	Résultant du décret n° 2024-788 du 8 juillet 2024
D. 643-32-8 et D. 643-32-9	Résultant du décret n° 2020-652 du 28 mai 2020
D. 643-32-10	Résultant du décret n° 2024-788 du 8 juillet 2024

» ;

4° Au I des articles D. 685-2 et D. 687-2 du même code, la ligne :

«

D. 643-33 et D. 643-34	Résultant du décret n° 2013-756 du 19 août 2013
------------------------	---

»

est remplacée par les lignes :

«

D. 643-33	Résultant du décret n° 2013-756 du 19 août 2013
D. 643-34	Résultant du décret n° 2024-788 du 8 juillet 2024

».

Art. 4. — L'article 1er ainsi que le 1° et le 2° de l'article 3 entrent en vigueur le 1er septembre 2024.

L'article 2 ainsi que le 3° et 4° de l'article 3 entrent en vigueur à la session d'examen 2025.

Art. 5. — Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 juillet 2024.

Gabriel ATTAL

Par le Premier ministre :

La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,
Sylvie RETAILLEAU

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,
Gérald DARMANIN

La ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer,
Marie GUÉVENOUX

Décret n° 2024-792 du 11 juillet 2024 relatif à la dotation pour les titres sécurisés

Publics concernés : État et collectivités territoriales, communes de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie, circonscriptions territoriales de Wallis et Futuna.

Objet : fixer les montants et barème applicables à la dotation pour les titres sécurisés.

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le décret fixe les montants et barème permettant le calcul de la dotation relative à l'enregistrement des demandes et à la remise des titres sécurisés, prévue à l'article L. 2335-16 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Dans sa rédaction issue de l'article 244 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, cet article prévoit que sont fixés par décret les modalités de répartition de la dotation, en tenant compte du nombre de stations d'enregistrement en fonctionnement dans la commune au 1er janvier de l'année en cours, du nombre de demandes - y compris de certification de l'identité numérique - enregistrées au cours de l'année précédente, et du raccordement de ces stations à un module dématérialisé et interopérable de prise de rendez-vous.

Références : le décret et les textes qu'il modifie peuvent être consultés dans leur rédaction issue de cette modification sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des outre-mer et du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2335-16 ;

Vu la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, notamment son article 244 ;

Vu l'avis du comité des finances locales en date du 11 juin 2024 ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 4 juillet 2024,

Décète :

Article 1er. — I. L'article D. 2335-23 du code général des collectivités territoriales est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. D. 2335-23. I. La dotation mentionnée à l'article L. 2335-16 s'élève à 100 millions d'euros. Elle se compose, pour chaque station en fonctionnement dans la commune au 1er janvier de l'année en cours :

« 1° D'une part forfaitaire de 9 000 € par station ;

« 2° D'une part variable attribuée en fonction du nombre de demandes de passeports, de cartes nationales d'identité électroniques et de mises à disposition d'un moyen d'identification électronique présumé fiable et certifié au sens du III de l'article L. 102 du code des postes et des communications électroniques, enregistrées au cours de l'année précédente ;

« 3° D'une majoration de 500 € par station inscrite, au 1er janvier de l'année en cours, à un module dématérialisé et interopérable de prise de rendez-vous dont la fonctionnalité « anti-doublon » est activée. Par dérogation, en 2024, cette majoration est attribuée aux communes pour chaque station inscrite au 31 août 2024.

« II. Le montant total de la part variable est égal au montant total de la dotation :

« - minoré du montant total attribué au titre de la part forfaitaire et de la majoration ;

« - minoré d'une réserve pour régularisations de 500 000 euros ;

« - et majoré du montant de la réserve pour régularisations non engagé au cours de l'exercice budgétaire précédent et reporté sur l'exercice de répartition.

« III. La part variable est répartie entre les stations proportionnellement au nombre de demandes mentionnées au 2° du I, pondéré par un coefficient déterminé par le barème suivant :

Nombre total de demandes	Coefficient de pondération
1 875 demandes ou moins	0
De 1 876 demandes à 2 500 demandes	1
De 2 501 demandes à 3 999 demandes	1,5
4 000 demandes ou plus	2,25

« Une demande de mise à disposition d'un moyen d'identification électronique mentionnée au 2° du I est prise en compte à hauteur d'un dixième d'une demande de passeport ou de carte nationale d'identité.

« IV. Les communes de Saint-Pierre-et-Miquelon, de la Nouvelle-Calédonie et les collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy ainsi que les circonscriptions territoriales des îles Wallis et Futuna bénéficient de la dotation mentionnée à l'article L. 2335-16 dans les conditions prévues par le présent article. »

II. Dans le tableau du I de l'article D. 2573-59 du même code, la ligne :

«

D. 2335-23	Décret n° 2023-206 du 27 mars 2023
------------	------------------------------------

»

est remplacée par la ligne :

«

D. 2335-23	Décret n° 2024-792 du 11 juillet 2024
------------	---------------------------------------

».

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer et du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargée des collectivités territoriales et de la ruralité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 11 juillet 2024.
Gabriel ATTAL

Par le Premier ministre :
Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,
Gérald DARMANIN

Le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,
Christophe BÉCHU

La ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer et du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargée des collectivités territoriales et de la ruralité,
Dominique FAURE

Décret n° 2024-799 du 2 juillet 2024 pris pour l'application du titre VII de la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, relatif à la simplification des règles du contentieux

Publics concernés : étrangers ; juridictions administratives (tribunaux administratifs et cours administratives d'appel) et judiciaires (tribunaux judiciaires et cours d'appel) ; services administratifs chargés de l'administration des étrangers.

Objet : modalités d'application de la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration relatives à la simplification des règles du contentieux relatif à l'entrée, au séjour et à l'éloignement des étrangers devant les juridictions administratives et judiciaires.

Entrée en vigueur : les dispositions du décret entrent en vigueur le 15 juillet 2024 et s'appliquent aux décisions prises à compter de cette date.

Notice : ce décret modifie les dispositions réglementaires relatives à la contestation, devant la juridiction administrative, des décisions portant obligation de quitter le territoire français et des décisions administratives qui les accompagnent, des décisions de mise en œuvre d'une décision d'éloignement prise par un autre État membre de l'Union européenne ou de remise d'un ressortissant de pays tiers à un autre État membre au cas d'assignation à résidence ou de placement en rétention administrative aux fins d'éloignement, des décisions de refus d'entrée au titre de l'asile, des décisions relatives aux conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile et des décisions de transfert dans le cadre du règlement dit Dublin. Il comporte également des dispositions applicables à la tenue des audiences devant le juge administratif ou le juge judiciaire, le cas échéant en recourant à des moyens de télécommunication audiovisuelle. Il tire les conséquences de modifications relatives aux délais de jugement ouverts au juge des libertés et de la détention pour statuer lorsque l'étranger est placé ou maintenu en rétention administrative ou en zone d'attente et au caractère suspensif de l'appel d'une ordonnance mettant fin au maintien en rétention. Il procède enfin à diverses actualisations de référence suite à la recodification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile intervenue en 2021.

Références : le décret est pris pour l'application de la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration. Il crée les dispositions du livre IX de la partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et abroge en conséquence les chapitres VI à VII quater du titre VII du livre VII du code de justice administrative. Il modifie diverses dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. Les textes modifiés par le présent décret peuvent être consultés, dans leur rédaction issue de ces modifications, sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des outre-mer et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment son livre IX ;

Vu le code de justice administrative, notamment le titre VII de son livre VII ;

Vu le code pénitentiaire ;

Vu la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, notamment son titre VII ;

Vu la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027, notamment son article 44 ;

Vu le décret n° 2020-1717 du 28 décembre 2020 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, notamment son article 36 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel en date du 4 juin 2024 ;

Vu l'avis du comité social d'administration des greffes des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel en date du 10 juin 2024 ;

Vu l'avis du comité social d'administration placé auprès du directeur des services judiciaires en date du 20 juin 2024 ;

Vu l'avis du comité social d'administration de réseau de la direction générale de la police nationale en date du 27 juin 2024 ;

Vu l'avis du conseil départemental de Guadeloupe en date du 14 juin 2024 ;

Vu la saisine du conseil régional de Guadeloupe en date du 3 juin 2024 ;

Vu la saisine de l'Assemblée de Guyane en date du 3 juin 2024 ;

Vu la saisine du conseil départemental de Mayotte en date du 3 juin 2024 ;

Le Conseil d'État (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

CHAPITRE IER : DISPOSITIONS RELATIVES AU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Article 1er. — Le livre IX de la partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi rédigé :

« LIVRE IX

« PROCÉDURES CONTENTIEUSES DEVANT LE JUGE ADMINISTRATIF

« Art. R. 900-1. Conformément à l'article L. 900-1, les requêtes dirigées contre les décisions prévues au présent code sont présentées, instruites et jugées selon les dispositions du code de justice administrative, sous réserve des dispositions du présent livre.

« Art. R. 900-2. Conformément à l'article R. 271-1, le présent livre est applicable à l'étranger dont la situation est régie par le livre II.

« TITRE IER

« PROCÉDURE COLLÉGIALE SPÉCIALE

« CHAPITRE UNIQUE

« Art. R. 911-1. Le délai de recours contentieux d'un mois prévu à l'article L. 911-1 n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours administratif.

« Art. R. 911-2. Les conclusions dirigées contre des décisions notifiées simultanément peuvent être présentées dans la même requête.

« Art. R. 911-3. Les mesures prises pour l'instruction des affaires, l'avis d'audience et le jugement sont notifiés aux parties par tous moyens.

« Art. R. 911-4. L'État est représenté en défense par le préfet qui a pris la ou les décisions attaquées.

« Dès le dépôt de la requête, le président du tribunal administratif transmet à ce préfet copie du recours et des pièces qui y sont jointes.

« Art. R. 911-5. Le président de la formation de jugement ou le rapporteur qui a reçu délégation à cet effet peut, dès l'enregistrement de la requête, faire usage du pouvoir prévu au premier alinéa de l'article R. 613-1 du code de justice administrative de fixer la date à laquelle l'instruction sera close. Il peut, par la même ordonnance, fixer la date et l'heure de l'audience au cours de laquelle l'affaire sera appelée. Dans ce cas, l'ordonnance tient lieu de l'avertissement prévu à l'article R. 711-2 du même code.

« Art. R. 911-6. Lorsqu'une requête sommaire mentionne l'intention du requérant de présenter un mémoire complémentaire, la production annoncée doit parvenir au greffe du tribunal administratif dans un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle la requête a été enregistrée.

« Si ce délai n'est pas respecté, le requérant est réputé s'être désisté à la date d'expiration de ce délai, même si le mémoire complémentaire a été ultérieurement produit. Il est donné acte de ce désistement.

« Art. R. 911-7. Les délais donnés aux parties pour fournir leurs observations doivent être observés, faute de quoi il peut être passé outre sans mise en demeure.

« Le président de la formation de jugement peut dispenser le rapporteur public, sur sa proposition, de prononcer des conclusions à l'audience.

« Art. R. 911-8. Le délai d'appel est d'un mois. Il court contre chaque partie à compter du jour où le jugement lui a été notifié. Cette notification mentionne la possibilité de faire appel et le délai dans lequel cette voie de recours peut être exercée.

« Art. R. 911-9. Lorsque l'étranger est assigné à résidence en application de l'article L. 731-1 ou placé en rétention ou en détention après avoir introduit un recours conformément au présent titre ou après avoir déposé une demande d'aide juridictionnelle en vue de l'introduction d'un tel recours, la procédure se poursuit selon les règles prévues au titre II. Les actes de procédure précédemment accomplis demeurent valables. L'avis d'audience se substitue, le cas échéant, à celui qui avait été adressé aux parties en application de l'article R. 911-5.

« Titre II

« PROCÉDURES À JUGE UNIQUE

« CHAPITRE IER

« DÉLAIS DE RECOURS ET DE JUGEMENT

« Section 1

« Délais de recours

« Art. R. 921-1. Lorsque le délai de recours prévu à l'article L. 911-1 n'est pas expiré à la date à laquelle l'autorité compétente notifie à l'intéressé une décision d'assignation à résidence en application de l'article L. 731-1, l'autorité administrative l'informe que ce délai est interrompu et qu'il dispose désormais, à compter de cette information, du délai de sept jours prévu à l'article L. 921-1 pour introduire son recours s'il ne l'a pas déjà fait.

« Lorsque le délai de recours mentionné à l'article L. 911-1 ou à l'article L. 921-1 n'est pas expiré à la date à laquelle l'autorité compétente notifie à l'intéressé une décision de placement en rétention administrative, l'autorité administrative l'informe que ce délai est interrompu et qu'il dispose désormais, à compter de cette information, du délai de quarante-huit heures prévu à l'article L. 921-2 pour introduire son recours s'il ne l'a pas déjà fait.

« Art. R. 921-2. En cas de placement en détention avant l'expiration du délai de recours prévu à l'article L. 911-1, l'intéressé est informé par le greffe de l'établissement pénitentiaire que ce délai est interrompu et qu'il dispose désormais, à compter de cette information, du délai de sept jours prévu à l'article L. 921-2 pour introduire son recours s'il ne l'a pas déjà fait.

« Art. R. 921-3. Les délais de recours de sept jours et quarante-huit heures respectivement prévus aux articles L. 921-1 et L. 921-2 ne sont susceptibles d'aucune prorogation.

« Section 2

« Délais de jugement

« Art. R. 921-4. Conformément aux articles L. 921-3 et L. 921-4, si, en cours d'instance, l'étranger est assigné à résidence en application de l'article L. 731-1 ou placé en rétention administrative, le délai de jugement, ramené, respectivement, à quinze jours et à cent quarante-quatre heures, court à compter de la notification de cette décision au tribunal par l'autorité administrative.

« Si, en cours d'instance, l'étranger ayant formé un recours relevant de l'article L. 911-1 est placé en détention, le tribunal statue dans le délai de jugement prévu à l'article L. 921-1. Ce délai court à compter de l'information du tribunal par l'autorité administrative.

« CHAPITRE II

« RÈGLES DE PROCÉDURE

« Section 1

« Tribunal administratif territorialement compétent

« Sous-section 1

« Dispositions générales

« Art. R. 922-1. En application de l'article R. 312-1 du code de justice administrative et sous réserve des exceptions prévues par la présente section, le tribunal administratif territorialement compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité qui a pris la ou les décisions attaquées à son siège.

« Art. R. 922-2. Lorsque le président d'un tribunal administratif ou le magistrat désigné par lui est saisi de conclusions qu'il estime relever de la compétence d'un autre tribunal administratif, il lui transmet le dossier sans délai et par tous moyens, dans les formes prévues au premier alinéa de l'article R. 351-6 du code de justice administrative.

« Sous-section 2

« Étranger placé ou maintenu en zone d'attente en dehors de la région Ile-de-France

« Art. R. 922-3. Lorsque l'étranger qui a fait l'objet d'un refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile est placé ou maintenu dans une zone d'attente située en dehors de la région d'Ile-de-France, le tribunal administratif territorialement compétent est celui dans le ressort duquel se trouve cette zone d'attente.

« Sous-section 3

« Étranger assigné à résidence, placé ou maintenu en rétention administrative ou détenu

« Art. R. 922-4. Lorsque l'étranger est assigné à résidence en application de l'article L. 731-1, placé ou maintenu en rétention administrative ou détenu au moment de l'introduction de sa requête, le tribunal administratif territorialement compétent est celui dans le ressort duquel est situé le lieu d'assignation, de rétention ou de détention.

« Lorsque, en cours d'instance, l'étranger est assigné à résidence en application de l'article L. 731-1, placé ou maintenu en rétention administrative ou placé en détention, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel est situé le lieu d'assignation, de rétention ou de détention. Le dossier est transmis à ce tribunal s'il diffère de celui devant lequel la requête a été présentée.

« Art. R. 922-5. Lorsque, avant la tenue de l'audience, l'étranger est transféré dans un autre lieu de rétention ou de détention, le président du tribunal administratif ou le magistrat désigné par lui peut décider, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, par une décision insusceptible de recours, de transmettre le dossier au tribunal administratif dans le ressort duquel est situé le nouveau lieu de rétention ou de détention.

« Art. R. 922-6. Par exception aux dispositions de l'article R. 922-4 du présent code et de l'article R. 221-3 du code de justice administrative, le tribunal administratif territorialement compétent est celui de Nancy lorsque le requérant est placé au centre de rétention ou détenu au centre pénitentiaire de Metz et celui de Montreuil lorsque le requérant est placé au centre de rétention n° 3 du Mesnil-Amelot.

« Section 2

« Introduction de l'instance et représentation des parties

« Sous-section 1

« Présentation de la requête

« Art. R. 922-7. Les conclusions dirigées contre des décisions notifiées simultanément peuvent être présentées dans la même requête.

« Art. R. 922-8. Le second alinéa de l'article R. 411-1 du code de justice administrative n'est pas applicable et l'expiration du délai de recours n'interdit pas au requérant de soulever des moyens nouveaux, quelle que soit la cause juridique à laquelle ils se rattachent.

« Le requérant qui a demandé l'annulation de l'une des décisions qui lui ont été notifiées simultanément peut, jusqu'à la clôture de l'instruction, former des conclusions dirigées contre toute autre de ces décisions.

« Art. R. 922-9. La requête est présentée en un seul exemplaire.

« Lorsqu'elle est adressée par le moyen de l'application informatique mentionnée à l'article R. 414-1 du code de justice administrative ou par le téléservice mentionné à l'article R. 414-2 du même code, son auteur signale son urgence en sélectionnant le type de procédure dans la rubrique correspondante.

« Si, au moment de la notification d'une décision relevant du présent titre, l'étranger est retenu ou détenu, sa requête en annulation de cette décision peut valablement être déposée, dans le délai de recours contentieux, auprès du responsable du lieu de rétention administrative ou du chef de l'établissement pénitentiaire. Dans ce cas, mention du dépôt de la requête est faite sur un registre ouvert à cet effet. Un récépissé indiquant la date et l'heure du dépôt est délivré au requérant. L'autorité qui a reçu la requête la transmet sans délai et par tous moyens au président du tribunal administratif.

« Art. R. 922-10. Les décisions attaquées sont produites par l'administration.

« Lorsque l'étranger conteste la décision de maintien en rétention prévue à l'article L. 754-3, la décision de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 754-4 est également produite par l'administration. Dans ce cas, l'autorité administrative informe le président du tribunal administratif de la date et de l'heure auxquelles ces décisions ont été notifiées par procès-verbal à l'intéressé. Le président du tribunal est également informé sans délai par l'administration lorsque l'office décide, en application de l'article L. 754-7, de ne pas statuer selon la procédure accélérée prévue à l'article L. 531-23 du même code.

« Sous-section 2

« Représentation des parties

« Art. R. 922-11. L'étranger peut, au plus tard avant le début de l'audience, demander qu'un avocat soit désigné d'office.

« Il en est informé par le greffe du tribunal au moment de l'introduction de sa requête. L'étranger détenu, qui en a déjà été informé par l'autorité administrative compétente dès la notification de l'obligation de quitter le territoire français conformément à l'article L. 613-5-1, se voit rappeler cette information par le greffe du tribunal au moment de l'introduction de sa requête.

« Quand l'étranger a demandé qu'un avocat soit désigné d'office, le président du tribunal administratif ou le magistrat désigné en informe aussitôt le bâtonnier de l'ordre des avocats près le tribunal judiciaire dans le ressort duquel se situe la salle d'audience où il est prévu qu'il siège à la date de la demande. Le bâtonnier effectue la désignation sans délai.

« Art. R. 922-12. L'État est représenté en défense par l'autorité administrative qui a pris la ou les décisions attaquées.

« Toutefois, lorsque l'étranger est assigné à résidence en application de l'article L. 731-1 ou retenu, l'État est représenté en défense par l'autorité administrative qui a pris la décision d'assignation à résidence ou de placement en rétention administrative.

« Lorsque l'étranger est retenu ou détenu, des observations orales peuvent également être présentées au nom de l'État par le préfet du département dans lequel est situé le lieu de rétention administrative ou l'établissement pénitentiaire où se trouve l'étranger et, si ce lieu est situé à Paris, par le préfet de police.

« Section 3

« Instruction

« Art. R. 922-13. Les mesures prises pour l'instruction des affaires sont notifiées aux parties par tous moyens.

« Art. R. 922-14. Dès le dépôt de la requête, le président du tribunal administratif ou le magistrat désigné par lui transmet à l'autorité compétente pour représenter l'État en défense copie du recours et des pièces qui y sont jointes.

« Art. R. 922-15. Conformément au second alinéa de l'article R. 611-8-6 du code de justice administrative, lorsqu'elles sont faites par voie électronique sur le fondement des articles R. 611-8-2, R. 611-8-3 et R. 711-2-1 du même code, les communications et convocations sont réputées reçues dès leur mise à disposition dans l'application ou le téléservice.

« Art. R. 922-16. L'instruction est close soit après que les parties ont formulé leurs observations orales, soit, si ces parties sont absentes ou ne sont pas représentées, après appel de leur affaire à l'audience.

« Section 4

« Jugement

« Sous-section 1

« Dispositions générales

« Art. R. 922-17. Le jugement est rendu, sans conclusions du rapporteur public, par le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il désigne à cet effet.

« Les attributions dévolues par les dispositions réglementaires du code de justice administrative à la formation de jugement ou à son président sont exercées par ce magistrat.

« Il peut, par ordonnance :

« 1° Donner acte des désistements ;

« 2° Transmettre sans délai le dossier à la juridiction qu'il estime compétente ;

« 3° Constater qu'il n'y a pas lieu de statuer sur un recours ;

« 4° Rejeter les recours entachés d'une irrecevabilité manifeste non susceptible d'être couverte en cours d'instance.

« Art. R. 922-18. L'avis d'audience et le jugement sont notifiés aux parties par tous moyens.

« Sous-section 2

« Audience

« Art. R. 922-19. Après le rapport fait par le président du tribunal administratif ou par le magistrat désigné, les parties peuvent présenter en personne ou par un avocat des observations orales. Elles peuvent également produire des documents à l'appui de leurs

conclusions. Si ces documents apportent des éléments nouveaux, le magistrat demande à l'autre partie de les examiner et de lui faire part à l'audience de ses observations.

« Art. R. 922-20. Dans le cas où l'étranger, qui ne parle pas suffisamment la langue française, le demande, le président nomme un interprète qui doit prêter serment d'apporter son concours à la justice en son honneur et en sa conscience.

« Cette demande peut être formulée dès le dépôt de la requête introductive d'instance. Lors de l'enregistrement de la requête, le greffe informe au besoin l'intéressé de la possibilité de présenter une telle demande.

« Toutefois, lorsque l'étranger est détenu, cette demande peut être formulée dès la notification de l'obligation de quitter le territoire français. Dans ce cas, lors de l'enregistrement de la requête, le greffe rappelle au besoin à l'intéressé la possibilité de présenter une telle demande.

« Les frais d'interprète sont liquidés dans les conditions prévues à l'article R. 122 du code de procédure pénale.

« Art. R. 922-21. L'information des parties prévue aux articles R. 611-7 et R. 612-1 du code de justice administrative peut être accomplie au cours de l'audience.

« Art. R. 922-22. Lorsque l'audience se tient dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 922-3, les missions du greffe qui ne peuvent être assurées par l'agent de greffe présent dans la salle d'audience du tribunal administratif peuvent l'être, sous sa supervision, par un agent du lieu de rétention administrative ou de la zone d'attente, placé pour les besoins de l'audience sous l'autorité du président du tribunal administratif ou du magistrat désigné par lui. Cet agent établit, pour cette salle d'audience, le procès-verbal mentionné au troisième alinéa du même article.

« Sous-section 3

« Décision

« Art. R. 922-23. À moins qu'un procès-verbal d'audience signé par le juge et par l'agent chargé du greffe de l'audience ait été établi, le jugement mentionne les moyens nouveaux soulevés par les parties lors de l'audience.

« Art. R. 922-24. En cas d'annulation de la seule décision refusant à l'intéressé le délai de départ volontaire, la notification du jugement lui rappelle son obligation de quitter le territoire français dans le délai qui lui sera fixé par l'autorité administrative.

« Art. R. 922-25. Lorsque l'étranger est placé ou maintenu en rétention administrative ou en zone d'attente, le dispositif du jugement assorti de la formule exécutoire prévue à l'article R. 751-1 du code de justice administrative est communiqué aux parties par tous moyens et dans les délais les plus brefs suivant la levée de l'audience. Les parties en accusent aussitôt réception. Le jugement est prononcé à la date de cette communication.

« Section 5

« Appel

« Art. R. 922-26. Le tribunal administratif statue en premier et dernier ressort sur les recours contre les décisions de transfert mentionnées à l'article L. 572-1 et contre les décisions d'assignation à résidence prises en application de l'article L. 751-2.

« Art. R. 922-27. Le délai d'appel est d'un mois. Toutefois, conformément à l'article L. 352-9, il est de quinze jours pour contester le jugement relatif à la décision de refus d'entrée au titre de l'asile et, le cas échéant, à la décision de transfert notifiée à la frontière.

« Le délai d'appel court contre chaque partie à compter du jour où le jugement lui a été notifié. Cette notification mentionne la possibilité de faire appel et le délai dans lequel cette voie de recours peut être exercée.

« Art. R. 922-28. Devant la cour administrative d'appel, le président de la formation de jugement peut dispenser le rapporteur public, sur sa proposition, de prononcer des conclusions à l'audience. »

Art. 2. — I.— Après le titre VII du livre II de la partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, il est inséré un titre VII *bis* ainsi rédigé :

« TITRE VII BIS

« PROCÉDURE CONTENTIEUSE

« Art. R. 271-1.— Les dispositions du livre IX sont applicables aux étrangers dont la situation est régie par le présent livre. »

II.— Le titre Ier du livre VI de la partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :

1° L'article R. 613-2 est remplacé par les dispositions suivantes ;

« Art. R. 613-2.— La décision portant obligation de quitter le territoire français qui n'est pas assortie d'un délai de départ volontaire, ainsi que les décisions relatives au séjour, à la suppression du délai de départ volontaire, au pays de renvoi et à l'interdiction de retour ou à l'interdiction de circulation qui l'assortissent le cas échéant, sont notifiées par la voie administrative.

« Il en est de même de la décision d'interruption du délai de départ volontaire prévue à l'article L. 612-5. » ;

2° Le chapitre IV est ainsi rédigé :

« CHAPITRE IV

« PROCÉDURE CONTENTIEUSE

« Art. R. 614-1.— La décision de mettre fin au délai de départ volontaire en application de l'article L. 612-5 peut être contestée devant le tribunal administratif selon la procédure prévue à l'article L. 911-1. Toutefois, lorsque l'étranger est assigné à résidence en application de l'article L. 731-1 ou détenu, la procédure prévue à l'article L. 921-1 est applicable. Lorsque l'étranger est placé en rétention administrative, la procédure prévue à l'article L. 921-2 est applicable.

« L'annulation de la décision de mettre fin au délai de départ volontaire en application de l'article L. 612-5 peut, le cas échéant, être demandée dans la requête dirigée contre la décision portant obligation de quitter le territoire français ou par un mémoire produit dans le cadre de l'instance relative à cette requête.

« Art. R. 614-2.— La décision de prolongation d'une interdiction de retour en application de l'article L. 612-11 peut être contestée devant le tribunal administratif selon la procédure prévue à l'article L. 921-1 ou, lorsque l'étranger est placé en rétention administrative, selon la procédure prévue à l'article L. 921-2.

« Lorsque le tribunal administratif est saisi de requêtes distinctes tendant l'une à l'annulation d'une décision portant obligation de quitter le territoire français et l'autre à l'annulation d'une décision de prolongation d'une interdiction de retour édictée en application de l'article L. 612-11, il statue par une seule décision, dans le délai prévu pour statuer sur l'obligation de quitter le territoire français. » ;

3° Le chapitre V est complété par une section 3 ainsi rédigée :

« Section 3

« Procédure contentieuse

« Art. R. 615-6.— Lorsque l'étranger est détenu, la décision prévue à l'article L. 615-1 peut être contestée selon la procédure prévue à l'article L. 921-1. »

III.— Au chapitre III du titre II du livre VI de la partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, il est inséré un article R. 623-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 623-1.— Lorsque l'étranger est détenu, la décision de remise et l'interdiction de circulation sur le territoire français qui l'accompagne, le cas échéant, peuvent être contestées selon la procédure prévue à l'article L. 921-1. »

IV.— La sous-section 2 de la section 1 du chapitre Ier du titre II du livre VII de la partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est complétée par un article R. 721-3-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 721-3-1.— Lorsque l'étranger est détenu, la décision fixant le pays de renvoi visant à exécuter une peine d'interdiction du territoire français peut être contestée selon la procédure prévue à l'article L. 921-1. »

V.— L'article R. 732-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est complété par l'alinéa suivant :

« La notification s'effectue par la voie administrative. »

VI.— Le titre V du livre VII de la partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :

1° À l'article R. 753-5, les mots : « au chapitre VII *quater* du titre VII du livre VII du code de justice administrative » sont remplacés par les mots : « au titre II du livre IX » ;

2° À l'article R. 754-8, les mots : « au chapitre VII *bis* du titre VII du livre VII du code de justice administrative » sont remplacés par les mots : « au titre II du livre IX ».

Art. 3. — I. La partie réglementaire du code de justice administrative est ainsi modifiée :

1° Le chapitre VI est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE VI

« LE CONTENTIEUX DES DÉCISIONS RELATIVES À L'ENTRÉE, AU SÉJOUR ET À L'ÉLOIGNEMENT DES ÉTRANGERS

« Art. R. 776-1. Conformément à l'article L. 776-1 du présent code, les modalités selon lesquelles sont présentés et jugés les recours formés devant la juridiction administrative contre les décisions relatives à l'entrée, au séjour et à l'éloignement des étrangers obéissent, lorsque les dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile le prévoient, aux règles spéciales définies au livre IX du même code. » ;

2° Les chapitres VII à VII *quater* du titre VII du livre VII sont abrogés ;

3° Après le 12° de l'article R. 811-1, sont insérés les alinéas suivants :

« 13° Conformément à l'article R. 922-26 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, sur les recours contre les décisions de transfert mentionnées à l'article L. 572-1 de ce code et contre les décisions d'assignation à résidence prises en application de l'article L. 751-2 du même code.

« Le 13° du présent article n'est pas applicable dans les collectivités régies par les articles 73 et 74 de la Constitution, ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie. »

II. Les 1° et 2° du I ne sont pas applicables à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et à Wallis et Futuna.

Le chapitre VI, dans sa rédaction antérieure au présent décret, et les chapitres VII à VII *quater* du titre VII du livre VII du code de justice administrative demeurent applicables dans ces territoires.

Art. 4. — I.— La partie réglementaire du code pénitentiaire est ainsi modifiée :

1° À l'article R. 315-3, les mots : « aux dispositions combinées des articles R. 776-19 et R.776-31 du code de justice administrative » sont remplacés par les mots : « aux dispositions de l'article R. 922-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile » ;

2° Après l'article D. 712-1, il est inséré un article R. 712-1-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 712-1-1.— Pour l'application en Guadeloupe et en Guyane de l'article R. 315-3 :

« 1° Les mots : Conformément aux dispositions de l'article R. 922-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile sont supprimés et, après les mots : “peuvent déposer”, sont ajoutés les mots : “, dans le délai de recours contentieux,” ;

« 2° Il est ajouté à cet article un alinéa ainsi rédigé :

« Dans ce cas, mention du dépôt de la requête est faite sur un registre ouvert à cet effet. Un récépissé indiquant la date et l'heure du dépôt est délivré au requérant. L'autorité qui a reçu la requête la transmet sans délai et par tous moyens au président du tribunal administratif. » ;

3° L'article R. 713-2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. R. 713-2.— Pour leur application à Mayotte :

« 1° À l'article R. 331-2, les références aux archives départementales sont remplacées par les références au service des archives compétent ;

« 2° À l'article R. 315-3 :

« a) Les mots : “Conformément aux dispositions de l'article R. 922-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile sont supprimés et, après les mots : peuvent déposer , sont ajoutés les mots : , dans le délai de recours contentieux,” ;

« b) Il est ajouté à cet article un alinéa ainsi rédigé :

« “Dans ce cas, mention du dépôt de la requête est faite sur un registre ouvert à cet effet. Un récépissé indiquant la date et l'heure du dépôt est délivré au requérant. L'autorité qui a reçu la requête la transmet sans délai et par tous moyens au président du tribunal administratif.” »

II.— Les dispositions résultant du 1° du I ne sont pas applicables à Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

Art. 5. — I.— Le décret du 28 décembre 2020 susvisé est ainsi modifié :

1° À l'article 36, la référence : « L. 512-1 » est remplacée par la référence : « L. 911-1 » ;

2° La section 1 du titre III est complétée par un article 152-1 ainsi rédigé :

« Art. 152-1.— Pour l'application de l'article 36 dans les collectivités de Guadeloupe, Guyane et Mayotte, les mots : “des articles L. 911-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et” sont remplacés par les mots : “de l'article.” »

II.— Au 5° de l'article R. 632-4, au 7° de l'article R. 654-3 et au 7° de l'article R. 656-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les mots : « le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 » sont remplacés par les mots : « le décret n° 2020-1717 du 28 décembre 2020 ».

CHAPITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES AU CONTENTIEUX JUDICIAIRE

Art. 6. — I.— Le chapitre II du titre IV du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :

1° La section 1 est complétée par un article R. 342-1-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 342-1-1.— Lorsque le premier président est informé du placement en zone d'attente simultané d'un nombre important d'étrangers, il peut, conformément au deuxième alinéa de l'article L. 342-5, porter à quarante-huit heures le délai dans lequel le juge des libertés et de la détention statue sur la requête aux fins de maintien en zone d'attente.

« Il statue par ordonnance motivée, après avis du procureur général.

« Cette ordonnance indique :

« 1° L'événement à l'origine du placement simultané en zone d'attente d'un nombre important d'étrangers ;

« 2° La date et l'heure auxquelles elle prend effet ;

« 3° Les tribunaux judiciaires du ressort dans lesquels le délai susmentionné est porté à quarante-huit heures au regard des contraintes du service juridictionnel.

« Copie de cette ordonnance est transmise, immédiatement et par tous moyens, à l'autorité administrative compétente, au procureur général ainsi qu'aux présidents et procureurs de la République des tribunaux concernés.

« Les chefs de juridiction de ces tribunaux en informent les magistrats et le bâtonnier du ressort.

« Une copie de l'ordonnance du premier président est jointe au dossier de chaque étranger auquel elle est applicable. » ;

2° L'article R. 342-6 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. R. 342-6.— Les dispositions de l'article 435 du code de procédure civile sont applicables au jugement de la requête aux fins de maintien en zone d'attente défini à la présente section. » ;

3° L'article R. 342-8 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. R. 342-8.— L'ordonnance du juge des libertés et de la détention est rendue dans les vingt-quatre heures de sa saisine. Toutefois, elle est rendue dans les quarante-huit heures de celle-ci lorsque les nécessités de l'instruction l'imposent ou lorsque le premier président le décide dans les conditions prévues à l'article R. 342-1-1.

« Lorsque les parties sont présentes à l'audience, elle leur est notifiée sur place. Elles en accusent réception. Le magistrat leur fait connaître verbalement le délai d'appel et les modalités selon lesquelles cette voie de recours peut être exercée. Il les informe simultanément que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le premier président de la cour d'appel ou son délégué.

« Lorsque les parties ne sont pas comparantes ou ne sont pas présentes au moment du prononcé de la décision, l'ordonnance leur est notifiée dans les délais les plus brefs et par tous moyens leur permettant d'en accuser réception. Cette notification mentionne le délai d'appel et les modalités selon lesquelles cette voie de recours peut être exercée et indique que seul l'appel interjeté par le ministère public peut être déclaré suspensif par le premier président de la cour d'appel ou son délégué.

« Cette notification, qui comprend les mentions prévues au troisième alinéa, est également faite au procureur de la République et au préfet de département ou, à Paris, au préfet de police, qui en accusent réception. »

II.— Au 1^{er} septembre 2024, aux articles R. 342-1-1 et R. 342-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile respectivement créés et modifiés par les 1° et 3° du I, les mots : « juge des libertés et de la détention » sont remplacés par les mots : « magistrat du siège du tribunal judiciaire ».

Art. 7. — I. Le titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est modifié par les dispositions suivantes :

1° À l'article R. 742-1, les mots : « quarante-huit heures » sont remplacés par les mots : « quatre jours » ;

2° L'article R. 743-5 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. R. 743-5.— Les dispositions de l'article 435 du code de procédure civile sont applicables au jugement des requêtes de l'étranger et de l'autorité administrative défini à la présente section. » ;

3° L'article R. 743-7 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. R. 743-7.— L'ordonnance du juge des libertés et de la détention est rendue dans les quarante-huit heures suivant l'expiration du délai fixé au premier alinéa de l'article L. 741-10 ou, lorsqu'il est saisi en application des articles L. 742-1 et L. 742-4 à L. 742-7, suivant sa saisine.

« Lorsque les parties sont présentes à l'audience, elle leur est notifiée sur place. Elles en accusent réception. Le magistrat leur fait connaître verbalement le délai d'appel et les modalités selon lesquelles cette voie de recours peut être exercée. Il les informe simultanément que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le premier président de la cour d'appel ou son délégué.

« Lorsque les parties ne sont pas comparantes ou ne sont pas présentes au moment du prononcé de la décision, l'ordonnance leur est notifiée dans les délais les plus brefs et par tous moyens leur permettant d'en accuser réception. Cette notification mentionne le délai d'appel et les modalités selon lesquelles cette voie de recours peut être exercée et indique que seul l'appel interjeté par le ministère public peut être déclaré suspensif par le premier président de la cour d'appel ou son délégué.

« Cette notification, qui comprend les mentions prévues au troisième alinéa, est également faite au procureur de la République qui en accuse réception. » ;

4° Le second alinéa de l'article R. 743-10 est complété par les mots : « , ou lorsque son appel est de plein droit suspensif en vertu du dernier alinéa de l'article L. 743-22 » ;

5° Le paragraphe 2 de la sous-section 1 de la section 2 du chapitre III est ainsi modifié :

a) L'intitulé est ainsi rédigé : « Caractère suspensif de l'appel » ;

b) Le premier alinéa de l'article R. 743-12 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsque le ministère public entend solliciter du premier président de la cour d'appel qu'il déclare son recours suspensif, il interjette appel dans un délai de vingt-quatre heures à compter de la notification qu'il a reçue de l'ordonnance. Il fait notifier la déclaration d'appel, immédiatement et par tous moyens, à l'autorité administrative, à l'étranger et, le cas échéant, à son avocat, qui en accusent réception. » ;

c) Il est ajouté un article R. 743-13-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 743-13-1.— Dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article L. 743-22, l'appelant fait notifier la déclaration d'appel, immédiatement et par tous moyens, à l'étranger et, le cas échéant, à son avocat, ainsi que, selon le cas, au ministère public ou à l'autorité administrative. Ils en accusent réception. »

II. Au 1^{er} septembre 2024, à l'article R. 743-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile modifié par le 3^o du I, les mots : « juge des libertés et de la détention » sont remplacés par les mots : « magistrat du siège du tribunal judiciaire ».

CHAPITRE III : DISPOSITIONS RELATIVES À L'OUTRE-MER ET DISPOSITIONS FINALES

Art. 8. — I.— La partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifiée :

1^o Le 2^o des articles R. 651-1, R. 651-3 et R. 651-9 est ainsi rédigé :

« 2^o Les articles R. 613-5-1, R. 614-1 et R. 614-2 ne sont pas applicables ; »

2^o L'article R. 761-2 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique et à La Réunion » sont remplacés par les mots : « en Guadeloupe et en Guyane » ;

b) Le 5^o est remplacé par l'alinéa suivant :

« 5^o L'article R. 753-5 n'est pas applicable ; »

c) Le 7^o est remplacé par l'alinéa suivant :

« 7^o L'article R. 754-8 n'est pas applicable. » ;

3^o Après l'article R. 761-2, il est inséré un article R. 761-2-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 761-2-1.— Pour l'application du présent livre en Martinique et à La Réunion :

« 1^o Les références au préfet de département sont remplacées par la référence au représentant de l'État ;

« 2^o L'article R. 711-1 est remplacé par les dispositions suivantes :

« “Art. R. 711-1.— La décision portant obligation de quitter le territoire français est réputée exécutée à la date à laquelle le cachet de l'administration a été apposé sur les documents de voyage de l'étranger qui en fait l'objet, lors de sa sortie du territoire national à destination de tout pays, autre qu'un État membre de l'Union européenne, la République d'Islande, la Principauté du Liechtenstein, le Royaume de Norvège ou la Confédération suisse.” ;

« 3^o Les articles R. 751-1 à R. 751-9 ne sont pas applicables ;

« 4^o Le dernier alinéa de l'article R. 752-5 et le dernier alinéa de l'article R. 753-4 ne sont pas applicables ;

« 5^o À l'article R. 753-5, après les mots : “aux règles définies au titre II du livre IX” , sont ajoutés les mots : “et sous réserve des adaptations prévues au titre VIII du livre VII du code de justice administrative” ;

« 6^o L'article R. 754-1 n'est pas applicable ;

« 7^o À l'article R. 754-8, après les mots : “aux règles définies au titre II du livre IX” , sont ajoutés les mots : “et sous réserve des adaptations prévues au titre VIII du livre VII du code de justice administrative”. » ;

4^o L'article R. 761-5 est ainsi modifié :

a) Au 7^o, les mots : « quarante-huit heures » sont remplacés par les mots : « quatre jours » ;

b) Le 14^o est remplacé par l'alinéa suivant :

« 14^o L'article R. 753-5 n'est pas applicable ; »

c) Le 16^o est remplacé par l'alinéa suivant :

« 16° L'article R. 754-8 n'est pas applicable. » ;

5° L'article R. 761-7 est ainsi modifié :

a) Au 7°, les mots : « au chapitre VII *quater* du titre VII du livre VII du code de justice administrative » sont remplacés par les mots : « au titre II du livre IX » et les mots : « du même code » sont remplacés par les mots : « du code de justice administrative » ;

b) Au 9°, les mots : « au chapitre VII *bis* du titre VII du livre VII du code de justice administrative » sont remplacés par les mots : « au titre II du livre IX » et les mots : « du même code » sont remplacés par les mots : « du code de justice administrative » ;

6° Le livre IX, tel qu'il résulte de l'article 1er du présent décret, est complété par un titre III ainsi rédigé :

« TITRE III

« DISPOSITIONS RELATIVES À L'OUTRE-MER

« CHAPITRE UNIQUE

« DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX COLLECTIVITÉS RÉGIES PAR L'ARTICLE 73 DE LA CONSTITUTION ET À SAINT-PIERRE ET MIQUELON

« Art. R. 931-1.— Le présent livre est applicable de plein droit en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, sous réserve des adaptations prévues au présent chapitre.

« Art. R. 931-2.— Les titres Ier et II du présent livre, à l'exception de l'article R. 922-22, ne sont pas applicables en Guadeloupe.

« Art. R. 931-3.— Les titres Ier et II du présent livre, à l'exception de l'article R. 922-22, ne sont pas applicables en Guyane.

« Art. R. 931-4.— Les titres Ier et II du présent livre, à l'exception de l'article R. 922-22, ne sont pas applicables à Mayotte.

« Art. R. 931-5.— En Martinique, à La Réunion et à Saint-Pierre-et-Miquelon :

« 1° Pour l'application de l'article R. 922-27, les mots : “et, le cas échéant, à la décision de transfert notifiée à la frontière” sont supprimés ;

« 2° L'article R. 922-26 n'est pas applicable. »

II.— À titre dérogatoire, l'article R. 614-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est applicable à Saint-Barthélemy, Saint-Martin, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie dans sa rédaction résultant du décret n° 2020-1734 du 16 décembre 2020 portant partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Art. 9. — I.— L'article 72, à l'exception du 2° du VI, l'article 73, le I de l'article 74, les 6° à 10° de l'article 75, l'article 76 et les 2°, 8° et 11° du II de l'article 80 de la loi du 26 janvier 2024 susvisée entrent en vigueur le 15 juillet 2024.

II.— Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 15 juillet 2024, dans les conditions prévues au IV de l'article 86 de la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 susvisée.

Les dispositions de l'article 3 du présent décret entrent en vigueur à cette même date dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

Les dispositions du II de l'article 5 du présent décret entrent en vigueur à cette même date dans les îles Wallis et Futuna et en Nouvelle-Calédonie.

Les dispositions du II de l'article 8 du présent décret entrent en vigueur à cette même date en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

III.– L'article R. 922-26 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et les dispositions du 2° du I de l'article 3 du présent décret s'appliquent aux décisions des tribunaux administratifs rendues à compter du 15 juillet 2024.

Art. 10. — Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 2 juillet 2024.

Gabriel ATTAL

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald DARMANIN

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Éric DUPOND-MORETTI

La ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer,

Marie GUÉVENOUX

Décret n° 2024-800 du 8 juillet 2024 pris pour l'application de l'article 70 de la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration et relatif à l'organisation et à la procédure applicable devant la Cour nationale du droit d'asile

Publics concernés : Cour nationale du droit d'asile, demandeurs d'asile, avocats, administration.

Objet : organisation et procédure applicable devant la Cour nationale du droit d'asile.

Entrée en vigueur : certaines dispositions entreront en vigueur le lendemain de la publication du présent décret. D'autres seront applicables aux recours formés contre des décisions de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) prises à compter du 1er septembre 2024.

Notice : le décret comporte des dispositions relatives à l'organisation de la Cour (création des chambres territoriales de la Cour à Bordeaux, Lyon, Nancy et Toulouse à compter du 1er septembre 2024), à l'extension de la compétence du juge unique et à la procédure devant la Cour nationale du droit d'asile (communications avec les requérants et production des notes en délibéré).

Références : ce décret est pris pour l'application de l'article 70 de la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration. Il peut être consulté sur le site Légifrance (www.legifrance.gouv.fr).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Vu la convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et le protocole signé à New York le 31 janvier 1967 relatif au statut des réfugiés ;

Vu la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, notamment son article 70 ;

Vu les avis du comité social d'administration de la Cour nationale du droit d'asile en date des 24 juin et 2 juillet 2024 ;

Le Conseil d'État (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1er. — Après l'article R. 131-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, il est inséré deux articles R. 131-5-1 et R. 135-5-2 ainsi rédigés :

« Art. R. 131-5-1. — La Cour nationale du droit d'asile comprend vingt-trois chambres regroupées en six sections, dont cinq chambres territoriales et dix-huit chambres au siège de la Cour, à Montreuil.

« Art. R. 131-5-2. — L'information relative au ressort territorial des chambres de la Cour nationale du droit d'asile et la décision du président de la Cour, mentionnée au dernier alinéa de l'article L. 131-3, fixant les pays d'origine et les langues utilisées relevant des chambres spécialisées situées à Montreuil sont publiées sur le site internet de la Cour nationale du droit d'asile. ».

Art. 2. — Après la section 1 du chapitre unique du titre III du livre Ier du même code, il est inséré une section 1 bis ainsi rédigée :

« Section 1 bis

« Chambres territoriales

« Art. R. 131-6-1. — Le siège et le ressort des chambres territoriales de la Cour nationale du droit d'asile sont fixés comme suit :

« 1° Chambre territoriale de Bordeaux : Charente, Charente-Maritime Corrèze, Creuse, Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques, Deux-Sèvres, Vienne, Haute-Vienne ;

« 2° Première et seconde chambres territoriales de Lyon : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Côte-d'Or, Doubs, Drôme, Isère, Jura, Loire, Haute-Loire, Nièvre, Puy-de-Dôme, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Haute-Savoie, Yonne ;

« 3° Chambre territoriale de Nancy : Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Haute-Saône, Vosges, Territoire de Belfort ;

« 4° Chambre territoriale de Toulouse : Ariège, Aude, Aveyron, Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales, Gers, Lot, Tarn, Tarn-et-Garonne.

« Art. R. 131-6-2. — La chambre territoriale compétente est celle dans le ressort de laquelle se situe le domicile du requérant, à la date de la décision mentionnée à l'article L. 131-2 attaquée, sauf lorsque l'affaire relève de la compétence de l'une des chambres spécialisées mentionnées au dernier alinéa de l'article L. 131-3 et sans préjudice de l'application de l'article R. 532-3. »

Art. 3. — Aux premier et deuxième alinéas de l'article R. 131-7 du même code, les mots : « au 2° de l'article L. 131-3 » sont remplacés par les mots : « au 1° de l'article L. 131-6 » et les mots : « au 3° du même article » sont remplacés par les mots : « au 2° du même article ».

Art. 4. — À l'article R. 532-5 du même code, les mots : « le magistrat compétent, en application de l'article L. 532-6, pour statuer sur les recours formés contre les décisions de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides prises en application des articles L. 531-24 à L. 531-31 ou L. 532-32 à L. 531-35 » sont remplacés par les mots : « le président de formation de jugement statuant seul, sauf si l'affaire est inscrite ou renvoyée devant une formation collégiale en application de l'article L. 131-7 ».

Art. 5. — À l'article R. 532-7 du même code, la seconde phrase du premier alinéa est supprimée.

Art. 6. — Le second alinéa de l'article R. 532-15 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est supprimé.

Art. 7. — L'article R. 532-17 du même code est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « Les communications avec les avocats sont effectuées au moyen de lettres simples, à l'exception » sont remplacés par les mots : « Sans préjudice des dispositions de l'article R. 532-32, les communications avec les avocats sont effectuées au moyen de lettres simples, à l'exception de l'information prévue à l'article R. 532-26, » ;

2° Au dernier alinéa, les mots : « le président de la Cour nationale du droit d'asile ou le président de la formation de jugement désigné statue seul en application de l'article L. 532-6 » sont remplacés par les mots : « le président de la formation de jugement statue seul ».

Art. 8. — Le dernier alinéa de l'article R. 532-22 du même code est supprimé.

Art. 9. — À l'article R. 532-23 du même code, les mots : « l'instruction écrite est close cinq jours francs avant la date de l'audience » sont remplacés par les mots : « l'instruction écrite est close trois jours avant la date de l'audience ou cinq jours avant cette date si l'affaire est inscrite ou renvoyée devant une formation collégiale ».

Art. 10. — À l'article R. 532-27 du même code, les mots : « L. 532-7 » sont remplacés par les mots : « L. 131-7 ».

Art. 11. — L'article R. 532-32 du même code est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'avis d'audience est adressé aux parties quinze jours au moins avant le jour où l'affaire est appelée à l'audience ou trente jours au moins avant le jour où l'affaire est appelée à l'audience si l'affaire est inscrite ou renvoyée devant une formation collégiale. » ;

2° Le deuxième alinéa est supprimé.

Art. 12. — À l'article R. 532-40 du même code, les mots : « L. 521-8 » sont remplacés par les mots : « L. 521-6 ».

Art. 13. — L'article R. 532-41 du même code est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « le président de la cour ou l'un des vice-présidents » sont remplacés par les mots : « le président de la Cour, l'un des vice-présidents ou l'un des présidents de chambre » ;

2° Au deuxième alinéa de l'article R. 532-41, les mots : « L. 521-8 » sont remplacés par les mots : « L. 521-6 ».

Art. 14. — À l'article R. 532-52 du même code, après le sixième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La décision ne mentionne que les notes en délibéré produites dans les deux jours francs suivant l'audience sauf lorsqu'il est fait application des dispositions de l'article R. 532-51. »

Art. 15. — À l'article R. 532-53 du même code, les mots : « est affiché au siège de la Cour le jour de leur lecture » sont remplacés par les mots : « est publié pour une durée de quinze jours sur le site internet de la Cour nationale du droit d'asile ».

Art. 16. — À l'article R. 532-72 du même code, les mots : « par l'article L. 131-3 » sont remplacés par les mots : « aux articles L. 131-5 et L. 131-6 ».

Art. 17. — I. — À titre dérogatoire, les articles R. 131-1 à R. 131-8 du même code demeurent applicables de plein droit à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises dans la rédaction résultant du décret n° 2020-1734 du 16 décembre 2020 portant partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

II. À titre dérogatoire, les articles R. 532-5, R. 532-7, R. 532-15, R. 532-17, R. 532-22, R. 532-23, R. 532-27, R. 532-32, R. 532-40, R. 532-41, R. 532-52, R. 532-53 et R. 532-72 du même code demeurent applicables de plein droit à Saint-Barthélemy, Saint-Martin, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie dans leur rédaction résultant du décret n° 2020-1734 du 16 décembre 2020 portant partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Art. 18. — Les dispositions des articles 1er et 2 du présent décret sont applicables aux recours formés auprès de la Cour nationale du droit d'asile contre les décisions mentionnées à l'article L. 131-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile notifiées à compter du 1er septembre 2024.

Les dispositions de l'article 14 sont applicables aux audiences tenues à compter de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 19. — Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 juillet 2024.

Gabriel ATTAL

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,
Gérald DARMANIN

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Éric DUPOND-MORETTI

La ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer,
Marie GUÉVENOUX

Décret n° 2024-808 du 5 juillet 2024 portant dispositions relatives à la procédure d'expulsion et aux mesures d'assignation à résidence prévues par le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Publics concernés : ressortissants étrangers ; services administratifs en charge des étrangers.

Objet : modalités de partage de compétence pour le prononcé des arrêtés d'expulsion, fonctionnement des commissions d'expulsion, modalités des assignations à résidence de certaines catégories d'étranger.

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le décret modifie et complète les dispositions de la partie réglementaire des livres VI et VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. À la suite des modifications du régime des protections contre l'expulsion issues de la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, le décret procède à un réajustement du partage de compétence entre le ministre et les préfets pour le prononcé des décisions d'expulsion. Il rationalise l'organisation des commissions d'expulsion et précise par ailleurs les modalités de convocation devant ces commissions des étrangers sollicitant l'abrogation de la décision d'expulsion dont ils font l'objet. Enfin, il procède à l'augmentation du nombre maximum de pointages quotidiens dans le cadre des assignations à résidence aux fins d'exécution de la décision d'éloignement prises sur le fondement de l'article L. 731-1 et il harmonise le nombre maximum de pointages pour les assignations à résidence sur interdiction administrative du territoire au titre de l'article L. 731-3 avec celui prévu pour les assignations à résidence sur arrêté d'expulsion ou interdiction du territoire français.

Références : le décret, ainsi que les dispositions qu'il insère dans le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 631-2 à L. 631-3, L. 632-1 à L. 632-2, L. 632-4 et L. 731-1 à L. 731-5 ;

Le Conseil d'État (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

CHAPITRE Ier

DISPOSITION RELATIVES AU PARTAGE DE COMPÉTENCE POUR LE PRONONCÉ DES ARRÊTÉS D'EXPULSION

Article 1er. — I. — A l'article R. 632-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les mots : « sauf en cas d'urgence absolue » sont remplacés par les mots : « sous réserve des dispositions du second alinéa de l'article R.* 632-2 ».

II. — L'article R.* 632-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :

1° Les mots : « ainsi qu'en cas d'urgence absolue » sont supprimés ;

2° Il est ajouté un second alinéa ainsi rédigé :

« L'autorité administrative compétente pour prononcer l'expulsion d'un étranger en application de l'article L. 631-1 est le ministre de l'intérieur en cas d'urgence absolue ou lorsque la décision est édictée en raison d'un comportement visé au premier alinéa de l'article L. 631-3. »

CHAPITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX COMMISSIONS D'EXPULSION

Art. 2. — À l'article R. 632-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, la référence : « L. 632-2 » est remplacée par la référence : « L. 632-1 ».

Art. 3. — I. — La section 2 du chapitre II du titre III du livre VI du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est complétée par un article R. 632-8-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 632-8-1. — La commission se réunit au moins une fois par mois selon un calendrier prévisionnel établi par le président de la commission qui le communique à l'autorité administrative compétente avant le 1er septembre de chaque année.

« Les membres de la commission mentionnés au 2° de l'article L. 632-1 disposent chacun d'un ou de plusieurs suppléants désignés dans les conditions prévues par cet article. »

II. — Le 3° de l'article R. 212-36 du code de l'organisation judiciaire est ainsi modifié :

a) La référence : « L. 552-1 » est remplacée par la référence : « L. 632-1 » ;

b) Après les mots : « et du droit d'asile » sont ajoutés les mots : « ainsi qu'un ou plusieurs magistrats du siège suppléants prévus à l'article R. 632-8-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ».

Art. 4. — Après l'article R. 632-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, il est inséré un article R. 632-9-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 632-9-1. — Lorsqu'une demande d'abrogation est présentée sur le fondement de l'article L. 632-4, l'étranger est rendu destinataire, le cas échéant via son conseil, d'un bulletin de notification quinze jours au moins avant la date prévue pour la réunion de la commission d'expulsion mentionnée au 2° de l'article L. 632-1.

« Le bulletin de notification mentionné à l'alinéa précédent comprend les mentions prévues aux 2°, 3°, 4°, 6° et 7° de l'article R. 632-4. Lorsque l'étranger réside hors de France, celui-ci est informé qu'il peut se faire représenter par un conseil ou par toute autre personne de son choix devant la commission.

« L'étranger ou son conseil peut solliciter le renvoi de l'examen de l'affaire à une date ultérieure dans les conditions prévues au 2e alinéa de l'article R. 632-6.

« Les dispositions des articles R. 632-7 et R. 632-8 sont applicables aux demandes d'abrogation présentées sur le fondement de l'article L. 632-4. »

CHAPITRE III

DISPOSITIONS RELATIVE AUX MODALITÉS DES ASSIGNATIONS À RÉSIDENCE

Art. 5. — À l'article R. 733-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les mots : « des 6° ou 7° de l'article L. 731-3 » sont remplacés par les mots : « des 6°, 7° ou 8° de l'article L. 731-1 ou des 6°, 7° ou 8° de l'article L. 731-3 ».

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES À L'OUTRE-MER

Art. 6. — I. – Aux articles R.* 652-1, R.* 653-1, R.* 654-1, R.* 655-1 et R.* 656-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, après les mots : « L'article R.* 632-2 », sont insérés les mots : « , dans sa rédaction résultant du décret n° 2024-808 du 5 juillet 2024 ».

II. – Aux articles R. 652-2, R. 653-2, R. 654-2, R. 655-2 et R. 656-2 du même code :

1° La ligne :

«

R. 631-1 à R. 632-1	
---------------------	--

»

est remplacée par les deux lignes suivantes :

«

R. 631-1	
R. 632-1	Décret n° 2024-808 du 5 juillet 2024

»

2° La ligne :

«

R. 632-3 à R. 632-10	Décret n° 2024-808 du 5 juillet 2024
----------------------	--------------------------------------

»

est remplacée par les six lignes suivantes :

«

R. 632-3	Décret n° 2024-808 du 5 juillet 2024
R. 632-4 à R. 632-8	
R. 632-8-1	Décret n° 2024-808 du 5 juillet 2024
R. 632-9	
R. 632-9-1	Décret n° 2024-808 du 5 juillet 2024
R. 632-10	

».

III. Aux articles R. 762-2, R. 763-2, R. 764-2, R. 765-2 et R. 766-2 du même code, la ligne :

«

R. 732-5 à R. 733-3	
---------------------	--

»

est remplacée par les trois lignes suivantes :

«

R. 732-5 à R. 733-1	
R. 733-2	Décret n° 2024-808 du 5 juillet 2024
R. 733-3	

».

IV. – Le code de l'organisation judiciaire est ainsi modifié :

1° À l'article R. 552-21, les mots compris entre : « dans leur rédaction résultant du décret n° » et : « à l'exception » sont remplacés par les mots : « 2024-808 du 5 juillet 2024 » ;

2° À l'article R. 562-30, les mots compris entre : « dans leur rédaction résultant du décret n° » et « à l'exception » sont remplacés par les mots : « 2024-808 du 5 juillet 2024 ».

Art. 7. — Le ministre de l'intérieur et des outre-mer et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 5 juillet 2024.

Gabriel ATTAL

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald DARMANIN

La ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer,

Marie GUÉVENOUX

Décret n° 2024-808 du 5 juillet 2024 portant dispositions relatives à la procédure d'expulsion et aux mesures d'assignation à résidence prévues par le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (*rectificatif*)

NOR : ETA24300560DE

Rectificatif au *Journal officiel* n° 168 du 16 juillet 2024, texte n° 4 :

1° Au 2° du II de l'article 6, au lieu de lire :

«

R. 632-3 à R. 632-10	Décret n° 2024-808 du 5 juillet 2024
----------------------	--------------------------------------

»,

lire :

«

R. 632-3 à R. 632-10	
----------------------	--

» ;

2° Au premier alinéa du III du même article, au lieu de lire :

« Aux articles R. 762-2, R. 763-2, R. 764-2, R. 765-2 et R. 766-2 du même code »,

lire :

« À compter du 1er septembre 2024, aux articles R. 762-2, R. 763-2, R. 764-2, R. 765-2 et R. 766-2 du même code ».

Décret n° 2024-804 du 12 juillet 2024 relatif à l'application en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie du régime d'autorisation et de notification des études préalables à la pose ou à l'enlèvement des câbles et pipelines sous-marins

Publics concernés : entreprises spécialisées dans la pose de câbles et pipelines sous-marins.

Objet : étendre à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française les modalités d'application du régime d'autorisation et de notification des études préalables à la pose ou à l'enlèvement des câbles et pipelines sous-marins dans les espaces maritimes sous souveraineté et sous juridiction de la République française.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sauf pour les dispositions applicables dans les collectivités ultramarines du Pacifique qui entreront en vigueur dix jours après sa publication. Le texte s'applique aux demandes d'autorisation déposées à compter de la date d'entrée en vigueur du décret.

Notice : le décret étend à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française les modalités d'application du régime d'autorisation et de notification des études préalables à la pose ou à l'enlèvement des câbles et pipelines sous-marins dans les espaces maritimes sous souveraineté et sous juridiction de la République française. Le décret tire également la conséquence, dans le code de la recherche, de la distinction opérée entre le régime des études préalables réalisées dans le cadre de la Recherche scientifique marine (RSM) et celui des activités d'études préalables à la pose ou à l'enlèvement de câbles et pipelines sous-marins.

Références : le décret est notamment pris pour l'application du XII de l'article 71 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense. Le texte modifié par ce décret peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des armées,

Vu la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment ses articles 6-2, 21 et 45 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment ses articles 7, 14 et 27 ;

Vu le code de la recherche, notamment son article L. 251-1 ;

Vu la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense, notamment le XII de son article 71 ;

Vu l'ordonnance n° 2016-1687 du 8 décembre 2016 modifiée relative aux espaces maritimes relevant de la souveraineté ou de la juridiction de la République française, notamment ses articles 41-1 et 55 ;

Vu le décret n° 2005-1514 du 6 décembre 2005 modifié relatif à l'organisation outre-mer de l'action de l'État en mer ;

Vu le décret n° 2013-611 du 10 juillet 2013 modifié relatif à la réglementation applicable aux îles artificielles, aux installations, aux ouvrages et à leurs installations connexes sur le plateau continental et dans la zone économique exclusive et la zone de protection écologique ainsi qu'aux câbles et pipelines sous-marins, notamment le chapitre Ier de son titre II ;

Vu l'avis du gouvernement de la Polynésie française en date du 13 juin 2024 ;

Vu l'avis du gouvernement de Nouvelle-Calédonie en date du 3 juillet 2024 ;

Le Conseil d'État (section de l'administration) entendu,

Décète :

Article 1er. — L'article R. 251-1 du code de la recherche est complété par un 7° ainsi rédigé :

« 7° Les activités d'études préalables mentionnées à l'article 41-1 de l'ordonnance n° 2016-1687 du 8 décembre 2016 relative aux espaces maritimes relevant de la souveraineté ou de la juridiction de la République française. »

Art. 2. — Après l'article 22-1 du décret du 10 juillet 2013 susvisé, il est inséré un article 22-2 ainsi rédigé :

« Art. 22-2. – Le chapitre Ier du titre II du présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française sous réserve des adaptations suivantes :

« 1° La référence au préfet maritime est remplacée par la référence au haut-commissaire de la République ;

« 2° Le troisième alinéa de l'article 18-4 est ainsi rédigé :

« "Le haut-commissaire de la République dispose de quatre semaines à compter de la réception de la demande complète pour notifier au demandeur l'octroi de l'autorisation demandée, assortie le cas échéant de restrictions ou de prescriptions nécessaires à la police et à la sécurité de la circulation maritime, ou à la protection des liaisons et communications gouvernementales de défense et de sécurité en matière de postes et télécommunications ou aux intérêts de la défense nationale, ou le rejet, par décision motivée, de sa demande, ou s'il y a lieu pour l'inviter à compléter sa demande. Il informe l'autorité locale compétente de cette décision." ;

« 3° A l'article 18-5, les mots : "sécurité de la navigation" sont remplacés par les mots : "police et la sécurité de la navigation maritime" et les mots : "protection de l'environnement ou des biens culturels maritimes" sont remplacés par les mots : "protection des liaisons et communications gouvernementales de défense et de sécurité en matière de postes et télécommunications" ;

« 4° L'article 18-6 est ainsi rédigé :

« Art. 18-6. – Le haut-commissaire de la République conserve à tout moment la possibilité d'assortir l'autorisation accordée de toute mesure nécessaire à la police et la sécurité de la circulation maritime, ou à la protection des liaisons et communications gouvernementales de défense et de sécurité en matière de postes et télécommunications ou aux intérêts de la défense nationale. Il en informe l'autorité locale compétente.

« 5° L'article 18-11 est ainsi rédigé :

« Art. 18-11. – En réponse à la notification, le haut-commissaire de la République peut formuler des prescriptions nécessaires à l'exercice par l'État de ses compétences, qui doivent être respectées par l'opérateur pendant l'activité. Il informe l'autorité locale compétente de ces prescriptions. »

Art. 3. — Dans le tableau figurant aux articles R. 265-2, R. 266-2 et R. 267-2 du code de la recherche, la ligne :

«

R. 251-1 à R. 251-16	
----------------------	--

»

Est remplacée par les deux lignes suivantes :

«

R. 251-1	Résultant du décret n° 2024-804 du 12 juillet 2024
R. 251-2 à R. 251-16	

»

Art. 4. — Les dispositions de l'article 2 s'appliquent aux demandes d'autorisation et aux notifications adressées à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 5. — Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le ministre des armées et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 12 juillet 2024.

Gabriel ATTAL

Par le Premier ministre :

Le ministre des armées,

Sébastien LECORNU

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald DARMANIN

La ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer,

Marie GUÉVENOUX

Décret n° 2024-810 du 6 juillet 2024 relatif au traitement de données à caractère personnel relatif aux étrangers sollicitant la délivrance d'un visa dénommé France-Visas

Publics concernés : ressortissants étrangers demandant la délivrance d'un visa, administrations de l'État chargées d'instruire les demandes de visas.

Objet : autorisation d'un traitement de données à caractère personnel dénommé « France-Visas ».

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le décret autorise le ministre de l'intérieur et des outre-mer et le ministre de l'Europe et des affaires étrangères à mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel ayant pour finalités de permettre aux demandeurs de présenter des demandes de visa en ligne, de mettre à la disposition des entreprises et institutions habilitées un espace de dépôt d'invitation en faveur de leurs partenaires étrangers soumis à l'obligation de visa, d'instruire les demandes de visas et, dans le cadre de l'instruction des demandes de visas, de lutter contre l'entrée et le séjour irréguliers des étrangers en France, en prévenant les fraudes documentaires, les usurpations d'identité et les détournements de procédure. Le décret définit également la nature et la durée de conservation des données enregistrées, les catégories de personnes ayant accès aux données ainsi que celles qui en sont destinataires. Il précise enfin les modalités de traçabilité des accès et les modalités d'exercice des droits des personnes concernées.

Références : le décret et le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile qu'il modifie, dans sa rédaction issue de cette modification, peuvent être consultés sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des outre-mer et du ministre de l'Europe et des affaires étrangères,

Vu le règlement (CE) n° 767/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 concernant le système d'information sur les visas (VIS) et l'échange de données entre les États membres sur les visas de court séjour ;

Vu le règlement (CE) n° 390/2009 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiant les instructions consulaires communes concernant les visas adressés aux représentations diplomatiques et consulaires de carrière, en liaison avec l'introduction d'identifiants biométriques et de dispositions relatives à l'organisation de la réception et du traitement des demandes de visa ;

Vu le règlement (CE) n° 810/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 établissant un code communautaire des visas (code des visas) ;

Vu le règlement (UE) 2016/399 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 concernant un code de l'Union relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen) ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), notamment le e du 1 de son article 6 ;

Vu le règlement (UE) 2017/2226 du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2017 portant création d'un système d'entrée/de sortie (EES) pour enregistrer les données relatives aux entrées, aux sorties et aux refus d'entrée concernant les ressortissants de pays tiers qui franchissent les frontières extérieures des États membres et portant détermination des conditions d'accès à l'EES à des fins répressives, et modifiant la convention d'application de l'accord de Schengen et les règlements (CE) n° 767/2008 et (UE) 1077/2011 ;

Vu le règlement (UE) 2018/1806 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation ;

Vu le règlement (UE) 2018/1861 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du Système d'information Schengen (SIS) dans le domaine des vérifications aux frontières, modifiant la convention d'application de l'accord de Schengen et modifiant et abrogeant le règlement (CE) n° 1987/2006 ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 142-1 et suivants, L. 311-1 et R. 142-1 et suivants ;

Vu le code de procédure pénale, notamment son article R. 79 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 231-1 à R. 231-16 ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment son article 32 ainsi que son titre II ;

Vu le décret n° 2010-569 du 28 mai 2010 modifié relatif au fichier des personnes recherchées ;

Vu le décret n° 2015-390 du 3 avril 2015 autorisant les traitements de données à caractère personnel par les organismes gestionnaires des régimes obligatoires de base de l'assurance maladie pour l'accomplissement de leurs missions d'affiliation, d'immatriculation, d'instruction des droits aux prestations et de prise en charge des soins, produits et services ;

Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés n° 2024-033 en date du 25 avril 2024 ;

Vu l'avis du conseil exécutif de Saint-Barthélemy en date du 26 juin 2024 ;

Vu la saisine du conseil exécutif de Saint-Martin en date du 27 mai 2024 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Polynésie française en date du 26 juin 2024 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en date du 3 juillet 2024 ;

Le Conseil d'État (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1er. — Le chapitre II du titre IV du livre Ier de la partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est complété par une section 9 ainsi rédigée :

« Section 9

« Traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé France-Visas

« Sous-section 1

« Finalités du traitement

« Art. R. 142-59. — Le ministre de l'intérieur et le ministre des affaires étrangères sont autorisés à mettre en œuvre un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé France-Visas.

« Ce traitement a pour finalités :

« 1° De permettre aux demandeurs de présenter des demandes de visa en ligne ;

« 2° De mettre à la disposition des entreprises et institutions habilitées, un espace de dépôt d'invitation en faveur de leurs partenaires étrangers soumis à l'obligation de visa ;

« 3° D'instruire les demandes de visas, en procédant notamment à l'échange d'informations, d'une part, avec les autorités nationales, d'autre part, avec les autorités des États mettant en œuvre l'acquis de Schengen ;

« 4° Dans le cadre de l'instruction des demandes de visas, de lutter contre l'entrée et le séjour irréguliers des étrangers en France, en prévenant les fraudes documentaires, les usurpations d'identité et les détournements de procédure.

« Sous-section 2

« Données enregistrées dans le traitement

« Art. R. 142-60. — I. — Les données à caractère personnel et informations enregistrées dans le traitement sont énumérées à l'annexe 11.

« II. — Les données enregistrées dans le traitement peuvent faire apparaître, directement ou indirectement, des données de la nature de celles mentionnées au I de l'article 6 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

« Il est interdit de sélectionner dans le traitement une catégorie particulière de personnes à partir de ces seules données.

« Sous-section 3

« Accédants au traitement

« Art. R. 142-61. — Seuls ont accès au traitement mentionné à l'article R. 142-59, à raison de leurs attributions et dans la limite du besoin d'en connaître :

« 1° Les agents des services centraux du ministère de l'intérieur, du ministère des affaires étrangères et du ministère chargé des douanes participant à l'instruction des demandes de visas, individuellement désignés et spécialement habilités par le directeur ou le chef de service dont ils relèvent ;

« 2° Les agents des missions diplomatiques et des postes consulaires chargés de l'instruction des demandes de visas, individuellement désignés et habilités par le chef de mission diplomatique ou de poste consulaire dont ils relèvent ;

« 3° Les agents des préfectures chargés de l'instruction des demandes de visas et de l'application de la réglementation relative à la délivrance des titres de séjour, au traitement des demandes d'asile et à la préparation et à la mise en œuvre des mesures d'éloignement, individuellement désignés et habilités par le préfet et, à Paris, par le préfet de police ;

« 4° Les agents de la police nationale, les agents des services des douanes et les agents de la gendarmerie nationale chargés de l'instruction des demandes de délivrance de visas aux frontières et des vérifications aux frontières extérieures des documents de voyage des ressortissants des pays tiers, individuellement désignés et habilités par le chef de service dont ils relèvent ;

« 5° Les personnels des prestataires de services extérieurs chargés de la vérification de la complétude des dossiers de demande de visas, ainsi que de la prise de biométries le cas échéant, avant transmission du dossier au poste consulaire pour instruction, individuellement désignés et habilités par les autorités chargées de la délivrance des visas dans les conditions prévues à l'article R. 142-62.

« Art. R. 142-62. — Les données à caractère personnel et informations mentionnées à l'annexe 11 peuvent être collectées par les agents mentionnés à l'article R. 142-61 ainsi que, à la condition que la collecte présente un niveau de protection et des garanties équivalents à ceux du droit français, par les prestataires de services externalisés, désignés par les autorités chargées de la délivrance des visas et sous la responsabilité de ces dernières, dans le respect des garanties prévues par le règlement (CE)

n° 390/2009 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009. Les personnels des prestataires de services externalisés chargés de cette collecte sont individuellement habilités par ces mêmes autorités.

« Sous-section 4

« Destinataires des données

« Art. R. 142-63. – Peuvent être destinataires des données à caractère personnel et informations mentionnées à l'annexe 11, à raison de leurs attributions et dans la limite du besoin d'en connaître :

« 1° Les agents des services du ministère de l'intérieur (direction nationale de la police aux frontières, direction du renseignement de la préfecture de police et direction générale de la sécurité intérieure), individuellement désignés et spécialement habilités par leur autorité hiérarchique ;

« 2° Les agents des services du ministère des armées (direction générale de la sécurité extérieure, direction du renseignement et de la sécurité de la défense, direction du renseignement militaire), individuellement désignés et spécialement habilités par leur autorité hiérarchique ;

« 3° Les agents des services centraux du ministère de l'intérieur, du ministère des affaires étrangères et du ministère chargé des douanes participant à la gestion des recours administratifs et contentieux dirigés contre les décisions prises en matière de visas, individuellement désignés et spécialement habilités par leur autorité hiérarchique ;

« 4° Les agents des organismes de sécurité sociale, dans le cadre de leur mission de lutte contre la fraude, individuellement désignés et spécialement habilités par leur autorité hiérarchique.

« Sous-section 5

« Conservation des données

« Art. R. 142-64. – I. – Sous réserves des dérogations prévues aux II à VII du présent article, les données à caractère personnel et informations mentionnées à l'annexe 11 sont conservées pendant une durée maximale de cinq ans à compter de :

« 1° La date de délivrance, de refus, de réduction, de prorogation ou d'abrogation du visa ;

« 2° La date de la création du dossier de demande de visa en cas de clôture ou d'interruption de la demande.

« II. – Les empreintes digitales mentionnées au 3° du I de l'annexe 11 sont conservées :

« 1° Lorsqu'elles font l'objet d'un rattachement à une demande de visa, pendant une durée maximale d'un mois à compter de la date de délivrance ou de refus du visa ;

« 2° Lorsqu'elles ne font pas l'objet de ce rattachement, pendant une durée maximale d'un mois à compter de la date de leur collecte.

« III. – Les données à caractère personnel et informations enregistrées dans les comptes utilisateur mentionnées au a du 1° du I et au II de l'annexe 11 sont effacées, après information du titulaire du compte, en cas d'inactivité du compte pendant une durée ininterrompue d'un an.

« IV. – Les données à caractère personnel et informations issues du système d'information Schengen prévu par le règlement (UE) 2018/1861 du 28 novembre 2018 et du fichier des personnes recherchées prévu par le décret n° 2010-569 du 28 mai 2010, mentionnées au c du 1° du IV de l'annexe 11, sont conservées pendant une durée maximale de cinquante jours, à l'exclusion du numéro d'enregistrement de la personne ou du document de voyage issu du système d'information Schengen et du fichier des personnes recherchées précités.

« V. – Les données à caractère personnel et informations issues du système d'entrée/de sortie "EES", mentionnées au d du 1° du IV de l'annexe 11 sont conservées pendant une durée maximale de cent jours à compter de :

« 1° La date de délivrance, de refus, de réduction, de prorogation ou d'abrogation du visa ;

« 2° La date de la création du dossier de demande de visa en cas de clôture ou d'interruption de la demande.

« VI. – Les données à caractère personnel et informations mentionnées au V de l'annexe 11 sont conservées, lorsqu'elles ne font pas l'objet d'un rattachement à une demande de visa, pendant une durée maximale de cinq ans à compter de la date d'ouverture de la procédure ou, lorsqu'elles font l'objet de ce rattachement, pendant une durée maximale de cinq ans à compter de la date de délivrance, de refus, de réduction ou de prorogation du visa.

« VII. – Les données à caractère personnel et informations enregistrées au titre des demandes en ligne incomplètes sont conservées pendant une durée de trois mois à compter de la dernière modification du dossier de demande.

« Art. R. 142-65. – Les opérations de collecte, de modification, de consultation, de communication, d'interconnexion et d'effacement des données à caractère personnel font l'objet d'un enregistrement comprenant l'identifiant de l'auteur, la date, l'heure, le motif de l'opération et, le cas échéant, les destinataires des données. Les informations relatives à ces opérations sont conservées pendant trois ans.

« Sous-section 6

« Droits des personnes concernées

« Art. R. 142-66. – Les droits d'accès, de rectification et à la limitation prévus respectivement aux articles 49, 50 et 53 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et aux articles 15, 16 et 18 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 s'exercent auprès de l'autorité de délivrance du visa sollicité.

« Art. R. 142-67. – Conformément à l'article 23 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, les droits d'accès et de rectification mentionnés à l'article R. 142-66 peuvent faire l'objet de restrictions pour garantir la sécurité nationale, la protection contre les menaces pour la sécurité publique ainsi que la prévention de telles menaces.

« La personne concernée par ces restrictions exerce ses droits auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés dans les conditions prévues aux articles 52 et 118 de la loi du 6 janvier 1978 précitée.

« Art. R. 142-68. – Conformément à l'article 23 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 précité ainsi qu'à l'article 56 de la loi du 6 janvier 1978 précitée, afin de garantir l'intérêt public général attaché à la gestion des procédures de délivrance des visas et la sécurité publique, le droit d'opposition prévu par l'article 21 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 ne s'applique pas au présent traitement. »

Art. 2. — Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est complété par une annexe 11 ainsi rédigée :

« ANNEXE 11 MENTIONNÉE À L'ARTICLE R. 142-60

« DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ET INFORMATIONS POUVANT ÊTRE ENREGISTRÉES DANS LE TRAITEMENT FRANCE-VISAS PRÉVU À L'ARTICLE R. 142-59

« I. — Données relatives au demandeur :

« 1° Données d'identification du demandeur :

« a) Identifiant et mot de passe associé au compte utilisateur ;

« b) Noms(s), prénom(s) ;

« c) Sexe ;

« d) Date et lieu de naissance (commune et pays) ;

« e) Nationalité(s) ;

« f) Numéro du titre d'identité ;

« g) Statut (apatride, réfugié) ;

« h) Coordonnées postales, téléphoniques et électroniques ;

« i) Photographie ;

« j) Nom(s), prénom(s) des ascendants ;

« k) Situation professionnelle et profession : emploi, identité ou dénomination ou raison sociale et coordonnées postales, téléphoniques et électroniques de l'employeur (personne physique ou morale) ;

« l) Pour les demandeurs mineurs : identité, nationalité(s), statut (apatride, réfugié) et coordonnées postales, téléphoniques et électroniques du représentant légal ;

« m) Pour les demandeurs présentant un lien de parenté avec un ressortissant de l'Union européenne, de l'espace Schengen, de la Suisse ou avec un ressortissant français :

« - informations sur le parent : identité, numéro du titre d'identité, lien de parenté avec le demandeur ;

« - en cas de lien de parenté avec un ressortissant français : type de titre d'identité ;

« - en cas de lien de parenté avec un ressortissant de l'Union européenne, de l'espace Schengen ou de la Suisse : nationalité ;

« n) Pour les demandeurs membres de la famille olympique au sens de l'article 2 de l'annexe XI du règlement (CE) n° 810/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009, le numéro de la carte d'accréditation olympique au sens de ce même article du même règlement ;

« 2° Données relatives au document de voyage et au titre de séjour :

« a) Autorité de délivrance du document de voyage ;

« b) Type du document de voyage ;

« c) Résidence dans le pays correspondant la nationalité, sous la forme d'indication oui/non ;

« d) Numéro de document de voyage et, le cas échéant, de titre de séjour ;

« e) Dates de délivrance et d'expiration du document de voyage et, le cas échéant, du titre de séjour ;

« 3° Empreintes digitales et, le cas échéant, motif de l'absence de recueil des empreintes digitales.

« II. — Données relatives à la personne déposant la demande si la personne est différente du demandeur :

« a) Identifiant et mot de passe associé au compte utilisateur ;

« b) Identité ou dénomination ou raison sociale.

« III. — Données relatives à la demande de visa :

« 1° Données relatives à la demande :

« a) Référence de la demande ;

« b) Référence du groupe auquel appartient la demande ;

« c) Date de dépôt de la demande ;

« d) Motif(s) du voyage ;

« e) Données relatives aux modalités du séjour : type de visa demandé, destination(s), première frontière d'entrée ou itinéraire de transit prévu, durée du séjour, nombre d'entrées, date prévue d'arrivée dans l'espace Schengen, date prévue de départ de l'espace Schengen, nombre de séjour envisagés en France pour l'année à venir ;

« f) Le cas échéant, pour les transits : autorité de délivrance, dates de début et de fin de validité de l'autorisation d'entrée ;

« 2° Données relatives à certaines catégories de visas :

« a) S'agissant des visas étudiants : nom et coordonnées postales, téléphoniques et électroniques de l'établissement d'enseignement et de l'organisme attribuant la bourse, indication d'attribution de bourse, montant de la bourse, numéro de dossier études en France ;

« b) S'agissant des visas long séjour sollicités en vue de l'obtention d'une carte de séjour délivrée par le service du protocole du ministère des affaires étrangères : nom et prénom du diplomate remplacé ou création de poste, sous la forme d'indication oui/non, fonction exercée ;

« c) S'agissant des visas délivrés pour soins médicaux : établissement d'accueil, service de l'établissement où seront prodigués les soins ;

« 3° Le cas échéant, données relatives aux précédents séjours :

« a) Pour une demande de visa court séjour, dates de début et de fin de validité du dernier visa Schengen délivré, numéro du visa et date du précédent relevé des empreintes digitales ;

« b) Pour une demande de visa long séjour, dates de début et de fin, adresse(s) et motif(s) de(s) séjour(s) précédents de plus de trois mois ;

« 4° Données relatives aux répondants :

« a) Identité ou dénomination ou raison sociale et coordonnées de la personne (physique ou morale) répondante et, le cas échéant, de la personne de contact ;

« b) Nom et coordonnées de l'hôtel ou de la résidence en France ;

« c) Le cas échéant, en cas de financement par une personne autre que le demandeur, l'entreprise, l'organisation ou l'établissement d'accueil : nom et prénom de la personne finançant le séjour.

« IV. – Données relatives au traitement de la demande de visa :

« 1° Données relatives aux consultations :

« a) En cas de consultation par France-Visas d'un partenaire Schengen : pour chaque partenaire Schengen consulté : code VIS du partenaire, réponse apportée par le partenaire, identifiants des messages échangés ;

« b) En cas de consultation de service tiers : service consulté, objet de la consultation, avis et justification du service consulté, agent répondant et date de réponse ;

« c) Lors des consultations sécuritaires :

« - indication de l'enregistrement ou non de la personne et des documents de voyage en sa possession dans le fichier des personnes recherchées prévu par le décret n° 2010-569 du 28 mai 2010 et le système d'information Schengen prévu par le règlement (UE) 2018/1861 du 28 novembre 2018, origine du signalement ;

« - en cas de correspondance totale ou partielle des données d'identification de la personne avec les données enregistrées dans le système d'information Schengen prévu par le règlement (UE) 2018/1861 du 28 novembre 2018 : noms, prénoms, date et lieu de naissance, pays, sexe et photographie des personnes dont les données d'identification sont identiques ou proches de celles du demandeur ;

« - en cas d'enregistrement du document de voyage dans le système d'information Schengen prévu par le règlement (UE) 2018/1861 du 28 novembre 2018 : type, numéro, date et lieu de délivrance du titre d'identité, nationalité, date de perte ou de vol du titre, le cas échéant, noms, prénoms, sexe du détenteur du titre ;

« - en cas de correspondance totale ou partielle des données d'identification de la personne avec les données enregistrées dans le fichier des personnes recherchées prévu par le décret n° 2010-569 du 28 mai 2010 : nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité, sexe, identité des parents et photographie des personnes dont les données d'identification sont identiques ou proches de celles du demandeur ;

« - lorsque la personne a fait l'objet d'un avis émis par la direction générale de la sécurité intérieure : sens de l'avis ;

« - lorsque la personne a fait l'objet d'un avis consolidé reprenant les données mentionnées au c : motivation et sens de l'avis ;

« d) En cas de consultation du système d'entrée/de sortie "EES" prévu par le règlement (UE) 2017/2226 du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2017 :

- « - identité de la personne obtenue en résultat de recherche : nom, prénom, date de naissance, nationalité(s), sexe, photographie ;
- « - entrées/sorties ou refus opposé à la personne : type (entrée/sortie/refus), date et lieu d'entrée ou sortie ou refus, date d'expiration du séjour, dépassement de la durée du séjour, sous la forme d'indication oui/non, numéro de vignette visa, motif en cas de refus, durée maximum de séjour autorisée ;
- « - numéro et date d'expiration du document de voyage de la personne ;
- « 2° Données relatives à l'instruction de la demande et à la perception des droits de timbre :
- « a) Image numérisée des pièces du dossier de demande de visa ;
- « b) Nom, prénom et service des agents qui instruisent la demande de visa ;
- « c) Nom, prénom et service de l'agent ayant procédé à la perception des droits de timbre ;
- « d) Etat membre représenté ;
- « e) Type réglementaire de dossier ;
- « 3° Données relatives à la décision :
- « a) Nature, lieu et date de la décision ;
- « b) Nom, prénom et service de l'agent à l'origine de la décision ;
- « c) En cas de délivrance d'un visa : pays au nom duquel le visa est délivré, dates de début et de fin de validité, nombre d'entrées autorisées, numéro de la vignette utilisée, référence de l'avis de délivrance d'un visa délivré par un partenaire Schengen, validité territoriale, mentions inscrites sur la vignette ;
- « d) En cas de refus de délivrance, d'abrogation ou de réduction de la durée de validité du visa ou de prorogation du visa : motif de la décision ;
- « e) Date d'expiration du visa dont la durée de validité a été réduite ou prorogée et, le cas échéant, le numéro de la nouvelle vignette visa ;
- « f) En cas d'interruption de la demande : Etat membre compétent pour traiter la demande.
- « V. — Données relatives aux procédures d'attention et d'authentification des actes d'état civil :
- « 1° Données relatives à la procédure d'attention :
- « a) Service à l'origine de la procédure d'attention et lien avec une ou plusieurs demandes de visas ;
- « b) En cas de procédure d'attention concernant le demandeur :
- « - données relatives à l'identité du demandeur : nom, nom de naissance, prénom, date de naissance, nationalité actuelle, statut (apatride/réfugié/détenteur de la protection subsidiaire), ville et pays de naissance ;
- « - données relatives à l'attention : motif de l'attention et conduite à tenir ;
- « c) En cas d'enregistrement dans le fichier d'attention concernant un répondant ou un garant :
- « - données relatives à l'identité du répondant ou garant : type de répondant ou garant (organisme ou individu), noms et prénoms ou dénomination ou raison sociale, coordonnées postales, téléphoniques et électroniques ;
- « - données relatives à l'attention : motif (positif, négatif, neutre), conduite à tenir, et références de la recommandation le cas échéant (attention positive) ;
- « 2° Données relatives à la procédure d'authentification des actes d'état civil :
- « a) Nom et coordonnées du service demandeur de la vérification ;
- « b) Pour le demandeur du regroupement ou du rapprochement familial : identité et adresse du demandeur, nationalité, numéro AGDREF2 issu de l'application de gestion des dossiers des ressortissants étrangers en France prévue par l'article R. 142-11, type de dossier (regroupement familial, rapprochement de famille de réfugiés, famille de Français) ;
- « c) Pour les dossiers de demande de réunification familiale de réfugié statutaire : numéro OFPRA. »
- Art. 3. — Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- 1° Le 2° de l'article R. 142-2 est remplacé par les dispositions suivantes :
- « 2° Les données énumérées à l'annexe 2 communiquées automatiquement par le traitement mentionné à l'article R. 142-59 ; »

2° A l'article R. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les mots : « au réseau mondial des visas » sont supprimés ;

3° Dans l'intitulé de l'annexe 2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les mots : « réseau mondial des visas (RMV2) » sont remplacés par les mots : « France-Visas ».

Art. 4. — L'arrêté du 26 septembre 2017 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif aux étrangers sollicitant la délivrance d'un visa, dénommé France-Visas et l'arrêté du 22 août 2001 portant création d'un traitement informatisé d'informations nominatives relatif à la délivrance des visas dans les postes diplomatiques et consulaires sont abrogés.

Toutefois le ministre de l'intérieur (direction générale des étrangers en France) et le ministre des affaires étrangères (direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire) sont autorisés à utiliser les données enregistrées dans ces traitements jusqu'au terme de la durée de conservation qui en était fixée par ces arrêtés, aux fins qu'ils autorisaient.

Art. 5. — I. – Aux chapitres II à VI du titre V du livre Ier de la partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les tableaux des articles R. 152-1, R. 153-1, R. 154-1, R. 155-1 et R. 156-1 sont complétés par une ligne ainsi rédigée :

«

R. 142-59 à R. 142-68	du décret n° 2024-810 du 6 juillet 2024
-----------------------	---

».

II. – Aux articles R. 592-2, R. 593-2, R. 594-2, R. 595-2 et R. 596-2, la ligne :

«

R. 561-1 à R. 561-11	
----------------------	--

»

est remplacée par les trois lignes suivantes :

«

R. 561-1	
R. 561-2	du décret n° 2024-810 du 6 juillet 2024
R. 561-3 à R. 561-11	

».

III. – Aux 6° des articles R. 151-7, R. 152-2, R. 155-2 et R. 156-2 et 8° de l'article R. 154-2, après les mots : « sont supprimées », sont insérés les mots : « ou, à l'article R. 142-62, sont remplacées par la référence aux règles en vigueur en métropole en vertu de ce règlement ».

IV. – Les dispositions de l'article 2 sont applicables à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

V. – L'abrogation, par l'article 4 du présent décret, de l'arrêté du 22 août 2001 modifié portant création d'un traitement informatisé d'informations nominatives relatif à la délivrance des visas dans les postes diplomatiques et consulaires est applicable dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

VI. – Les dispositions du présent décret entrent en vigueur dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie le lendemain de sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Art. 6. — Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 6 juillet 2024.

Gabriel ATTAL

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald DARMANIN

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères,

Stéphane SÉJOURNÉ

La ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer,

Marie GUÉVENOUX

Décret n° 2024-837 du 16 juillet 2024 relatif à la prestation de serment des agents de l'administration pénitentiaire

Publics concernés : personnel de l'administration pénitentiaire.

Objet : modification des modalités de la prestation de serment et de la formule de la prestation de serment.

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le décret modifie les modalités dans lesquelles le personnel de l'administration pénitentiaire prête serment et renforce la valeur solennelle de la formule de la prestation de serment.

Références : le décret ainsi que les dispositions du code pénitentiaire qu'il modifie peuvent être consultés dans leur rédaction issue de cette modification sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code pénitentiaire, notamment son article L. 120-1 ;

Vu le décret n° 66-874 du 21 novembre 1966 modifié relatif au statut spécial des fonctionnaires des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu l'avis du comité social d'administration ministériel du ministère de la justice en date du 18 avril 2024 ;

Le Conseil d'État (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1er. — Le code pénitentiaire est modifié conformément aux dispositions des articles 2 à 5 du présent décret.

Art. 2. — L'article R. 122-8 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. R. 122-8.— Lors de sa première affectation au sein de l'administration pénitentiaire, préalablement à sa prise de fonctions, tout agent de l'administration pénitentiaire prête serment en audience publique devant le président du tribunal judiciaire ou devant le premier président de la cour d'appel dans le ressort desquels se trouve :

« 1° Son lieu d'affectation ou ;

« 2° Le lieu d'implantation de l'École nationale d'administration pénitentiaire, s'il est en formation.

« Tout agent de l'administration pénitentiaire déjà affecté au sein de l'administration pénitentiaire au 18 juillet 2024 prête serment en audience publique devant le président du tribunal judiciaire ou devant le premier président de la cour d'appel dans le ressort desquels se trouve son lieu d'affectation, avant le 31 décembre 2026. »

Art. 3. — L'article R. 122-9 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. R. 122-9.— La formule du serment est la suivante :

« "Je déclare solennellement m'engager à servir dans le respect des principes de la République, à bien et loyalement remplir mes fonctions, à observer les devoirs qu'elles m'imposent dans le strict respect des personnes confiées au service public pénitentiaire et de leurs droits, à me conformer à la loi et aux ordres reçus et à ne faire qu'un usage légitime des pouvoirs qui me sont confiés." »

Art. 4. — Les deuxième, troisième et quatrième alinéas des articles R. 722-1, R. 732-1, R. 742-1, R. 752-4, R. 762-4 et R. 772-4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. R. 122-8.— Lors de sa première affectation au sein de l'administration pénitentiaire, préalablement à sa prise de fonctions, tout agent de l'administration pénitentiaire prête serment en audience publique devant le président du tribunal de première instance.

« Tout agent de l'administration pénitentiaire déjà affecté au sein de l'administration pénitentiaire au [date d'entrée en vigueur du décret] prête serment en audience publique devant le président du tribunal de première instance dans le ressort duquel se trouve son lieu d'affectation, avant le 31 décembre 2026. »

Art. 5. — Dans le tableau figurant aux articles R. 752-1, R. 762-1 et R. 772-1, la ligne :

«

R. 115-21 à R. 136-1	
----------------------	--

»

est remplacée par les trois lignes suivantes :

«

R. 115-21 à R. 122-7	
R. 122-8 à R. 122-9	Décret n° 2024-837 du 16 juillet 2024
R. 122-10 à R. 136-1	

».

Art. 6. — Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 16 juillet 2024.

Gabriel ATTAL

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Éric DUPOND-MORETTI

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald DARMANIN

La ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer,

Marie GUÉVENOUX

Décret n° 2024-839 du 16 juillet 2024 relatif à la garantie de 4 000 € mentionnée à l'article 76 bis de la loi du 21 août 2003

Publics concernés : fonctionnaires de l'État, magistrats et militaires en activité le 1er janvier 2024 à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

Objet : garantie de 4 000 € mentionnée à l'article 76 bis de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites.

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur au lendemain de sa publication.

Notice : le décret définit les obligations déclaratives auxquelles sont tenus les employeurs des fonctionnaires de l'État, des magistrats et des militaires en activité à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et Nouvelle-Calédonie au 1er janvier 2024. Le décret fixe également le délai dans lequel la cotisation supplémentaire unique de l'État garantissant un revenu annuel de 4 000 € mentionnée à l'article 76 bis de la loi du 21 août 2003 peut être demandée et les conditions dans lesquelles elle est mise en œuvre par les services de la direction générale des finances publiques.

Références : le décret peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la transformation et de la fonction publiques,

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite, notamment ses articles D. 1 et D. 20 ;

Vu la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 modifiée portant réforme des retraites, notamment ses article 76 et 76 bis ;

Vu la loi n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 modifiée de finances rectificatives pour 2008, notamment son article 137 ;

Vu le décret n° 2024-348 du 9 avril 2024 relatif à la cotisation volontaire au régime de retraite additionnelle de la fonction publique ;

Vu l'avis du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du 1er juillet 2024 ;

Vu l'avis du gouvernement de Polynésie française en date du 3 juillet 2024 ;

Vu l'avis du gouvernement de Nouvelle-Calédonie en date du 3 juillet 2024 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Établissement de retraite additionnelle de la fonction publique en date du 27 juin 2024,

Décète :

Article 1er. — I. – Avant le 31 août 2024, l'employeur de fonctionnaires de l'État, magistrats ou de militaires en activité à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie au 1er janvier 2024 établit pour chacun d'entre eux un document attestant cette activité à cette date dans l'un de ces territoires. Il transmet cette attestation à l'agent et au service des retraites de l'État.

II. - Lorsque le fonctionnaire de l'État, le magistrat ou le militaire mentionné au I s'abstient, pour la première fois, d'adhérer à la cotisation volontaire mentionnée au I de l'article 76 bis de la loi du 21 août susvisée, son employeur en informe le service des retraites de l'État.

III. - L'employeur peut demander au service des retraites de l'État si les fonctionnaires de l'État, magistrats et militaires qu'il emploie dans les territoires mentionnés au I sont éligibles à la garantie mentionnée au II de l'article 76 bis de la loi du 21 août 2003 susvisée au regard des informations que le service des retraites de l'État détient en application du I et du II du présent article.

IV. - L'employeur mentionné au III déclare annuellement au service des retraites de l'État, pour les fonctionnaires de l'État, magistrats et militaires en activité au 1er janvier 2024 dans les territoires mentionnés au I et ne s'étant pas antérieurement abstenus d'adhérer à la cotisation volontaire mentionnée au II, le montant de cette cotisation due par l'agent et l'employeur au titre de l'année civile écoulée.

V. - L'employeur communique au service des retraites de l'État dans les mêmes délais que la décision de radiation des cadres prévue à l'article D. 1 du code des pensions civiles et militaires de retraite une déclaration retraçant, le cas échéant par année civile, le montant de la cotisation mentionnée à l'alinéa précédent due pour la période entre la dernière déclaration en application de l'alinéa précédent et la radiation des cadres. Postérieurement à la radiation des cadres, l'employeur peut corriger cette déclaration.

VI. - L'employeur adresse une copie des déclarations mentionnées au IV et V à l'agent.

Art. 2. — Le fonctionnaire de l'État, le magistrat ou le militaire en activité au 1er janvier 2024 à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis-et-Futuna, en Polynésie française ou en Nouvelle-Calédonie adjoint à sa demande de pension civile ou militaire de retraite, dans les conditions fixées par le premier alinéa de l'article D. 20 du code des pensions civiles et militaire de retraite, la demande à bénéficier de la garantie mentionnée au II de l'article 76 bis de la loi du 21 août 2003 susvisée.

Dès réception de la demande de garantie, le service compétent de la direction générale des finances publiques en informe le gestionnaire administratif du régime prévu par l'article 76 de la loi du 21 août 2003 susvisée. Le service compétent de la direction générale des finances publiques instruit la demande et liquide la cotisation supplémentaire unique de l'État

mentionnée au II de l'article 76 *bis* de la loi du 21 août 2003 susvisée. Il informe le gestionnaire susmentionné du résultat de l'instruction.

Art. 3. — Le service des retraites de l'État vérifie l'éligibilité des pensionnés du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre à la garantie mentionnée au II de l'article 76 *bis* de la loi du 21 août 2003.

Lorsqu'un pensionné bénéficie de cette garantie, le service des retraites de l'État liquide la cotisation supplémentaire unique de l'État mentionnée au II de l'article 76 *bis* de la loi du 21 août 2003 susvisée.

Art. 4. — Le présent décret entre en vigueur sur l'ensemble du territoire de la République le lendemain de sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Par dérogation au premier alinéa de l'article 2, le fonctionnaire de l'État, le magistrat ou le militaire dont la pension a pris effet :

1. Antérieurement au 1er mai 2024, n'est pas tenu de demander la garantie. Le service des retraites de l'État instruit son éligibilité dès lors que son droit à l'indemnité temporaire de retraite mentionnée à l'article 137 de la loi du 30 décembre 2008 susvisée est acquis au titre d'une résidence effective dans l'un des territoires mentionnés à l'article 1er ;

2. À compter du 1er mai 2024 compris et dont la demande de pension civile ou militaire est déposée avant le 1er septembre 2024, peut demander le bénéfice de la garantie auprès du service des retraites de l'État jusqu'au 17 octobre 2024.

Art. 5. — Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et le ministre de la transformation et de la fonction publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 16 juillet 2024.

Gabriel ATTAL

Par le Premier ministre :

Le ministre de la transformation et de la fonction publiques,

Stanislas GUERINI

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,

Bruno LE MAIRE

Décret n° 2024-852 du 25 juillet 2024 portant suppression de registres et fichiers tenus par l'administration pénitentiaire

Publics concernés : personnels de l'administration pénitentiaire, autres professionnels concourant au service public pénitentiaire, magistrats et agents des services de greffe judiciaires, personnes confiées à l'administration pénitentiaire.

Objet : modification de la partie réglementaire (décrets simples) du code pénitentiaire afin d'abroger les dispositions relatives à divers registres et fichiers tenus par l'administration pénitentiaire, devenus obsolètes.

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur au lendemain de sa publication.

Notice : plusieurs registres et fichiers prévus par le code pénitentiaire et tenus, dans chaque établissement pénitentiaire, par le chef de l'établissement ou, sous son autorité, le fonctionnaire chargé du greffe, ont perdu leur utilité et, en pratique, n'existent plus ou ne sont plus remplis. Le décret assure la mise en conformité du droit en abrogeant les dispositions relatives à ces registres et fichiers devenus obsolètes.

Références : le code pénitentiaire et le code de procédure pénale, modifiés par le décret, peuvent être consultés, dans leur rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code pénitentiaire,

Décrète :

Article 1er. — L'article D. 214-3 du code pénitentiaire est ainsi modifié :

1° Les 5°, 6°, 7°, 10° et 12° sont abrogés ;

2° Les 8°, 9°, 11° et 13° deviennent, respectivement, les 5°, 6°, 7° et 8°.

Art. 2. — L'article D. 215-17 du même code est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est supprimé ;

2° Au deuxième alinéa, qui devient le premier, après les mots : « de l'escorte », sont insérés les mots : « des personnes détenues transférées par les soins de l'administration pénitentiaire » ;

3° Le troisième alinéa est supprimé.

Art. 3. — Dans chacun des tableaux figurant aux articles D. 753-10-1, D. 763-10 et D. 773-10 du même code, les lignes :

«

D. 212-6 à D. 214-17	
D. 214-20 à D. 214-23-1	Décret n° 2022-1261 du 28 septembre 2022
D. 214-25 à D. 216-21	

»

sont remplacées par les sept lignes suivantes :

«

D. 212-6 à D. 214-2	
D. 214-3	Décret n° 2024-852 du 25 juillet 2024
D. 214-4 à D. 214-17	
D. 214-20 à D. 214-23-1	Décret n° 2022-1261 du 28 septembre 2022
D. 214-25 à D. 215-16	
D. 215-17	Décret n° 2024-852 du 25 juillet 2024
D. 215-18 à D. 216-21	

».

Art. 4. — Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 25 juillet 2024.

Gabriel ATTAL

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Éric DUPOND-MORETTI

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald DARMANIN

La ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer,

Marie GUÉVENOUX

ARRÊTÉS**Arrêté du 27 juin 2024 portant agrément d'une station de contrôle et d'entretien de radeau de sauvetage (Tahiti Sports)**

Le secrétaire d'État auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé de la mer et de la biodiversité,

Vu le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, à la prévention de la pollution, à la sûreté et à la certification sociale des navires ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1987 modifié relatif à la sécurité des navires et à la prévention de la pollution, notamment la division 333 du règlement annexé ;

Vu la demande du gérant de la station de révision en date du 11 novembre 2023 ;

Vu la rapport d'inspection du Centre de sécurité Papeete en date du 30 octobre 2023,

Arrête :

Article 1er. — La société Tahiti Sports dont le siège est situé Fare Ute, BP 62, 98713 Papeete, Tahiti, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 92 122 B (254 543), est agréée, dans la limite fixée par les agréments des fabricants, pour les activités de la station située au Nautisport, zone industrielle de Arue, 98701 Arue, Tahiti, Polynésie française, pour les activités de contrôle et d'entretien :

I. - Des radeaux de sauvetage professionnels des marques et modèles suivants :

1° De marque HAF pour les modèles :

KHA-6 - SOLAS *throw over board* ;

KHA-8 - SOLAS *throw over board* ;

KHA-10 - SOLAS *throw over board* ;

KHA-12 - SOLAS *throw over board* ;

KHA-15 - SOLAS *throw over board* ;

KHA-16 - SOLAS *throw over board* ;

KHA-20 - SOLAS *throw over board* ;

KHA-25 - SOLAS *throw over board* ;

KHA-30 - SOLAS *throw over board* ;

KHA-35 - SOLAS *throw over board* ;

KHK-6 - HSC *open reversible* ;

KHK-10 - HSC *open reversible* ;

KHK-25 - HSC *open reversible* ;

KHK-30 - HSC *open reversible* ;

KHK-50 - HSC *open reversible* ;

KHZ-6 - SOLAS *throw over board self-righting* ;

KHZ-10 - SOLAS *throw over board self-righting* ;

KHZ-15 - SOLAS *throw over board self-righting* ;

KHZ-20 - SOLAS *throw over board self-righting* ;

KHZ-25 - SOLAS *throw over board self-righting* ;

KHZ-30 - SOLAS *throw over board self-righting* ;

KHZ-35 - SOLAS *throw over board self-righting* ;

KHZ-50 - SOLAS *throw over board self-righting* ;

KHD-12 - SOLAS *Davit-launched self-righting* ;

KHD-15 - SOLAS *Davit-launched self-righting* ;

KHD-16 - SOLAS *Davit-launched self-righting* ;

KHD-20 - SOLAS *Davit-launched self-righting* ;

KHD-25 - SOLAS *Davit-launched self-righting* ;

KHZD-25 - *Davit-launched self-righting* ;

2° De marque SURVITEC ZODIAC pour les modèles :

Survitec Zodiac Coastal Styles MKIV - *2 year first service* ;

Survitec-Zodiac DL jusqu'à 25 personnes ;

Survitec-Zodiac DL - *2 year first service* jusqu'à 25 personnes ;

Survitec-Zodiac DL SR jusqu'à 50 personnes ;

Survitec-Zodiac EPS jusqu'à 25 personnes ;

Survitec-Zodiac EPS (configuration après 2014) jusqu'à 25 personnes ;

Survitec-Zodiac IBA Reversible jusqu'à 100 personnes ;

Survitec-Zodiac MK IV DL jusqu'à 25 personnes ;

Survitec-Zodiac MK IV TO jusqu'à 25 personnes ;

Survitec-Zodiac MoR ;

Survitec Zodiac ORIL jusqu'à 100 personnes ;

Survitec Zodiac ORIL -HSC jusqu'à 100 personnes ;

Survitec Zodiac SIS non MES 3,8m slide ;

Survitec Zodiac TO jusqu'à 25 personnes ;

Survitec Zodiac TO SR jusqu'à 25 personnes _ NONON ;

Survitec Zodiac XTREM ;

3° De marque VIKING pour les modèles :

KF, DKF, DKF, DKFS, DKFS+ jusqu'à 39 personnes ;

DKR/IBA/RDV sans dispositif de larguage jusqu'à 65 personnes ;

UK, CL, UKL, UKSL, UKCL ;

K, DK, DK+, DKS *non-system* jusqu'à 50 personnes ;

4° De marque RFD pour les modèles :

RFD Surviva MK III DL jusqu'à 25 personnes ;

RFD Surviva MK III TO jusqu'à 25 personnes ;

RFD Surviva MK IV DL jusqu'à 25 personnes ;

RFD Surviva MK IV TO jusqu'à 25 personnes ;

RFD Ferryman.

II. - Des radeaux de plaisance des marques et modèles suivants :

1° De marque PLASTIMO pour les modèles :

COASTAL ISO - 4 personnes - TYPE 2 Emballage sac ou conteneur ;

COASTAL ISO - 6 personnes - TYPE 2 Emballage sac ou conteneur ;

COASTAL ISO - 8 personnes - TYPE 2 Emballage sac ou conteneur COASTAL ISO - 8 personnes - TYPE 2 Valise ou Conteneur ;
CRUISER 4 personnes ;

CRUISER 6 personnes ;

CRUISER 8 personnes ;

CRUISER ORC 4 personnes ;

CRUISER ORC 6 personnes ;

CRUISER ORC 8 personnes ;

TRANSOCEAN ISO/ISAF/CGR - 4 personnes - Type 1 - Group A Emballage sac ou conteneur ;

TRANSOCEAN ISO/ISAF - 6 personnes - TYPE 1 - GROUPE A Emballage sac ou conteneur ;

TRANSOCEAN ISO/ISAF - 8 personnes - TYPE 1 - GROUPE A Emballage sac ou conteneur ;

TRANSOCEAN ISO/ISAF - 10 personnes - TYPE 1 - GROUPE A Emballage sac ou conteneur ;

TRANSOCEAN ISO/ISAF/OSR - 12 personnes - TYPE 1 - GROUPE A Emballage sac ou conteneur ;

2° De marque HAF pour les modèles :

HAF-*Coastal Leisure Liferaft* ;

HAF-ISO *Leisure Liferaft* ;

HAF-ISO *Self-rightingl Leisure Liferaft* ;

3° De marque Survitec Zodiac pour les modèles :

Survitec Zodiac Coastal 4 personnes ;

Survitec Zodiac Coastal 6 personnes ;

Survitec Zodiac Coastal 8 personnes.

Art. 2. — Le titulaire de l'agrément est tenu d'informer l'administration de tout changement dans le champ de l'autorisation du fabricant pour la station, ainsi que de toute suspension, ou retrait de cette autorisation.

Art. 3. — Le titulaire de l'agrément est tenu d'informer l'administration en cas de modification de l'autorisation de ses intervenants si leurs qualifications ne couvrent plus le champ du présent agrément.

Art. 4. — L'agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de la dernière inspection, soit jusqu'au 30 octobre 2025.

Art. 5. — L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect d'une des conditions fixées par l'arrêté du 23 novembre 1987 susvisé.

Art. 6. — L'arrêté du 28 avril 2014 portant agrément d'une station ayant pour objet l'agrément de la société Tahiti Sports/Station Nautisport, domiciliée à l'adresse suivante : BP 62, 98713 Papeete, Tahiti, est abrogé.

Art. 7. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2024.

Pour le secrétaire d'État et par délégation :

Le directeur général des affaires maritimes, de la pêche maritime et de l'aquaculture,
E. BANEL

Arrêté du 27 juin 2024 portant agrément d'une station de contrôle et d'entretien de radeau de sauvetage (Chantier naval des îles Sous-le-Vent)

Le secrétaire d'État auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé de la mer et de la biodiversité,

Vu le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, à la prévention de la pollution, à la sûreté et à la certification sociale des navires ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1987 modifié relatif à la sécurité des navires et à la prévention de la pollution, notamment la division 333 du règlement annexé ;

Vu la demande du gérant de la station de révision en date du 30 octobre 2023 ;

Vu le rapport d'inspection du centre de sécurité Polynésie française en date du 24 août 2023,

Arrête :

Article 1er. — La société Chantier naval des îles Sous-le-Vent, dont le siège est situé Marina Uturaerae lot 7, BP 371, 98735 Uturoa, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro TPI 93 142 B (275 982), est agréée, dans la limite fixée par les agréments des fabricants, pour les activités de la station située au BP 799, 98735 Raiatea, pour les activités de contrôle et d'entretien :

I. - Des radeaux de sauvetage professionnels des marques et modèles suivants :

1° De marque Plastimo pour les modèles :

IBIZA ;

Ocean SOLAS A ;

Ocean SOLAS B.

II. - Des radeaux de plaisance des marques et modèles suivants :

1° De marque Plastimo pour les modèles :

COASTAL ISO - 4 personnes - TYPE 2 Emballage sac ou conteneur ;

COASTAL ISO - 6 personnes - TYPE 2 Emballage sac ou conteneur ;

COASTAL ISO - 8 personnes - TYPE 2 Emballage sac ou conteneur ;

CRUISER 4 personnes ;

CRUISER 6 personnes ;

CRUISER 8 personnes ;

CRUISER ORC 4 personnes ;

CRUISER ORC 6 personnes ;

CRUISER ORC 8 personnes ;

TRANSOCEAN ISO/ISAF/CGR - 4 personnes - Type 1 - Group A Emballage sac ou conteneur ;

TRANSOCEAN ISO/ISAF - 6 personnes - TYPE 1 - GROUPE A Emballage sac ou conteneur ;

TRANSOCEAN ISO/ISAF - 8 personnes - TYPE 1 - GROUPE A Emballage sac ou conteneur ;

TRANSOCEAN ISO/ISAF - 10 personnes - TYPE 1 - GROUPE A Emballage sac ou conteneur ;

TRANSOCEAN ISO/ISAF/OSR - 12 personnes - TYPE 1 - GROUPE A Emballage sac ou conteneur.

En l'absence de dispositifs pour effectuer un essai de surcharge des radeaux sous bossoirs, la station n'est pas agréée pour le contrôle et l'entretien des radeaux sous bossoirs.

Art. 2. — Le titulaire de l'agrément est tenu d'informer l'administration de tout changement dans le champ de l'autorisation du fabricant pour la station, ainsi que de toute suspension, ou retrait de cette autorisation.

Art. 3. — Le titulaire de l'agrément est tenu d'informer l'administration en cas de modification de l'autorisation de ses intervenants si leurs qualifications ne couvrent plus le champ du présent agrément.

Art. 4. — L'agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de la dernière inspection, soit jusqu'au 24 août 2025.

Art. 5. — L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect d'une des conditions fixées par l'arrêté du 23 novembre 1987 susvisé.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 27 juin 2024.

Pour le secrétaire d'État et par délégation :

Le directeur général des affaires maritimes, de la pêche maritime et de l'aquaculture,

E. BANEL

Arrêté du 19 juin 2024 approuvant le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Huahine (Polynésie française)*NOR : ETA24300573AR*

Par arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires en date du 19 juin 2024, est approuvé, en application des dispositions des articles L. 6351-1 à L. 6351-5 et R. 6351-7 à D. 6351-10 du code des transports, le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Huahine.

Les servitudes aéronautiques affectent le territoire de la commune de Huahine, en Polynésie française.

Le plan de servitudes aéronautiques de dégagement comprend les documents annexés à l'arrêté : le plan d'ensemble n° PSA-A1_STAC_NTTH à l'échelle 1/25 000 ; le plan de détails n° PSA-A2_STAC_NTTH à l'échelle 1/10 000 ; le plan des surfaces OCS n° PSA-A3_STAC_NTTH à l'échelle 1/10 000 ; la note annexe (1), comprenant la notice explicative, la liste des obstacles donnée à titre indicatif et l'état des bornes de repérage d'axe et de calage.

(1) Le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Huahine (les plans et la note annexe) est déposé à la mairie de la commune et au siège de l'établissement public de coopération intercommunale sur le territoire desquels sont assises les servitudes. Il est tenu à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article D. 6351-9 du code des transports.

Arrêté du 18 juin 2024 approuvant le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Fakarava (Polynésie française)

Par arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires en date du 18 juin 2024, est approuvé, en application des dispositions des article L. 6351-1 à L. 6351-5 et R. 6351-7 à D. 6351-10 du code des transports, le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Fakarava.

Les servitudes aéronautiques affectent le territoire de la commune de Fakarava, située en Polynésie française.

Le plan de servitudes aéronautiques de dégagement comprend les documents annexés à l'arrêté : le plan d'ensemble n° PSA_A1_STAC_NTGF_V2A à l'échelle 1/25 000 ; le plan de détails n° PSA_A2_STAC_NTGF_V2A à l'échelle 1/10 000 ; le plan des surfaces OCS n° PSA_A3_STAC_V2A à l'échelle 1/10 000 ; la note annexe (1), comprenant la notice explicative, la liste des obstacles donnée à titre indicatif et l'état des bornes de repérage d'axe et de calage.

(1) Le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Fakarava (les plans et la note annexe) est déposé à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle sont assises les servitudes. Il est tenu à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article D. 6351-9 du code des transports.

Arrêté du 16 juillet 2024 authentifiant les populations des quartiers prioritaires de la politique de la ville

NOR : ETA24300580AR

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles R. 2151-1 et R. 2334-5-1 ;

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 sur la démocratie de proximité, notamment ses articles 156 à 158 ;

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n° 2015-1138 du 14 septembre 2015 rectifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

Vu le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu le décret n° 2024-806 du 13 juillet 2024 procédant à des corrections au sein de la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

Arrête :

Article 1er. — Pour chaque commune concernée, les populations municipales et les populations totales des quartiers prioritaires de la politique de la ville listés dans les décrets du 13 juillet 2024 et du 14 septembre 2015 susvisés sont arrêtés aux valeurs figurant dans les tableaux consultables sur le site internet de l'Institut national de la statistique et des études économiques (www.insee.fr). Ces valeurs sont établies au 1er janvier 2020 pour les départements de France métropolitaine, au 1er janvier 2018 pour les départements d'outre-mer (hors Mayotte) et correspondent aux résultats des recensements de la population effectués en 2017 à Mayotte et en Polynésie française.

Art. 2. — L'arrêté du 18 novembre 2021 authentifiant les populations des quartiers prioritaires de la politique de la ville est abrogé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 16 juillet 2024.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques,

J.-L. TAVERNIER

Arrêté du 11 juillet 2024 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 4 applicable aux services publics à caractère industriel et commercial des communes et de leurs groupements en Polynésie française (*rectificatif*)

NOR : ETA24300589AR

Rectificatif au *Journal officiel* de la République française n° 169 du 17 juillet 2024, texte n° 16 :

L'arrêté du 11 juillet 2024 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 4 applicable aux services publics à caractère industriel et commercial des communes et de leurs groupements en Polynésie française est complété de l'annexe suivante :

« ANNEXE

PLAN DE COMPTES M4 COM (PACIFIQUE)

Classe 1. - Comptes de capitaux

10 > DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES

102 > Dotations et fonds d'investissement

1021 > Dotation

1022 > Fonds d'investissement

10223 > Dotation territoriale pour l'investissement des communes

10228 > Autres fonds

10229 > Reprise sur dotations et autres fonds d'investissement

102293 > Reprise sur dotation territoriale pour l'investissement des communes

102298 > Reprise sur autres fonds

1025 > Dons et legs en capital

10251 > Dons et legs en capital

10259 > Reprise sur dons et legs en capital

1027 > Mise à disposition (chez le bénéficiaire)

105 > Écarts de réévaluation

1051 > Réserve spéciale de réévaluation

1052 > Écart de réévaluation libre

1053 > Réserve de réévaluation

106 > Réserves

1064 > Réserves réglementées

1068 > Autres réserves

11 > REPORT À NOUVEAU (solde créditeur ou débiteur)

110 > Report à nouveau (solde créditeur)

119 > Report à nouveau (solde débiteur)

12 > RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)

13 > SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

131 > Subventions d'équipement

1311 > État et établissements nationaux

1312 > Territoires

1313 > Provinces de Nouvelle-Calédonie

1314 > Communes (Polynésie française et Nouvelle-Calédonie) et circonscriptions (Wallis-et-Futuna)

13141 > Communes et circonscriptions membres du GFP

13148 > Autres communes et circonscriptions

1315 > Groupements de collectivités

13151 > GFP de rattachement

13158 > Autres groupements

1316 > Autres établissements publics locaux

1317 > Budget communautaire et fonds structurels

1318 > Autres

133 > Fonds affectés à l'équipement

1331 > Dotation d'équipement des territoires ruraux

1332 > Produit du relèvement du tarif des amendes relatives à la circulation routière

1333 > PAE (Plan d'aménagement d'ensemble)

1334 > Participations pour non-réalisation d'aires de stationnement

1335 > Produit des amendes relatives à la circulation routière

1336 > Participations pour voiries et réseaux

1337 > Fonds intercommunal de péréquation

1338 > Autres

139 > Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat

1391 > Subventions d'équipement

13911 > Etat et établissements nationaux

13912 > Territoires

13913 > Provinces de Nouvelle-Calédonie

13914 > Communes (Polynésie française et Nouvelle-Calédonie) et circonscriptions (Wallis-et-Futuna)

139141 > Communes et circonscriptions membres du GFP

139148 > Autres communes et circonscriptions

13915 > Groupements de collectivités

139151 > GFP de rattachement

139158 > Autres groupements

13916 > Autres établissements publics locaux

13917 > Budget communautaire et Fonds structurels

13918 > Autres

1393 > Fonds affectés à l'équipement

13931 > Dotation d'équipement des territoires ruraux

13932 > Produit du relèvement du tarif des amendes relatives à la circulation routière

13933 > PAE (Plan d'aménagement d'ensemble)

13934 > Participations pour non-réalisation d'aires de stationnement

13935 > Produit des amendes relatives à la circulation routière

13936 > Participations pour voiries et réseaux

13937 > Fonds intercommunal de péréquation

13938 > Autres

14 > PROVISIONS RÉGLEMENTÉES ET AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

145 > Amortissements dérogatoires

146 > Provision spéciale de réévaluation

148 > Autres provisions réglementées

15 > PROVISIONS

151 > Provisions pour risques

1511 > Provisions pour litiges et contentieux

15111 > Provisions pour litiges et contentieux (non budgétaires)

15112 > Provisions pour litiges et contentieux (budgétaires)

1514 > Provisions pour amendes et pénalités

15141 > Provisions pour amendes et pénalités (non budgétaires)

15142 > Provisions pour amendes et contentieux (budgétaires)

1515 > Provisions pour pertes de change

15151 > Provisions pour pertes de change (non budgétaires)

15152 > Provisions pour pertes de change (budgétaires)

1516 > Provisions de propre assureur

15161 > Provisions de propre assureur (non budgétaires)

15162 > Provisions de propre assureur (budgétaires)

1517 > Provisions pour garanties d'emprunts

15171 > Provisions pour garanties d'emprunts (non budgétaires)

15172 > Provisions pour garanties d'emprunts (budgétaires)

1518 > Autres provisions pour risques

15181 > Autres provisions pour risques (non budgétaires)

15182 > Autres provisions pour risques (budgétaires)

152 > Provisions pour risques et charges sur emprunts

1521 > Provisions pour risques et charges sur emprunts (non budgétaires)

1522 > Provisions pour risques et charges sur emprunts (budgétaires)

153 > Provisions pour pensions et obligations similaires

1531 > Provisions pour pensions et obligations similaires (non budgétaires)

1532 > Provisions pour pensions et obligations similaires (budgétaires)

155 > Provisions pour impôts

1551 > Provisions pour impôts (non budgétaires)

1552 > Provisions pour impôts (budgétaires)

156 > Provisions pour renouvellement des immobilisations (concessionnaires)

1561 > Provisions pour renouvellement des immobilisations (non budgétaires)

- 1562 > Provisions pour renouvellement des immobilisations (budgétaires)
- 157 > Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices
- 1572 > Provisions pour gros entretien et grandes révisions
- 15721 > Provisions pour gros entretien et grandes révisions (non budgétaires)
- 15722 > Provisions pour gros entretien et grandes révisions (budgétaires)
- 158 > Autres provisions pour risques et charges
- 1581 > Autres provisions pour risques et charges (non budgétaires)
- 1582 > Autres provisions pour risques et charges (budgétaires)
- 16 > EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES
- 163 > Emprunts obligataires
- 1631 > Emprunts obligataires
- 16311 > Emprunts obligataires remboursables *in fine*
- 16318 > Autres emprunts obligataires
- 1632 > Opérations sur capital remboursable *in fine*
- 164 > Emprunts auprès des établissements de crédit
- 1641 > Emprunts en XPF
- 1643 > Emprunts en devises (dont euros)
- 1644 > Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie
- 16441 > Opérations afférentes à l'emprunt
- 16449 > Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie
- 1645 > Remboursements temporaires sur emprunts auprès des établissements de crédit
- 16451 > Remboursements temporaires sur emprunts en XPF
- 16453 > Remboursements temporaires sur emprunts en devises (dont euros)
- 165 > Dépôts et cautionnements reçus
- 166 > Refinancement de dette
- 167 > Emprunts et dettes assortis de conditions particulières
- 1671 > Avances consolidées du Trésor
- 1675 > Dettes afférentes aux PPP
- 1676 > Dettes envers locataires-acquéreurs
- 1678 > Autres emprunts et dettes assortis de conditions particulières
- 168 > Autres emprunts et dettes assimilées
- 1681 > Autres emprunts
- 16811 > Organismes d'assurances
- 16812 > Entreprises non financières
- 16813 > Particuliers
- 16814 > Étrangers
- 16818 > Autres prêteurs
- 1682 > Bons à moyen terme négociables

1687 > Autres dettes

16871 > État et établissements nationaux

16872 > Territoire

16873 > Provinces

16874 > Communes

168741 > Communes membres du GFP

168748 > Autres communes

16875 > Groupements de collectivités

168751 > GFP de rattachement

168758 > Autres groupements

16876 > Autres établissements publics locaux

16878 > Autres organismes et particuliers

1688 > Intérêts courus

16883 > Intérêts courus sur emprunts obligataires

16884 > Intérêts courus sur emprunts auprès des établissements de crédit

16885 > Intérêts courus sur dépôts et cautionnements reçus

16887 > Intérêts courus sur emprunts et dettes assortis de conditions particulières

16888 > Intérêts courus sur autres emprunts et dettes assimilées

169 > Primes de remboursement des obligations

18 > COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION (BUDGETS ANNEXES - RÉGIES NON PERSONNALISÉES)

181 > Compte de liaison : affectation

Classe 2. - Comptes d'immobilisations

20 > IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

201 > Frais d'établissement

203 > Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion

2031 > Frais d'études

2032 > Frais de recherche et de développement

2033 > Frais d'insertion

205 > Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires

2051 > Concessions et droits assimilés

2053 > Droit de superficie

206 > Droit au bail

207 > Fonds commercial

208 > Autres immobilisations incorporelles

2087 > Immobilisations incorporelles reçues au titre d'une mise à disposition

2088 > Autres immobilisations incorporelles

21 > IMMOBILISATIONS CORPORELLES

211 > Terrains

2111 > Terrains nus

2112 > Terrains de voirie

2113 > Terrains aménagés autres que voirie

2114 > Terrains de gisement

2115 > Terrains bâtis

2117 > Bois et forêts

2118 > Autres terrains

212 > Agencements et aménagements de terrains

2121 > Terrains nus

2125 > Terrains bâtis

2128 > Autres agencements et aménagements de terrains

213 > Constructions

2131 > Bâtiments

2135 > Installations générales, agencements, aménagements des constructions

2137 > Ouvrages hydrauliques de génie civil

2138 > Autres constructions

214 > Constructions sur sol d'autrui

2141 > Bâtiments

2143 > Droit de superficie

2145 > Installations générales, agencements, aménagements

2147 > Ouvrages hydrauliques de génie civil

2148 > Autres constructions

215 > Installations, matériels et outillage techniques

2151 > Installations complexes spécialisées

2152 > Installations de voirie

2153 > Installations à caractère spécifique

21531 > Réseaux d'adduction d'eau

21532 > Réseaux d'assainissement

21533 > Réseaux câblés

21534 > Réseaux d'électrification

21535 > Éclairage public

21538 > Autres réseaux

2154 > Matériel industriel

21541 > Électricité

21545 > Éclairage public

21548 > Autres

2155 > Outillage industriel

21551 > Électricité

21555 > Éclairage public

21558 > Autres

2156 > Matériel spécifique d'exploitation

21561 > Service de distribution d'eau

21562 > Service d'assainissement

21563 > Appareils de comptage électrique

21568 > Autres

2157 > Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels

21571 > Service électricité

215711 > Matériel minier

215712 > Matériel de levage, manutention, forage et terrassement

215713 > Groupes électrogènes de secours

215718 > Autres matériel et outillage industriels

21575 > Éclairage public

21578 > Autres

2158 > Autres

216 > Collections et œuvres d'art

217 > Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition

2171 > Terrains

21711 > Terrains nus

21712 - Terrains de voirie

21713 - Terrains aménagés autres que voirie

21714 - Terrains de gisement

21715 > Terrains bâtis

21718 > Autres terrains

2172 > Agencements et aménagements de terrains

21721 > Terrains nus

21725 > Terrains bâtis

21728 > Autres agencements et aménagements de terrains

2173 > Constructions

21731 > Bâtiments

21735 > Installations générales, agencements, aménagements des constructions

21738 > Autres constructions

2174 > Constructions sur sol d'autrui

21741 > Bâtiments

21745 > Installations générales, agencements, aménagements

21748 > Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions

2175 > Installations, matériel et outillage techniques

21751 > Installations complexes spécialisées

21752 > Installations de voirie

21753 > Installations à caractère spécifique

217531 > Réseaux d'adduction d'eau

217532 > Réseaux d'assainissement

217533 > Réseaux câblés

217534 > Réseaux d'électrification

217535 > Éclairage public

217538 > Autres

21754 > Matériel industriel

217541 > Électricité

217545 > Éclairage public

217548 > Autres

21755 > Outillage industriel

217551 > Électricité

217555 > Éclairage public

217558 > Autres

21756 > Matériel spécifique d'exploitation

217561 > Service de distribution d'eau

217562 > Service d'assainissement

217563 > Appareils de comptage électrique

217568 > Autres

21757 > Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels

21758 > Autres

2178 > Autres immobilisations corporelles reçues au titre d'une mise à disposition

21782 > Matériel de transport

21783 > Matériel de bureau et matériel informatique

21784 > Mobilier

21785 > Cheptel

21786 > Emballages récupérables

21788 > Autres

218 > Autres immobilisations corporelles

2181 > Installations générales, agencements, aménagements divers

2182 > Matériel de transport

2183 > Matériel de bureau et matériel informatique

2184 > Mobilier

2185 > Cheptel

2186 > Emballages récupérables

2188 > Autres

22 > IMMOBILISATIONS REÇUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION

221 > Terrains

2211 > Terrains nus

2213 - Terrains aménagés autres que voirie

2214 - Terrains de gisement

2215 > Terrains bâtis

2218 > Autres terrains

222 > Agencements et aménagements de terrains

2221 > Terrains nus

2225 > Terrains bâtis

2228 > Autres agencements et aménagements de terrains

223 > Constructions

2231 > Bâtiments

2235 > Installations générales, agencements, aménagements des constructions

2238 > Autres constructions

224 > Constructions sur sol d'autrui

2241 > Constructions sur sol d'autrui - Bâtiments

2245 > Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements, aménagements

2248 > Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions

225 > Installations, matériel et outillage techniques

2251 > Installations complexes spécialisées

2253 > Installations à caractère spécifique

22531 > Réseaux d'adduction d'eau

22532 > Réseaux d'assainissement

22533 > Réseaux câblés

22534 > Réseaux d'électrification

22535 > Éclairage public

22538 > Autres

2254 > Matériel industriel

22541 > Service électricité

225411 > Matériel minier

225412 > Matériel de levage, manutention, forage et terrassement

225413 > Groupes électrogènes de secours

225418 > Autres matériel et outillage industriels

22548 > Autres

2255 > Outillage industriel

22551 > Électricité

22555 > Éclairage public

22558 > Autres

2256 > Matériel spécifique d'exploitation

22561 > Service de distribution d'eau

22562 > Service d'assainissement

22563 > Appareils de comptage électrique

22568 > Autres

2257 > Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels

22571 > Service électricité

225711 > Matériel minier

225712 > Matériel de levage, manutention, forage et terrassement

225713 > Groupes électrogènes de secours

225718 > Autres matériel et outillage industriels

22575 > Éclairage public

22578 > Autres

2258 > Autres

226 > Collections et œuvres d'art

228 > Autres immobilisations corporelles

2281 > Installations générales, agencements et aménagements divers

2282 > Matériel de transport

2283 > Matériel de bureau et matériel informatique

2284 > Mobilier

2285 > Cheptel

2286 > Emballages récupérables

2288 > Autres

229 > Droits de l'affectant

2292 > Territoires

2293 > Provinces de Nouvelle-Calédonie

2294 > Communes (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française) et circonscriptions (Wallis-et-Futuna)

2295 > EPCI

2298 > Autres

23 > IMMOBILISATIONS EN COURS

231 > Immobilisations corporelles en cours

2312 > Terrains

2313 > Constructions

2314 > Constructions sur sol d'autrui

2315 > Installations, matériel et outillage techniques

2316 > Collections et œuvres d'art

2317 > Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition

2318 > Autres immobilisations corporelles

232 > Immobilisations incorporelles en cours

235 > Part investissement PPP

237 > Avances versées sur commandes d'immobilisations incorporelles

238 > Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles

24 > IMMOBILISATIONS AFFECTÉES, CONCÉDÉES, AFFERMÉES OU MISES À DISPOSITION

241 > Mises en concession ou en affermage

242 > Mises à disposition dans le cadre du transfert de compétences

243 > Mises en affectation à une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière

246 > Mises en affectation à un établissement public de coopération intercommunale

248 > Autres mises en affectation ou mises à disposition

249 > Droits du remettant

2491 > Mises en concession ou en affermage

2492 > Mises à disposition dans le cadre du transfert de compétences

2493 > Mises en affectation à une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière

2496 > Mises en affectation à un établissement public de coopération intercommunale

2498 > Autres mises en affectation ou mises à disposition

26 > PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHÉES À DES PARTICIPATIONS

261 > Titres de participation

266 > Autres formes de participation

269 > Versements restant à effectuer sur titres de participation non libérés

27 > AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

271 > Titres immobilisés (droit de propriété)

272 > Titres immobilisés (droit de créance)

273 > Comptes de placements (long terme)

2731 > Comptes de placements rémunérés

274 > Prêts

275 > Dépôts et cautionnements versés

276 > Autres créances immobilisées

2761 > Créances pour avances en garantie d'emprunt

2762 > Créance sur transfert de droits à déduction de TVA - TGC

2763 > Créances sur des collectivités publiques

27631 > État et établissements nationaux

27632 > Territoires

27633 > Provinces de Nouvelle-Calédonie

27634 > Communes (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française) et circonscriptions (Wallis-et-Futuna)

276341 > Communes et circonscriptions membres du GFP

276348 > Autres communes et circonscriptions

27635 > Groupements de collectivités et collectivités à statut particulier

276351 > GFP de rattachement

276358 > Autres groupements

27638 > Autres établissements publics

2764 > Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé

2766 > Créances pour locations-acquisitions

2768 > Intérêts courus

27682 > Intérêts courus sur titres immobilisés (droit de créance)

27684 > Intérêts courus sur prêts

27685 > Intérêts courus sur dépôts et cautionnements

27688 > Intérêts courus sur créances diverses

279 > Versements restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés

28 > AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS

280 > Amortissements des immobilisations incorporelles

2801 > Frais d'établissement

2803 > Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion

28031 > Frais d'études

28032 > Frais de recherche et de développement

28033 > Frais d'insertion

2805 > Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires

2807 > Fonds commercial

2808 > Autres immobilisations incorporelles

28087 > Immobilisations incorporelles reçues au titre d'une mise à disposition

28088 > Autres immobilisations incorporelles

281 > Amortissements des immobilisations corporelles

2812 > Agencements, aménagements de terrains

28121 > Terrains nus

28125 > Terrains bâtis

28128 > Autres agencements et aménagements de terrains

2813 > Constructions

28131 > Bâtiments

28135 > Installations générales, agencements, aménagements des constructions

28137 > Ouvrages hydrauliques de génie civil

28138 > Autres constructions

2814 > Constructions sur sol d'autrui

28141 > Bâtiments

28143 > Droit de superficie

28145 > Installations générales, agencements, aménagements des constructions

28147 > Ouvrages hydrauliques de génie civil

28148 > Autres constructions

2815 > Installations, matériel et outillage techniques

28151 > Installations complexes spécialisées

28152 > Installations de voirie

28153 > Installations à caractère spécifique

281531 > Réseaux d'adduction d'eau

281532 > Réseaux d'assainissement

281533 > Réseaux câblés

281534 > Réseaux d'électrification

281535 > Éclairage public

281538 > Autres réseaux

28154 > Matériel industriel

281541 > Électricité

281545 > Éclairage public

281548 > Autres

28155 > Outillage industriel

281551 > Électricité

281555 > Éclairage public

281558 > Autres

28156 > Matériel spécifique d'exploitation

281561 > Service de distribution d'eau

281562 > Service d'assainissement

281563 > Appareils de comptage électrique

281568 > Autres

28157 > Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels

281571 > Service électricité

2815711 > Matériel minier

2815712 > Matériel de levage, manutention, forage et terrassement

2815713 > Groupes électrogènes de secours

2815718 > Autres matériel et outillage industriels

281575 > Éclairage public

281578 > Autres

28158 > Autres

2817 > Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition

28172 > Agencements et aménagements de terrains

28173 > Constructions

28174 > Constructions sur sol d'autrui

28175 > Installations, matériel et outillage techniques

28178 > Autres immobilisations corporelles

2818 > Autres immobilisations corporelles

28181 > Installations générales, agencements et aménagements divers

28182 > Matériel de transport

28183 > Matériel de bureau et matériel informatique

28184 > Mobilier

28185 > Cheptel

28186 > Emballages récupérables

28188 > Autres

282 > Amortissements des immobilisations reçues en affectation ou en concession

2822 > Agencements et aménagements de terrains

2823 > Constructions

2824 > Constructions sur sol d'autrui

2825 > Installations, matériel et outillage techniques

2828 > Autres immobilisations corporelles

29 > DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS

290 > Dépréciations des immobilisations incorporelles

2905 > Marques, procédés, droits et valeurs similaires

2906 > Droit au bail

2907 > Fonds commercial

2908 > Autres immobilisations incorporelles

29087 > Immobilisations incorporelles reçues au titre d'une mise à disposition

29088 > Autres immobilisations incorporelles

291 > Dépréciations des immobilisations corporelles

2911 > Terrains

29111 > Terrains nus

29112 > Terrains de voirie

29113 > Terrains aménagés autres que voirie

29114 > Terrains de gisement

29115 > Terrains bâtis

29117 > Bois et forêts

29118 > Autres terrains

2912 > Agencements et aménagements de terrains

29121 > Terrains nus

29125 > Terrains bâtis

29128 > Autres agencements et aménagements de terrains

2913 > Constructions

29131 > Bâtiments

29135 > Installations générales, agencements, aménagements des constructions

29137 > Ouvrages hydrauliques de génie civil

29138 > Autres constructions

2914 > Constructions sur sol d'autrui

29141 > Bâtiments

29143 > Droit de superficie

29145 > Installations générales, agencements, aménagements

29147 > Ouvrages hydrauliques de génie civil

29148 > Autres constructions

2915 > Installations, matériels et outillages techniques

29151 > Installations complexes spécialisées

29152 > Installations de voirie

29153 > Installations à caractère spécifique

29154 > Matériel industriel

29155 > Outillage industriel

29156 > Matériel spécifique d'exploitation

29157 > Agencements et aménagements des matériel et outillage industriels

29158 > Autres

2916 > Collections et œuvres d'art

2917 > Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition

29171 > Terrains

29172 > Agencements et aménagements de terrains

29173 > Constructions

29174 > Constructions sur sol d'autrui

29175 > Installations, matériels et outillages techniques

29178 > Autres immobilisations corporelles reçues au titre d'une mise à disposition

2918 > Autres immobilisations corporelles

29181 > Installations générales, agencements, aménagements divers

29182 > Matériel de transport

29183 > Matériel de bureau et matériel informatique

29184 > Mobilier

29185 > Cheptel

29186 > Emballages récupérables

29188 > Autres

292 > Dépréciations des immobilisations reçues en concession

2921 > Terrains

2922 > Agencements et aménagements de terrains

2923 > Constructions

2924 > Constructions sur sol d'autrui

2925 > Installations, matériel et outillage techniques

2928 > Autres immobilisations corporelles

293 > Dépréciations des immobilisations en cours

2931 > Immobilisations corporelles en cours

2932 > Immobilisations incorporelles en cours

296 > Dépréciations des participations et créances rattachées à des participations

2961 > Titres de participation

2966 > Autres formes de participation

297 > Dépréciations des autres immobilisations financières

2971 > Titres immobilisés - Droit de propriété

2972 > Titres immobilisés - Droit de créance

2974 > Prêts

2975 > Dépôts et cautionnements versés

2976 > Autres créances immobilisées

29761 > Créances pour avances en garanties d'emprunt

29762 > Créances sur transfert de droits à déduction de TVA - TGC

29763 > Créances sur des collectivités publiques

29764 > Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé

29766 > Créances pour locations-acquisitions

29768 > Intérêts courus

297682 > Intérêts courus sur titres immobilisés (droit de créance)

297684 > Intérêts courus sur prêts

297685 > Intérêts courus sur dépôts et cautionnements

297688 > Intérêts courus sur créances diverses

Classe 3. - Comptes de stocks et en-cours

31 > MATIÈRES PREMIÈRES ET ASSIMILÉES

313 > Matières premières et fournitures

315 > Terrains à aménager

318 > Autres

32 > AUTRES APPROVISIONNEMENTS

321 > Matières consommables

322 > Fournitures consommables

3221 > Combustibles et carburants

3222 > Produits d'entretien

3223 > Fournitures d'atelier et d'usine

3224 > Fournitures de magasin

3225 > Fournitures administratives

3226 > Vêtements de travail

3227 > Fournitures scolaires

3228 > Autres fournitures consommables

323 > Travaux

325 > Tabacs

326 > Emballages

33 > EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS

331 > Produits en cours

335 > Travaux en cours

3351 > Terrains

3354 > Études et prestations de services

3355 > Travaux

3358 > Frais annexes

33581 > Frais accessoires

33586 > Frais financiers

34 > EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES

341 > Études en cours

345 > Prestations de service en cours

348 > Autres en-cours de production de services

35 > STOCKS DE PRODUITS

351 > Produits intermédiaires

355 > Produits finis

3551 > Produits finis (autres que terrains aménagés)

3555 > Terrains aménagés

358 > Produits résiduels (ou matières de récupération)

37 > STOCKS DE MARCHANDISES ET DE TERRAINS NUS

39 > DÉPRÉCIATIONS DES STOCKS ET EN-COURS

391 > Dépréciations des matières premières et assimilées

392 > Dépréciations des autres approvisionnements

393 > Dépréciations des en-cours de production de biens

394 > Dépréciations des en-cours de production de services

395 > Dépréciations des stocks de produits

397 > Dépréciations des stocks de marchandises

Classe 4. - Comptes de tiers

40 > FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

401 > Fournisseurs

- 4011 > Fournisseurs
- 4012 > Fournisseurs - Exercice précédent¹
- 4014 > Fournisseurs - Exercices antérieurs²
- 4017 > Fournisseurs - Retenues de garantie, oppositions et pénalités de retard d'exécution des marchés
- 40171 > Fournisseurs - Retenues de garantie
- 40172 > Fournisseurs - Cessions, Oppositions
- 40173 > Fournisseurs - Pénalités de retard d'exécution des marchés publics
- 402 > Fournisseurs de terrains ou constructions stockés
- 4021 > Fournisseurs de terrains ou constructions stockés
- 4027 > Fournisseurs de terrains ou constructions stockés - Oppositions
- 403 > Fournisseurs - Effets à payer
- 404 > Fournisseurs d'immobilisations
- 4041 > Fournisseurs d'immobilisations
- 4042 > Fournisseurs d'immobilisations - Exercice précédent³
- 4044 > Fournisseurs d'immobilisations - Exercices antérieurs⁴
- 4047 > Fournisseurs - Retenues de garantie, oppositions et pénalités de retard d'exécution des marchés
- 40471 > Fournisseurs d'immobilisations - Retenues de garantie
- 40472 > Fournisseurs d'immobilisations - Cessions, oppositions
- 40473 > Fournisseurs d'immobilisations - Pénalités de retard d'exécution des marchés publics
- 405 > Fournisseurs d'immobilisations - Effets à payer
- 407 > Fournisseurs - Différences de conversion
- 4071 > Fournisseurs - Différences de conversion
- 4074 > Fournisseurs d'immobilisations - Différences de conversion
- 408 > Fournisseurs - Factures non parvenues
- 409 > Fournisseurs débiteurs
- 4091 > Fournisseurs - Avances versées sur commandes
- 4096 > Fournisseurs - Créances pour emballages et matériel à rendre
- 4097 > Fournisseurs - Autres avoirs
- 4098 > Rabais, remises, ristournes à obtenir et autres avoirs non encore reçus
- 41 > CLIENTS ET COMPTES RATTACHES
- 411 > Clients
- 4111 > Clients - Exercice courant⁵
- 4112 > Clients - Exercice précédent⁶
- 4114 > Clients - Exercices antérieurs⁷
- 412 > Clients - Redevances agences de l'eau
- 413 > Clients - Effets à recevoir
- 414 > Locataires-acquéreurs et locataires
- 4141 > Locataires - acquéreurs et locataires - Exercice courant⁸

- 4142 > Locataires - acquéreurs et locataires - Exercice précédent⁹
- 4144 > Locataires - acquéreurs et locataires - Exercices antérieurs¹⁰
- 415 > Traites de bois (régime forestier)
- 416 > Clients douteux
- 4161 > Créances douteuses
- 4162 > Créances irrécouvrables admises par le juge des comptes
- 417 > Clients - Différences de conversion
- 418 > Clients - Produits non encore facturés
- 4181 > Clients - Produits non encore facturés
- 4182 > Acquéreurs de terrains aménagés stockés - Produits non encore facturés
- 419 > Clients créditeurs
- 4191 > Clients - Avances et acomptes reçus sur commandes
- 4196 > Clients - Dettes pour emballages et matériels consignés
- 4197 > Clients - Autres avoirs
- 4198 > Rabais, remises, ristournes à accorder et autres avoirs à établir
- 42 > PERSONNEL ET COMPTES RATTACHES
- 421 > Personnel - Rémunérations dues
- 4211 > Personnel - Rémunérations dues - Exercice courant¹¹
- 4212 > Personnel - Rémunérations dues - Exercice précédent¹²
- 4214 > Personnel - Rémunérations dues - Exercices antérieurs¹³
- 422 > Comité d'entreprise, œuvres sociales
- 424 > Participation des salariés aux résultats
- 425 > Personnel - Acomptes
- 427 > Personnel - Oppositions
- 428 > Personnel - Charges à payer et produits à recevoir
- 4282 > Dettes provisionnées pour congés à payer
- 4284 > Dettes provisionnées pour participation des salariés aux résultats
- 4286 > Autres charges à payer
- 4287 > Produits à recevoir
- 429 > Déficits et débits des comptables et régisseurs
- 43 > SÉCURITÉ SOCIALE ET AUTRES ORGANISMES SOCIAUX
- 431 > Sécurité sociale et assimilés
- 437 > Autres organismes sociaux
- 438 > Organismes sociaux - Charges à payer et produits à recevoir
- 4382 > Charges sociales sur congés à payer
- 4386 > Autres charges à payer
- 4387 > Produits à recevoir
- 44 > ÉTAT ET AUTRES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES

441 > État et autres collectivités - Subventions à recevoir

4411 > État et autres collectivités publiques - Subventions à recevoir

4412 > Fonds de soutien

44121 > Sortie des emprunts à risques avec IRA capitalisées

44122 > Sortie des emprunts à risques sans IRA capitalisées

442 > État - Impôts et taxes recouvrables sur des tiers

443 > Opérations particulières avec l'Etat, les collectivités publiques

4431 > État

44311 > Dépenses

44312 > Recettes

4432 > Territoires

44321 > Dépenses

44322 > Recettes

4433 > Provinces de Nouvelle-Calédonie

44331 > Dépenses

44332 > Recettes

4434 > Communes (Polynésie française et Nouvelle-Calédonie) et circonscriptions (Wallis-et-Futuna)

44341 > Dépenses

44342 > Recettes

4435 > Groupements de collectivités et collectivités à statut particulier

44351 > Dépenses

44352 > Recettes

4438 > Autres établissements publics locaux

44381 > Dépenses

44382 > Recettes

444 > Impôts sur les bénéfices

445 > Taxes sur le chiffre d'affaires

4452 > TVA intracommunautaire due

4453 > TVA due à l'importation

4455 > Taxes sur le chiffre d'affaires à décaisser

44551 > TVA - TGC à décaisser

44558 > Taxes assimilées à la TVA ou à la TGC

4456 > Taxes sur le chiffre d'affaires déductibles

44562 > TVA - TGC sur immobilisations

44566 > TVA - TGC sur autres biens et services

44567 > Crédit de TVA - TGC à reporter

44568 > Taxes assimilées à la TVA ou à la TGC

4457 > Taxes sur le chiffre d'affaires collectées

44571 > TVA - TGC collectée

44578 > Taxes assimilées à la TVA ou la TGC

4458 > Taxes sur le chiffre d'affaires à régulariser ou en attente

44581 > Acomptes - Régime simplifié d'imposition

44583 > Remboursement de taxes sur le chiffre d'affaires demandé

44585 > TVA - TGC à régulariser - Retenue de garantie

44588 > Autres taxes sur le chiffre d'affaires à régulariser ou en attente

445884 > TVA - TGC déduite sur avances versées - Régime des encaissements

445885 > TVA - TGC décaissée sur avances reçues - Régime des encaissements

445886 > TVA - TGC à déduire lors du paiement - Régime des encaissements

445888 > Autres taxes sur le chiffre d'affaires à régulariser ou en attente

447 > Autres impôts, taxes et versements assimilés

448 > État - Charges à payer et produits à recevoir

4482 > Charges fiscales sur congés à payer

4486 > Charges à payer

4487 > Produits à recevoir

449 > Quotas d'émission de GES à acquérir

45 > COMPTABILITÉ DISTINCTE RATTACHÉE

451 > Compte de rattachement avec... (à subdiviser)

454 > Travaux effectués d'office pour le compte de tiers

4541 > Dépenses

4542 > Recettes

455 > Recettes sur rôle pour le compte de tiers

4551 > Redevable sur rôle pour le compte de tiers

4557 > Produits sur rôle pour le compte de tiers

4558 > TVA - TGC sur rôle pour le compte de tiers

45581 > TVA - TGC sur rôle pour le compte de tiers - Prise en compte

45582 > TVA - TGC sur rôle pour le compte de tiers - Encaissements

4559 > Versements sur rôle pour le compte de tiers

45591 > Versements sur rôle pour le compte de tiers - Produits

45592 > Versements sur rôle pour le compte de tiers - TVA- TGC

457 > Opérations d'investissement pour tiers coutumiers

4571 > Dépenses

4572 > Recettes

458 > Opérations pour le compte de tiers (à subdiviser par opération)

4581 > Dépenses (à subdiviser par opération)

4582 > Recettes (à subdiviser par opération)

46 > DÉBITEURS ET CRÉDITEURS DIVERS

461 > Dons et legs en instance

462 > Créances sur cessions d'immobilisations

463 > Emprunts souscrits dans le public gérés par la collectivité

4631 > Souscriptions reçues

4632 > Intérêts à payer

4633 > Titres amortis (ou capital) à rembourser

464 > Encaissements pour le compte de tiers (hors rôles)

465 > Avances en garantie d'emprunt

466 > Excédents de versement

467 > Autres comptes débiteurs ou créditeurs

4671 > Autres comptes créditeurs

46711 > Autres comptes créditeurs - Exercice courant14

46712 > Autres comptes créditeurs - Exercice précédent15

46714 > Autres comptes créditeurs - Exercices antérieurs16

46717 > Autres comptes créditeurs - Cessions, oppositions

4672 > Autres comptes débiteurs

46721 > Débiteurs divers - Exercice courant17

46722 > Débiteurs divers - Exercice précédent18

46724 > Débiteurs divers - Exercices antérieurs19

4673 > Cotisations interprofessionnelles

4674 > Opérations avec des régisseurs intéressés

4675 > Mandataires - Opérations déléguées - Recettes

4677 > Débiteurs et créditeurs divers - Différences de conversion

46771 > Créditeurs divers - Différences de conversion

46772 > Débiteurs divers - Différences de conversion

468 > Divers - Charges à payer et produits à recevoir

4686 > Charges à payer

4687 > Produits à recevoir

47 > COMPTES TRANSITOIRES OU D'ATTENTE

471 > Recettes à classer ou à régulariser

4711 > Versements des régisseurs

4712 > Virements réimputés

4713 > Recettes perçues avant émission des titres

47131 > Versements sur contributions directes

47132 > Versements sur dotation globale de fonctionnement

47133 > Fonds d'emprunt

47134 > Subventions

47138 > Autres

4714 > Recettes à réimputer

47141 > Recettes perçues en excédent à réimputer

471411 > Excédents à réimputer - Personnes physiques

471412 > Excédents à réimputer - Personnes morales

47142 > Frais de saisie perçus avant prise en charge

47143 > Flux d'encaissement à réimputer

4715 > Recettes à ventiler - Cartes multiservices

4716 > Versements des mandataires

4718 > Autres recettes à régulariser

472 > Dépenses à classer ou à régulariser

4721 > Dépenses réglées sans mandatement préalable

47211 > Remboursements d'annuités d'emprunts

47218 > Autres dépenses

4722 > Commissions bancaires en instance de mandatement (carte bancaire)

4727 > Avances pour achat de valeurs mobilières

4728 > Autres dépenses à régulariser

473 > Dépenses à l'étranger

475 > Recettes sur rôle

4751 > Redevables sur rôle

4757 > Produits sur rôle

4758 > TVA - TGC sur rôle

4759 > Versement du tiers en charge du rôle

476 > Différence de conversion - Actif

4761 > Diminution des créances

47611 > Diminution des prêts

47612 > Diminution d'autres créances

4762 > Augmentation des dettes

47621 > Augmentation d'emprunts et dettes assimilées

47622 > Augmentation d'autres dettes

4768 > Différences compensées par couverture de change

477 > Différences de conversion - Passif

4771 > Augmentation des créances

47711 > Augmentation des prêts

47712 > Augmentation d'autres créances

4772 > Diminution des dettes

47721 > Diminution d'emprunts et dettes assimilées

47722 > Diminution d'autres dettes

4778 > Différences compensées par couverture de change

478 > Autres comptes transitoires

4781 > Frais de poursuite rattachés

4784 > Arrondis sur déclaration de TVA - TGC

4788 > Autres comptes transitoires

48 > COMPTES DE RÉGULARISATION

481 > Charges à répartir sur plusieurs exercices

4815 > Charges liées à la crise sanitaire COVID-19

4816 > Frais d'émission des emprunts

4817 > Pénalités de renégociation de la dette

4818 > Charges à étaler

486 > Charges constatées d'avance

487 > Produits constatés d'avance

49 > DÉPRÉCIATIONS DES COMPTES DE TIERS

491 > Dépréciations des comptes de clients

496 > Dépréciations des comptes de débiteurs divers

Classe 5. - Comptes financiers

50 > VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

506 > Obligations

507 > Bons du Trésor et bons d'épargne OPT/PTT

508 > Autres valeurs mobilières de placement et autres créances assimilées

51 > BANQUES, ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET ASSIMILÉS

511 > Valeurs à l'encaissement

5112 > Chèques à encaisser

5113 > Effets à l'encaissement

5114 > Effets à l'escompte

5115 > Cartes bancaires à l'encaissement

5116 > TIP à l'encaissement

5117 > Valeurs impayées

51172 > Chèques impayés

51175 > Cartes bancaires impayées

51176 > TIP impayés

51178 > Autres valeurs impayées

5118 > Autres valeurs à l'encaissement

512 > Banques

514 > Chèques postaux

515 > Compte au trésor

516 > Compte de placements (court terme)

5161 > Comptes de placements rémunérés

5162 > Comptes à terme

517 > Autres organismes financiers

518 > Intérêts courus

5186 > Intérêts courus à payer

5187 > Intérêts courus à recevoir

519 > Concours financiers à court terme

5191 > Avances du Trésor

5192 > Avances de trésorerie

51921 > Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement (régies non personnalisées)

51928 > Autres avances de trésorerie

5193 > Lignes de crédit de trésorerie

51931 > Lignes de crédit de trésorerie

51932 > Lignes de crédit de trésorerie liées à un emprunt

5194 > Billets de trésorerie

5198 > Autres crédits de trésorerie

53 > CAISSE

54 > RÉGIES D'AVANCES ET ACCRÉDITIFS

541 > Disponibilités chez les régisseurs

5411 > Régisseurs d'avances (avances)

5412 > Régisseurs de recettes (fonds de caisse)

542 > Disponibilités chez d'autres tiers

5421 > Administrateurs de legs

5428 > Disponibilités chez d'autres tiers

55 > AVANCES DE TRÉSORERIE VERSÉES

551 > Avances à des établissements publics locaux

5511 > Avances aux établissements de santé

5512 > Avances aux organismes de regroupement en début d'activité

552 > Avances aux sociétés d'économie mixte

553 > Avances à des régies dotées de la seule autonomie financière

558 > Autres avances de trésorerie versées

5581 > Autres avances de trésorerie versées

5588 > Intérêts courus

58 > VIREMENTS INTERNES

580 > Opérations d'ordre budgétaire

584 > Encaissements par lecture optique

588 > Autres virements internes

589 > Compte technique CLARA reprise des balances d'entrée

59 > DÉPRÉCIATIONS DES COMPTES FINANCIERS

590 > Dépréciations des valeurs mobilières de placement

5906 > Obligations

5908 > Autres valeurs mobilières de placement et créances assimilées

595 > Dépréciations des avances de trésorerie versées

Classe 6. - Comptes de charges

60 > ACHATS ET VARIATION DES STOCKS

601 > Achats stockés - Matières premières (et fournitures)

6013 > Matières premières et fournitures

6015 > Terrains à aménager

6018 > Autres

6019 > Produits en atténuation de charges

602 > Achats stockés - Autres approvisionnements

6021 > Matières consommables

6022 > Fournitures consommables

60221 > Combustibles et carburants

60222 > Produits d'entretien

60223 > Fournitures d'atelier et d'usine

60224 > Fournitures de magasin

60225 > Fourniture de bureau

60226 > Vêtements de travail

60227 > Pièces de rechange

60228 > Autres fournitures consommables

6024 > Tabacs

6025 > Achats de gaz

6026 > Emballages

603 > Variations des stocks

6031 > Variation des stocks de matières premières (et fournitures)

6032 > Variation des stocks des autres approvisionnements

6037 > Variation des stocks de marchandises et de terrains nus

604 > Achats d'études et prestations de services

6041 > Achats d'études (autres que terrains à aménager)

6042 > Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)

6045 > Achats d'études, prestations de services (terrains à aménager)

605 > Achats de matériel, équipements et travaux

606 > Achats non stockés de matière et fournitures

6061 > Fournitures non stockables (eau, énergie...)

60611 > Eau et assainissement

60612 > Énergie - Électricité

60613 > Climatisation

60618 > Autres fournitures non stockables

6062 > Fournitures non stockées

60621 > Combustibles

60622 > Carburants

60623 > Alimentation

60624 > Produits de traitement

60628 > Autres fournitures non stockées

6063 > Fournitures d'entretien et de petit équipement

60631 > Fournitures d'entretien

60632 > Fournitures de petit équipement

60633 > Fournitures de voirie

60636 > Vêtements de travail

6064 > Fournitures administratives

6066 > Carburants

6068 > Autres matières et fournitures

607 > Achats de marchandises

6071 > Compteurs

6078 > Autres marchandises

608 > Frais accessoires d'achat

609 > Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats

6091 > de matières premières (et fournitures)

6092 > d'autres approvisionnements stockés

6094 > d'études et prestations de services

6095 > de matériel, équipements et travaux

6096 > d'approvisionnements non stockés

6097 > de marchandises

61/62 > AUTRES CHARGES EXTERNES

61 > SERVICES EXTÉRIEURS

611 > Sous-traitance générale

612 > Redevances de crédit-bail

6122 > Crédit-bail mobilier

6125 > Crédit-bail immobilier

613 > Locations, droits de passage et servitudes diverses

6132 > Locations immobilières

6135 > Locations mobilières

6136 > Mali sur emballages

6137 > Redevances, droits de passage et servitudes diverses

614 > Charges locatives et de copropriété

615 > Entretien et réparations

6152 > sur biens immobiliers

61521 > Terrains

61522 > Bâtiments

61523 > Voies et réseaux

61524 > Bois et forêts

61528 > Autres

6155 > sur biens mobiliers

61551 > Matériel roulant

61558 > Autres biens mobiliers

6156 > Maintenance

616 > Primes d'assurances

6161 > Multirisques

6162 > Assurance obligatoire dommage construction

6168 > Autres

617 > Études et recherches

618 > Divers

6182 > Documentation générale et technique

6184 > Versements à des organismes de formation

6185 > Frais de colloques et séminaires

6188 > Autres frais divers

619 > Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs

62 > AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS

621 > Personnel extérieur au service

6211 > Personnel intérimaire

6215 > Personnel affecté par la collectivité de rattachement

6218 > Autre personnel extérieur

622 > Rémunérations d'intermédiaires et honoraires

6221 > Commissions et courtages sur achats

6222 > Commissions et courtages sur ventes

6225 > Indemnités au comptable et aux régisseurs

6226 > Honoraires

6227 > Frais d'actes et de contentieux

6228 > Divers

623 > Publicité, publications, relations publiques

6231 > Annonces et insertions

6232 > Fêtes et cérémonies

- 6233 > Foires et expositions
- 6236 > Catalogues et imprimés
- 6237 > Publications
- 6238 > Divers
- 624 > Transports de biens et transports collectifs du personnel
- 6241 > Transports sur achats
- 6242 > Transports sur ventes
- 6244 > Transports administratifs
- 6247 > Transports collectifs du personnel
- 6248 > Divers
- 625 > Déplacements, missions et réceptions
- 6251 > Voyages et déplacements
- 6255 > Frais de déménagement
- 6256 > Missions
- 6257 > Réceptions
- 626 > Frais postaux et de télécommunications
- 6261 > Frais d'affranchissement
- 6262 > Frais de télécommunications
- 627 > Services bancaires et assimilés
- 628 > Divers
- 6281 > Concours divers (cotisations...)
- 6282 > Frais de gardiennage
- 6283 > Frais de nettoyage des locaux
- 6284 > Redevances pour services rendus
- 6287 > Remboursements de frais
- 62871 > à la collectivité de rattachement
- 62872 > Aux budgets annexes et aux régies
- 62875 > Aux membres du GFP
- 62876 > au GFP de rattachement
- 62878 > à des tiers
- 6288 > Autres
- 629 > Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs
- 63 > IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES
- 631 > Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administrations des impôts)
- 633 > Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)
- 6332 > Cotisations versées au FNAL
- 6333 > Participation des employeurs à la formation professionnelle continue
- 6334 > Participation des employeurs à l'effort de construction

6335 > Versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage

6336 > Cotisations au CNFPT, aux CDG, au CGF et à l'IFAP

6338 > Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations

635 > Autres impôts, taxes et versements assimilés (administrations des impôts)

6351 > Impôts directs (sauf impôts sur les bénéfices)

63511 > Impôts directs - Patente

63512 > Taxes foncières

63513 > Autres impôts locaux

63514 > Taxe sur les véhicules des sociétés

6352 > Taxes sur le chiffre d'affaires non récupérables

6353 > Impôts indirects

6354 > Droits d'enregistrement et de timbre

6355 > Taxes et impôts sur les véhicules

6358 > Autres droits

637 > Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)

64 > CHARGES DE PERSONNEL

641 > Rémunérations du personnel

6411 > Salaires, appointements, commissions de base

6412 > Congés payés

6413 > Primes et gratifications

6414 > Indemnités et avantages divers

6415 > Supplément familial

6416 > Emplois d'insertion

64161 > Emplois jeunes

64168 > Autres emplois d'insertion

6417 > Rémunérations des apprentis

6419 > Remboursements sur rémunérations du personnel

64191 > Crédit impôt compétitivité emploi

64198 > Autres remboursements

645 > Charges de sécurité sociale et de prévoyance

6451 > Cotisations sociales

6452 > Cotisations aux mutuelles

6453 > Cotisations aux caisses de retraite

6454 > Cotisations au Pôle Emploi

6455 > Cotisations pour assurance du personnel

6457 > Cotisations sociales liées à l'apprentissage

6458 > Cotisations aux autres organismes sociaux

6459 > Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance

647 > Autres charges sociales

6471 > Prestations directes

6472 > Versements aux comités d'entreprise et prestations familiales directes

6473 > Allocations de chômage

6474 > Versements aux autres œuvres sociales

6475 > Médecine du travail, pharmacie

6478 > Autres charges sociales diverses

6479 > Remboursements sur autres charges sociales

648 > Autres charges de personnel

6483 > Cessation progressive d'activité

64831 > Indemnités aux agents

64832 > Contributions au fonds de compensation de cessation progressive d'activité

6488 > Autres charges

6489 > Remboursements au titre du fonds de compensation de cessation progressive d'activité

65 > AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE

651 > Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires

6512 > Droits d'utilisation - Informatique en nuage

6518 > Autres

653 > Indemnités et frais de mission et de formation des élus et des membres du conseil d'administration

6531 > Indemnités

6532 > Frais de mission

6533 > Cotisations de retraite

6534 > Cotisations de sécurité sociale - Part patronale

6535 > Formation

6536 > Frais de représentation

654 > Pertes sur créances irrécouvrables

6541 > Créances admises en non-valeur

6542 > Créances éteintes

657 > Subventions de fonctionnement versées

6573 > Subventions de fonctionnement aux organismes publics

65731 > État

65732 > Territoires

65733 > Provinces

65734 > Communes et circonscriptions

65735 > Groupements de collectivités

65736 > Etablissements et services rattachés

65737 > Autres établissements publics locaux

65738 > Autres organismes publics

6574 > Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé

658 > Charges diverses de gestion courante

66 > CHARGES FINANCIÈRES

661 > Charges d'intérêts

6611 > Intérêts des emprunts et dettes

66111 > Intérêts réglés à l'échéance

66112 > Intérêts - Rattachement des ICNE

66113 > Remboursements d'intérêts d'emprunts transférés

661132 > au GFP de rattachement

661133 > à la collectivité ou à l'établissement de rattachement

661138 > à d'autres tiers

6615 > Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs

6616 > Intérêts bancaires et sur opérations de financement (escompte...)

6618 > Intérêts des autres dettes

665 > Escomptes accordés

666 > Pertes de change

667 > Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement

668 > Autres charges financières

6681 > Indemnités pour remboursement anticipé d'emprunt à risque

6682 > Indemnité de réaménagement d'emprunt (pour ordre)

6688 > Autres

67 > CHARGES EXCEPTIONNELLES

671 > Charges exceptionnelles sur opérations de gestion

6711 > Intérêts moratoires et pénalités sur marchés

6712 > Pénalités, amendes fiscales et pénales

6713 > Dons, libéralités

6714 > Bourses et prix

6717 > Rappel d'impôts (autres qu'impôts sur les bénéfices)

6718 > Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion

672 > Reversement de l'excédent à la collectivité de rattachement

673 > Titres annulés (sur exercices antérieurs)

674 > Subventions exceptionnelles

6742 > Subventions exceptionnelles d'équipement

6743 > Subventions exceptionnelles de fonctionnement

675 > Valeurs comptables des éléments d'actif cédés

678 > Autres charges exceptionnelles

68 > DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DÉPRÉCIATIONS ET AUX PROVISIONS

681 > Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions - Charges d'exploitation

- 6811 > Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles
- 6812 > Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir
- 6815 > Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation
- 6816 > Dotations aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles
- 6817 > Dotations aux dépréciations des actifs circulants
- 686 > Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions - Charges financières
- 6861 > Dotations aux amortissements des primes de remboursement des obligations
- 6862 > Dotations aux amortissements des charges financières à répartir
- 6865 > Dotations aux provisions pour risques et charges financiers
- 6866 > Dotations aux dépréciations des éléments financiers
- 687 > Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions - Charges exceptionnelles
- 6871 > Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations
- 6872 > Dotations aux provisions réglementées (immobilisations)
- 6874 > Dotations aux autres provisions réglementées
- 6875 > Dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnels
- 6876 > Dotations aux dépréciations exceptionnelles
- 69 > IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET ASSIMILÉS
- 691 > Participation des salariés aux résultats
- 695 > Impôts sur les bénéfices
- 6951 > Impôts sur les bénéfices
- 6959 > Atténuations - Impôts sur les bénéfices
- 698 > Intégration fiscale
- 6981 > Intégration fiscale - Charges
- 6989 > Intégration fiscale - Produits
- 699 > Produits - Reports en arrière des déficits
- Classe 7. - Comptes de produits
- 70 > VENTES DE PRODUITS FABRIQUÉS, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES
- 701 > Ventes de produits finis et intermédiaires
- 7010 > Électricité
- 7011 > Ventes d'eau
- 70111 > Ventes d'eau aux abonnés
- 70118 > Autres ventes d'eau
- 7012 > Taxes et redevances
- 702 > Énergie livrée non facturée non relevée
- 703 > Ventes de produits résiduels
- 704 > Travaux
- 705 > Études
- 706 > Prestations de services

- 7061 > Redevances d'enlèvement des ordures et des déchets
- 70611 > Redevance d'enlèvement des ordures ménagères
- 70612 > Redevance spéciale d'enlèvement des ordures
- 70613 > Abonnement ou redevance pour enlèvement des déchets industriels et commerciaux
- 70619 > Reversements sur redevances d'enlèvement des ordures et des déchets
- 7062 > Redevances d'assainissement collectif et pour modernisation des réseaux de collecte
- 70621 > Redevance d'assainissement collectif
- 70622 > Redevance pour modernisation des réseaux de collecte
- 70623 > Participation pour assainissement collectif
- 7063 > Redevances d'assainissement non collectif
- 7064 > Contribution des communes et des EPCI (eaux pluviales)
- 7065 > Location de compteurs
- 7066 > Produits des commissions pour recouvrement de la redevance d'assainissement
- 7067 > Transport
- 70671 > Transport de voyageurs
- 70672 > Produits de l'affrètement
- 70673 > Services accessoires aux transports
- 70674 > Location de véhicules sans chauffeurs
- 7068 > Autres prestations de services
- 707 > Ventes de marchandises
- 7071 > Compteurs
- 7078 > Autres marchandises
- 708 > Produits des activités annexes
- 7081 > Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel
- 7082 > Commissions et courtages
- 7083 > Locations diverses
- 7084 > Mise à disposition de personnel facturée
- 7085 > Ports et frais accessoires facturés
- 7086 > Produits des ventes de tabacs
- 7087 > Remboursements de frais
- 70871 > par la collectivité de rattachement
- 70872 > par les budgets annexes et les régies
- 70876 > par le GFP de rattachement
- 70878 > par des tiers
- 7088 > Autres produits d'activités annexes (cessions d'approvisionnements...)
- 709 > Rabais, remises et ristournes accordés
- 7091 > sur ventes de produits finis et intermédiaires
- 7093 > sur ventes de produits résiduels

7094 > sur travaux

7095 > sur études

7096 > sur prestations de services

7097 > sur ventes de marchandises

7098 > sur produits des activités annexes

71 > PRODUCTION STOCKÉE (OU DÉSTOCKAGE)

713 > Variation des stocks (en-cours de production, produits)

7133 > Variation des en-cours de production de biens

7134 > Variation des en-cours de production de services

7135 > Variation des stocks de produits

71351 > Variation des stocks de produits autres que terrains

71355 > Variation des stocks de terrains aménagés

72 > PRODUCTION IMMOBILISÉE

721 > Immobilisations incorporelles

722 > Immobilisations corporelles

73 > PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITÉ

735 > Impôts et taxes spécifiques liés à la production énergétique industrielle

7351 > Taxe sur l'électricité

7358 > Autres

738 > Autres produits issus de la fiscalité

739 > Reversements et restitutions sur impôts et taxes

74 > SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

746 > Fonds d'électrification rurale (FER)

747 > Participations

7471 > État

7472 > Territoires

7473 > Provinces

7474 > Communes et circonscriptions

7475 > Groupements de collectivités

7477 > Budget communautaire

7478 > Autres organismes

748 > Autres attributions et participations

7488 > Autres attributions et participations

7489 > Reversements et restitution sur autres attributions et participations

75 > AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE

751 > Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires

752 > Revenus des immeubles non affectés à des activités professionnelles

753 > Reversement taxe de séjour

754 > Redevances droits de stationnement

7541 > Redevance de stationnement

7542 > Forfait post-stationnement

7549 > Reversement redevance droit de stationnement

75492 > Reversement sur forfait post-stationnement

755 > Redevances pour défaut de branchement à l'égout

757 > Redevances versées par les fermiers et concessionnaires

758 > Produits divers de gestion courante

76 > PRODUITS FINANCIERS

761 > Produits de participations

762 > Produits des autres immobilisations financières

7621 > Produits des autres immobilisations financières encaissés à l'échéance

7622 > Produits des autres immobilisations financières - Rattachement des ICNE

764 > Revenus des valeurs mobilières de placement

765 > Escomptes obtenus

766 > Gains de change

767 > Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement

768 > Autres produits financiers

7681 > Fonds de soutien - Sortie des emprunts à risque

7688 > Autres

77 > PRODUITS EXCEPTIONNELS

771 > Produits exceptionnels sur opérations de gestion

7711 > Débits et pénalités perçus

7713 > Libéralités reçues

7714 > Recouvrement sur créances admises en non valeur

7717 > Dégrevements d'impôts autres qu'impôts sur les bénéfices

7718 > Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion

773 > Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale

774 > Subventions exceptionnelles

7741 > de la collectivité de rattachement

7748 > des tiers

775 > Produits des cessions d'éléments d'actif

776 > Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère industriel et commercial par le budget principal

777 > Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice

778 > Autres produits exceptionnels

78 > REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS

781 > Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation)

7811 > Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

- 7815 > Reprises sur provisions pour risques et charges d'exploitation
- 7816 > Reprises sur dépréciations des immobilisations incorporelles corporelles
- 7817 > Reprises sur dépréciations des actifs circulants
- 786 > Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits financiers)
- 7865 > Reprises sur provisions pour risques et charges financiers
- 7866 > Reprises sur dépréciations des éléments financiers
- 787 > Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits exceptionnels)
- 7872 > Reprises sur provisions réglementées (immobilisations)
- 7874 > Reprises sur autres provisions réglementées
- 7875 > Reprises sur provisions pour risques et charges exceptionnels
- 7876 > Reprises sur dépréciations exceptionnelles
- 79 > TRANSFERTS DE CHARGES
- 791 > Transferts de charges d'exploitation
- 796 > Transferts de charges financières
- 797 > Transferts de charges exceptionnelles
- Classe 8. - Comptes spéciaux
- 80 > ENGAGEMENTS HORS BILAN
- 801 > Engagements donnés
- 8015 > Engagement sur garanties d'emprunt
- 8016 > Redevances de crédit-bail restant à courir
- 80161 > Crédit-bail mobilier
- 80165 > Crédit-bail immobilier
- 8017 > Subventions à verser par annuités (annuités restant à courir)
- 8018 > Autres engagements donnés
- 802 > Engagements reçus
- 8026 > Redevances de crédit-bail restant à recevoir
- 8027 > Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)
- 8028 > Autres engagements reçus
- 86 > VALEURS INACTIVES
- 861 > Comptes de position : titres et valeurs en portefeuille
- 862 > Comptes de position : titres et valeurs chez les correspondants
- 863 > Comptes de prise en charge
- 1 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA
- 2 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA
- 3 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA
- 4 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA
- 5 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA
- 6 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA

7 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA

8 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA

9 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA

10 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA

11 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA

12 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA

13 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA

14 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA

15 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA

16 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA

17 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA

18 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA

19 uniquement pour les comptabilités tenues avec l'application CLARA. »

Arrêté du 8 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale

NOR : ETA24300598AR

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer et le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale du 7 décembre 1944, ensemble les protocoles qui l'ont modifiée ;

Vu le code des transports ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 1991 modifié relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale,

Arrêtent :

Article 1er. — L'arrêté du 24 juillet 1991 susvisé est modifié comme suit :

1° À l'article 1er, les mots : « de la sécurité » sont remplacés par les mots : « pour la sécurité » ;

2° Au troisième alinéa de l'article 2, les mots : « à l'article D. 121-7 du code de l'aviation civile » sont remplacés par les mots : « à l'article D. 6111-13 du code des transports » ;

3° L'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. — Le ministre chargé de l'aviation civile peut faire effectuer les vérifications et la surveillance qu'il juge nécessaires pour l'application de cet arrêté par des agents, des organismes ou des personnes prévus par l'article L. 6221-4 du code des transports. Ces agents, organismes et personnes, susceptibles d'effectuer ces vérifications et cette surveillance, sont dénommés services compétents. » ;

4° Après l'article 6, il est inséré un nouvel article 6-1 ainsi rédigé :

« Art. 6-1. — I. — Les dispositions du présent arrêté et de ses annexes sont applicables dans les îles Wallis et Futuna et en Polynésie française, dans leur rédaction résultant de l'arrêté du 8 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale, à l'exception :

- « — des mots "les ballons ultralégers" mentionnés à l'article 3 ;
- « — de la définition de "vol à sensations" du chapitre I de l'annexe ;
- « — du second alinéa du point 4.3.4.3 du chapitre IV de l'annexe ;
- « — du chapitre VIII de l'annexe ;
- « — des mots "ou de vols à sensations" du point 2 de l'annexe II à l'annexe ;
- « — de l'annexe VII à l'annexe.

« II. — Les dispositions du présent arrêté et de ses annexes sont applicables, à l'exception de l'article 3, en Nouvelle-Calédonie dans leur rédaction résultant de l'arrêté du 8 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale, pour ce qui concerne l'utilisation des aéronefs dans le cadre de la circulation aérienne extérieure et les dispositions relatives au maintien de la navigabilité des aéronefs inscrits sur le registre français d'immatriculation ou porteurs des marques provisoires prévues à l'article D. 6111-13 du code des transports.

« Toutefois, les dispositions suivantes du présent arrêté ne s'appliquent pas en Nouvelle-Calédonie :

- « — la définition de "vol à sensations" du chapitre I de l'annexe ;
- « — le second alinéa du point 4.3.4.3 du chapitre IV de l'annexe ;
- « — le chapitre VIII de l'annexe ;
- « — les mots "ou de vols à sensations" du point 2 de l'annexe II à l'annexe ;
- « — l'annexe VII à l'annexe.

« III. — Pour l'application du présent arrêté à Saint-Barthélemy, à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, les références aux règlements européens sont remplacées par les références aux règles applicables en métropole en vertu des mêmes règlements. » ;

5° Au chapitre I de l'annexe, les mots : « aéronefs portant les marques provisoires prévues par l'article D. 121-7 du code de l'aviation civile » sont remplacés par les mots : « aéronefs portant les marques provisoires prévues par l'article D. 6111-13 du code des transports » ;

6° Au chapitre I de l'annexe, l'alinéa débutant par les mots : « Consignes opérationnelles » est remplacé par l'alinéa suivant :

« Consigne opérationnelle : Document par lequel le ministre chargé de l'aviation civile impose des limitations opérationnelles pour des raisons de sécurité, ou par lequel il donne des informations relatives à l'application ou à l'interprétation des règlements opérationnels. » ;

7° Au chapitre I de l'annexe, à l'alinéa débutant par les mots : « ELT (AD) (ELT automatique largable) », le mot : « automatiquement » est remplacé par le mot : « automatiquement » ;

8° Au point 4.1.1.3 du chapitre IV de l'annexe, les mots : « code de l'aviation civile » sont remplacés par les mots : « code des transports » ;

9° Au cinquième alinéa du point 4.3.2.1 du chapitre IV de l'annexe, les mots : «) Un aéronef certifié » sont remplacés par les mots : « b) Un aéronef certifié » ;

10° Au point 5.10.10. du chapitre V de l'annexe, les mots : « au R. 133-1-1 du code de l'aviation civile » sont remplacés par les mots : « aux R. 6221-8 à R. 6221-12 du code des transports » et les mots : « de la sécurité » sont remplacés par les mots : « pour la sécurité » ;

11° Au point 7.1 du chapitre VII de l'annexe, les mots : « code de l'aviation civile » sont remplacés par les mots : « code des transports » ;

12° L'annexe VI à l'annexe est remplacée par les dispositions suivantes :

« ANNEXE VI

« VOL DE DÉMONSTRATION

« L'organisme titulaire d'une autorisation permettant la conduite d'un vol de démonstration est soumis aux conditions et obligations décrites ci-après :

« 1. Aéronef.

« Un vol de démonstration est conduit sur un aéronef dont le type est certifié et pour lequel un certificat de navigabilité individuel est délivré. Toutefois, un exploitant peut être autorisé à effectuer un vol de démonstration sur un aéronef pour lequel le certificat de navigabilité n'a pas encore été délivré s'il justifie d'un niveau de sécurité satisfaisant. En outre, un organisme chargé d'essais en vol peut effectuer un vol de démonstration sur un aéronef sous laissez-passer ou autorisation de vol.

« 2. Préparation du vol de démonstration.

« a) Tout pilote invité assiste à un briefing ayant pour objet de présenter dans le détail l'aéronef à utiliser et de le familiariser avec les différents systèmes ainsi qu'avec les procédures particulières du vol de démonstration.

« b) Il est dispensé à tout pilote invité soit une ou plusieurs séances sur un simulateur adapté afin de le familiariser avec l'aéronef, soit un briefing technique complet présenté dans l'environnement du poste de pilotage. Cette préparation permettra de présenter les procédures associées au déroulement du vol et l'exercice de démonstration.

« 3. Répartition des tâches entre membres d'équipage.

« La répartition des tâches "pilote en fonction - pilote non en fonction" (PF-PNF) est conforme à celle du manuel traitant des opérations de vol de l'entreprise concernée.

« En tout état de cause, les conditions suivantes sont respectées :

« a) Le commandant de bord :

« – est responsable de la sécurité du vol et, à ce titre, de la préparation et de la réalisation de l'exercice de démonstration ;

« – assure les fonctions de PNF au cas où le pilote invité aurait à piloter.

« b) Dans le cas d'un vol nécessitant un équipage multi-pilote, le commandant de bord et le copilote sont chargés :

« – de la surveillance extérieure ;

« – de la gestion des communications radio ;

« – de la gestion de la navigation en route ;

« – du recueil des informations météorologiques ;

« – de la surveillance du fonctionnement des systèmes de l'aéronef ;

« – de l'application des procédures du manuel de vol en cas de panne réelle d'un système.

« c) Le pilote invité peut occuper un des sièges pilote pendant tout ou partie du vol et dans ce cas il assure la fonction de pilote aux commandes (PF), à l'exception des tâches confiées au commandant de bord et au copilote décrites au b ci-dessus.

« Le commandant de bord et, le cas échéant, le copilote doivent être en mesure de reprendre les commandes à tout moment en cas de nécessité et de mettre en œuvre les procédures normales ou d'urgence de la conduite du vol.

« 4. Limitations.

« Le vol de démonstration est conduit à l'intérieur du domaine de vol autorisé ou, dans le cas d'un vol effectué par un organisme chargé d'essais en vol, à l'intérieur du domaine déjà ouvert.

« Lorsqu'un plan de vol est requis, ce document porte la mention : "vol de démonstration".

« Le vol de démonstration avec des passagers invités à bord ne peut comporter des pannes volontaires.

« Le vol de démonstration comportant des pannes volontaires peut s'effectuer avec des personnes invitées si elles ont un intérêt technique au vol.

« Dans tous les cas, le nombre de personnes participant à un vol de démonstration est réduit au strict minimum. »

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et applicable le lendemain de sa publication.

Fait le 8 juillet 2024.

Le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,

Pour le ministre et par délégation :

L'adjoint au directeur de la sécurité de l'aviation civile,

F. MEDIONI

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général des outre-mer,

O. JACOB

Arrêté du 8 juillet 2024 fixant les modalités pédagogiques spéciales applicables aux sportifs de haut niveau préparant les diplômes mentionnés à l'article D. 613-30-2 du code de l'éducation

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer et la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment son article D. 613-30-2 ;

Vu l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 14 mai 2024 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation en date du 22 mai 2024,

Arrêtent :

Article 1er. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux sportifs de haut niveau préparant les diplômes mentionnés aux articles D. 636-48, D. 642-14, D. 642-34 et D. 643-1 du code de l'éducation.

Art. 2. — L'établissement d'accueil, après avis du recteur de région académique, veille à ce que les sportifs de haut niveau bénéficient des aménagements de formation dans les conditions suivantes :

1° L'établissement met en place des aménagements de formation qui tiennent compte des contraintes d'entraînement et du calendrier des compétitions sportives ;

2° L'établissement met en place des structures adaptées à l'accueil de ces sportifs dans son règlement ;

3° L'équipe pédagogique définit avec le sportif, accompagné par le responsable de la structure sportive, un projet pédagogique spécifique et adapte sa démarche pédagogique en fonction des besoins et capacités de chaque sportif et des obligations liées à la formation suivie et à la certification visée ;

4° Pour assurer la continuité des enseignements, le recours aux technologies d'information et de communication, lorsqu'elles sont disponibles, ainsi qu'aux espaces numériques de travail peut être proposé, de même que l'enseignement à distance.

Un étalement sur plusieurs sessions du passage des épreuves peut être mis en place par le recteur de région académique, sur demande du candidat faite préalablement à son inscription à l'examen. Pour les candidats scolarisés, cet étalement des épreuves doit être cohérent avec celui décidé pour les enseignements.

Art. 3. — Les dispositions du présent arrêté s'appliquent dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

Pour l'application de l'article 2 du présent arrêté, la référence au recteur de région académique est remplacée par la référence au vice-recteur.

Art. 4. — Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 2024.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 juillet 2024.

La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Pour la ministre et par délégation :

La cheffe du service de la stratégie des formations et de la vie étudiante, adjointe à la directrice générale,

L. VAGNER-SHAW

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général des outre-mer,

O. JACOB

Arrêté du 8 juillet 2024 fixant les choix des langues vivantes étrangères autorisées pour les épreuves des examens du brevet de technicien supérieur

NOR : ETA24300610AR

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer et la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment son article D. 643-15-2 ;

Vu l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 14 mai 2024 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation en date du 22 mai 2024,

Arrêtent :

Article 1er. — Peuvent faire l'objet d'épreuves obligatoires au brevet de technicien supérieur :

- langue vivante I : allemand, anglais, arabe, arménien, cambodgien, chinois, danois, espagnol, finnois, grec moderne, hébreu, italien, japonais, néerlandais, norvégien, persan, polonais, portugais, russe, suédois, turc, vietnamien ;

- langue vivante II : allemand, anglais, arabe, arménien, cambodgien, chinois, danois, espagnol, finnois, grec moderne, hébreu, italien, japonais, néerlandais, norvégien, persan, polonais, portugais, russe, suédois, turc, vietnamien, basque, breton, catalan, corse, langues mélanésiennes, occitan-langue d'oc, tahitien, créole.

Art. 2. — Peuvent faire l'objet d'épreuves facultatives orales au brevet de technicien supérieur :

- allemand, anglais, arabe, arménien, cambodgien, chinois, danois, espagnol, finnois, grec moderne, hébreu, italien, japonais, néerlandais, norvégien, persan, polonais, portugais, russe, suédois, turc, vietnamien, basque, breton, catalan, corse, langues mélanésiennes, occitan-langue d'oc, tahitien, langues régionales d'Alsace, langues régionales des pays mosellans, langue des signes française, créole.

Art. 3. — Les dispositions du présent arrêté s'appliquent dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 juillet 2024.

La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Pour la ministre et par délégation :

La cheffe du service de la stratégie des formations et de la vie étudiante, adjointe à la directrice générale,

L. VAGNER-SHAW

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général des outre-mer,

O. JACOB

Arrêté du 5 juillet 2024 portant modification de l'arrêté du 28 avril 2020 relatif au marquage des armes à feu et de leurs éléments

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le ministre des armées et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer,

Vu la directive (UE) 2021/555 du Parlement européen et du Conseil du 24 mars 2021 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes, notamment son article 4 ;

Vu la directive d'exécution (UE) 2024/325 de la Commission du 19 janvier 2024 modifiant la directive d'exécution (UE) 2019/68 en ce qui concerne la profondeur minimale des marquages apposés sur les armes à feu et leurs parties essentielles ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article R. 311-5-1 ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2020 relatif au marquage des armes à feu et de leurs éléments,

Arrêtent :

Article 1er. — Après le deuxième alinéa de l'article 1er de l'arrêté du 28 avril 2020 susvisé, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
« La profondeur du marquage doit être d'au moins 0,0762 millimètre. »

Art. 2. — À l'article 3 du même arrêté, après les mots : « arrêté est applicable », sont insérés les mots : « , dans sa rédaction résultant de l'arrêté du 5 juillet 2024 portant modification de l'arrêté du 28 avril 2020 relatif au marquage des armes à feu et de leurs éléments, ».

Art. 3. — Les dispositions des articles 1er et 3 du même arrêté entrent en vigueur, dans leur rédaction résultant du présent arrêté, le 1er juillet 2025.

Les dispositions du premier alinéa sont applicables en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 5 juillet 2024.

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Pour le ministre et par délégation :

La directrice des entreprises et partenariats de sécurité et des armes,

J. MERCIER

Le ministre des armées,

Pour le ministre et par délégation :

Le délégué général pour l'armement,

E. CHIVA

La ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer,

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général des outre-mer,

O. JACOB



Le Tarif des Douanes de Polynésie française



est disponible à la vente
au prix de 5.495 F CFP TTC les 2 volumes